ÉTUDES

SUR L'ANGLETERRE.

VI.

BIRMINGHAM.

Nous approchons du seul district où l'industrie en Angleterre puisse prétendre à un certain caractère d'universalité. Dans les autres cités manufacturières, il y a toujours une branche du travail qui domine, qui attire à elle les capitaux et les ouvriers. Chaque ville de fabrique est en quelque sorte une spécialité : Manchester file, tisse et imprime le coton; Leeds file le lin et tisse le drap; Nottingham excelle dans la bonneterie, et Coventry dans les rubans; Sheffield travaille l'acier, Wolverhampton le fer, Burslem l'argile; Newcastle extrait et expédie le charbon. Au sein de ces occupations qui varient peu, les artisans contractent, par la répétition des mêmes actes, des habitudes qui se gravent en caractères ineffaçables dans leur constitution physique et dans leurs mœurs. Chaque manufacture engendre pour ainsi dire une race d'hommes différens : on reconnaîtrait entre mille un serrurier de Wolverhampton, un mineur de Newcastle, ou un tisserand de Nottingham.

Birmingham n'a pas cette puissante, mais dangereuse unité; les applications de l'industrie y sont innombrables. A l'exemple de Paris, cette ville fait un peu de tout, le fait bien, et au plus bas prix. Seulement Paris recherche davantage le beau, et Birmingham l'utile; le génie mécanique opère ici les mêmes prodiges qu'enfante là le sentiment de l'art. A quelques égards, Birmingham est comme une succursale de Paris; nous fournissons les modèles que copient les ouvriers du comté de Warwick. Le principal fabricant de boutons, à Birmingham, M. Turner, déclare qu'il est obligé d'avoir un établissement à Paris pour en tirer les dessins et les ornemens que les ateliers nationaux ne sauraient fournir (1).

Un autre côté par lequel Birmingham se distingue des grands centres manufacturiers, c'est l'ancienneté de ses industries. Il n'y a rien là qui ressemble à ces gigantesques cités improvisées en moins d'un demi-siècle par la *jenny* et par la machine à vapeur; Birmingham est véritablement l'œuvre du temps. Les fabriques diverses que cette ville renferme ont chacune leur date et se sont établies à leur heure, le sol industriel se formant peu à peu de ces couches superposées. Avant la révolution de 1688, Birmingham devait à sa proximité des mines de fer et de houille l'activité qu'y avait déjà prise le travail des métaux. Ce travail fut borné d'abord à la quincaillerie grossière : la fabrication des clous, qui s'opère aujourd'hui par des moyens mécaniques, occupait alors une multitude d'ouvriers; les femmes à demi vêtues maniaient le marteau comme les hommes; les échoppes des cloutiers bordaient les avenues de la ville, et la population de Birmingham, telle que la décrit Hutton en 1741, n'était qu'une tribu de forgerons.

Après la révolution de 1688, une commande du gouvernement, obtenue à propos, y naturalisa la manufacture des armes à feu, manufacture aujourd'hui si considérable, que, de 1804 à 1818 seulement, les ateliers de Birmingham ont pu livrer, soit à l'état, soit au commerce, cinq millions de fusils, de pistolets ou de mousquetons. En ce moment, ils fabriquent dix à douze mille canons de fusil par mois; la guerre survenant, cette fabrication serait aisément doublée. Le gouvernement, secondant l'essor d'une industrie aussi profitable à sa politique, a établi à Birmingham un tir d'épreuve où l'on essaie les canons de fusil avant de les monter. Bientôt la manufacture des armes blanches est venue se placer, comme un complément naturel, à côté de la manufacture des armes à feu : en sorte que cette ville alimente encore les arsenaux de

(1) *Children's employment commission's report.*

l'Angleterre, après avoir long-temps approvisionné ceux de la coalition.

Un peu plus tard, la mode fit surgir à Birmingham la fabrication des boutons et des boucles, dont l'une a passé avec la mode, dont l'autre inonde encore de ses produits l'Angleterre, les États-Unis et l'Amérique du Sud. Vers la fin du XVIIIe siècle, l'industrie de cette ville embrassait déjà la quincaillerie fine, la sellerie, la tabletterie, la bimbeloterie, et Burke avait pu dire, avec une sorte d'orgueil, qu'elle était « la boutique de joujoux (*toy-shop*) de l'Europe. » Depuis, l'Allemagne et la France ont fait à la bimbeloterie anglaise une concurrence qui a beaucoup réduit les dimensions de cette industrie; mais, en revanche, Birmingham s'est enrichi de plusieurs produits nouveaux. La fabrication des épingles y a pris une importance telle qu'il en sort 2 à 3 milliards d'épingles par semaine. Depuis que l'usage des plumes d'acier s'est répandu en Angleterre, Birmingham en livre au commerce quatre-vingt à cent mille grosses par an; un seul fabricant emploie 250 ouvriers, et débite quarante tonnes d'acier. L'application du vernis laque au carton-pâte, ingénieuse création de Bakerville, a donné naissance à une industrie que Birmingham exploite avec un grand succès, et que Paris est parvenu à s'approprier. La verrerie, les cristaux, les bronzes, les tôles, les plaqués et la bijouterie commune complètent la nomenclature des fabriques qui composent cet ensemble manufacturier, pareil à une pièce de marqueterie.

Birmingham peut revendiquer sa part, et une part prépondérante, dans la révolution industrielle qui a couronné les progrès du dernier siècle. Ce fut là que commencèrent, dès 1738, et sous les auspices de John Wyatt, ces essais encore informes de filature que le génie d'Arkwright devait amener trente ans plus tard à leur maturité. L'établissement de Northampton, le second fondé par Wyatt, ne renfermait que 250 broches qui exigeaient l'emploi de 50 ouvriers, un ouvrier pour cinq broches : voilà quelle fut l'apogée de cette invention à son début! Aujourd'hui, au moyen des métiers à moteur continu (*self-acting*), deux mille broches sont souvent placées sous la surveillance d'un ouvrier, aidé de son rattacheur.

Mais si la filature, après ces humbles et malheureux essais, dut se greffer, pour devenir féconde, sur l'industrie du Lancastre et des comtés de Nottingham et de Derby, l'invention de la machine à vapeur, originaire de Glasgow, ne trouva qu'à Birmingham les moyens de se développer. Ce fut un manufacturier de cette ville, M. Boulton, qui, mettant ses capitaux et son intelligence commerciale au service de

Watt, établit, de concert avec lui, dans ses ateliers de Soho, la première fabrique de machines à vapeur. Cet établissement, fondé en 1773, eut pendant long-temps le privilége exclusif de fournir le nouveau moteur à l'industrie de l'Angleterre, et devint la source d'une fortune colossale pour ceux qui l'avaient créé. Aujourd'hui que chaque ville manufacturière compte plusieurs ateliers de construction, ceux de Soho conservent leur vieille réputation, et le fils de Watt s'honore de les diriger. Au reste, les propriétaires ne se bornent pas à construire les machines, ils les emploient. C'est dans l'établissement de Soho que se frappe, depuis l'année 1783, la monnaie de cuivre qui circule dans le royaume; l'on y fabrique aussi des bronzes, du plaqué et de la vaisselle d'argent.

La situation de Birmingham commande cette variété dans ses industries. Tous les autres centres manufacturiers ont une destinée en quelque sorte maritime. Les fabriques de Manchester, de Leeds et de Glasgow, les forges de l'Écosse et du pays de Galles, les mines du Cornouailles et du comté de Durham touchent à la mer, et invitent par conséquent à l'exportation. Birmingham, placé au cœur de l'Angleterre, à une égale distance de la mer du Nord et de la mer d'Irlande, de la Tamise et de la Mersey, sur la limite qui sépare les comtés agricoles du sud et de l'est des comtés industriels du nord et de l'ouest, devait être un lieu d'échange, un entrepôt, un port intérieur. De là, l'infinie diversité de ses produits. Une industrie qui exporte peut se confiner à deux ou trois genres, car la spécialité, dans le commerce extérieur, est la condition du succès. Dans le commerce intérieur, au contraire, comme il faut pourvoir aux mille besoins de la société, un article en entraîne un autre, et toute manufacture procède par voie d'assortiment.

Les avantages naturels de cette position se trouvent complétés depuis que, par l'établissement des chemins de fer, Birmingham marque le point d'intersection des deux grandes lignes qui vont de Liverpool ainsi que de Manchester à Londres, de Newcastle et de Hull à Bristol. Du centre où viennent aboutir ces rayons, il n'y a pas de point extrême que l'on ne puisse atteindre en trois, quatre, cinq ou six heures. Des canaux presque parallèles transportent les produits encombrans. Pourtant ce qui fait la principale richesse de Birmingham, ce sont les districts manufacturiers qui relèvent de cette grande cité : dans un rayon de trente lieues en allant vers le nord, se trouvent échelonnées les forges du Staffordshire, parmi lesquelles les seules usines de Bilston fournissent autant de fer que la Suède tout entière, et celles de Stourbridge, qui occupent cinq mille ouvriers; les poteries de Burslem et

des environs; les quincailleries de Wolverhampton, de Willenhall, Walsall et Sedgeley; la coutellerie et les plaqués de Sheffield; le tout établi sur un banc de houille continu qui appelle un nombre prodigieux de mineurs, et qui fait circuler chaque année sur les canaux quatre à cinq millions de tonneaux. L'influence de ces industries auxiliaires sur la prospérité de Birmingham a été rendue évidente par le recensement de 1841, qui constate que 54,000 personnes, ou environ 30 pour 100 du nombre des habitans, étaient étrangers au comté de Warwick. Au reste, l'accroissement de la population n'a pas été moins extraordinaire ni moins rapide que dans les métropoles de la laine et du coton : Birmingham renfermait, en 1781, 50,000 habitans; en 1801, 73,670; en 1811, 85,755; en 1821, 106,722; en 1831, 146,986, et 182,922 en 1841. Cette augmentation représente près de 38 pour 100 dans la période décennale de 1821 à 1831, époque où Birmingham et Sheffield nouèrent avec les États-Unis des relations plus étendues, et où commence l'ère des chemins de fer; elle s'était élevée à 47 pour 100, dans la période vicennale de 1781 à 1801, marquée par l'introduction de la machine à vapeur.

L'aspect de la ville répond à ces données de son état industriel. Elle figure un carrefour de larges rues, une espèce de *forum* que les multitudes environnantes envahissent à un jour donné, tantôt dans un but politique, et tantôt dans un intérêt commercial. On voit bien vite que la bourgeoisie, qui fait partout la base des populations urbaines, ne s'élève guère à Birmingham au-dessus des régions inférieures de la société. Rien n'y affecte de vastes proportions, pas même le travail, qui paraît si grandiose dans les comtés du nord. Le seul édifice un peu remarquable est la salle de l'hôtel-de-ville (*town-hall*), où se tiennent les réunions publiques, et qui est la tribune aux harangues de cette communauté d'ouvriers. Les principales rues sont occupées par des revendeurs ou détaillans, car aucune ville d'Angleterre, après Londres, ne renferme plus de boutiques. Les ouvriers habitent des cours fermées, une maison pour chaque famille, et chaque cour réunissant de quatre à vingt maisons. On comptait à Birmingham, il y a quelques années, 2010 cours, renfermant 12,254 maisons et 48,916 personnes, ou quatre personnes par habitation (1). Le loyer d'une maison est en moyenne de 3 shillings 1/2 par semaine, le prix d'une chambre à White-Chapel ou à Spitalfields.

Ces petits cloîtres industriels ne sont rien moins que des modèles

(1) *Sanitary condition of labouring classes.*

de propreté. Comme il n'y a qu'une pompe par cour, un seul trou aux cendres pour recevoir les résidus, et un seul lavoir, chaque ménagère ne manque pas de prétextes pour se relâcher de la rigueur de ses fonctions. L'usage d'engraisser des porcs contribue encore à augmenter les dépôts et les émanations qui vicient l'atmosphère (1); mais comme, après tout, les familles ont de l'air et de l'espace, comme les caves ne sont pas habitées ainsi qu'à Liverpool et à Manchester, les maladies font moins de ravages, et Birmingham jouit comparativement d'une sorte de salubrité (2). Le docteur Duncan évalue la mortalité de cette ville à un décès par an sur 36 79/100 personnes; il est vrai que l'on n'y compte que 40 habitans par mille carré de surface bâtie, c'est-à-dire un peu moins qu'à Londres, et beaucoup moins qu'à Leeds, qu'à Manchester, qu'à Liverpool.

Pendant la dernière moitié du XVIIIe siècle, le sol aux abords de la ville était divisé en petits jardins, que les ouvriers louaient à raison d'une guinée et demie par an. Là, dans la belle saison, après leur travail, ils passaient la soirée à cultiver des légumes et des fleurs, simple et salutaire occupation qui était pour eux une source de plaisirs. Depuis cette époque, les jardins ont graduellement disparu pour faire place aux maisons; et comme Birmingham, de même que Manchester et Liverpool, n'a pas de promenades publiques, les ouvriers manquent d'un lieu de récréation où ils puissent, une ou deux fois par semaine, respirer un air plus salubre et plus pur que celui des rues ou des ateliers. Telle est cependant l'excellence d'un site élevé de cinq cents pieds au-dessus du niveau de la mer, formé de plusieurs collines et baigné par plusieurs ruisseaux, que la vie moyenne à Birmingham, par une exception très remarquable, a presque la même durée que dans les districts ruraux.

La mortalité dans l'âge le plus tendre est presque aussi considérable qu'à Manchester, et elle tient aux mêmes causes. La moitié des

(1) S'il faut en croire les huit médecins qui ont signé le rapport inséré dans l'ouvrage de M. Chadwick (*Sanitary condition*, etc.), la voie publique servirait littéralement de voirie. Je me borne à reproduire ici le texte anglais, dont notre langue n'admettrait pas la crudité. « It is a common custom throughouh the town to empty the contacts of the ash-pits and privies in the night into the streets, from which they are carted away early on the following morning. But some filth always remains after this proceeding and continues, until it has entirely evaporated, to be an annoyance to the neighbourhood. Deposits are made on the side of the canals, until they are removed in boats into the country. »

(2) A Birmingham, en 1832, l'on n'a compté que vingt-quatre cas de choléra, pendant qu'à dix milles de là, le choléra dépeuplait la petite ville de Bilston.

enfans qui naissent succombent avant la sixième année. Dans les autres districts du comté, la proportion des décès au-dessous de cinq ans n'est que de 35 pour 100. Or, quand on songe que la vie moyenne dure tout aussi long-temps à Birmingham que dans les campagnes, il faut bien reconnaître que les circonstances atmosphériques n'ont aucune part à l'espèce d'épidémie qui moissonne tant d'enfans au berceau. Cette épidémie est principalement de l'ordre moral; on en trouve la cause dans l'absence de ces soins maternels que la nature, pour le distinguer des animaux, a rendus plus nécessaires à l'homme que l'air et que le lait. A Birmingham comme à Manchester, le travail dissout la famille. Les femmes, employées dans les ateliers, négligent leurs devoirs domestiques, et cette négligence résulte de l'habitude encore plus que de la nécessité. La jeune fille, accoutumée dès l'enfance à l'existence tout extérieure des populations industrielles, ne sait pas ou ne veut pas, en se mariant, former autour d'elle un intérieur, un foyer; elle continue à fréquenter les ateliers, travaille pendant sa grossesse jusqu'au dernier jour, reprend l'ouvrage trois semaines après, et confie alors ses petits enfans aux soins de quelque vieille femme ou de quelque autre enfant à peine plus âgé que les siens; cette surveillance lui coûte à peu près autant que son travail peut lui rapporter (1). Toutefois, l'insouciance des mères ne va pas jusqu'à l'expédient barbare de ces potions opiacées qui n'endorment la faim ou les cris qu'en altérant le principe même de la vie.

Si les ouvriers vivent plus long-temps à Birmingham qu'ailleurs, cela ne veut pas dire qu'ils soient beaucoup plus robustes. Dans l'échelle sanitaire du royaume, la population de la ville occupe ce degré intermédiaire qui n'est ni le rachitisme, ni la vigueur, se maintenant presque à une égale distance de la maladie et de la santé. En entrant à Birmingham, on n'est pas frappé du spectacle de cette dégradation physique qui signale, dans quelques districts, les familles des tisserands et celles des fileurs; mais on n'y aperçoit pas non plus la race herculéenne que l'on rencontre parmi les ouvriers des mines et des forges, ces athlètes du travail qui, selon l'expression des commissaires du gouvernement (2), traversent la vie comme des coqs de combat. Ainsi, plus de la moitié des volontaires qui se présentent pour entrer dans les rangs de l'armée sont rejetés comme impropres au service militaire (3), et, ce qui in-

(1) *Children's employment commission.*

(2) « They live their lives, as fighting cocks. » (*Id.*)

(3) « Out of 613 men enlisted, almost all of whom come from Birmingham and five other neighbouring towns, only 238 were approved for service. » (*Children's commission.*)

dique plus que tout autre symptôme l'affaiblissement des constitutions, les maladies de poitrine comptent pour un tiers environ dans les décès.

J'ai comparé l'industrie de Birmingham à celle de Paris; les mêmes analogies se font remarquer entre les populations des deux cités. Sans doute on chercherait vainement à les ramener à un type commun; mais les habitans de Birmingham sont, par rapport à ceux de Manchester et de Glasgow, ce que sont les habitans de Paris par rapport à ceux de Lille et de Rouen. C'est la même supériorité dans les deux cas. Cependant l'ouvrier de Birmingham n'a pas, comme celui de Paris, ce goût inné et cette élégance personnelle que communique un commerce journalier avec les travaux de luxe, de mode et d'art. Il a l'air gauche et lourd sous sa longue blouse blanche qui traîne jusqu'aux talons. Pour compléter cet accoutrement d'un autre siècle, il porte volontiers des culottes courtes et des bas bleus. N'allez pas croire qu'il soit indifférent à une certaine prétention de toilette. Les femmes pâles et osseuses se drapent dans un schall fané; les hommes, par une exception assez rare dans les villes de fabriques, ont souvent deux habillemens complets; les marchands d'habits sont aussi nombreux dans la ville que les débitans de boissons. Même recherche dans le choix des alimens. Les ouvriers de Birmingham ne vivraient pas, comme ceux de Boston ou de Stockport, de pain, de lard et de pommes de terre; il leur faut les meilleures viandes et les morceaux les plus délicats. Dans la semaine, ils se nourrissent de côtelettes et de *beafsteaks;* le dimanche, ils se font servir les rôtis les plus succulens (*best joints*). Souvent le chef de la famille dîne à la taverne, pendant que sa femme et ses enfans, réunis autour d'un ragoût de pommes de terre, pâtissent de cet égoïsme sensuel. L'ouvrier, à Birmingham, ne s'enivre pas de quelque liqueur brutale telle que le genièvre ou le whiskey, il boit habituellement de la bière, et souvent des vins étrangers. Par exemple, et ceci achève de caractériser la race, son appétit n'est pas au niveau de sa sensualité : il faudrait, selon un témoignage officiel (1), deux repas comme le sien pour apaiser la faim d'un laboureur.

Ce goût du luxe et de la bonne chère, qui se manifeste à Birmingham, montre que le travail y est plus productif que régulier, et que les hommes y jouissent habituellement d'une sorte de loisir. Dans la fabrique parisienne, les ouvriers, qui gagnent de 5 à 10 francs par jour, ne travaillent qu'un certain nombre de jours par semaine et qu'un certain nombre d'heures par jour. Dans les ateliers de Birmingham, la

(1) *Children's employment commission.*

journée effective se prolonge rarement au-delà de dix heures; beaucoup d'artisans se reposent en outre le dimanche, le lundi et le mardi. Or, il est dans la nature de l'homme, dès qu'il obtient du loisir, de le consacrer aux plaisirs des sens, avant de songer aux plaisirs de l'esprit, et il se passera du temps avant que la réduction ou l'intermittence du travail tourne au profit de l'intelligence des travailleurs.

Pénétrons plus intimement dans l'organisation de cette industrie. On sait que la puissance manufacturière, de l'autre côté du détroit, a suivi l'exemple de la propriété foncière, et qu'elle s'est constituée à l'état féodal. Une filature, une mine, un haut-fourneau est une véritable baronnie dont le propriétaire, commandité par les banques et gouvernant à l'aide des machines le feu et l'eau, a une autorité moins arbitraire, mais plus absolue, sur ses ouvriers que les seigneurs du moyen-âge sur leurs vassaux. Les ouvriers sont enrégimentés, et rien ne ressemble plus à une colonie militaire que ces colonies industrielles dont la manufacture est comme la citadelle, la cheminée de la machine le drapeau, et où le manufacturier, en admettant ou en excluant une famille, exerce indirectement, sur les membres qui la composent, le droit de vie et de mort. Là, les ouvriers, ne pouvant pas traiter avec les maîtres de puissance à puissance, ont recours au procédé universel des faibles et des opprimés : ils conspirent. L'aristocratie manufacturière est ainsi une espèce de despotisme tempéré quelquefois par des révoltes et tous les jours par des coalitions.

Les petits fabricans de drap qui habitent les campagnes voisines de Leeds et les districts septentrionaux du pays de Galles font déjà exception à cet état de choses, qui semble être en Angleterre la loi du travail, et qui se développe avec les progrès de l'industrie. A côté d'une démocratie rurale ainsi limitée et réduite à un tel isolement, on peut placer la démocratie urbaine de Birmingham et des environs, qui se recommande par des nombres plus imposans, et dont la constitution présente un sujet d'études plein d'intérêt.

Pendant que les capitaux tendent à se concentrer dans la Grande-Bretagne, ils se divisent de plus en plus à Birmingham. L'industrie de cette ville, de même qu'en France la culture du sol, est descendue à l'état parcellaire. On y rencontre peu de grandes fortunes et à peine quelques grands établissemens. Certains manufacturiers opèrent avec un fonds de 10 à 20,000 francs; la plupart n'ont pas plus de cinq à six ouvriers, le *maximum* est généralement de cinquante par fabrique. En 1843, à une époque où les produits annuels de Birmingham atteignaient une valeur de 80 à 90 millions de francs, on supposait

que cette production se partageait entre quatre mille fabricans, ce qui représente une moyenne de 20,000 francs pour chacun. En 1841, la commission sanitaire, ayant à déterminer l'influence qu'exerce chaque genre d'occupation sur la santé des ouvriers, déclarait qu'elle avait dû renoncer à remplir sa tâche (1), attendu la difficulté d'interroger cette multitude de fabricans qui, seulement pour les quatre-vingt-dix-sept industries propres à Birmingham, étaient au nombre de deux mille.

Cette organisation industrielle tient à la nature même des travaux. Dans les manufactures où la puissance mécanique domine, les rouages multipliés qui concourent à la production exigeant une mise de fonds considérable, et l'intérêt de ce capital ne pouvant être couvert que par de vastes opérations, il faut nécessairement que la direction se concentre dans un petit nombre de mains. Alors la machine est tout, et l'homme n'est rien. Le talent et quelquefois le génie se montrent dans le mécanisme de la fabrique; mais l'œuvre marche ensuite d'elle-même, et l'ouvrier, réduit à un rôle auxiliaire, n'a plus besoin que d'un peu d'attention pour suivre la besogne qui lui est tracée. Aussi ne doit-on pas s'étonner si la femme remplace bientôt l'homme, et si plus tard l'enfant vient la supplanter. Quelque jour, une machine sera substituée à l'enfant lui-même; les ateliers achèveront de se dépeupler, et l'on verra tous ces métiers se mouvoir mystérieusement dans la solitude, avec une émulation infatigable, au simple commandement d'un chauffeur.

A Birmingham, au contraire, le travail est purement manuel. On emploie les machines comme un accessoire de la fabrication; mais tout dépend de l'adresse et de l'intelligence de l'ouvrier. Le capital, en pareil cas, c'est l'habileté acquise. Avec un peu d'argent et des outils, un ouvrier peut travailler pour son propre compte; il n'en faut pas davantage pour prendre rang, par exemple, parmi les fabricans de quincaillerie, de bronzes, de boutons et de plaqués.

Cela se fait de diverses manières. Tantôt l'ouvrier travaille chez lui, avec deux ou trois apprentis, achetant la matière première, qu'il revend ensuite ouvrée aux marchands. Comme l'atelier est ordinairement dans les combles de la maison, on désigne ces hommes par le sobriquet de fabricans en galetas (*garret men*); ce sont, bien qu'à un degré inférieur, les fabricans en chambre de Paris. Ces petits manufacturiers ne se forment une clientelle qu'en cédant leurs produits au-dessous du cours; aussi leurs profits, qui sont considérables dans

(1) *Sanitary condition of labouring classes.*

les momens où le commerce prospère, tombent bien bas dans les époques de stagnation. Tantôt des facteurs ou courtiers (*middlemen*) s'entremettent entre le marchand et l'ouvrier. Le marchand leur livre la matière première, qu'ils se chargent de lui rendre ouvrée à un prix convenu. Ils sous-traitent ensuite avec l'ouvrier de l'exécution des commandes qu'ils ont obtenues. C'est le mode de fabrication, sans contredit, le plus vicieux, car il laisse généralement la plus grande part de bénéfice à la classe d'hommes qui a la moindre part au travail. Les intermédiaires ne sont vraiment utiles dans l'industrie que lorsqu'ils servent de lien entre l'entrepreneur et les agens de la production. Or, l'emploi des facteurs à Birmingham et dans les environs a précisément l'inconvénient d'empêcher toute relation entre les marchands qui font les commandes et les ouvriers-fabricans qui doivent les exécuter. Le courtier, étant maître du marché, peut, avec la même facilité, exagérer pour le marchand le prix des façons, et le réduire pour l'ouvrier au plus bas. Il tient dans ses mains les clés de la production, et, comme il n'envisage que son intérêt personnel, il ne s'en sert ni au profit de l'art ni dans des vues d'humanité. Ce despotisme aurait les plus fâcheuses conséquences sans la ressource, toujours offerte aux ouvriers, de passer d'une occupation à une autre, au milieu de cette infinie variété d'articles qui constitue l'industrie de Birmingham. A Wolverhampton, à Willenhall et dans les villes qui ont une spécialité de travail, le système que je signale a fait descendre les populations au dernier degré d'abaissement.

Ce qui caractérise plus particulièrement la constitution industrielle de Birmingham, c'est le procédé au moyen duquel les petits fabricans se procurent le moteur mécanique qui semblait appartenir par privilége aux grands établissemens de production. A Manchester, on peut prendre à loyer des filatures, des teintureries ou seulement des machines à vapeur; en traversant le quartier des manufactures, vous lisez souvent sur la porte d'une usine ces mots, qui frappent aussi les regards à Paris le long du canal Saint-Martin : « Force à louer (1). » Dans les campagnes du Yorkshire, les fabricans de drap établissent par voie d'association des usines dont la puissance est au service de tous et de chacun. Ce que l'association a fait pour les petits drapiers de Leeds a été à Birmingham l'œuvre de la spéculation. Voici, en quelques mots, la description de ce procédé, qui montre à quel point l'on pousse en Angleterre la division du travail.

(1) « *Power to let.* »

On établit une machine à vapeur dans un bâtiment qui contient une multitude de chambres d'inégale grandeur. La machine fait mouvoir des arbres qui transmettent le mouvement à des volans placés dans chaque appartement. Chacun de ces petits ateliers a pour mobilier un tour, des bancs, et les outils appropriés aux divers genres de travaux. Un ouvrier, ayant reçu des commandes qui peuvent l'occuper une semaine, un mois ou une saison, prend à loyer un ou plusieurs ateliers, selon ses convenances, et stipule qu'une certaine somme de force lui sera fournie. Il réalise ainsi, en disposant d'un faible capital et en produisant sur une petite échelle, tous les avantages que donne ailleurs aux grands capitalistes l'emploi de la vapeur; et comme les établissemens qui distribuent la force en détail sont nombreux dans la ville, la concurrence que se font les propriétaires en réduit le loyer à un taux qui rend le système accessible et l'usage universel. Des ateliers, avec leur mobilier et leur moteur, se louent aussi couramment que les appartemens d'un hôtel garni.

On comprend que ces facilités offertes au travail aient eu pour effet de multiplier la classe des ouvriers fabricans, de stimuler la concurrence et d'amener une diminution extraordinaire dans le prix des objets fabriqués. Lorsque l'industrie, à Birmingham, relevait de quelques manufacturiers qui étaient assez riches pour payer le travail comptant et pour livrer néanmoins leurs produits à crédit, le producteur faisait la loi au consommateur et fixait lui-même le bénéfice auquel il pensait avoir droit. Aujourd'hui que la classe des grands manufacturiers a disparu, que la fabrique attend les commandes, et que le fabricant dépend, comme l'ouvrier autrefois, du salaire de la journée ou de la semaine, le consommateur est le maître; il ne lui reste plus qu'à faire justice des intermédiaires, marchands ou courtiers, qui se placent entre le producteur et lui pour les tromper tous les deux.

Depuis 1815, le prix des articles de Birmingham a baissé de 50 à 60 pour 100. Cette diminution a été principalement sensible dans la quincaillerie, où elle atteste bien moins le progrès de l'industrie que la détresse des travailleurs. En consultant la cote nominale des articles, on croirait que le prix est aujourd'hui ce qu'il était il y a cinquante ans. La valeur apparente n'a pas changé, en effet; c'est l'escompte alloué aux marchands qui varie seul et qui donne le cours de la marchandise. A Birmingham, l'escompte représente 60 à 70 pour 100 de la valeur; à Wolverhampton, 70 à 80 pour 100; à Willenhall, 80 et même 90 pour 100. Souvent même, quand le commerce ne va pas, le fer ouvré se vend au poids et pour le prix du fer brut.

De pareils faits surprendraient moins en France. Nos commerçans ont des habitudes mesquines; opérant sur de faibles quantités, ils se livrent trop souvent à des calculs étroits; on les accuse d'avoir plusieurs prix, et de ne pas apporter dans les affaires cette franchise qui les simplifie. Pourtant nos places de commerce ou d'industrie ne présentent nulle part un brocantage comparable à celui qui est devenu en Angleterre l'état normal d'une industrie qui défie toute concurrence étrangère et qui exporte annuellement une valeur de 30 à 40 millions. Les manufacturiers de Sedan allouent, il est vrai, aux marchands des escomptes qui atteignent quelquefois la proportion de 21 pour 100; dans les articles de Paris, l'escompte varie depuis 15 jusqu'à 30 pour 100; mais c'est là l'extrême limite de l'abus. On peut s'étonner de le voir poussé bien plus loin, dans un pays comme la Grande-Bretagne, où le commerce a généralement tant de grandeur, où les marchands n'ont qu'un prix, et où les affaires les plus colossales se traitent sans ambages, sans finesses ni temps perdu, par oui ou par non; mais l'industrie de Birmingham et des villes similaires est une exception à l'ordre général de cette société, et toute anomalie sociale se manifeste par de monstrueuses proportions.

Chez nos voisins, le travail, de même que la liberté, semble ne pouvoir se développer que sous la tutelle d'une aristocratie fortement constituée. Cette aristocratie est souvent imprévoyante et quelquefois oppressive : elle ne remplit pas toujours le rôle providentiel que ses membres ont accepté; partout cependant où son autorité ne se fait pas sentir, l'anarchie commence. Bon ou mauvais, il n'y a d'ordre possible dans la Grande-Bretagne que celui qu'elle établit. C'est un pays où il vaut encore mieux être serf qu'affranchi. L'industrie britannique, bien qu'elle soit l'apanage d'un petit nombre de familles, présente le spectacle d'une concurrence intérieure qui excède à coup sûr les besoins du progrès et du bon marché. Que serait-ce donc si les barrières qui arrêtent la foule à l'entrée de cette carrière ardue allaient s'abaisser? Si la production, dans l'état actuel, est en avant de la consommation, mise à un régime démocratique, elle encombrerait les entrepôts et réduirait les prix à rien à force de les avilir. Ajoutons que les grands capitalistes, dans leurs rivalités, ne mettent pour enjeu que leur fortune, tandis que les petits, comme le marchand de Shakspeare, jouent leur chair et leur sang. Il n'y a pas assez de modération dans le caractère anglais pour l'état démocratique. La démocratie ne convient ni aux peuples sensuels qui prennent le plaisir pour but de la vie, ni aux nations naturellement avides et dont l'ambition ne con-

naît pas de repos. C'est pourquoi, dans l'industrie comme dans le gouvernement, la forme aristocratique est nécessaire au peuple anglais. En lui servant de frein, elle lui sert d'appui.

Il y eut un moment où les chefs de l'ordre manufacturier sortirent du plus épais de la foule. Alors les Arkwright, les Strutt, les Ashton, les Peel, les Cobden, se firent jour : des ouvriers, des commis, des fils de fermiers, devinrent la souche de cette nouvelle noblesse, qui depuis a serré ses rangs et n'admet plus d'alliage; mais alors on était dans un temps de révolution. On marchait à la découverte et à la conquête du monde industriel; chaque travailleur avait en perspective le gouvernement d'une filature, c'était son bâton de maréchal. La conquête une fois accomplie, l'on s'est organisé pour la défense, et l'industrie a eu sa féodalité. Il est presque aussi difficile aujourd'hui à un simple ouvrier de s'élever au-dessus du poste de contre-maître qu'à un soldat de l'armée britannique de parvenir aux grades qui appartiennent aux officiers commissionnés. A Dieu ne plaise que j'approuve cette espèce de déchéance qui pèse sur une population tout entière, et que j'érige ici le fait en droit! Pourtant, lorsqu'on observe sans prévention cet ordre social, il est impossible de ne pas remarquer qu'il s'est assimilé les individus au point de convertir l'inégalité en une sorte de droit naturel. L'ouvrier anglais accepte son infériorité en présence de ses chefs, et il a besoin de la sentir. Faites-le sortir des rangs de cette hiérarchie dans laquelle il est enrégimenté, à l'instant il perd de sa valeur comme homme et comme instrument de travail. Tous les manufacturiers du continent qui ont fait venir des ouvriers du Lancastre ou du Stafford n'ont pas tardé à s'en débarrasser, les trouvant d'un mauvais exemple, d'un caractère difficile et incapables de régularité.

Certaines races ont une aptitude pour ainsi dire universelle. Les Slaves sont de vrais Protées, également propres à la paix et à la guerre, sensibles à la poésie, organisés pour la musique, et néanmoins se façonnant promptement aux exigences de l'industrie. Le paysan russe est un charpentier adroit aussi bien qu'un patient laboureur. Et qui ne sait que l'avenir industriel de l'Autriche repose sur ces montagnards de la Bohême, que l'on avait oubliés depuis la guerre de trente ans? La race anglaise est au contraire, individuellement, ce qu'il y a de moins complet au monde. L'Anglais naît avec une disposition spéciale, et comme une partie d'un tout; il porte en lui le principe de la division du travail. Placé en son lieu et de manière à suivre sa vocation, il contribuera merveilleusement à l'harmonie de l'ensemble; jeté hors du cadre qui le contenait, il n'est plus bon à rien. La nature, qui a

donné au génie britannique plus d'exactitude et de profondeur que d'étendue, semble avoir voulu que chaque individu dans la nation ne sût et ne fît qu'une seule chose. De là cette nécessité de la grande industrie, qui localise les hommes ainsi que les pièces d'une machine, et qui condamne tel d'entre eux à user son intelligence sur une pointe d'épingle ou sur une tête de clou.

Ainsi, le génie même de la nation, indépendamment des circonstances, pousse invinciblement l'industrie anglaise dans les voies de l'aristocratie. Ce qui le prouve, c'est que le travail individuel et isolé est, dans la Grande-Bretagne, infiniment moins prospère que le travail de ces associations dont chacune représente une espèce de clan industriel. Sans sortir des districts sur lesquels s'étend l'action de Birmingham, on peut comparer les résultats des deux procédés.

Birmingham est situé, comme on l'a déjà vu, sur la lisière des comtés de Warwick et de Stafford, au centre d'un district industriel qui le cède à peine en importance aux comtés de Lancastre et d'York. Ce district s'étend de Stourbridge à Sheffield, et renferme une population d'un million d'hommes (1), dont l'agriculture n'emploie qu'une faible partie. C'est le monde de l'industrie métallurgique, dont les deux pôles sont figurés par Birmingham et par Sheffield, les deux marchés sur lesquels se versent tous les produits. Dans l'intervalle, le travail de la matière première, l'extraction de la houille et du minerai, la fabrication de la fonte et du fer, appartient aux régions aristocratiques; la démocratie industrielle s'empare ensuite du métal et le façonne pour les usages domestiques; elle s'applique à la quincaillerie, à la coutellerie, au placage et aux choses d'ornement.

La fabrication du fer est au nombre des industries qui ont fait depuis le commencement du siècle les plus rapides progrès. En 1796, quelques années après la découverte du traitement par le coke, la Grande-Bretagne ne comptait que 121 hauts-fourneaux, produisant 124 mille tonnes de fer brut; en 1839, il existait dans le royaume-uni 529 hauts-fourneaux, dont 377 en feu, et la production de l'année s'élevait à 1,247,981 tonneaux (2). La partie méridionale du comté de Stafford avait d'abord été le siége principal de la métallurgie; mais une concurrence formidable s'organise dans certains districts plus favorisés. Les forges du pays de Galles, placées sur le canal de Bristol,

(1) Comté de Warwich, 401,715 habitans; comté de Stafford, 510,504; Sheffield, 111,000.

(2) En 1840, la production atteignit le chiffre exceptionnel de 1,400,000 tonneaux.

lui enlèvent insensiblement les débouchés extérieurs, et les forges de l'Écosse, où l'on traite le minerai par l'air chaud, et qui emploient un minerai beaucoup plus riche (*black band*), peuvent livrer leurs produits à meilleur marché : au mois de juillet 1843, la fonte brute ne valait, sur les bords de la Clyde, que 40 shil. (50 fr.) le tonneau. A ce compte, Glasgow aurait pu donner pour moins de 120 fr. la tonne des rails qui coûtaient alors 150 fr. à Cardiff.

La crise de 1842 a bien montré de quel côté l'industrie métallurgique suivait un mouvement ascendant, et de quel côté elle tendait à décliner. La production totale de l'année 1842 n'est inférieure à celle de 1839 que de 37 milliers de tonneaux; mais la perte ne se répartit pas d'une manière égale entre les usines du royaume-uni. Il y en a qui ont accru leur production en dépit de la stagnation du commerce; d'autres ont maintenu leur niveau; d'autres enfin ont dû éteindre leurs feux. Ainsi, les forges méridionales du Staffordshire n'ont produit que 300,000 tonnes, au lieu de 346,000; les forges méridionales du pays de Galles ont rendu au contraire 457,000 tonnes, au lieu de 453,000; enfin les forges de l'Écosse, qui n'avaient donné que 37,500 tonnes en 1830, et 196,960 en 1839, en ont produit 238,750 en 1840, accroissement qui excède la proportion de 600 pour 100 en douze années.

Dans les époques d'activité commerciale, les ouvriers des forges et les mineurs qui travaillent pour les forges obtiennent des salaires très-élevés; la moyenne n'est guère moindre de 3 sh. 1/2 à 4 sh. par jour (4 fr. 40 c. à 5 fr.); il leur est alloué en outre pour leur usage autant de houille qu'ils en peuvent emporter. On rencontre souvent sur les routes du Stafford la femme et les enfans du mineur qui s'éloignent du puits d'extraction, chargés entre eux de 80 ou 100 kilogrammes de houille qui se dressent en pyramides inégales sur leurs chapeaux. Aux époques de disette, le maître de forges et le propriétaire de mines ne suspendent pas le travail; ils se bornent à le réduire, et le salaire diminue dans la même proportion. Les chefs de cette industrie se réunissent tous les trois mois pour fixer le prix du fer; ils s'occupent aussi du sort des ouvriers. En 1843, dans un moment où de nombreuses faillites laissaient plusieurs milliers d'hommes oisifs, et où l'on craignait que ces multitudes affamées ne fissent une descente en masse sur Birmingham, la sollicitude des manufacturiers s'émut; on ouvrit des souscriptions, on distribua des alimens, on employa les hommes valides à tracer de nouvelles routes, et une grande calamité fut détournée.

Un autre district du Stafford, où les ouvriers, sous la tutelle des grands capitalistes, sont encore dans une aisance à faire envie, est celui des poteries, qui comprend 70,000 habitans répartis entre les petites villes de Stoke sur la Trent, de Longton, de Fenton, de Hanley, de Burslem et de Tunstall. Ce lieu, enrichi par les belles découvertes de Wedgwood, est désigné aussi sous le nom générique d'Étrurie. Les commissaires du gouvernement en font une peinture charmante; ils rendent hommage à la touchante bienveillance que les fabricans témoignent à leurs ouvriers. Les manufacturiers forment une classe puissante qui doit à ses lumières non moins qu'à sa richesse l'influence dont elle jouit. Plus leurs établissemens ont d'importance, plus les procédés de fabrication s'y perfectionnent, et mieux leurs ouvriers sont traités : la condition de ceux-ci s'élève en raison directe de celle des maîtres; l'art et la société avancent du même pas.

Aucune industrie ne procure des salaires plus considérables; les manœuvres les moins habiles gagnent encore dans les poteries 30 sh. (37 fr. 50 c.) par semaine, ou 6 fr. 25 c. par jour pour dix heures et demie de travail. Dans certains cas, les gains réunis d'une famille représentent 3 à 4 liv. st. par semaine, soit au *maximum* 500 fr. par mois et 6,000 fr. par an. Combien y a-t-il de chefs d'administration en Angleterre et en France qui jouissent d'un revenu égal à celui des potiers de Burslem? Aussi les maisons habitées par les ouvriers sont-elles propres, riantes, et souvent meublées avec élégance. Dans quelques ateliers, tels que ceux de dorure et de peinture, le travail est accompagné de chants religieux. En un mot, la population respire le contentement et le bonheur. Ce bonheur n'est pas assurément sans mélange; le bien, qui vient trop facilement, se dissipe de même : les ouvriers des poteries aiment le luxe, la boisson, le jeu, et font peu d'économies. Un d'eux vient-il à tomber malade, il a recours à la maison de charité ou demande des avances au fabricant. Certains détails de la fabrication ont aussi des conséquences funestes à la santé; mais ces influences pernicieuses se font surtout sentir dans les petits ateliers. Les conditions de salubrité sont meilleures dans les grands ateliers, et l'on y ménage avec plus de scrupule les forces des travailleurs. Les mêmes faits ont été observés à Sheffield, où les ouvriers émouleurs refusent d'employer les procédés de ventilation qui pourraient leur sauver la vie, et où ces précautions d'humanité ne sont prises que par les manufacturiers qui, occupant un grand nombre d'hommes, sentent plus fortement le poids de leur responsabilité.

Voilà pour l'industrie centralisée; venons à l'industrie parcellaire.

Il ne faudrait pas juger de ses effets naturels par ceux qu'elle obtient à Birmingham. Partout où le travail se distribue entre mille canaux divers, les conséquences fâcheuses d'une concurrence poussée à l'excès peuvent, dans certains cas, s'atténuer. L'ouvrier chassé d'une occupation émigre vers une autre, et, comme les membres d'une même famille s'appliquent généralement à des métiers différens, les crises commerciales, en les frappant, ne leur enlèvent pas toutes leurs ressources. Quand la misère entre d'un côté, l'aisance vient de l'autre, ce qui fait qu'ils se réfugient rarement, avant la vieillesse, dans les maisons de charité.

A Birmingham, les salaires se tiennent dans une espèce de région moyenne. Quelques ouvriers d'une habileté supérieure gagnent, les hommes trente à quarante shillings par semaine, et les femmes dix à quinze shillings; la commune n'excède guère 1 livre sterling (25 fr.) pour les hommes, et pour les femmes 7 sh. (8 francs 75 cent.). Les enfans, à l'exception des petits malheureux employés dans les fabriques d'épingles, ne travaillent pas avant l'âge de dix ans; mais aussi, dès cet âge, aucune loi n'interdit de les assimiler aux adultes pour la durée du travail. L'atelier ne consumant pas la première fleur de l'enfance, les écoles publiques reçoivent un plus grand nombre de pupilles que celles de Manchester. Les progrès de l'instruction à Birmingham semblent avoir tenu ceux du crime en échec. En 1841, le nombre des arrestations fut de 5556 ou de une sur 32 habitans; c'est moitié moins qu'à Liverpool.

Mais, encore une fois, si l'on veut voir la démocratie industrielle telle qu'elle est en Angleterre et telle qu'elle peut être, ce n'est pas à Birmingham que l'on doit aller. Il faut l'examiner de préférence dans ces petites villes où le travail se trouve réduit, comme dans les centres aristocratiques, à deux ou trois branches d'occupation, et où le luxe et la civilisation d'une métropole ne concourent pas à en dénaturer les résultats. Il faut l'observer à Wolverhampton et à Willenhall. Birmingham, Wolverhampton et Willenhall sont comme les trois degrés de la démocratie industrielle en Angleterre, démocratie qui s'abaisse à mesure que son horizon se restreint. A Birmingham, on l'a vu, elle a des apparences florissantes et se trouve à l'aise au milieu de tant de productions diverses, allant de la quincaillerie aux bronzes, des bronzes aux fabriques d'armes, de celles-ci à la bimbeloterie et aux cristaux. A Wolverhampton, elle descend d'un cran, cette ville n'étant plus en quelque sorte qu'une fraction de Birmingham et appliquant au travail du fer sous toutes les formes ses quarante mille habitans.

A Willenhall, la dégradation est complète; ce petit bourg a pris une spécialité dans la quincaillerie : il est exclusivement peuplé de serruriers.

Dans les trois villes, la population a augmenté en raison inverse du bien-être. De 1831 à 1841, l'accroissement a été de 25 pour cent à Birmingham, de 50 pour cent à Wolverhampton et à Willenhall. La misère de l'Irlande elle-même n'approche pas de cette fécondité. Il y a là un état de choses si extraordinaire et si triste à la fois, que l'on craint de hasarder une impression personnelle; je me tiendrai donc le plus près que je pourrai du rapport écrit par le sous-commissaire Horne (1), travail remarquable et qui paraîtrait complet, même quand on n'aurait pas publié, à l'appui des conclusions qu'il renferme, les dépositions recueillies sur les lieux.

Wolverhampton est une ville opulente. On ne trouverait pas à Birmingham un aussi grand nombre de capitalistes possédant de un jusqu'à dix millions. La plupart de ces hommes riches ne sont pas des manufacturiers faisant part de leur richesse aux ouvriers par l'accroissement des salaires, mais bien de simples commissionnaires achetant au plus bas prix pour revendre au plus cher, et exploitant sans pitié la détresse des petits fabricans. Des riches et des pauvres qu'aucune classe intermédiaire ne joint, deux camps et un fossé entre les deux, voilà l'état social de Wolverhampton. L'on ne s'étonnera pas si, dans une pareille société, les passions politiques agitent faiblement les esprits. Une seule question est comprise et sert de point de ralliement; je veux parler des céréales. Avant de songer aux droits politiques, n'est-il pas naturel que ces pauvres gens demandent du pain?

Wolverhampton n'a pas l'aspect d'une cité industrielle. On traverserait vingt fois les rues principales, les seules qui portent un nom, que l'on n'apercevrait pas une manufacture ni un atelier. L'industrie, en Angleterre, a communément bien soin de se mettre en évidence; elle multiplie les enseignes, les affiches, les placards, et fait littéralement violence à l'attention des passans. Ici, au contraire, l'on croirait qu'elle a honte d'elle-même et veut se dérober aux yeux. Les ateliers sont cachés dans des impasses et dans des cours, comme les logemens des Irlandais à White-Chapel. Les boutiques n'ont pas d'enseignes, ni les maisons de numéros. M. Horne compare les fabricans de Wolverhampton à des oiseaux dont les nids sont hors de vue; mais les oiseaux du moins ne recherchent point la fange et nichent rarement dans les

(1) *Children's employment commission.*

lieux bas. Voici au surplus la description que donne M. Horne des tanières habitées par les maîtres-ouvriers de Wolverhampton :

« Dans les rues les plus obscures et les plus sales, on aperçoit des passages étroits qui s'ouvrent à des intervalles tantôt de huit à dix et tantôt de trois à quatre maisons. Ils n'ont guère plus de 2 pieds 1/2 de largeur sur 6 de hauteur, avec une profondeur de 12 à 24 pieds. Ces passages servent tout ensemble de voie publique et de ruisseau. Après les avoir traversés, vous vous trouvez dans un espace dont l'étendue varie suivant le nombre des maisons ou des huttes qu'il renferme. Cette allée aboutit souvent à un autre passage qui donne accès dans une semblable cour. Les espaces les plus chargés de huttes figurent une sorte de garenne; il en est même un ou deux qui ressembleraient à une colonie de castors, si l'on y jouissait de la vue des vertes prairies et d'un air plus pur.

« Ces cloîtres ont de l'eau, et c'est là ce qui en diminue l'insalubrité. Ajoutez que les ateliers, les maisons et les huttes sont construits sur une légère élévation dont la pente s'incline vers le passage. Lorsqu'il y a assez d'espace, l'on établit une pompe au milieu de l'allée, non sans danger, si le bras de la pompe s'élève trop, de briser derrière soi les vitres d'une croisée, et d'inonder en face, par le jet de l'eau qui monte, la maison dont la porte serait mal fermée.

« Chaque allée renferme de deux à quatre maisons, dont une sur deux sert d'atelier. On compte ces passages par centaines à Wolverhampton. Dans l'origine, ce n'était évidemment qu'un sentier que le propriétaire d'une petite maison sur la rue se réservait le long de sa propriété pour arriver jusqu'à l'atelier, situé dans une arrière-cour; mais, le nombre des habitans venant à s'accroître, on construisit des chambres au-dessus des ateliers, et l'on bâtit des huttes partout où l'on put trouver du terrain. Voilà comment la circonférence de la ville put rester la même, pendant que la population augmentait d'année en année.

« Le sol étant la propriété de divers particuliers ou de l'église, autour de Wolverhampton, la ville ne pouvait pas s'étendre. Aussitôt que ce terrain devint disponible, de nouveaux quartiers s'élevèrent mal percés, mal pavés, sans égouts, croupissant dans la fange écumante (1), et où les maisons, habitées par les pauvres, sont déjà des ruines. Souvent ils vivent au rez-de-chaussée, lorsque le premier étage s'est écroulé. »

Selon M. Horne, le mobilier ne vaut pas mieux que les bâtimens. Grace à la position naturellement salubre de la ville et au bas prix de la houille qui permet de combattre l'humidité par des feux constamment allumés, ces tristes demeures n'engendrent pas autant de mala-

(1) Stagnant pools, colour of dead porter, with a glistering metallic film over them. »

dies qu'on pourrait le craindre. Cependant les médecins de Wolverhampton assurent que les fièvres pernicieuses, et notamment le typhus, y sont de plus en plus fréquentes (1). Ce qui est certain, c'est que, sous l'influence combinée du mauvais air et des privations, les mœurs s'altèrent et le sang s'appauvrit. L'affaiblissement de la race est particulièrement manifeste dans les enfans. Ceux qui semblent robustes à la première inspection n'ont que des chairs sans muscles; la plupart sont maigres, délicats et quelquefois difformes, les filles surtout. Leur stature est rabougrie à un point qui permet difficilement de croire à l'âge qu'ils se donnent. Les enfans de 14 à 15 ans ont la taille des écoliers de 11 à 12 ans dans le reste de l'Angleterre. La puberté vient tard. Un jeune garçon de 15 ans vous parle avec la voix aiguë d'un enfant. De pauvres filles de 16 à 17 ans, loin de présenter les symptômes extérieurs du développement qui commence à cet âge, ressemblent, lorsqu'il leur arrive d'avoir la taille droite, « à des planches de sapin que l'on aurait sciées en deux. » Leurs longues et mélancoliques figures annoncent qu'elles ont conscience des ravages que fait dans leur organisation le travail quotidien. Leur intelligence, émoussée de bonne heure, ne se développe pas mieux que le corps.

L'éducation de la première enfance est absolument nulle. L'enfant de cinq ans berce l'enfant de deux ans, pendant que l'enfant de sept ans veille sur l'un et sur l'autre, et garde la maison, tout le long du jour, en l'absence des parens. Pour faciliter cette surveillance, les mères administrent à leurs nourrissons, ainsi que cela se pratique à Manchester, des préparations d'opium. Quant aux enfans que l'on abandonne à eux-mêmes en été, ils jouent et dorment dans la boue; en hiver, au risque des accidens, qui sont fréquens en effet, ils jouent et dorment devant le feu.

« J'ai vu, dit M. Horne, une petite fille de sept ans, à qui l'on avait confié la tutelle d'un autre enfant de cinq ans et la garde de la hutte que la famille habitait, les parens la quittant dès six heures du matin pour ne rentrer qu'à six heures du soir. La hutte était située dans un creux, parmi des tas de cendres, auprès d'une mine de houille et d'une carrière de pierre sur la route de Sedgeley. Cette misérable habitation tombait en ruines : on aurait cru voir un *wigwam* abandonné, et à coup sûr elle offrait un abri moins commode que ces huttes fabriquées de troncs d'arbre et à moitié renversées que l'on rencontre dans les solitudes du Canada. Cette petite fille recevait souvent la visite des autres enfans du voisinage, qui étaient, comme elle, les

(1) *Sanitary condition.*

tuteurs de la famille et les gardiens de la maison. En me retirant, j'en aperçus une demi-douzaine de l'âge de sept à neuf ans, dont quatre portaient de plus jeunes enfans sur leur dos, montant le sentier tournant qui menait, à travers les cendres et les débris, à la hutte située sur le penchant du coteau. »

Ainsi, dès le berceau, les enfans sont abandonnés; à l'âge de sept ou huit ans, aussitôt que l'esprit s'ouvre et que les membres ont un peu de force, on commence à les exploiter. Les petites fabriques et les ateliers domestiques de Wolverhampton n'étant pas soumis à la loi qui règle le travail des enfans, la journée de ceux-ci dure autant que celle des hommes; on ne leur épargne pas les travaux pénibles, et, pour les soutenir dans cette lutte inégale, on les nourrit à moitié sur la maigre pitance d'un plat de pommes de terre et de quelques harengs.

« Les plus jeunes, dit M. Horne, en quittant l'atelier, vont droit à la maison afin de souper, si même on leur donne à souper, et de se mettre au lit. Les autres rôdent nonchalamment dans les rues pendant une heure ou deux, avant de rentrer dans leurs tristes taudis. Quelquefois les jeunes gens des deux sexes se donnent rendez-vous pour battre le pavé ensemble; trop fatigués pour se livrer à quelque jeu, ils finissent par entrer dans les tavernes à bière ou à genièvre. Bien peu de jeunes filles, eu égard au nombre de celles qui fréquentent les ateliers, se laissent séduire, et l'on ne compte pas beaucoup d'enfans naturels. Le torrent de la prostitution se répand, il est vrai, dans les rues à la chute du jour; mais les prostituées viennent presque toutes de Shrewsbury et du Shropshire. La pauvreté du sang, la maigre chère et l'épuisement qui suit le travail ne laissent aux jeunes filles de Wolverhampton ni temps ni forces, ni désir pour le mal. Elles sont protégées par l'excès même de leurs souffrances. »

De peur que l'on n'attribue cette chasteté matérielle à la retenue des sentimens, M. Horne nous apprend que le langage des jeunes filles est obscène et sans pudeur. Le commerce entre les sexes, à cet âge, est donc une corruption de l'ame, s'il n'est pas une prostitution du corps. Du reste, point d'affections dans la famille : les frères et les sœurs, séparés de bonne heure, ne se connaissent pas; les enfans, se voyant traités par leurs parens comme des machines à salaire, ne peuvent ni les respecter ni les aimer. L'éducation à Wolverhampton est en arrière de cent ans. Malgré les efforts que fait le clergé de toutes les communions, on réunit à peine la moitié des enfans dans les écoles du dimanche. Même après avoir fréquenté ces écoles pendant trois ou quatre ans, les enfans ne savent ni lire ni écrire; il faudrait des méthodes plus sûres que celles que l'on emploie pour éveiller leur attention. Le tra-

vail, pesant sur l'esprit aussi bien que sur le corps, étouffe toute autre idée. Un jeune enfant, employé dans une fonderie, à qui l'on demandait s'il savait lire, répondit qu'il pouvait lire de petits mots, pourvu que ces mots ne fussent pas trop *lourds*. Le pauvre malheureux, raisonnant par analogie, voyait dans chaque lettre un poids à soulever.

A Birmingham, les apprentis jouissent d'une indépendance telle, qu'ils font la loi aux maîtres-ouvriers; à Wolverhampton, les apprentis sont des esclaves que les maîtres logent, nourrissent, vêtissent, et traitent comme il leur plaît. Si l'enfant commet une faute, on le prive de nourriture, ou bien on le force à travailler plus qu'il ne doit. S'agit-il de le récompenser, on lui permet de se livrer à un travail extraordinaire; mais alors, en retour de cette bienveillance, le maître prélève, en forme de tribut, un tiers du produit. Pour retenir plus sûrement l'apprenti dans la dépendance du maître, on ne lui enseigne qu'une seule branche de fabrication. Après sept ans de servage auprès d'un serrurier, il est hors d'état de faire une clé ou une serrure, ayant passé tout ce temps à limer ou à forger. L'ouvrage vient-il à manquer, le malheureux bat le pavé ou s'enivre, incapable qu'il est de s'appliquer à un autre genre de travail.

Cette oppression est tellement dure et tellement constante, qu'elle ne laisse pas même à ses victimes la force de se plaindre. M. Horne déclare que des enfans qui travaillaient douze à quatorze heures par jour pour 1 1/2 shilling ou 2 shillings dont pas un *penny* n'entrait dans leur poche, mal nourris, vêtus de haillons, qui reconnaissaient qu'on ne leur donnait pas suffisamment à manger, souvent malades, battus au point de s'en ressentir un jour ou deux, ont répondu néanmoins qu'ils aimaient leur ouvrage, qu'on les traitait bien, et qu'ils étaient punis quand ils le méritaient. Une question telle que celle-ci : « Vous sentez-vous fatigué? » ne leur avait jamais été faite, et ils ne la comprenaient pas. Au reste, si les apprentis viennent à porter plainte, le magistrat donne toujours raison au maître-ouvrier (1). Dans cette communauté industrielle, il n'y a pas un abus dont tout le monde ne soit complice; la justice elle-même craint de troubler un ordre de choses qui semble marqué du sceau de la nécessité. Et quelle société que celle dans laquelle les enfans n'ont pas la vivacité de leur âge, où les jeunes garçons sont mornes et apathiques, où les jeunes filles n'ont jamais ni chanté ni dansé, n'ont jamais vu une fleur, et ne connaissent

(1) « Allways redress for the master, not against him. » (*Children's commission.*)

la verdure, selon l'expression de M. Horne, que pour avoir été piquées par une ortie! Dans la cosmogonie du christianisme comme dans celle de l'antiquité, les tortures ne frappent que les adultes; il était réservé à notre siècle d'inventer un enfer pour les jeunes enfans.

Ce que devient cette génération élevée dans la servitude, on le verra dans la peinture que trace M. Horne de l'état social à Wolverhampton :

« Le nombre des ouvriers sobres et réguliers dans leur industrie est très limité. Les femmes n'ont pas d'économie, ni les hommes de retenue. Les femmes s'enivrent rarement, mais elles lâchent la bride au penchant de leurs maris pour les dépenses extravagantes. Tant qu'il y a de l'argent dans la maison, la famille mange et boit à discrétion, restant dans ses haillons et ne songeant pas à remplacer son mobilier délabré. La majorité des ouvriers ne travaille pas le lundi; la moitié d'entre eux travaille peu le mardi. Le mercredi est le jour du marché, et cela sert d'excuse à plusieurs pour ne faire qu'une demi-journée. Enfin, leur présence au marché a souvent des conséquences qui les rendent incapables de travailler le jeudi pendant la matinée. Aussi voit-on briller la lampe ce jour-là, dans les ateliers des petits fabricans, jusqu'à dix ou onze heures du soir. Le vendredi, la ville est silencieuse, on ne rencontre personne dans les rues principales ni dans les carrefours : on dirait que les manufacturiers l'ont abandonnée; mais les ateliers sont éclairés bien avant dans la nuit et souvent jusqu'au lendemain. Le samedi matin, les rues présentent la même solitude. Chacun travaille pour vivre. Les petits fabricans font travailler leurs femmes, leurs enfans et leurs apprentis presque jusqu'à les tuer (1). Les coups de poing, les soufflets, les malédictions, sont administrés libéralement aux enfans, à ce moment critique de la semaine. Le fabricant lui-même ne s'épargne point, et ne quitte pas l'ouvrage même pour prendre ses repas. Quand il n'y passe pas la nuit, il s'y met dès quatre ou cinq heures du matin, jusqu'à ce que, par des efforts qui vont presque à une *férocité de travail*, et en déployant la plus grande habileté, il parvienne à terminer en trois jours la tâche de la semaine.

« Le samedi, vers deux heures après midi, ceux qui ont travaillé quelque peu le mardi commencent à se montrer dans les rues. A quatre ou cinq heures, la foule s'y répand. Les femmes et les jeunes filles les plus âgées vont au marché; leurs maris et les autres adultes entrent dans les tavernes. Vers sept ou huit heures, le marché est rempli, les rues sont vivantes, il n'y a plus de place dans les cabarets; personne ne pense à faire l'économie d'un shilling.

« Il n'y a point de mendians dans la ville. Tout adulte travaille, quand il veut travailler. Lorsqu'un mendiant étranger se présente, les ouvriers le

(1) « They are almost worked to death. »

considèrent avec curiosité, cherchant évidemment à deviner sur sa figure comment il s'arrange pour ne pas travailler durant sept jours, lorsqu'eux-mêmes ne peuvent pas prolonger au-delà de trois jours une oisiveté qui leur coûte encore assez cher. Il n'est pas rare de voir le mercredi et même le jeudi des groupes d'adultes, entre vingt et trente ans, errant dans la ville, le regard vide, l'air hébété, souvent la tête penchée vers la terre; évidemment il ne leur reste plus un liard à dépenser, mais, n'ayant pas faim pour le moment, ils ne sentent pas encore la nécessité de travailler. »

Quelquefois les ouvriers qui se sont oubliés trop long-temps au début de la semaine prolongent le travail pendant la nuit du samedi jusqu'au dimanche matin. Ceux-là voudraient bien faire leur samedi le dimanche, et regagner ainsi le temps perdu pour leurs plaisirs; mais la sévérité des mœurs anglaises ne leur permet pas de s'enivrer le jour du Seigneur. Ils errent donc, sales et refrognés, lançant des regards qu'ils voudraient rendre insultans à toute personne qui passe proprement vêtue. Néanmoins ils sont trop fatigués et trop honteux d'eux-mêmes pour aller jusqu'à la provocation. Cette paresse napolitaine ne s'explique pas, comme sous le ciel du midi, par l'emportement des sens ni par le goût des plaisirs. Les ouvriers de Wolverhampton, à moins de s'enivrer de bière, ne savent que faire de leur oisiveté. A défaut de voluptés plus excitantes, ils ne jouissent, même dans le repos, ni de la nature, ni du soleil. Pour compléter ce tableau qui tranche, bien que dans une égale dégradation, sur celui que présente la population des grandes manufactures, je traduirai encore la peinture que fait M. Horne du dimanche à Wolverhampton (1).

« Je me suis promené dans la ville et dans les faubourgs à l'heure du service divin. J'ai rencontré des hommes seuls ou marchant par groupes, vêtus de leurs blouses de travail ou portant des chemises sales retroussées jusqu'au dessus du coude et la figure noircie par la fumée des forges; quelques-uns paraissaient avoir veillé toute la nuit, soit à boire, soit à terminer leur travail. On apercevait les enfans au fond des cours et des allées, assis ou s'amusant sur les tas de cendre, bruns et bruyans comme une volée de moineaux; d'autres jouaient aux billes, entourés d'adultes qui fumaient nonchalamment sans faire attention au jeu. Plus loin, de jeunes garçons se battaient en blasphémant, et le sang ruisselait de leurs nez. Les femmes étaient assises sur leurs portes les bras croisés. Des jeunes filles de 12 à 15 ans, plus proprement vêtues que les autres, sautaient avec des cris de plaisir sur des tas de fumier. Très peu d'enfans étaient lavés et habillés. Les seules maisons dont on eût nettoyé et sablé le parquet étaient celles où l'on ven-

(1) 14 mars 1841.

dait des oranges ou des gâteaux. Aucun ouvrier ne se promenait avec sa femme, ni aucun frère avec sa sœur. Partout une malpropreté hideuse, le désordre, l'indifférence, et avec cela point de gaieté, point de rires, point de sourires. On ne sentait que vide ou ennui; on ne remarquait pas d'autre symptôme de joie et de vivacité que les cris poussés par les jeunes filles sur les tas de fumier. »

L'état de Wolverhampton, si déplorable qu'il soit, n'approche pas de celui de Sedgeley ou de Willenhall. Dans une grande ville, le mélange des rangs, le contact des étrangers et la circonférence des intérêts tendent à relever les hommes de leur abaissement; mais dans ces petits bourgs industriels que peuple exclusivement une classe de travailleurs, quand les traditions patriarcales se sont effacées, les familles ne tiennent plus à la civilisation que par leurs besoins.

On connaît la spécialité de Willenhall; celle de Sedgeley est la fabrication des clous et des chaînes en fer. Le travail s'y fait en famille, et les jeunes filles en sont principalement chargées; c'est la ville des femmes-forgerons (*female blacksmiths*). Celles-ci, à demi vêtues, combattent le feu (*fight fire*) quatorze à seize heures par jour. Dès l'âge de dix ans, leur tâche quotidienne est de mille clous. Associées à des hommes ignorans et dépravés, elles en contractent bientôt les habitudes, boivent, fument, jouent, et dépouillent toute pudeur. Heureusement, ces filles dévergondées se marient de bonne heure. Il n'est pas rare de voir un jeune couple entouré d'enfans avant que le père et la mère aient atteint l'âge viril. Le nombre moyen des enfans est de six à douze par famille. A l'âge de trente ou quarante ans, le père renonce au travail et vit oisif aux dépens de sa femme, de ses fils et de ses filles, qui travaillent tous pour lui (1). Ce procédé ne ressemble-t-il pas à celui de certains propriétaires des Antilles, qui ont des enfans de leurs négresses pour accroître le nombre des esclaves sur la plantation?

A Willenhall, la méthode d'exploitation n'est plus la même. Les maîtres-ouvriers, au lieu de se servir de leurs propres enfans, vont chercher des apprentis dans les maisons de charité de Walsall, de Coventry et de Tamworth. Sur les 9,000 habitans de Willenhall, on compte près de 1,000 apprentis. Les petits fabricans n'emploient jamais d'ouvriers adultes. Il y a pour eux double avantage à remplacer le travail des hommes faits par celui des enfans : d'abord l'apprenti ne

(1) M. Horne mentionne plus particulièrement ce fait en parlant des ouvriers de Stourbridge.

reçoit pas de salaire, et il vit comme il peut, n'ayant pas le droit de se montrer exigeant; ensuite il apporte avec lui une espèce de dot à son maître, une prime en argent qui va de 2 à 5 livres sterling, plus un trousseau complet que le fabricant met en gage quand le commerce va mal, et qu'il n'obtient plus la bière à crédit.

Autrefois les gardiens des paroisses n'examinaient pas de bien près à qui les enfans étaient remis; quiconque les débarrassait du fardeau était le bien-venu. M. Horne a vu à Walsall un fabricant à qui l'on avait confié trois apprentis, bien que cet homme eût été, un an auparavant, condamné pour vol et enfermé dans la prison du comté. A Willenhall, un maître-ouvrier qui n'est pas établi, et qui loue une place dans un atelier, entretient souvent deux apprentis, l'un pour travailler à ses côtés, l'autre pour faire ses commissions, pour ramasser du fumier, pour mener paître son âne ou pour bercer ses enfans. Quand un fabricant a plus d'apprentis qu'il n'en peut nourrir, il en donne un ou deux à loyer; un de ces malheureux a même été vendu pour 10 shill.

On ne saurait rien imaginer de plus affreux que l'existence des apprentis de Willenhall. A tout âge, il faut qu'ils travaillent aussi longtemps que leurs maîtres, vrais cyclopes qui font quelquefois des journées de vingt heures, mangeant debout et ne s'arrêtant jamais. La nuit, ils couchent sur un peu de paille ou sur le plancher. Ils n'ont que le même vêtement pour l'hiver et pour l'été. On les nourrit à peine, et, quand on veut les punir, on les affame tout-à-fait (1). Il y a quelques années, on n'y mettait pas tant de raffinement. Un maître transperça son apprenti d'une barre de fer rouge et le cloua au mur; un autre fabricant fut pendu pour avoir exercé sur un enfant des tortures qui passent toute croyance; plus récemment, un troisième riva au cou de son apprenti un collier de fer, et un quatrième attacha à la jambe du sien une grosse poutre pour empêcher qu'il ne s'échappât. Aujourd'hui les châtimens sont moins étranges, mais tout aussi cruels. On frappe les apprentis d'un fouet à lanières, d'une corde à nœuds, d'un bâton, sans préjudice des instrumens que l'on peut avoir sous la main. Le maître couvre leur corps de plaies et de contusions; la maîtresse leur arrache les cheveux et les oreilles. Plus ils demandent merci, et moins on leur montre de pitié. Pourquoi les épargnerait-on? Pourvu que l'enfant n'en meure pas, la justice s'en lave les mains. Le parlement a eu ces faits sous les yeux, et il n'a pas cherché à y

(1) « Very common mode of punishing apprentices, is that of *clamming* which means half starving. »

porter remède. Cependant, lorsque les hommes sont poussés par la pauvreté, et qu'ils ne sont pas retenus par l'éducation, qui est le frein individuel, peut-on se dispenser de faire intervenir la loi, qui est le frein social?

On voit près de Manchester des villes, comme Staleybridge et Dukinfied, dont la population se compose presque entièrement d'ouvriers; mais là, du moins, il existe un ordre social quelconque : ces petites communautés ont des chefs, une religion, une sorte d'esprit public. Ces élémens de toute société, qui se retrouvent dans les hordes les plus sauvages, manquent absolument à Willenhall. A peine séparé de Wolverhampton par une distance d'une lieue et demie, Willenhall est à mille lieues du monde civilisé. Cette ville étrange se compose uniquement d'ateliers et de cabarets. Il n'y a point de magistrats ni de police, et, s'il y a un temple, les habitans laissent les prêtres qui le desservent prêcher dans le désert. Point de marchands, point de grands propriétaires, rien que des ouvriers qui vivent au jour le jour : quand le fabricant a exécuté une grosse de serrures, il va les vendre aux facteurs de Wolverhampton. Quelques bouchers sont établis dans la ville, mais ils y profitent peu (1). L'ouvrier de Wolverhampton mange et boit son salaire; l'ouvrier de Willenhall dédaigne les bons morceaux et se nourrit d'alimens grossiers; son unique débauche est la boisson. Quand il a tout dépensé et qu'il ne peut plus boire à crédit, il va s'asseoir encore dans le cabaret, les coudes sur la table, et regardant sans mot dire, pendant plusieurs heures, le feu qui pétille ou le sable qui couvre le parquet.

Les gens de Willenhall sont encore plus naturellement indolens, et dans l'occasion plus infatigables que ceux de Wolverhampton. Ils travaillent sous l'aiguillon du besoin, tant que leurs jambes peuvent les soutenir. Leur adresse est incomparable; ils visent à la qualité aussi bien qu'à la quantité, et toute concurrence recule devant la leur. Comment lutter contre des ouvriers qui exécutent, pour 1 sh. 6 d. par douzaine, des serrures dont chacune se vend à Londres 1 sh.? Ce qu'ils endurent de privations, eux et leur famille, passe toute croyance; ils vivent de pommes de terre et de mauvais lard, couchent sur un tas de paille, sont vêtus de haillons, et les échoppes où ils forgent leur marchandise n'ont ni portes ni fenêtres, même au cœur de l'hiver. L'Angleterre n'a pas de population qui donne plus de besogne aux chirurgiens.

(1) « Not above a dozen butchers in the town, while 60 retail brewers and public houses. »

Rien n'est plus commun à Willenhall qu'une fracture ou qu'un membre démis. Parmi les adultes, un sur trois contracte des hernies; les enfans en sont fréquemment affligés dès leur naissance. Enfin le corps se déforme à force de garder la même position; la moitié des adultes ont la taille tournée ou le dos voûté. Même à Wolverhampton, l'on distingue dans la foule un fabricant de Willenhall. La peinture que l'antiquité nous a laissée du doyen des forgerons a cessé d'être une fable; tout serrurier de Willenhall est un Vulcain. Voici les accessoires du portrait :

« Leur visage, dit M. Horne, est hagard, leur personne sale, leurs membres grêles et rachitiques. On croirait que leur peau a été séchée à la fumée et racornie. Les jointures sont saillantes et comme nouées, la main droite a une raideur particulière, il semble qu'on l'ait tordue. Le genou gauche se projette en avant comme un nœud dans un arbre; le genou droit rentre en dedans, et la cheville du pied a une égale inclinaison. La lèvre inférieure est pendante, ce qui indique le découragement et l'absence de la pensée; l'œil, quand il n'est pas illuminé par l'ivresse, est terne, abattu et sans regard. Les jeunes gens ont souvent la face bouffie et comme soufflée par les liqueurs spiritueuses; dans l'âge mûr ou dans la vieillesse, les traits sont généralement durs, secs, anguleux, inflexibles, comme si, dans l'incessante contemplation des ressorts intérieurs de la serrure, la physionomie avait pris l'empreinte de ce travail. »

Dans l'espèce humaine comme parmi les animaux, les races s'améliorent par le croisement. A Willenhall, les vices de conformation finissent par devenir héréditaires; les habitans ne se marient qu'entre eux. M. Horne affirme que, si un jeune homme étranger à la ville avait l'audace de rechercher une fille de Willenhall, les hommes se lèveraient en masse, le poursuivraient et le tueraient sans merci. Quels sont donc les trésors que ces pauvres gens gardent avec une jalousie qui touche à la férocité? Ce sont des compagnes comme il les leur faut dans leur misère et dans leur isolement. La femme de Willenhall supporte les privations avec un courage qui ne connaît pas la plainte et qui ne se dément jamais. Sobre et chaste, avec une éducation meilleure, elle relèverait certainement le ménage de sa dégradation. Dans cette hutte délabrée et nue que la famille habite, elle fait régner l'ordre et la propreté. Écoutons encore ici M. Horne.

« J'entrai sans être attendu. Il n'y avait pas dans la salle basse d'autre mobilier qu'une planche brisée qui servait de table, et une pièce de bois supportée par des piquets qui servait de siége. La femme était affamée, elle pleurait de faim; ses vêtemens étaient en lambeaux, et pourtant elle tenait

le parquet parfaitement propre. Je gravis l'escalier, et je vis, dans une chambre qui avait sept pieds de longueur et six de hauteur sur un seul côté, la pente du toit réduisant l'autre à rien, un lit sur lequel couchaient le mari, la femme et trois enfans. Il n'y avait d'autre mobilier qu'un vieux bois de lit, et sur la paille du lit un vieux sac qui tenait lieu de couverture. Eh bien! la couverture, le parquet des deux pièces, l'escalier, tout était propre. Cette propreté allait jusqu'à la blancheur; on aurait cru voir les tables d'une laiterie dans quelque grande ferme plutôt que le misérable mobilier d'un taudis habité par un pauvre serrurier de Willenhall. »

Les ménagères de Willenhall ont d'autant plus de mérite à tenir leur intérieur décent, que la fange les environne et tend incessamment à les envahir. Tout habitant a sous les fenêtres de sa maison ou de son atelier un tas de poussière et de fumier qui est le réceptacle des immondices, et qu'il rapproche autant qu'il peut afin de mieux établir son droit de propriété, et tout prêt à s'écrier en face d'un voisin trop cupide :

« Je suis sur mon fumier comme toi sur le tien. »

En effet, toutes les querelles, tous les procès des habitans entre eux ont pour origine quelque usurpation de ce genre : c'est leur champ à eux qu'ils se disputent avec le même acharnement que des princes un royaume. Il n'y a pas de procès qui sente bon; mais le *tien* et le *mien* perd encore à être vu d'aussi bas. Si nous pénétrons sans éprouver la moindre répulsion dans l'*antre de la chicane*, qui peut voir sans dégoût des chiffonniers se battre dans le ruisseau pour la possession d'un clou rouillé?

Outre ces réserves de chaque propriétaire, la paroisse possédait encore en 1841 deux montagnes d'immondices qui s'élevaient triomphalement au centre de Willenhall, et qui auraient suffi, selon M. Horne, pour empester la Grande-Bretagne tout entière. En attendant, elles engendraient le typhus, qui a sévi à Willenhall sans interruption pendant sept ans. L'administration locale les a fait disparaître en partie, non point afin d'assainir la ville, mais par amour-propre et de crainte de se voir signalée à l'attention du parlement.

Un pareil site n'a certes rien d'enchanteur, et ce serait bien le cas de s'écrier avec le soldat de la caricature embourbé dans un marais : « On appelle cela une patrie! » Cependant les maîtres-ouvriers de Willenhall ont pour leur ville natale un aveugle et invincible attachement. En dépit de la misère qui les y attend, on ne peut pas les déterminer à la quitter. Des serruriers de Willenhall qui avaient été appelés

en Belgique, où ils recevaient de forts salaires, revinrent presque aussitôt, cédant au mal du pays. Nés dans une société exceptionnelle, il faut croire qu'ils ne se trouvent pas à l'aise dans un ordre social mieux réglé. N'a-t-on pas vu aussi des esclaves qui, effrayés d'avoir désormais à pourvoir à leur subsistance, refusaient la liberté comme un fardeau?

Si j'ai bien rendu les traits généraux de la démocratie industrielle à Birmingham et dans le comté de Stafford, cette organisation a peu d'avantages qui lui soient propres. C'est le travail en famille, moins la sainteté des mœurs domestiques; il lui faudrait des circonstances exceptionnelles pour lutter contre les manufactures armées de la puissance des machines et de celle des capitaux. Dans un pays comme la France, l'industrie parcellaire et domestique est, pour ainsi dire, un produit naturel; sans parler des ateliers parisiens, quoi de plus florissant que les petites villes de Thiers, de Saint-Claude et de Gérardmer? Mais, en Angleterre, les institutions et les mœurs lui sont également contraires; elle n'y peut plus exister qu'à l'état d'anomalie et de curiosité.

Et maintenant, la possibilité, qui n'existe déjà plus pour l'ordre industriel, va-t-elle naître enfin pour l'ordre politique? L'Angleterre, ébranlée un moment par le contre-coup des journées de juillet, penche-t-elle, autant qu'on l'a cru, vers la démocratie? Les émeutes de Birmingham et de Newport ont-elles sonné l'heure de l'affranchissement? Ces millions d'ouvriers qui protestent contre les institutions et qui réclament le suffrage universel, tantôt par des pétitions, tantôt à force ouverte, ont-ils quelque chance de prévaloir contre l'influence du petit nombre d'hommes qui gouvernent le pays? L'Angleterre est-elle, comme la France en 1789, à la veille d'une révolution? Malgré des symptômes bien menaçans, je demande la permission de ne pas le croire. J'en dirai ailleurs les raisons.

LÉON FAUCHER.

PAUL SCARRON.

Dans les époques classiques, lorsque les écrivains s'efforcent de retrouver par l'étude les lignes simples et sévères des anciens poètes, ils retombent souvent dans un excès fâcheux, dans l'ennui, dans la sécheresse. Une idée de fausse noblesse semble les poursuivre, le familier les effraie, ils écrivent dans un dialecte savant comme celui des brahmes de l'Inde. Le bon goût est une belle chose; cependant il n'en faudrait pas abuser : à force de bon goût, on arrive à se priver d'une multitude de sujets, de détails, d'images et d'expressions qui ont la saveur de la vie. La belle et riche langue du XVIe siècle, blutée et vannée par des mains trop méticuleuses, pour quelques mauvaises herbes qu'on en a retirées, nous paraît avoir perdu beaucoup d'épis pleins de grains d'or. Nous sommes de ceux qui regrettent que Malherbe soit venu. Un grand et admirable poète, Mathurin Regnier, a exprimé la même idée en vers d'une énergie et d'une vigueur surprenantes. L'influence de Louis XIV n'a pas toujours été heureuse sur la littérature et les arts de son temps. La perruque du grand roi y domine trop. La majesté, l'étiquette, la convention, ont quelque peu chassé la nature. Les arbres du parc de Versailles portent des boucles et des frisures comme les courtisans; les poèmes sont tracés au cordeau comme les allées. Partout la régularité froide est substituée au charmant désordre de la vie; la volonté d'un seul homme remplace le caprice individuel. Louis XIV, qui se laissait bénignement personnifier sous la figure du soleil, avait plutôt l'amour du faste que celui de l'art.

Il n'était pas doué de l'intelligence passionnée des Jules II, des Léon X. Il savait qu'il entre dans la composition de tout beau règne une certaine quantité de poètes, de prosateurs, d'architectes, de statuaires et de peintres, et il se procura les artistes dont il avait besoin pour sa gloire, car les grands rois font les grands artistes; ils n'ont qu'à vouloir : un regard d'attention, une bonne parole et une poignée d'or suffisent pour cela. Mais cet art improvisé n'avait pour centre et pour but que Louis XIV. Plaire au roi, divertir le roi, louer le roi, peindre le roi, sculpter le roi, telle était la pensée unique; et comme le roi aimait la pompe un peu raide, la solennité un peu guindée, tout se modelait sur son goût. La poésie avait toujours des habits de gala avec un page pour lui porter la queue, de peur qu'elle ne se prît les pieds dans ses jupes de brocart d'or en montant les escaliers de marbre de Versailles. Une expression qui n'avait pas été reçue à la cour n'était admise nulle part. Les d'Hozier de la grammaire révisaient les titres de chaque mot, et ceux qui se trouvaient d'origine bourgeoise étaient impitoyablement rejetés. La peinture, tout entière aux tableaux d'apparat, aux plafonds mythologiques, jugeait l'imitation de la nature au-dessous d'elle. La nature n'avait pas été présentée, et Louis XIV avait horreur de la vérité en toutes choses, et surtout en art. Les Flamands lui déplaisaient souverainement; il aimait mieux Charles Lebrun, son premier peintre : — un goût royal dont il ne faut pas disputer.

De tout cela il est résulté un art magnifique, grandiose, solennel, mais, osons le dire, sauf deux ou trois glorieuses exceptions, légèrement ennuyeux, et qui produit une impression à peu près pareille à celle que vous donnent les jardins de Le Nôtre ou de la Quintinie : partout du marbre, du bronze, des Neptunes, des tritons, des nymphes, des rocailles, des bassins, des grottes, des colonnades, des ifs en quenouille, des buis en pots-à-feu, tout ce qu'on peut imaginer de plus noble, de plus riche, de plus coûteux, de plus impossible; mais au bout d'une heure ou deux de promenade, vous sentez l'ennui vous tomber sur le dos en pluie fine avec la rosée des jets d'eau : une mélancolie sans charme s'empare de vous à la vue de ces arbres dont pas une branche ne dépasse l'autre, et dont l'alignement irréprochable ravirait d'aise un instructeur de landwehr prussienne. Vous vous prenez, malgré vous, à désirer quelque petit coin de paysage agreste : un bouquet de noyers près d'une chaumière au toit moussu, fleuri de giroflée sauvage, avec une paysanne tenant un enfant au bras, sur le seuil encadré d'une folle guirlande de vigne; un lavoir dans les eaux du vallon, sous l'ombre bleuâtre des saules, égayé par le babil et le battoir des lavan-

dières; une grasse prairie où nagent à plein poitrail dans des vagues d'herbes ces belles vaches rousses que Paul Potter sait si bien peindre, et à qui les idylles de cour font paître un gazon de satin vert sous le nom euphonique de génisses.

Sous le règne précédent, l'élément gaulois se retrouvait plus visible au fond de la littérature, à travers un mélange d'espagnol et d'italien : la greffe hellénique que Ronsard avait entée sur le vieux tronc de l'idiome, nourrie par la sève du terroir, s'était fondue avec l'arbre. Il n'y a pas une si grande différence qu'on pourrait le croire entre les discours politiques du gentilhomme vendomois et certaines tirades de Pierre Corneille. C'était une langue charmante, colorée, naïve, forte, libre, héroïque, fantasque, élégante, grotesque, se prêtant à tous les besoins, à tous les caprices de l'écrivain, aussi propre à rendre les allures hautaines et castillanes du Cid qu'à charbonner les murs des cabarets de chauds refrains de goinfrerie.

L'esprit français, fin, narquois, plein de justesse et de bon sens, manquant un peu de rêverie, a toujours eu pour le grotesque un penchant secret. Nul peuple ne saisit plus vivement le côté ridicule des choses, et dans les plus sérieuses il trouve encore le petit mot pour rire. Du temps de Louis XIII, il régnait en littérature un goût aventureux, une audace, une verve bouffonne, une allure cavalière tout-à-fait en harmonie avec les mœurs des raffinés. On ne regardait de près ni aux mots, ni aux choses, pourvu que la touche fût franche, la couleur hardie et le dessin caractéristique. L'influence du cavalier Marin, de Lalli, de Caporali, de Quevedo, avait donné lieu à une foule de compositions burlesques où la singularité du fond le dispute au caprice de l'expression. On ferait un gros volume, rien qu'avec les titres de toutes ces œuvres que la réaction en tête de laquelle se trouvaient Boileau et Racine a fait rentrer dans un oubli profond, d'où les tire de loin en loin la curiosité d'un bibliophile ou d'un critique qui va chercher dans ce qu'on appelle les *poetæ minores* des traits de physionomie négligés par le large pinceau des talens de premier ordre. Paul Scarron est en quelque sorte l'Homère de cette école bouffonne, celui qui résume et personnifie le genre; il possédait de son emploi jusqu'au physique. Byron, le chef de l'école satanique, avait le pied-bot comme le diable; Scarron, chef de l'école burlesque, était contrefait et bossu comme une figure du Bamboche. Les déviations de ses vers se répétaient dans les déviations de son épine dorsale et de ses membres : les idées, comme les marteaux des orfèvres, *repoussent* la forme extérieure et lui font prendre leurs creux et leurs saillies. Le nom de Scarron est

à peu près le seul qui ait surnagé de toute cette bande, et de temps à autre on lit encore quelques pièces de lui. Ce n'est pas que parmi ses confrères, engouffrés sans retour dans l'eau noire de l'oubli, on ne trouve des morceaux d'une verve aussi franche, d'un comique aussi épanoui et d'une facture non moins habile; la mémoire humaine, déjà surchargée de tant de noms, en choisit ordinairement un pour chaque genre et le lègue d'âge en âge, sans autre examen. Un travail amusant pour quelqu'un qui aurait du loisir, et qui ne craindrait pas de traverser et de remonter quelquefois le torrent des opinions reçues, serait la révision des arrêts portés par les contemporains ou la postérité, qui n'est pas toujours si équitable qu'on veut bien le dire, sur une foule d'auteurs et d'artistes : plus d'un de ces jugemens serait cassé à coup sûr. Un pareil travail, appuyé de pièces justificatives, mettrait en lumière une foule de choses charmantes dans les écrivains voués à la réprobation et au ridicule, et trahirait un nombre pour le moins équivalent de sottises et de platitudes dans les écrivains cités partout avec éloge. Tous les poètes grotesques n'ont pas eu pour leur renommée l'avantage de laisser une veuve épousée par un roi de France, et cette bizarrerie de fortune a contribué pour beaucoup à sauver de l'oubli le nom de l'auteur de *Don Japhet d'Arménie*.

Scarron naquit à Paris en 1610 ou 1611, d'une famille ancienne et bien située, originaire de Moncallier en Piémont, où l'on voit dans l'église collégiale une chapelle fondée sur la fin du XIIIe siècle par Louis Scarron, qui y repose sous un tombeau de marbre blanc blasonné de ses armes. Il eut pour père Paul Scarron, conseiller au parlement, qui jouissait d'une fortune de 25 mille livres de rente, somme considérable pour ce temps, et qui représenterait aujourd'hui plus du double. — Un Pierre Scarron fut évêque de Grenoble; un Jean Scarron, sieur de Vaujour. — Il n'y a rien là qui sente son poète et son bouffon, et l'on aurait pu, sans crainte de passer pour un faux prophète, prédire un avenir agréable au petit Scarron et à ses deux sœurs Anne et Françoise. Cet avenir si clair et si net en apparence ne tint cependant pas ses promesses. Le conseiller Scarron perdit sa femme, et, sans tenir compte de cette faveur que le ciel lui faisait de rompre un nœud indissoluble, il commit la sottise de convoler en secondes noces.

Françoise de Plaix, la femme qu'il épousa, lui donna trois autres enfans : deux filles, Madelaine et Claude; un fils, Nicolas. — Vous savez que, si rien au monde ne vaut une mère, rien n'est pire qu'une marâtre, — si ce n'est une belle-mère. — Donc Françoise de Plaix, comme une vraie marâtre qu'elle était, aimait peu les enfans de l'autre

lit, et tâchait de favoriser les siens de tout ce qu'elle pouvait tirer de son côté et du leur. Le petit Scarron, quoiqu'il fût tout jeune, s'apercevait de ces manéges et ne s'en taisait pas; il avait une amitié fort mince pour sa nouvelle famille, et savait un gré médiocre à monsieur son père de lui donner des petits frères qui devaient diminuer sa succession d'autant. Déjà il avait le parler fort libre et fort caustique, et décochait à sa marâtre des pointes piquantes qui envenimaient encore la haine qui existait entre eux; il fit si bien que le séjour de la maison paternelle lui devint impossible. Ce n'étaient du matin jusqu'au soir que tracasseries et querelles, de sorte que le conseiller, excellent homme, mais père assez faible, fut obligé de le sacrifier à la paix du ménage et de l'envoyer chez un parent, à Charleville. Il y resta deux ans, et ce bannissement ayant un peu fait rentrer les griffes à l'humeur féroce de la marâtre, il revint à Paris, où il acheva ses études, après quoi il prit le petit collet, non qu'il eût une vocation pour l'état ecclésiastique. Son tempérament bilieux-sanguin le portait plutôt à l'activité du plaisir qu'au recueillement de la vie méditative, et il ne possédait aucune des qualités qu'exigent les grandes fonctions du prêtre; aussi s'en tint-il au petit collet, qui n'engageait à rien et ne vous empêchait même pas de porter l'épée et d'être un raffiné duelliste, comme l'abbé de Gondi. Le petit collet était un costume propre, leste, dégagé, presque galant et peu coûteux, qui signifiait seulement que la personne qui le portait avait des prétentions à la littérature ou à quelque bénéfice. Rien n'était, du reste, plus profane, plus libre de tout préjugé que ces petits collets. Costumé de la sorte, et suivi d'un laquais, l'on pouvait se présenter partout sans crainte d'encourir la colère des suisses; bien des portes qui seraient restées fermées s'ouvraient d'elles-mêmes devant monsieur l'abbé, et pourvu qu'il eût l'œil vif, la dent belle et la répartie prompte, il était le bien-venu des grands seigneurs et des belles dames.

Avec cet enjouement et cette tournure d'esprit, d'une famille honorable comme il était, et recevant quelque argent de son père, Paul Scarron devait avoir du succès dans le monde; il fréquentait les sociétés galantes et spirituelles du temps, il était bien vu chez Marion de Lorme et Ninon de Lenclos, les deux lionnes de l'époque, qui réunissaient chez elles tout ce que la cour et la ville avaient d'illustre et de remarquable, les plus beaux noms et les plus fins esprits. Ce devaient être dans ces grands hôtels de la Place Royale et de la rue des Tournelles, car alors le Marais était le quartier élégant, le quartier à la mode, de bien charmantes causeries, de bien piquantes divagations à propos

de rien et de tout; l'épicurisme délicat de Saint-Evremond, les saillies de Chapelle, l'entrain bachique de Bachaumont, mêlaient à la conversation des grands seigneurs un élément littéraire suffisant pour éviter la banalité des propos vulgaires, sans tomber dans la préciosité et le phébus, comme le fit la société de l'hôtel Rambouillet. A un pareil commerce, Scarron ne pouvait que gagner, et c'est là sans doute qu'il puisa cette liberté de badinage, cette heureuse facilité de plaisanterie, cet enjouement qui, s'il n'est pas toujours de bon goût, au moins n'est jamais forcé, et fait naître le sourire sur les lèvres les plus rebelles à la gaieté.

On trouve dans les poésies diverses de Scarron deux petites pièces de vers, l'une à Marion de Lorme, l'autre à Mlle de Lenclos, qui prouvent en quelles relations amicales il était avec ces deux célèbres courtisanes, et qui sont assez curieuses en ce qu'elles montrent sous quel aspect les contemporains envisageaient ces deux émules de Phryné et d'Aspasie. Voici l'étrenne adressée à Mlle Marion de Lorme :

Félicité des yeux et supplice des ames,
Beauté qui tous les jours allumez tant de flammes,
Ce petit madrigal ici
Est tout ce que je puis vous donner pour étrennes;
Mais je ne vous demande aussi,
Au lieu de me donner les miennes,
Sinon que vos yeux pleins d'appas
Veuillent bien épargner les nôtres,
Afin qu'ils ne nous brûlent pas
Comme ils en ont brûlé tant d'autres.

Celle-ci est adressée à Ninon :

O belle et charmante Ninon,
A laquelle jamais on ne répondra non,
Pour quoi que ce soit qu'elle ordonne,
Tant est grande l'autorité
Que s'acquiert en tous lieux une jeune personne,
Quand avec de l'esprit elle a de la beauté!
Ce premier jour de l'an nouveau,
Je n'ai rien d'assez bon, je n'ai rien d'assez beau
De quoi vous bâtir une étrenne.
Contentez-vous de mes souhaits :
Je consens de bon cœur d'avoir grosse migraine
Si ce n'est de bon cœur que je vous les ai faits.
Je souhaite donc à Ninon
Un mari peu hargneux, mais qui soit bel et bon,
Force gibier tout le carême,

Bon vin d'Espagne, gros marron,
Force argent, sans lequel tout homme est triste et blême,
Et qu'un chacun estime autant que fait Scarron.

Souhaiter un mari à Ninon! le vœu est assez bizarre, et qu'en aurait-elle fait, bon Dieu?

Notre petit abbé vécut ainsi jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans, ne s'occupant sérieusement que de ses plaisirs et tout entier aux charmes de nombreuses liaisons. Dans ce temps, il était du bel air pour tout jeune homme posé sur un bon pied dans le monde d'aller faire un tour en Italie. Scarron n'eut garde de manquer à cette mode. Il était à Rome en 1634, et il y rencontra le poète Maynard. L'aspect de ces ruines grandioses, la tristesse solennelle de cette ville, où chaque pierre éveille un souvenir, où le passé écrase le présent de tout son poids, ne fit aucune impression sur le jeune Scarron; le pittoresque n'était pas son fort. Il vit la cité des Césars du même œil que Saint-Amant, qui, lui pourtant, avait à un haut degré le sentiment des merveilles de l'art et de la nature. Il en revint tout aussi mondain qu'il était parti, et sa vocation ecclésiastique ne paraît pas s'être augmentée à voir de près le pape, les cardinaux et les moines.

Scarron ne fut pas toujours ce goutteux, ce cul-de-jatte, ce paralytique à la poitrine concave, au dos convexe, que l'on voit grimacer sur le frontispice de ses œuvres. Dans une épître au lecteur qui ne l'a jamais vu, voici comme il parle de son état passé et de son état présent:

« Lecteur qui ne m'as jamais vu et ne t'en soucies guère, à cause qu'il n'y a pas beaucoup à profiter à la vue d'une personne faite comme moi, sache que je ne me soucierais pas que tu me visses, si je n'avais appris que certains beaux esprits facétieux se réjouissent aux dépens du misérable et me dépeignent d'une autre façon que je ne suis fait. Les uns disent que je suis cul-de-jatte; les autres, que je n'ai point de cuisses, et que l'on me met sur une table, dans un étui, où je cause comme une pie borgne; et les autres, que mon chapeau tient à une corde qui passe dans une poulie, et que je le hausse et le baisse pour saluer ceux qui me visitent. Je pense être obligé, en conscience, de les empêcher de mentir plus long-temps, et c'est pour cela que j'ai fait faire la planche que tu vois au commencement de mon livre. Tu murmureras sans doute, car tout lecteur murmure, et je murmure comme les autres quand je suis lecteur; tu murmureras, dis-je, et trouveras à redire de ce que je ne me montre que par le dos. Certes, ce n'est pas pour tourner le derrière à la compagnie, mais seulement à cause que le convexe de mon dos est plus propre à recevoir une inscription

que le concave de mon estomac, qui est tout couvert de ma tête penchante, et que par ce côté-là, aussi bien que par l'autre, on peut voir la situation ou plutôt le plan irrégulier de ma personne. Sans prétendre faire un présent au public (car, par mesdames les neuf Muses, je n'ai jamais espéré que ma tête devînt l'original d'une médaille), je me serais bien fait peindre, si quelque peintre avait osé l'entreprendre. Au défaut de la peinture, je m'en vais te dire à peu près comme je suis fait.

« J'ai trente-huit ans passés, comme tu vois, au dos de ma chaise; si je vais jusqu'à quarante, j'ajouterai bien des maux à ceux que j'ai déjà soufferts depuis huit ou neuf ans. J'ai eu la taille bien faite, quoique petite; ma maladie l'a raccourcie d'un bon pied. Ma tête est un peu grosse pour ma taille. J'ai le visage assez plein pour avoir le corps décharné, des cheveux assez pour ne porter point perruque; j'en ai beaucoup de blancs en dépit du proverbe. J'ai la vue assez bonne, quoique les yeux gros; je les ai bleus : j'en ai un plus enfoncé que l'autre, du côté où je penche la tête. J'ai le nez d'assez bonne prise. Mes dents, autrefois perles carrées, sont de couleur de bois, et seront bientôt de couleur d'ardoise; j'en ai perdu une et demie du côté gauche, et deux et demie du côté droit, et deux un peu égrignées. Mes jambes et mes cuisses ont fait d'abord un angle obtus, et puis un angle égal, et enfin un aigu; mes cuisses et mon corps en font un autre, et ma tête se penchant sur mon estomac, je ne ressemble pas mal à un Z. J'ai les bras raccourcis aussi bien que les jambes, et les doigts aussi bien que les bras; enfin, je suis un raccourci de la misère humaine. Voilà à peu près comme je suis fait. Puisque je suis en si beau chemin, je vais t'apprendre quelque chose de mon humeur. Aussi bien cet avant-propos n'est-il fait que pour grossir le livre à la prière du libraire, qui a eu peur de ne retirer pas les frais d'impression, sans cela il serait très inutile, aussi bien que beaucoup d'autres; mais ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on fait des sottises par complaisance, outre celles que l'on fait de son chef.

« J'ai toujours été un peu colère, un peu gourmand, un peu paresseux. J'appelle souvent mon valet sot, et un instant après monsieur. Je ne hais personne, Dieu veuille qu'on me traite de même. Je suis bien aise quand j'ai de l'argent, et serais encore plus aise si j'avais de la santé. Je me réjouis assez en compagnie. Je suis assez content quand je suis seul. Je supporte mes maux assez patiemment; mais il me semble que mon avant-propos est assez long et qu'il est temps que je le finisse. »

Dans une lettre à Marigny, il dit : « Quand je songe que j'ai été sain

jusqu'à l'âge de vingt-sept ans assez pour avoir bu souvent à l'allemande! » Le *Typhon* renferme un passage où le poète parle du commencement de son mal, qui le prit dans le temps que la reine accoucha de Louis XIV. Voici l'endroit :

Je suis persécuté dès-lors
Que du très adorable corps
De notre reine, que tant j'aime,
Sortit Louis quatorzième;
Louis surnommé Dieu-Donné,
Pour le bien de la France né.

Ce prince naquit en 1638. Scarron avait donc à peu près vingt-huit ans lorsqu'il perdit la santé et gagna son talent.

Ce fut quelque temps après son retour de Rome qu'il ressentit les premières atteintes des douleurs étranges dont il souffrit sans relâche jusqu'à sa mort. La cause de cette maladie n'est pas bien claire. Suivant un récit probablement apocryphe, Scarron aurait eu pendant le carnaval l'idée de se déguiser en oiseau. Pour remplir ce but, il s'était préalablement mis tout nu et frotté le corps de miel; après quoi il avait ouvert un lit de plume et s'était roulé dedans de manière à ce que le duvet s'attachât à sa peau et lui donnât l'apparence d'un véritable volatile. Emplumé de la sorte, il fit plusieurs visites dans des maisons où la plaisanterie fut trouvée de bon goût et des plus réjouissantes; mais, la chaleur ayant fait fondre le miel, les plumes se détachèrent et trahirent la nudité de Scarron, au grand scandale de la populace, qui se mit à le poursuivre. Effrayé des clameurs, il prit la fuite et se cacha dans un marais, où il s'enfonça jusqu'au menton. La froideur de l'eau le saisit tellement, qu'il fut pris de rhumatismes qui lui tordirent les membres et le rendirent impotent et perclus. Des contemporains moins bénévoles, tels que Tallemant des Réaux et Cyrano de Bergerac, attribuent cette maladie à une autre cause que rend tout-à-fait probable la vie quelque peu licencieuse que menait le jeune abbé. En ce temps-là, les remèdes étaient pires que le mal, et, si quelquefois on guérissait de l'un, on ne guérissait pas des autres. Il est à présumer toutefois que Scarron ne fut pas tout d'abord aussi infirme qu'il le devint par la suite. Les biographes bienveillans se bornent à dire qu'une lymphe âcre se jeta sur ses nerfs et le réduisit à un état de souffrances continuelles. Aussi l'épitaphe que le pauvre diable se composa lui-même, et dans laquelle on retrouve la pensée de l'inscription gravée sur la tombe de Trivulce : *Hic quiescit qui numquam quievit, tace*, est-elle plus véridique que ne le sont habituellement ces sortes de poésies :

Celui qui cy maintenant dort
Fit plus de pitié que d'envie,
Et souffrit mille fois la mort
Avant que de perdre la vie.
Passant, ne fais ici de bruit,
Garde bien que tu ne l'éveille,
Car voici la première nuit
Que le pauvre Scarron sommeille!

Les stoïciens niaient la douleur, et ils mettaient à la supporter une constance, une insensibilité de parti pris, où la morgue de l'école et l'entêtement de la doctrine avaient peut-être plus de part qu'une résignation réelle. Souffrir sans se plaindre est beau sans doute, mais il faut une bien plus grande force d'ame pour plaisanter de ses tortures, y trouver le sujet de mille bouffonneries, et faire bonne mine à fort mauvais jeu. Tourner son mal en dérision sans chercher à provoquer la pitié des autres, la pitié, ce baume des malheureux, soutenir ce rôle pendant de longues années sans qu'un soupir d'angoisse vienne se mêler à l'éclat de rire, nous semble plus philosophique que toutes les vaines déclamations des sophistes. Nous serions curieux de voir des vers burlesques de Zénon écrits dans un accès de sciatique ou de rhumatisme; il est douteux que l'on y trouvât le plus petit mot pour rire.

Le style burlesque, dont Scarron n'est pas l'inventeur assurément, mais dans lequel il excelle et qu'il résume en quelque sorte, a eu ses partisans et ses détracteurs. Le mot *burlesque*, en lui-même, n'est pas fort ancien. Ce n'est guère que de 1640 à 1650 qu'on le voit se produire; avant cette époque, il n'avait pas franchi les monts. Sarrazin, selon la remarque de Ménage, est le premier qui l'ait employé en France, où la chose existait cependant, mais où elle était désignée par le terme de *grotesque*. L'étymologie de grotesque est *grutta*, nom qu'on donnait aux chambres antiques mises à jour par les fouilles, et dont les murailles étaient couvertes d'animaux terminés par des feuillages, de chimères ailées, de génies sortant de la coupe des fleurs, de palais d'architecture bizarre, et de mille autres caprices et fantaisies. Burlesque vient de l'italien *burla*, qui signifie plaisanterie, moquerie, et d'où dérivent les mots *burlesco* et *burlare*. *Burla*, que les Italiens ont adopté, est au fond un terme castillan. On nomme en Espagne *burladores* certains jets d'eau cachés sous le gazon, qui jaillissent subitement sous les pieds, et mouillent les promeneurs sans défiance de leur rosée imprévue. La comédie de Tirso de Molina, qui servit de modèle au don Juan de Molière, porte pour titre *el Burlador de Sevilla*,

ce mot ayant dans sa signification espagnole une nuance plus dérisoire et plus ironique, car celui qui invite à souper le convive de pierre peut être moqueur, mais à coup sûr il n'est pas bouffon. L'emploi de ce style devint général; depuis les moutons de Panurge et bien avant, la France est le pays de l'imitation par excellence, car les Français, si hardis sur le champ de bataille et dans les situations périlleuses, sont d'une timidité extrême sur le papier, et cette nation si folle et si légère, au dire des observateurs, est celle qui a toujours conservé le plus profond respect pour les règles, et qui a le moins risqué en littérature. Dès qu'ils ont une plume à la main, ces Français si téméraires deviennent pleins d'hésitations et d'anxiétés; ils tremblent de dire quelque chose de nouveau et qui ne se trouve pas dans les auteurs du bel air. Aussi, qu'un écrivain ait la vogue, et tout de suite il paraît des nuées d'ouvrages taillés sur le patron du sien. On aurait tort d'attribuer cet esprit imitateur au manque d'invention ou de ressources individuelles; ce n'est qu'une déférence à la mode, une crainte de paraître manquer de goût. Il n'y a qu'en France que le mot *original* appliqué à un individu soit presque injurieux. Tout Français qui écrit est travaillé de la peur du ridicule, et c'est ce qui fait que lorsqu'un style ou un genre a été adopté par le public, tous les auteurs se jettent de ce côté, heureux de décliner la responsabilité d'une manière à eux. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le succès d'un ouvrage fait éclore un cycle d'œuvres du même genre. Chaque époque a un poème ou un roman en vogue dont il se tire de nombreuses contre-épreuves, et ce serait un travail curieux de faire l'histoire de ces familles congénères. A cause de cela, notre littérature est plus pauvre que toute autre en ouvrages excentriques, le ton général se retrouvant dans le plus grand nombre des écrits contemporains, et chaque période ayant sa nuance particulière donnée par un succès. La réussite de Scarron amena une débacle de poésies burlesques, ou du moins prétendues telles. Les sujets les moins aptes à la plaisanterie furent traités de cette manière. Brébeuf lui-même, l'auteur ampoulé de *la Pharsale*, fit une parodie de Lucain, la plus froide et la plus ennuyeuse du monde, tant le goût du burlesque était généralement répandu. Tout le monde s'en mêlait, jusqu'aux laquais et aux femmes de chambre, car la plupart des gens pensaient qu'il suffit d'accoupler des rimes burlesques, de rassembler des termes extravagans et bas, en un mot de parler en langage du Ponceau ou de la Halle, pour être un poète bouffon. Le vers de huit syllabes à rimes plates, que Scarron a presque toujours employé, et avec lequel sont écrits le *Typhon* et le *Virgile travesti*,

offre des facilités dont il est malaisé de n'abuser point. Entre les mains d'un versificateur médiocre, il devient bientôt plus lâche et plus rampant que la prose négligée, et n'offre pour compensation à l'oreille qu'une rime fatigante par son rapprochement. Bien manié, ce vers, qui est celui des romances et des comédies espagnoles, pourrait produire des effets neufs et variés. Il nous paraît plus propre que l'alexandrin, pompeux et redondant, aux familiarités du dialogue, à l'enjouement des détails, et nous aimerions le voir en usage au théâtre. Il nous éviterait beaucoup d'hémistiches stéréotypés dont il est difficile aux meilleurs et aux plus soigneux poètes de se défendre, tant la nécessité des coupes et des rimes du vers hexamètre les ramène impérieusement. Ce vers octosyllabique était si spécialement affecté aux bouffonneries, qu'il était appelé vers burlesque, bien qu'il se prête également aux inspirations nobles et sérieuses. C'est dans ce mètre que le bon Loret, le journaliste du temps, écrivait sa *Muse historique*.

Le burlesque, ou, si vous aimez mieux, le grotesque, a toujours existé, dans l'art et dans la nature, à l'état de repoussoir et de contraste. La création fourmille d'animaux dont on ne peut s'expliquer l'existence et la nécessité que par la loi des oppositions. Leur laideur sert évidemment à faire ressortir la beauté d'êtres mieux doués et plus nobles; sans le démon, l'ange n'aurait pas sa valeur; le crapaud rend plus sensible et plus frappante la grace du colibri. La vie est multiple, et beaucoup d'élémens hétérogènes entrent dans la composition des faits et des évènemens. La scène la plus touchante a son côté comique, et le rire s'épanouit souvent à travers les pleurs. Un art qui voudrait être vrai devrait donc admettre l'une et l'autre face. La tragédie et la comédie sont trop absolues dans leurs exclusions. Aucune action n'est d'un bout à l'autre effrayante ou risible; il y a des choses fort comiques dans les évènemens les plus sérieux, et des choses fort tristes dans les plus bouffonnes aventures. La tragédie et la comédie sont donc des poèmes classiques, attendu que, d'après une convention arrêtée d'avance, elles rejettent l'expression de certains sentimens et de certaines idées. La netteté un peu sèche de l'esprit français s'accommode de ces divisions et de ces compartimens dans le domaine de l'art. Pleurons ou rions pendant cinq actes, c'est bien; mais ce désir d'harmonie et de régularité ne se satisfait que par le sacrifice des couleurs et des tons. On a une littérature monochrome, comme ces combats de gladiateurs peints avec de l'ocre rouge dont parle Horace, ou ces peintures en camaïeu dont les artistes de l'autre siècle ornaient les dessus de

portes et les trumeaux. Tel poème est bleu, tel autre est vert; tout y est modelé, comme dans les grisailles, par l'ombre et le clair; dans aucun ne se marient harmonieusement les teintes variées de la nature. Nous ne reviendrons pas faire ici, à propos de Scarron, la théorie du grotesque, si éloquemment exposée dans une préface célèbre. Depuis Malherbe, la langue française a été prise d'un accès de pruderie et de préciosité dans les idées et dans les termes vraiment extraordinaire. Tout détail était proscrit comme familier, tout vocable usuel comme bas ou prosaïque. L'on en était venu à n'écrire qu'avec cinq ou six cents mots, et la langue littéraire était, au milieu de l'idiome général, comme un dialecte abstrait à l'usage des savans. A côté de cette poésie si noble et si dédaigneuse s'établit un genre complètement opposé, mais tout aussi faux assurément, le burlesque, qui s'obstinait à ne voir les choses que par leur aspect difforme et grimaçant, à rechercher la trivialité, à ne se servir que de termes populaires ou ridicules. C'est l'excès inverse, et voilà tout. Nous admettons parfaitement la bouffonnerie, l'invention des détails comiques, la gaieté du style, la réjouissante bizarrerie des mots, les rimes imprévues et baroques, les plus folles imaginations de tous genres; mais nous avouons ne rien comprendre à la parodie, au travestissement. Le *Virgile travesti*, un des principaux ouvrages de Scarron et celui qui a fondé sa réputation, est à coup sûr un de ceux qui nous plaisent le moins, bien qu'il soit semé de mots plaisans et de vers très drôlement tournés. Après tout, qu'est-ce que cela signifie? Mettre à la place d'un héros une épaisse figure bourgeoise, à la place d'une belle princesse une grosse maritorne, et les faire parler en style des halles, n'a rien en soi-même de fort récréatif. Il n'est pas de chef-d'œuvre dont on ne puisse, par ce procédé, faire aisément la chose la plus plate du monde. Nous concevons la parodie dans le sens critique, c'est-à-dire au moyen d'une certaine exagération humoristique des défauts de l'œuvre qu'on travestit, qui en fait ressortir le ridicule ou le danger, comme le *Don Quijote*, quand il parle des Amadis de Gaule, des Galaor, des Agesilan de Colchos, des Lancelot du Lac, des Esplandian et des autres romans de chevalerie. Nous avons vu la parodie de toutes les pièces représentées avec succès depuis une dizaine d'années, et bien qu'il y ait au fond de l'homme le moins envieux du monde un petit sentiment de malveillance qui lui fasse écouter avec une certaine satisfaction des plaisanteries sur une tragédie ou sur un drame en vogue, nous devons avouer n'y avoir jamais pris le moindre divertissement.

Du reste, Scarron était tout-à-fait de notre avis sur les parodies, et la manière dont il s'en exprime dans une épître à M. Deslandes-Payen, à qui il dédie le cinquième livre du *Virgile travesti*, prouve une modestie qui va jusqu'à l'injustice:

« Je suis prêt de signer devant qui l'on voudra que tout le papier que j'emploie à écrire est autant de papier gâté, et qu'on aurait droit de me demander, ainsi qu'à l'Arioste, où je prends tant de c.... Tous ces travestissemens de livres, et mon *Virgile* tout le premier, ne sont autre chose que des c....., et c'est un mauvais augure pour ces compilateurs de mots de gueule; tant ceux qui se sont jetés sur Virgile que sur moi comme un pauvre chien qui ronge son os, que les autres qui s'adonnent à ce genre d'écrire comme au plus aisé; c'est, dis-je, un très mauvais augure pour ces très brûlables burlesques que cette année, qui en a été fertile, et peut-être autant incommodée que de hannetons, ne l'ait pas été en bled. Peut-être que les plus beaux esprits, qui sont gagnés pour tenir notre langue saine et nette, y mettront bon ordre, et que la punition du premier mauvais plaisant qui sera convaincu d'être burlesque relaps, et comme tel condamné à travailler le reste de sa vie pour le Pont-Neuf, dissipera le fâcheux orage de burlesque qui menace l'empire d'Apollon. Pour moi, je suis toujours prêt d'abjurer un style qui a gâté tout le monde, et sans le commandement exprès d'une personne de condition qui a toute sorte de pouvoir sur moi, je laisserais le Virgile à ceux qui en ont tant d'envie, et me tiendrais à mon infructueuse charge de malade, qui n'est que trop capable d'exercer un homme entier. »

Il résulte de cette épître que les contrefacteurs et les copistes ne manquaient pas à Scarron, et le travestissement du *Virgile* lui était vivement disputé. Le mode de publication qu'il avait adopté favorisait les fraudes des continuateurs. Il devait d'abord faire paraître un livre chaque mois; toutefois, soit que les souffrances l'en empêchassent, soit qu'il fût ennuyé et rebuté de cette besogne, ce qui est plus vraisemblable, il ne mit pas beaucoup d'exactitude à tenir son engagement, et de longs intervalles séparèrent les apparitions des diverses parties de son poème. Certes, il faut toute la verve de Scarron pour soutenir une si longue plaisanterie; il faut son habileté souveraine à manier le vers de huit pieds, sa facilité à trouver des rimes imprévues, des tours piquans, des suspensions, des enjambemens hardis, des coupes bizarres, enfin tout ce qui peut varier une œuvre d'une telle haleine. Souvent, à travers mille incongruités plus étranges les unes que les autres, se trouvent des morceaux vraiment bien traités, et

dont la littéralité familière rend beaucoup mieux l'antique que les traductions sérieuses et en beau style. Des réflexions judicieuses servent de commentaire au texte :

Soyez justes, craignez les dieux;
Cette sentence est bonne et belle,
Mais en enfer à quoi sert-elle?

Il est impossible de railler plus finement le fameux vers :

Discite justitiam moniti et non temnere divos!

L'*Énéide travestie* n'a pas été poussée au-delà du VIIIe livre; le *Roman comique* lui-même n'est point achevé, soit caprice, soit fatigue. Nous aimons assez ces œuvres interrompues auxquelles l'imagination du lecteur est forcée de chercher un dénouement.

Le *Virgile* fut continué, si cela peut s'appeler continué, par un certain Jacques Moreau, marquis ou comte de Brazey, et par un autre rimeur dont le nom est resté inconnu. Il est difficile de lire quelque chose de plus plat et de plus rampant, de plus insipide. Le sieur Offray n'a guère été plus heureux dans sa suite du *Roman comique*. L'immortel auteur du *Don Quijote*, don Miguel Cervantès de Saavedra, ayant laissé un long intervalle entre la publication de la première et de la dernière partie de son roman, eut aussi cet inconvénient d'être continué par un sacrilége barbouilleur de papier; mais Cid-Hamet-Ben-Engeli accrocha si haut sa plume, que personne depuis ne put la reprendre.

Le *Typhon*, qui fut composé avant le *Virgile travesti*, est un poème burlesque sur la guerre des dieux et des géans. Il a cinq chants en vers de huit pieds. S'il y eut jamais un personnage mythologique sinistre et grandiose, c'est ce monstre informe que fit sortir de la terre Junon, jalouse de la création de son mari, qui avait produit Pallas tout seul. Sa révolte gigantesque a un caractère mystérieux et cosmogonique, effrayant comme ces bas-reliefs sculptés dans les cavernes qui font allusion à des évènemens dont on a perdu la mémoire et le sens symbolique, mais qu'on pressent avoir été terribles. Ce Typhon fut sur le point de mettre la terre à la place du ciel; il coupa les bras et les jambes à Jupiter avec une faux de diamant, et inspira aux Olympiens une telle panique, qu'ils se déguisèrent, pour lui échapper, en animaux, en légumes, formes sous lesquelles les Égyptiens les adorent. Son aspect était formidable et monstrueux; il avait cent têtes, et de ses cent bouches sortaient avec des flammes des cris si horribles, que les dieux et les hommes en tremblaient. Le haut de

son corps était couvert de plumes, et le bas s'effilait en queues de dragon. Ce géant, tout abominable qu'il était, trouva à se marier, et d'Échidna, sa femme, il eut toute une affreuse famille de monstres : Orcus, Cerbère, l'hydre de Lerne, la Chimère, le Sphinx, et le lion de Némée. Enfin, Jupiter, ayant recouvré ses bras et ses jambes par l'adresse de Mercure et de Pan, monta sur un char attelé de chevaux ailés et foudroya Typhon si dru et si serré, qu'il le renversa et lui mit sur la poitrine, pour l'empêcher de se relever, le mont Etna qui, depuis ce temps, ne cesse de cracher à la face du ciel, en signe de mépris et de révolte, des jets de flamme, des rochers, des torrens de lave, et des trombes de fumée.

Voyons comment Scarron a caricaturé ce sujet épique et traduit cette lutte colossale.

Au début du poème, les dieux font bombance dans un Olympe macaronique arrangé en pays de Cocagne. Ils ont bu du nectar un peu plus qu'assez et se sont donné des indigestions d'ambroisie. Jupiter dort le nez sur la table; Junon est étendue sur son lit très peu chastement drapée; Mars, qui vient de Flandre, boit de la bière et fume du petun en vrai soudart qu'il est. Quant à Vénus, elle fait l'œil à quelque jeune dieu encore imberbe qu'elle veut déniaiser.

Typhon et les géans ses amis s'amusent aussi sur terre à leur façon. Ils jouent aux quilles dans les champs de Thessalie. Vous pensez que les quilles de gaillards pareils ne peuvent être des jouets d'enfans : ce sont d'énormes roches, aussi hautes que le clocher de Strasbourg, que Typhon a arrachées de ses mains puissantes et qu'il a grossièrement façonnées. Un prodigieux quartier de montagne à peine dégrossi sert de boule. Cette partie de quilles cause des tremblemens de terre dans la contrée. Cependant les géans ne sont pas encore échauffés; ils jouent posément, comme cela se pratique d'abord; petit à petit, le jeu s'anime, et Mimas, en lançant la boule, attrape le pied de Typhon précisément à l'endroit de son durillon. Typhon, enragé de douleur, mais ne pouvant s'en prendre à Mimas, qui ne l'a pas fait exprès, ramasse les quilles et la boule et les jette en l'air avec tant de force, qu'elles percent les voûtes bleues du ciel et retombent sur le buffet des dieux, où elles brisent tous les verres et toute la vaisselle. Jupiter se réveille en sursaut à ce tintamarre d'assiettes cassées, et demande, transporté de colère, ce que signifie une pareille bacchanale : — Majesté, répond Pallas, c'est un coup de quelque épouvantable machine de guerre braquée de terre contre le ciel qui a causé ce dégât dans votre buffet. Tous les verres sont en pièces, et il nous faudra

désormais boire dans nos mains comme des mendians ou des philosophes cyniques. — Ce sont neuf quilles et une boule, ajoute Mome, le gentil bouffon. — Ah çà! dit Jupiter, le ciel est donc pénétrable; on le crève donc comme un plafond de papier; nous ne sommes donc plus en sûreté dans cette bicoque d'azur. Les fils de la terre deviennent de plus en plus insolens, mais je leur rabattrai bien le caquet; je tonnerai, je grèlerai, je pleuvrai sur eux d'une si rude manière, qu'ils rentreront bien vite dans le devoir.

La conversation en est là quand paraît Apollon, qui a fini sa journée, mis ses rosses à l'écurie et son coche sous sa remise; il est naturellement mieux informé que personne de ce qui se passe sur la terre, qu'il est chargé d'éclairer en sa qualité de grand-duc des chandelles, que lui a décernée Dubartas. Il a vu Typhon, qui jouait avec sa bande en Thessalie, jeter les quilles contre le ciel. — Ce drôle finit par m'échauffer la bile, et la moutarde commence à monter à mon nez olympien, dit Jupiter en fronçant son sourcil de peau de taupe. Holà! Mercure, chausse au plus vite tes souliers à talonnières, ils sont tout frais ressemelés, et va dire à ce sacripant que, s'il ne se tient pas tranquille, il aura à faire à moi.

Le fils de Cyllène se coiffe de son petasus, s'attache les ailes au pied avec une bonne ficelle, prend sa canne entourée d'anguilles, fait une révérence d'enfant de chœur, et le voilà parti. Il fend l'air, traverse les nuées, et ne s'arrête que sur l'Hélicon pour casser une croûte et boire un coup. Il trouve là les neuf Muses occupées à bluter des rondeaux, à vanner des sonnets, à trier des *jouissances* et des *regrets*. C'est le propre des vieilles filles et des dévotes de s'adonner à faire des confitures; aussi présentent-elles à Mercure un pot de cerises et un fond de pâté entamé la veille par Apollon. Quand il a mangé, il s'essuie proprement la bouche avec le dos de la main, comme le fait un dieu bien élevé à qui l'on n'a pas présenté de serviette, et il repart au pas de course pour s'acquitter de sa commission.

Mercure arrive entre chien et loup dans l'endroit où se trouvent les géans; on y voit encore un peu clair, mais la nuit ne tarde pas à déployer ses jupons pailletés d'étoiles. Les vauriens sont dans une plaine, non loin d'une forêt, occupés à faire un bûcher pour faire cuire une carbonnade. La forêt tout entière y passe : c'est un entassement de chênes noueux, de pins échevelés, d'ormes avec leurs racines, à croire que l'on veut brûler le monde. Des centaines de bœufs mis en quartier et qu'on a négligé d'*éplucher de leurs charrues*, rôtissent sur cet océan de charbons. Des milliers de moutons enfilés

comme des alouettes dans des broches faites de cyprès tout entiers tournent lentement devant la flamme : ce souper a dû affamer toute une nation.

Les géans entourent Mercure, qui n'est pas plus rassuré qu'il ne faut en voyant se resserrer autour de lui cette ceinture de corps monstrueux; pourtant il prend son courage à deux mains et tient ce discours à Typhon, qui le regarde de travers et de sa mine la plus effroyable : — Seigneur Typhon, malgré votre gigantosité, vous n'êtes qu'une grande canaille. Jupin, mon bourgeois et le vôtre, m'envoie vous dire que vous vous teniez coi désormais, sinon il vous foudroiera bel et bien. Vous avez démoli notre vaisselle, et il faut que vous alliez promptement à Venise chercher une centaine de verres pour remplacer ceux que vos quilles ont brisés : — qui casse les verres les paie. — Vous êtes assez ivrogne pour connaître cette maxime. — Vous avez une semaine devant vous, mais pas plus. Sur ce, bonsoir.

A ce discours, une huée formidable, à rendre sourds les quatre élémens, sort de ces bouches plus larges que des fours, de ces poitrines plus profondes que des cavernes. Mercure pensa en rendre le sang par les oreilles, comme un canonnier qui a manœuvré sa bombarde toute la journée. — Sauve-toi vite, bélître, maroufle, ou je te jette tout vif dans le feu, hurle Typhon. Je me moque de ton maître et de ses fusées et pétarades comme de colin-tampon. — Là-dessus, le colosse se met à dévorer avec sa bande des montagnes de viande à moitié grillée, et ne tarde pas à s'endormir auprès du feu qui s'éteint, après avoir mis sous sa tête, en guise d'oreiller, un rocher que vingt mille hommes n'auraient pas fait bouger d'un pouce. Ainsi se termine le premier chant.

Le pauvre Mercure, fort effrayé, grimpe sur un arbre où il perche jusqu'au retour de l'aurore, les chemins étant peu sûrs et infestés de tirelaines. Le jour venu, il descend de son juchoir et se remet en route; il trouve Jupiter encore au lit, et ce dieu se donne à peine le temps de passer une robe de chambre, tant il est pressé de savoir les nouvelles que son messager apporte de la terre. — Tout ce que j'ai pu obtenir, dit Mercure au maître des dieux, c'est la chanson de Daye-Dandaye. Ces faquins m'ont éclaté de rire au nez comme un cent de mouches, et peu s'en est fallu qu'ils ne me bernassent. Typhon en particulier m'a accueilli comme un cueilleur de pommes du Perche. Que j'aie la gale qui dure sept ans si je n'ai dit la vérité aussi nue qu'au sortir de son puits!

Le conseil céleste s'assemble, et l'on agite la question de savoir s'il

faudra sévir ou non. De leur côté, les géans se consultent et se démènent. Encelade, dont le nom fournit la plus heureuse rime à escalade, veut absolument dénicher Jupiter de son taudis aérien, et se propose de faire déloger tous les hôtes des maisons étoilées. Il n'a besoin de personne pour cette entreprise; il en aura tout seul le péril et l'honneur. Typhon entend ces fanfaronnades avec joie, et toute la bande démesurée pousse des acclamations en signe d'acquiescement. Mimas se met à braire d'aise, Porphyrion étend ses griffes de bête fauve; Polybotte, au grouin de baleine, grogne pesamment; Asie, le grand assommeur d'ours, Thoon, Ephialte, Coée, Japet, Echion, Almops, se mettent à crier comme des enragés : Vive Typhon! Malheur aux dieux!

Pendant ce temps-là, Jupiter tempête et jure dans son Olympe comme un charretier dans un chemin creux de Basse-Bretagne. On fait la revue des munitions, qui ne sont pas très considérables, et l'on députe le factotum Mercure au dieu qui produit les exhalaisons. Celui-ci ne veut pas d'abord en donner à crédit, on lui doit déjà beaucoup, car au ciel on ne paie personne; cependant, vu l'urgence du danger, il répond qu'il va en faire monter de quoi contenter maître Jupin. — Mercure, chemin faisant, met dans sa poche la *Gazette* et *l'Extraordinaire* qui renferment des détails sur les forces des géans.

Le conseil des dieux ressemble beaucoup à un conseil terrestre; on s'y dispute d'abord sur le pas et la préséance. Neptune, qui n'est pas grand orateur et ne sait que gronder, s'embrouille dans son discours; Mars fait le capitaine Fracasse, le tranche-montagne, au seul vent de sa tueuse il renversera l'armée des géans. Vulcain s'offre à fabriquer pour les fenêtres et les portes de l'Olympe des grilles et des serrures si compliquées, que Typhon s'y retournerait les ongles. Le temps se passe en délibérations ridicules, et Jupiter lève la séance. Chacun retourne dans sa *chacunière* sans que les choses soient plus avancées.

Au commencement du troisième chant, Apollon fait monter là-haut les nuages demandés : ce sont des nuages première qualité, gros de nitre, de soufre et de résine; l'air en est obscurci : jamais brouillard de Londres ne fut d'une telle épaisseur. A la faveur de ces nuages qui empêchent de voir la terre du ciel, Encelade commence à poser des montagnes les unes sur les autres, comme un maçon qui arrange des briques; il met Pelion sur Ossa, et fait un si prodigieux entassement, qu'il atteint à la hauteur du logis des Olympiens, dont il rejoint les murailles à l'aide d'un pont volant. Jupiter, voulant voir le temps qu'il fait, ouvre une fenêtre, et n'est pas médiocrement effrayé en se

trouvant face à face avec le monstrueux visage du géant. Heureusement la fenêtre est trop étroite pour qu'il y puisse passer. Jupiter crie : A moi ! à moi ! demande sa boîte à poudre, retrousse sa manche jusqu'au coude et s'apprête à darder un coup dans la tête du géant, qui, voyant le péril, enfonce par la croisée un immense tronc de cèdre. — Il ne s'en faut pas de trois doigts que Jupiter ne soit embroché et piqué contre le mur comme une chouette à la porte d'un garde-chasse. L'alarme est donnée; les dieux jettent par-dessus les créneaux des remparts célestes des fagots, des platras, des escabeaux, des eaux de toutes sortes, excepté des eaux de senteur, des poêles pleines de beurre bouillant; Encelade en reçoit une sur le museau qui, bien que fort chaude, refroidit son courage et lui fait céder sa place à Mimas, qui, plus mince de taille, parvient à s'introduire par l'ouverture. La bataille devient générale. Jupiter monte à cheval sur son aigle et fait une sortie à la tête de tous les dieux. La foudre étonne d'abord les géans, mais elle leur fait plus de peur que de mal. Mars et Encelade se provoquent en combat singulier, mais ils se trouvent si redoutables l'un l'autre, qu'ils se tournent le dos après s'être injuriés, comme des héros d'Homère. Pendant la bataille, une vieille bohémienne fait parvenir à Jupiter, par un valet de pied, une lettre ainsi conçue : « Tirésias et Protée ont prédit que cette guerre ne pouvait être terminée à la gloire des dieux qu'avec l'aide d'un fils de mortelle; c'est l'arrêt du destin. » Cet avis jette le découragement dans l'Olympe, et les dieux sont déjà vaincus, lorsque revient Typhon avec des géans frais cuirassés de pierres de taille. La déroute est complète, et Jupiter gagne au pied en criant : Sauve qui peut ! Les dieux et les déesses en font autant et détalent comme des Basques ou des coureurs dératés. Pour échapper aux énormes drôles qui les poursuivent en faisant des enjambées plus grandes que le Petit-Poucet avec ses bottes de sept lieues, ils sont obligés de se cacher sous des formes d'animaux. Jupiter se change en bélier, Junon en vache, comme son épithète de Βοῶπις lui en donne bien le droit; Neptune en levrier, Mome en singe, Apollon en corbeau, Bacchus en bouc, Pan en rat, Diane en chatte, Vénus en chèvre, Mercure en cigogne. Les géans, qui ne sont pas très fins de leur nature, ne savent ce que leurs ennemis sont devenus, et, pendant qu'ils les cherchent, ceux-ci, à la faveur de leur mascarade, gagnent les bords du Nil, où ils vont attendre que la chance tourne, et que le jour paraisse de punir cette engeance impie et grossière.

La troupe céleste arrive près de Memphis. Jupiter, peu habitué à être vêtu de laine, a très chaud et se fond en sueur; il traîne péni-

blement le gigot; il s'est fourré une épine dans le pied et se laisse choir piteusement sur l'herbe tendre. Dans cette position, il bêle une harangue en grec, et conseille à Mercure de tâcher de dérober quelque habillement et d'entrer dans la ville prochaine pour aller chercher des vêtemens pour les dieux; un collier de perles que Vénus a gardé à son col paiera la dépense.

Mercure, sans se décigogner, vole au bord du Nil, où des naturels du pays sont en train de se baigner et de chercher des œufs de crocodiles; le dieu des larcins, naturellement passé maître dans le vol à la tire, s'empare d'une tunique et reprend sa forme, sous laquelle il entre dans Memphis. Il charge un mulet de pourpoints, de manteaux, de jupes et de caleçons, une friperie complète dont les dieux se revêtent après avoir dépouillé leurs déguisemens d'animaux. Ils vont se loger dans une auberge dont l'hôte est cocu et la femme coquette, allitération et rapprochement tout-à-fait vraisemblables, et bientôt leur divinité se révèle par un symptôme que nous vous donnons en mille à deviner, et dont nous laissons toute la responsabilité à la bouffonnerie de Scarron. — Le vulgaire des mortels n'a pas, en général, le gousset fort parfumé, et l'on peut adresser à beaucoup de gens la question : *An gravis hirsutis cubet hircus in alis?* Les voyageurs mystérieux se distinguent, au contraire, par l'excellente odeur qui s'exhale de leur aisselle. Cette particularité surprend si fort les gens de la ville, qu'ils n'hésitent pas à reconnaître sur ce seul fait la divinité de leurs hôtes. Ajoutez à cela qu'ils marchent ou plutôt qu'ils glissent sans lever les pieds, comme s'ils patinaient, attribut distinctif des puissances supérieures. Les prêtres de Memphis, informés de ces circonstances, apportent en présens aux célestes étrangers quatre poinçons de vrai baume, des poissons du Nil, des crocodiles, des hippopotames, et deux paires de gants lavés.

Sur ces entrefaites, Hercule, qui était occupé nous ne savons où, rejoint la bande divine, que sa présence ragaillardit, et Mercure est de nouveau détaché en manière d'espion pour voir ce que deviennent les géans. — Les géans continuent à entasser montagnes sur montagnes, et à faire de la Thessalie un vrai pays de casse-cou. Typhon a élevé si haut sa plate-forme, qu'il croit pouvoir bientôt s'asseoir de plain-pied sur le trône de Jupiter; mais il a compté sans son hôte. L'armée céleste arrive en tapinois, suivie de charrettes pleines de foudres fabriquées à Memphis. Jupiter lâche un coup de foudre, mais seulement pour faire diversion et dissimuler le vrai point d'attaque. Les colosses à moitié endormis se jettent à bas du lit en caleçons, et se portent du côté où

le tonnerre a grondé. Pendant qu'ils se frottent de leurs doigts gros comme des colonnes leurs yeux larges comme des boucliers, les dieux envahissent le camp, et bientôt la mêlée devient générale. Les plus terribles horions sont échangés; plusieurs des géans sont tués, ce qui les contrarie beaucoup, attendu qu'ils n'étaient jamais morts jusqu'à cette heure, et après diverses alternatives, grace à la valeur d'Hercule, qui est né d'une mortelle, l'armée gigantale est mise en déroute, et la prédiction de la bohémienne accomplie. Typhon, sautant de sommet en sommet, enjambe la botte de l'Italie et se sauve en Sicile, où Jupiter le poursuit, le renverse et lui met, en manière de cauchemar, le mont Etna sur la poitrine, ce qui ne le gêne pas médiocrement : quand il tousse, il y a une éruption; quand il se retourne, un tremblement de terre.

Ainsi presque toujours le vice
A la fin trouve son supplice,
Et jamais la rébellion
N'évite sa punition!

La gigantomachie dont nous venons de donner une idée succincte abonde en vers plaisans, en manières de dire originales, en idiotismes qui sentent bien leur terroir. Il est dommage que la pruderie de goût qui règne aujourd'hui et qui ne pardonne pas une joyeuseté de style, même dans une étude purement philosophique et littéraire, ne nous permette pas de citer les traits les plus vifs et les plus drolatiques. Autrefois la langue française ne respectait pas tant l'honnêteté dans les mots qu'elle ne le fait de notre temps; les anciens conteurs avaient une liberté d'allure que nul ne pourrait prendre aujourd'hui, et dans le genre facétieux nous comptons beaucoup de chefs-d'œuvre : Rabelais, Béroalde de Verville, la reine de Navarre, Bonaventure Desperriers, ont des manières d'écrire et des inventions de style merveilleuses dont La Fontaine ne donne dans ses contes qu'une idée bien affaiblie. C'est là que brille dans tout son éclat le véritable esprit gaulois, et il est à regretter que le *cant* anglais, qui s'est introduit dans nos mœurs, nous prive de ces bonnes farces un peu grasses où le drolatique de l'expression fait oublier la licence du détail. Scarron, par le fond de son style, tient au vieil idiome, et relativement à plusieurs de ses contemporains il est quelque peu archaïque, le burlesque se composant d'une foule d'expressions proverbiales, de locutions familières, de termes populaires qui restent encore long-temps dans la conversation après avoir été bannis du style soutenu. Ce que nous disons de Scarron peut s'appliquer à d'autres et aux plus illustres. Molière, bien

qu'écrivant à la même époque que Racine, est de cent ans plus vieux comme langue. Nous n'entendons pas par là lui faire un reproche, car, selon nous, la langue de Molière est une des plus belles qu'il ait été donné à l'homme de parler; nous voulons seulement dire que la tragédie, du moins telle que les classiques la comprennent, renferme moins d'idiotismes que la comédie.

Boileau ne se montre pas fort tendre à l'endroit de Scarron et du *Typhon* en particulier. On connaît ces vers de *l'Art Poétique :*

La cour, enfin désabusée,
Distingua le naïf du plat et du bouffon,
Et laissa la province admirer le *Typhon*.

Mais Boileau, outre la délicatesse superbe de son goût, avait peut-être quelque rancune contre Scarron; Gilles Boileau, frère aîné du poète, avait eu avec l'écrivain de vives escarmouches d'épigrammes, il avait été même jusqu'à dénigrer la vertu de Mme Scarron dans un sixain que voici :

Vois sur quoi ton erreur se fonde,
Scarron, de croire que le monde
Te va voir pour ton entretien;
Quoi! ne vois-tu pas, grosse bête,
Si tu grattais un peu ta tête,
Que tu le devinerais bien?

Scarron, furieux, lui répondit par un déluge d'épigrammes qui ne sont pas toutes, il faut l'avouer, relevées de sel attique, mais de gros sel gris salpétré. Il riposte aux injures de Gilles par des accusations de promenades nocturnes sur le quai de la Mégisserie, les Champs-Élysées de ce temps-là, pour les rendez-vous équivoques et monstrueux. C'était alors l'habitude entre savans et littérateurs en querelle d'aller chercher des épithètes à Sodome et à Gomorrhe; ici du moins la cruauté de l'attaque excusait la violence de la riposte.

Le *Typhon*, dont Boileau lui-même reconnaissait que le début était bien tourné et d'une assez fine plaisanterie, est dédié à son éminence monseigneur le cardinal Jules de Mazarin. Cette dédicace offre un assez curieux rapprochement avec la *Mazarinade* du même auteur. Scarron appelle Mazarin *grand homme, Jules plus grand que le grand Jules, Alcide sur lequel Atlas peut s'accouder quand il se sent fatigué;* il le supplie de jeter du haut de son Olympe un regard sur le pauvre poète; s'il l'obtient, il sera aussi joyeux que s'il avait recouvré la santé, et *que si, n'étant plus impotent*, il pouvait à *son éminence faire profonde révérence*. Il paraît que le Mazarini ne se montra

pas très sensible au compliment, ou que, pressentant quelque largesse à faire, quelque nouvelle pension à émarger (Scarron en touchait déjà une de la reine), il fit la sourde-oreille et trompa les espérances que le poète avait fondées sur sa dédicace.

L'admiration de Scarron pour le grand Jules fut immédiatement calmée, et il se fit dans sa manière d'apprécier le ministre écarlate une révolution complète. Ce fut dans cette disposition d'esprit qu'il fit la *Mazarinade;* il est difficile d'aller plus loin en fait d'invectives et d'ordures : c'est du Juvénal, moins l'indignation honnête. A ne la considérer que sous le rapport littéraire, cette pièce, qui est fort longue, contient des morceaux très-remarquables de verve et d'esprit, mais de cet esprit affreux dont Catulle étincelle dans ses épigrammes contre Mamurra. Il lui reproche, entre autres crimes, et c'est sans doute le plus noir à ses yeux, d'avoir sa bourse fermée à ces gueux qu'on appelle poètes, si chéris du *feu rouge-bonnet* Richelieu, qui craignait sur toute chose de voir ses beaux faits ternis par ces divins affamés; il lui reproche le ballet d'*Orphée*, où tout le monde dormit, sa musique de châtrés, ses courtisanes, ses gardes, ses deux cents robes de chambre, ses extraits d'ambre et de musc, son jeu de hoc, ses amours doubles, où il se montre

Homme aux femmes et femme aux hommes !

et mille peccadilles du même genre, dont le cardinal, habitué aux licences des pamphlets, ne se fût pas autrement inquiété, lui qui avait pris pour devise : Qu'ils chantent, pourvu qu'ils paient! Mais Scarron ne s'en était pas tenu là; il avait raconté une aventure qui touchait au vif le cardinal, c'est-à-dire l'histoire de ses amours avec une fruitière d'Alcala, amours qui lui avaient valu des coups d'étrivières et fait perdre les bonnes graces de son patron le cardinal Colonna. Aucun détail n'est omis; il raconte comment, chassé d'Alcala, Mazarin se sauve à pied et en fort mince équipage à Barcelone, d'où il regagne son pays comme il peut et recommence sa fortune en occupant la place de Ganimède auprès d'un Jupiter empourpré; puis il lui jette à la face ses fautes et ses crimes politiques : il le tance de la simonie insolente qu'il fait des bénéfices, de Lerida deux fois manquée, de Courtrai d'où ses menées ont fait sortir la garnison, du fruit du combat de Lens perdu par sa lenteur, de la Catalogne désespérée, du duc de Guise mal logé dans Naples où on l'abandonne, du duc de Beaufort mis en cage, du vol du duché de Cardone, de l'empoisonnement du feu président Barillon, du parlement outragé, des Anglais qu'il laisse

mourir de faim, de leur reine désolée à qui il a volé ses bagues, et de je ne sais combien de forfaits plus ou moins vrais pour lesquels il lui souhaite de voir

Sa carcasse désentraillée,
Par la canaille tiraillée!

Nous ne rapportons ici que les injures les plus douces; le reste est d'une virulence que les Latins eux-mêmes n'ont pas dépassée. Le burlesque y va jusqu'à la férocité; les plaisanteries sont trop littéralement sanglantes. La colère poétique tourne à la rage, et il est étrange qu'il se soit trouvé autant de fiel dans ce petit corps rabougri. Le père Duchêne est pâle à côté de cela. C'est pousser bien loin le ressentiment d'une dédicace et d'une belle reliure perdues. Mazarin, qui était un homme d'assez d'esprit pour rire aux bons endroits des pamphlets et des chansons qu'on faisait contre lui, trouva cette fois la plaisanterie un peu forte et le style un peu libre. On ne voit pas cependant qu'il ait cherché à en tirer vengeance.

Le logis de Scarron servait de lieu de rendez-vous aux frondeurs. On appelait ainsi, comme chacun sait, ceux qui tenaient pour le parlement, et mazarins ceux qui tenaient pour l'autorité royale. M. le prince n'y allait pas lui-même, mais il y envoyait des gens de sa maison. On lisait là en petit comité l'*Avis de dix millions et plus*, *le Courrier burlesque de la guerre de Paris*, *la Juliade*, *le Ramage de l'Oiseau*, *les Triolets frondeurs*.

Les mazarins avaient aussi leurs poètes et leurs écrivains. Cyrano de Bergerac, qui était du parti de l'éminence, détacha en manière de réponse à Scarron, qu'il désigne sous l'anagramme transparent de Ronscar, une épître vertement sanglée. Cyrano, à qui les nombreux duels qu'il avait soutenus pour la forme de son nez donnaient, même la plume à la main, des airs de capitan matamore, traite le pauvre Scarron de haut en bas; il lui dit qu'il n'a jamais vu de *ridicule plus sérieux ni de sérieux plus ridicule que le sien;* il l'accuse d'avoir fait radoter Virgile, et l'appelle *grenouille fâchée qui coasse dans les marécages du Parnasse*. Il prétend que ce qu'il écrit est fait pour les harengères, et que, si le jargon de la halle vient à changer, il ne sera plus compris. Puis, passant à la description de sa personne, il assure que, si la mort voulait danser une sarabande, elle prendrait une paire de Ronscars pour castagnettes. — Voilà dix ans que la parque lui a tordu le col sans pouvoir l'étrangler. A le voir ses bras tors et pétrifiés sur ses hanches, on prendrait son corps pour un gibet où le diable a pendu

une ame. Et quelle ame! plus laide encore que le corps! Ce monstre difforme, qui reste sur terre pour être un exemple continuel de la vengeance de Dieu, a osé vomir sa bave et son venin sur la pourpre d'un prince de l'église, qui, sous les auspices de Louis, conduit si heureusement le premier état de la chrétienté. La vue d'un chapeau écarlate le fait entrer en fureur, comme un bœuf ou coq d'Inde, et même il n'a pas voulu entendre *un sonnet assez doux* de Cyrano, et a forcé la personne qui l'avait déplié à le remettre dans sa poche. — Certes, l'on ne peut douter que Cyrano de Bergerac ne professât une grande admiration pour le cardinal Mazarin et ne lui fût tout dévoué; cependant le certain petit sonnet assez doux, *qui a dû sembler fade à un homme poivré*, entre pour quelque chose dans toute cette colère.

Scarron, du reste, n'avait pas la chance pour les dédicaces. Son père, qui était un homme d'humeur assez singulière, une espèce de philosophe cynique, bizarre et fantasque dans sa conduite, eut l'imprudence de se mettre d'une partie faite entre des conseillers pour traverser quelques desseins que le cardinal-duc Armand de Richelieu avait fort à cœur : la robe rouge ne badinait pas en fait d'incartades politiques, et pourtant elle montra une clémence relative en se contentant d'exiler en Touraine le conseiller Scarron. Heureusement le bonhomme avait du bien près d'Amboise; il s'y retira et s'y tint tranquille. Notre poète comique, qui savait le cardinal rancunier comme un Espagnol, et vindicatif comme un Corse, laissa du temps s'écouler, et lorsqu'il pensa le ressentiment de l'affaire amorti, il se hasarda d'adresser une requête à l'éminence, démarche d'autant plus nécessaire que, pendant l'absence du père Scarron, la marâtre, restée à Paris, n'avait rien négligé pour s'approprier le bien, et que la pension du pauvre infirme, comme vous le pouvez penser, n'était guère exactement payée. Dans cette requête, une de ses meilleures pièces, il demande à monseigneur le cardinal la grace de son père, qu'il excuse de son mieux. Depuis ce malencontreux exil, Paul fils de Paul se trouve attaqué d'un mal bien dangereux :

C'est pauvreté, qui perd tous les esprits
Et tous les corps quand par elle ils sont pris.
Elle me prit lorsque mon pauvre père,
Qui de vous seul tout son salut espère,
Prit certain mal qu'on prend au parlement,
Et qu'on ne prend ailleurs aucunement.
Ce mal, nommé le zèle des enquêtes,
Fait aujourd'hui grand mal à bien des têtes.

Tout en demandant le retour de son père, il sollicitait en passant la faveur d'un petit bénéfice, mais d'une manière épisodique et timide, et seulement comme pour prendre acte. La requête se termine par ces quatre vers :

Fait à Paris ce dernier jour d'octobre,
Par moi Scarron, qui malgré moi suis sobre,
L'an que l'on prit le fameux Perpignan,
Et sans canon la ville de Sédan.

C'est-à-dire en vile prose en l'an 1642. C'était flatter l'orgueil du cardinal à deux endroits bien chatouilleux; aussi, lorsqu'on lui lut l'épître de Scarron, il la trouva assez agréablement tournée, et il dit à plusieurs reprises qu'elle était datée plaisamment. Malheureusement le poète ne put ressentir l'effet de la bonne volonté de l'éminence qui mourut fort peu de temps après, évènement qu'il déplore en ces termes dans une autre requête au roi :

Je suis, depuis quatre ans, atteint d'un mal hideux
Qui tâche de m'abattre;
J'en pleure comme un veau, bien souvent comme deux,
Quelquefois comme quatre.
Pressé de mon malheur, je voulus présenter
Au cardinal requête;
Je fis donc quelques vers, à force de gratter
Mon oreille et ma tête.
Ce grand homme d'état ma requête écouta
Et la trouva jolie;
Mais, là-dessus, survint la mort qui l'emporta
Et ne m'emporta mie.

Grace à la protection de Mlle de Hautefort, il avait été présenté à la reine, qui daigna lui permettre de se nommer son malade en titre, emploi dont il s'acquitta avec toute la conscience imaginable. La reine lui accorda une gratification de cinq cents écus. A force de placets, de requêtes, d'importunités et de protections, il vint à bout de changer cette gratification en une espèce de pension aussi régulière que pouvaient le permettre l'incertitude des temps et le désordre des finances. Scarron, qui portait le titre d'abbé gratuitement depuis près de quatorze ans, aurait bien voulu le justifier par quelque bénéfice, prieuré, prébende ou autre; mais la vie licencieuse qu'il avait menée et la bouffonnerie dont il faisait profession ne s'accordaient guère avec des fonctions cléricales que ses infirmités l'eussent d'ailleurs empêché de remplir. Il demandait un bénéfice où il y eût si peu de choses à faire, que pour

s'en acquiter il suffît de croire en Dieu. Ce fut encore Mlle de Hautefort, *son bon ange*, qui lui procura l'objet de ses désirs incessans. Elle engagea monseigneur de Lavardin, évêque du Mans, où elle avait des terres, à conférer quelque bénéfice de son diocèse au pauvre Scarron, que sa paralysie bien avérée permettait aux femmes les plus prudes de pousser et de recommander le plus chaudement possible. Notre poète, satisfait de ce côté-là, avait encore une autre ambition qui ne fut pas réalisée, celle d'obtenir un logement dans le Louvre; on le lui fit long-temps espérer, mais il fut obligé de s'en tenir à l'espérance.

On aurait tort, après tout, d'après ces cris de misère et de détresse, d'induire que Scarron fût réellement misérable. Cette espèce de mendicité poétique était à la mode alors, et n'avait rien qui déshonorât. Par les sonnets flatteurs, les épîtres liminaires, les dédicaces, les auteurs cherchaient à se faire des protecteurs, à extorquer quelques cadeaux, pensions ou secours pécuniaires. Comme c'était la cour qui décidait de tout, et qu'un mot de M. le duc, un sourire de Mme la marquise suffisaient à mettre un ouvrage en vogue, il était naturel que les auteurs tâchassent de se concilier les suffrages des personnes haut situées par toutes les cajoleries possibles, et l'on sait qu'en matière de flatteries il n'y en a point de trop grosses, surtout auprès des gens de cour, accoutumés à se regarder comme le parangon et le centre de toutes les perfections. Ces phrases, qui nous paraissent aujourd'hui d'une bassesse abjecte, n'avilissaient pas plus les gens qui les employaient que les formules de prostration dont on se sert maintenant encore au bas des lettres. Et puis, il ne faut pas oublier qu'alors les nobles et les gens titrés étaient considérés comme une espèce supérieure, comme des déités visibles auxquelles il n'était pas plus humiliant de demander des graces qu'à Dieu lui-même, tant était grande la distance qui séparait le protecteur du protégé. Sans doute, la dignité humaine semble avoir gagné à la fierté qu'affichent aujourd'hui les écrivains : leurs livres ne sont plus précédés de ces épîtres à deux genoux où l'auteur élève au-dessus du Mæcenas antique un grand seigneur ignare, dans l'espoir d'un régal de quelques écus; mais aussi ils ne fréquentent plus le grand monde et ne vivent plus dans la familiarité des princes et des gens de qualité. Réduits à leurs propres ressources, ils sont contraints à un travail incessant et manquent presque tous de loisir, — le loisir, cette dixième muse, et la plus inspiratrice! — s'ils ne sacrifient pas leur orgueil, il faut qu'ils sacrifient leur art. L'honneur de l'homme est sauf, mais la gloire du poète périclite.

Scarron, bien qu'il se prétendît logé à l'*hôtel de l'impécuniosité*, ha-

bitait réellement une assez jolie maison, il avait une chambre à coucher tendue de damas jaune, avec un ameublement de six mille livres; il portait des habits de velours, faisait une chère délicate, avait plusieurs domestiques, et menait un train assez considérable. La pension qu'il touchait de la reine, celle que lui servait son père, son bénéfice et l'argent que lui rapportaient ses livres, devaient subvenir abondamment à ses dépenses. Son *marquisat de Quinet* lui rendait de bonnes sommes. Il appelait ainsi le revenu de ses écrits; son libraire avait nom Quinet. Il n'était donc pas si à plaindre qu'il voulait bien le dire, et s'il souffrait de toutes les tortures de Job, il n'en fut du moins jamais réduit à s'asseoir sur un fumier et à racler ses plaies avec un tesson. Son fumier était un très bon fauteuil parfaitement rembourré avec des bras et une planchette, disposés de façon qu'il pût travailler lorsque la goutte ne le tourmentait pas trop. Il avait même un secrétaire ou un laquais qui en tenait lieu, s'il faut s'en rapporter à ces vers :

Et le valet que je faisais écrire,
Autre démon qu'on ne vit jamais rire,
Et dont l'esprit indifférent et froid
Eût fait jurer un chartreux tout à droit,
Cessant enfin d'être mon domestique,
M'a délivré d'un fou mélancolique.

Il était en relation amicale et familière avec Mmes la comtesse du Lude, de la Suze, de Bassompierre; avec MM. de Villequier, le prince et la princesse de Guémenée, Mme de Blérancourt, la duchesse de Rohan, Mme de Maugiron, de Bois-Dauphin, M. de Courcy, le major Aubry, Sarrazin, la Ménardière, et beaucoup d'autres, ses voisins et ses voisines, qui habitaient la Place Royale ou les environs, et qu'il désigne par quelque compliment ou mention obligeante dans son adieu au Marais, lorsqu'il alla prendre les bains de tripes à l'hôpital de la Charité, au faubourg Saint-Germain, dans l'espérance de trouver quelque soulagement à ses maux. Le bain de tripes n'y fit pas plus que les eaux de Bourbon, qu'il était allé prendre par deux fois, et qui n'avaient pas même réussi, comme il le dit plaisamment, à changer son pis en simple mal. Si ces voyages ne contribuèrent pas au rétablissement de sa santé, ils servirent du moins sa fortune. Il y fit quantité de belles connaissances, et s'y créa d'illustres relations. Les deux *Légendes de Bourbon*, qu'on peut mettre au nombre de ses plus agréables poèmes, lui fournirent l'occasion de placer toute sorte de gracieusetés et d'allusions flatteuses pour les grands personnages avec lesquels il s'était trouvé aux eaux : il y acquit un protecteur dans la personne de Gaston

de France, duc d'Orléans, frère de Louis XIII, qui daigna s'informer de la santé du pauvre diable, et parut s'intéresser à sa situation. Il s'employa pour faire revenir d'exil le père Scarron; mais soit qu'il n'eût pas pris sa cause assez chaudement, soit que le ressentiment de Richelieu persistât encore, le conseiller récalcitrant ne fut pas rappelé, et il mourut entre Amboise et Tours, c'est-à-dire à Loches, sans autre divertissement que le voisinage de son ami l'abbé Deslandes-Payen, conseiller de la grand'chambre, prieur de la Charité-sur-Loire et abbé du Mont-Saint-Martin. Le duc de Saint-Aignan en particulier fut si flatté de l'endroit qui le regardait dans la *Légende de Bourbon*, qu'il en remercia Scarron par une épître en vers de sa façon, à laquelle celui-ci ne manqua pas de répondre. Mais ceux qui lui firent le plus d'accueil à Bourbon furent un M. Fransaiche et sa femme, qui l'emmenèrent dans leur maison où il resta un mois, gorgé de bonne chère et de friandises; car, dans le grand ravage que la maladie avait fait sur notre poète burlesque, elle avait respecté l'appétit, son estomac semblait avoir retiré à lui la vie qui désertait le reste du corps. Il était gourmand comme un chat de dévote, et ne laissait les bons morceaux que pour les meilleurs; aussi parle-t-il avec une reconnaissance qui donne envie de manger, des chapons du Maine et des pâtés de perdrix que lui donnaient Mlles d'Hautefort et d'Escars.

On faisait souvent dans sa maison des écots et des régals entre gens de la meilleure compagnie; le vin y était bon, la chère délicate, et la conversation des plus enjouées. Il est probable que ses illustres convives ne laissaient pas toute la dépense à sa charge, qu'ils lui envoyaient soit des bourriches de gibier, soit des paniers de vins généreux, et que Scarron ne fournissait guère que l'esprit, la table et les morceaux de résistance. Il ne manquait même pas dans le logis du poète de jolis visages, quoiqu'il ne fût pas encore marié. Il avait retiré chez lui ses deux sœurs du premier lit, Anne et Françoise. L'une d'elles avait de la tournure, une figure charmante et de l'esprit. Le duc de Trêmes, qui fréquentait chez Scarron, se prit de goût pour elle et lui rendit des soins qui furent assez favorablement accueillis pour qu'il en résultât un enfant que Scarron appelait en plaisantant son neveu à la mode du Marais. Ce garçon épousa une demoiselle Anne de Thibourt et fut écuyer de Mme de Maintenon. Scarron était loin, comme on voit, de se poser en frère féroce, et il disait de ses deux sœurs que l'une aimait le vin et l'autre aimait les hommes; cette appréciation succincte nous a la mine d'être sincère. Il prétendait aussi que dans la rue des Douze-Portes il y avait douze coureuses, en ne

comptant les deux Mlles Scarron que pour une : cette pauvre rue du Marais n'est plus si gaillarde aujourd'hui, et la vertu y règne sur des murailles moisies.

Quoique perclus de tous ses membres, Scarron avait l'imagination vive. La lecture des auteurs espagnols dont il se nourrissait (car il possédait fort bien le castillan) lui remplissait la tête d'aventures romanesques. Madaillan, un de ses amis, résolut de le mystifier; il lui écrivit des lettres sous un nom de femme et lui assigna quelques rendez-vous où ce pauvre diable se fit porter en chaise, la seule manière de se mouvoir qui fût à sa disposition; il est bien entendu qu'il n'y trouva personne, et il comprit qu'on lui avait joué un tour. Une correspondance poétique avait préalablement été établie entre la dame mystérieuse et le galant paralytique, qui lui adressa, entre autres, une épître en vers dont voici le commencement :

Vous voyez, ô dame inconnue,
Par ma procédure ingénue,
Et par ma ponctualité
A faire votre volonté,
Que je tâche au moins de vous plaire.
Vous m'avez ordonné de faire
Des vers. Eh bien! je vous en fais.
Recevez-les, bons ou mauvais,
D'aussi bon cœur que je les donne
A votre invisible personne.

Il eut beaucoup de peine à pardonner ce bon tour à Madaillan, de qui il ne parlait qu'avec grosses injures, et il lui en voulut long-temps. Cependant il n'avait été dupe que de son amour-propre et il était son seul mystificateur, car comment avait-il pu croire un instant, dans l'état où il était, avoir pu inspirer une passion, un caprice, à une femme? Il est vrai qu'il comptait sur les agrémens de son esprit et sur sa réputation littéraire, qui était grande, pour couvrir les défauts de sa personne. Les poètes disgraciés et contrefaits sont toujours prêts à trouver vraisemblable le baiser de reine qui descendit sur la bouche d'Alain Chartier endormi, bien qu'il fût d'une laideur exemplaire; sans doute aussi notre poète était assez desséché pour prendre feu facilement, — qu'on nous passe cette mauvaise pointe, qu'il ne se serait pas refusé le plaisir de faire, malgré l'horreur que, selon Cyrano de Bergerac, Scarron professait pour les pointes.

Ce n'est pas à la vanité, mais à la seule bonté de son cœur qu'il faut attribuer l'action suivante. Ayant appris qu'une certaine Mlle Céleste

de Palaiseau, qu'il avait aimée avant qu'il fût malade, se trouvait dans un état voisin de l'indigence, il la retira chez lui, et s'agita de telle sorte qu'il lui fit obtenir le prieuré d'Argenteuil, qui était de deux mille livres; cette pauvre fille n'avait pas vu le jour sous une étoile heureuse, car elle eut l'imprudence et la faiblesse de résigner son prieuré à une personne qui la laissa à la lettre mourir de misère.

Pour en finir avec les détails biographiques, arrivons à l'époque où Scarron fit la connaissance de Mlle d'Aubigné, qui devint plus tard sa femme, et dans la suite reine de France sous le titre de Mme de Maintenon. Si jamais existence fut aventureuse et accidentée, c'est assurément celle de Mlle d'Aubigné. Elle est fabuleuse comme la réalité. Un roman n'oserait pas être si invraisemblable.

Mlle d'Aubigné descendait de ce fameux d'Aubigné qui se fit connaître sous Henri III par *la Confession de Sancy* et *le Divorce satirique*, œuvres étincelantes de verve, d'une fermeté et d'une énergie de style admirables. Nous ne nous arrêterons pas à faire ici l'histoire de Mlle d'Aubigné, elle est assez connue, et on peut la trouver dans toutes sortes de livres, sans que nous prenions la peine de la transcrire. A son retour d'Amérique, Mme d'Aubigné vint se loger avec sa fille, qui n'avait pas plus de quatorze ans, vis-à-vis de la maison de Scarron. Le voisinage ayant établi la liaison, notre burlesque, qui, malgré son gros rire, avait le cœur facile à émouvoir, s'intéressa aux malheurs de la mère, qui était dans la plus précaire des situations; il trouva la petite charmante et proposa de l'épouser. Bien qu'il fût impotent et tordu comme un Z, sa demande ne fut pas rejetée, et la seule objection qu'on y fit, c'est la trop grande jeunesse de Mlle d'Aubigné. Il fut convenu que l'on attendrait deux ans, et que, ce temps passé, le mariage se ferait : ce qui eut lieu effectivement. Il fallait que ces deux femmes, la mère et la fille, fussent réduites à de bien tristes extrémités pour accepter un semblable parti; peut-être cet espace de deux ans fut-il demandé par elles dans l'espoir de quelque chance heureuse qui ne se présenta point, puisque Mlle d'Aubigné devint Mme de Scarron. Voici une lettre assez curieuse que Scarron écrivait à Mlle d'Aubigné dans les commencemens de leur liaison.

« Je m'étais toujours bien douté que cette petite fille que je vis entrer il y a six mois dans ma chambre avec une robe trop courte, et qui se mit à pleurer je ne sais pas bien pourquoi, était aussi spirituelle qu'elle en avait la mine. La lettre que vous avez écrite à Mlle de Saint-Hermant est si pleine d'esprit, que je suis mal content du mien de ne pas m'avoir fait connaître assez tôt tout le mérite du vôtre. Pour dire

vrai, je n'eusse jamais cru que dans les îles d'Amérique ou chez les religieuses de Niort on apprît à faire de belles lettres, et je ne puis bien m'imaginer pour quelle raison vous avez apporté autant de soin à cacher votre esprit que chacun en a de montrer le sien. A cette heure que vous êtes découverte, vous ne devez point faire de difficulté de m'écrire aussi bien qu'à Mlle de Saint-Hermant. Je ferai tout ce que je pourrai pour faire une aussi bonne lettre que la vôtre, et vous aurez le plaisir de voir qu'il s'en faut beaucoup que j'aie autant d'esprit que vous. »

Dans une autre lettre, on trouve ce passage : « Je ne sais si je n'aurais point mieux fait de me défier de vous la première fois que je vous vis. Je devais le faire, à en juger par l'évènement; mais aussi, quelle apparence y avait-il qu'une jeune fille dût troubler l'esprit d'un vieil garçon, et qui l'eût jamais soupçonnée de me faire assez de mal pour me faire regretter de n'être plus en état de me revancher?... La male peste que je vous aime, et que c'est une sottise que d'aimer tant! A tout moment, il me prend envie d'aller en Poitou; et par le froid qu'il fait, n'est-ce pas une forcenerie? Ha! revenez de par Dieu; de par Dieu, revenez, puisque je suis assez fou pour me mêler de regretter des beautés absentes. Je me devais mieux connaître, et considérer que j'en ay plus qu'il ne m'en faut d'être estropié depuis les pieds jusqu'à la tête sans avoir encore ce mal endiablé qu'on appelle l'impatience de vous voir..... »

N'est-ce pas un spectacle étrange et philosophique de voir celle qui plus tard partagea presque le trône de France entrer dans le mince taudis d'un poète avec un jupon trop court, car elle avait grandi depuis qu'il était fait, et sa pauvreté l'avait empêchée de le renouveler? — Et ce bélître de Scarron qui se demande pourquoi elle pleurait! Elle pleurait parce que sa robe n'était pas assez longue. N'est-ce pas une bonne raison, une vraie raison de femme?

Pour se marier, il fallut que Scarron résignât son bénéfice, qu'il céda, moyennant trois mille livres, à un valet de chambre de Ménage, garçon d'esprit que son maître protégeait. Il se défit aussi d'une petite terre qu'il avait du côté du Maine, et dont M. de Nublé eut la délicatesse de lui donner vingt-quatre mille livres, ayant reconnu, après l'avoir visitée, que le prix de dix-huit mille, auquel elle avait été fixée d'abord, était au-dessous de sa valeur réelle. Malgré son mariage, Scarron, avec ce penchant à changer de lieux qui caractérise les gens malades, nourrissait depuis long-temps l'idée d'aller à la Martinique, d'où l'un de ses amis était revenu parfaitement guéri de douleurs

semblables aux siennes. Dans une lettre à Sarrazin, il parle de cette intention en termes explicites : « Je me suis donc mis pour mille écus dans la nouvelle compagnie des Indes qui va faire une colonie à trois degrés de la ligne, sur les bords de l'Orillane et de l'Orenoque. Adieu, France! adieu, Paris! adieu, tigresses déguisées en anges! Adieu, Ménages, Sarrazins et Marignys! Je renonce aux vers burlesques, aux romans comiques et aux comédies, pour aller dans un pays où il n'y aura ni faux béats, ni filous de dévotion, ni inquisition, ni d'hiver qui m'assassine, ni de défluxion qui m'estropie, ni de guerre qui me fasse mourir de faim. »

Son union avec Mlle d'Aubigné ne pouvait que raviver ces projets, qui pourtant ne s'accomplirent pas. Admirez la marche des choses! Si, par un concours de circonstances quelconques, Scarron n'eût pas été empêché d'accomplir son dessein, Mlle d'Aubigné, devenue sa femme, serait retournée en Amérique, et la fin du règne de Louis XIV eût sans doute été toute différente. L'influence de Mme de Maintenon a été grande sur le roi vieilli et tourné vers les idées moroses, dans lesquelles elle le maintint, soit pour assurer son empire, soit par suite d'une dévotion que rien ne prouve ne pas avoir été sincère. Bien que Mme de Maintenon eût de la coquetterie et la poussât jusqu'à se faire saigner très souvent pour conserver la blancheur délicate qui était une de ses principales beautés, les rudes leçons qu'elle avait reçues de l'adversité, les chances si diverses de sa fortune, avaient dû jeter dans son ame un sentiment grave et mélancolique de la vanité des choses d'ici-bas; elle qui avait dormi sous la couverture de Ninon et sous le toit d'un pauvre poète contrefait, couchée entre les courtines d'or des alcoves de Versailles, devait faire d'étranges rêves et douter de sa propre identité. Il ne serait pas étonnant que Mme de Maintenon eût regretté du haut de sa grandeur le logis si joyeux, si gai et si libre de Scarron, et les jours où elle remplaçait le rôti absent par une histoire. Scarron n'était pas si difficile à rire que Louis XIV, dont elle disait qu'elle s'ennuyait à la fin de tâcher de divertir quelqu'un qui n'était plus amusable. Dans cet intérieur royal qui va s'assombrissant, se glissent les robes noires, les confesseurs rôdent en chuchottant, et doucement se préparent et s'organisent l'édit de Nantes, les dragonnades des Cévennes, le ministère Chamillard. A quoi cela a-t-il tenu? à quelques centaines de pistoles, à un rhumatisme de plus ou de moins. Cromwell manque de souliers pour se rendre au vaisseau qui devait l'emporter à la Jamaïque. Si le farouche puritain avait eu une paire

de chaussures, Charles Ier aurait gardé sa tête sur ses épaules. Si Mme Scarron fût retournée en Amérique, Louis XIV aurait probablement continué ses ballets, ses carrousels et ses amours; l'ennui des dernières années de son règne n'eût pas provoqué le long carnaval de la régence et les orgies de Louis XV, où la noblesse fit tant d'excès, que la révolution devint fatalement indispensable comme réaction et comme châtiment. Il faut si peu de choses pour faire gauchir et détourner à sa source tout un fleuve d'évènemens!

Lorsqu'on dressa le contrat de mariage, le notaire demanda à Scarron ce qu'il reconnaissait lui être apporté par sa future? — Deux grands yeux fort mutins, un très beau corsage, une paire de belles mains et beaucoup d'esprit, répondit-il. — Quel douaire lui assurez-vous? ajouta le notaire. — L'immortalité, continua le poète. — Les noms des femmes de rois meurent avec elles; celui de la femme de Scarron vivra éternellement. Mme Scarron amena dans la maison de son mari l'ordre, la bonne tenue, et, sinon la décence, du moins un enjouement plus voilé. Elle changea l'aspect de ce triste intérieur de vieux garçon malade, où les fioles coudoyaient les bouteilles, et si la compagnie fut aussi nombreuse qu'avant, du moins elle était plus choisie et plus contenue. Sous cette douce influence, Scarron, qui avait une liberté de langage toute cynique et toute rabelaisienne, se corrigea de ses vilains mots et de ses équivoques. L'on remarque dans tout ce qu'il a fait depuis son mariage une plaisanterie de meilleur goût, moins de choses grossières et surtout d'obscénités. Il ne faut pas croire pourtant, d'après cela, que notre burlesque se fût amendé complètement : une originalité aussi forte que la sienne ne pouvait ainsi renoncer à elle-même; il se permettait encore beaucoup de licences, et justifiait le programme qu'il avait adopté en se mariant : — Si je ne fais pas de sottises à ma femme, au moins je lui en dirai beaucoup.

Eh bien! ce petit homme contrefait, malade et ridicule, évita le malheur dont les plus grands hommes, dont les plus fiers génies n'ont pas toujours été à couvert. Sa femme, belle, jeune, spirituelle, courtisée par tout ce qu'il y avait de galant, d'illustre et de riche, lui garda une stricte fidélité, que personne ne mit en doute, excepté le Gilles Boileau, et qui fut reconnue des auteurs les plus médisans, au nombre desquels on peut compter Sorbière. Lorsque tant de maris jeunes, amoureux, charmans, sont trompés pour des magots ou des bélitres, une mandragore sculptée comme Scarron évita ce qui fit le

malheur de la vie de Molière. On doit rendre du moins à l'auteur de *Virgile travesti* cette justice, qu'il n'abusait pas de ses prérogatives conjugales, et ne s'en faisait pas accroire sous ce rapport.

Un jour, Ménage lui disait : « Vous devriez au moins avoir un enfant de votre femme. » Notre paralytique se tourna vers un sien valet nommé Mangin, homme simple et rustique, et lui dit : « Mangin, ne ferais-tu pas bien un enfant à ma femme, si je te le commandais? — Oui-dà, monsieur, s'il vous plaît et avec la grace de Dieu. »

Les affaires de Scarron n'allaient pas trop mal; il avait, avec la protection du surintendant Fouquet, organisé une espèce de garantie pour les voitures arrivées à la barrière, et qu'il faisait conduire à leur destination dans la ville par des agens sûrs qui répondaient des droits. Cette entreprise lui rendait environ six mille livres par an. Outre ses nouvelles et son *Roman comique*, Scarron travaillait pour le théâtre, et fit plusieurs pièces qui lui rapportèrent beaucoup d'argent. *Jodelet Maître et Valet* fut représenté en 1645. Le sujet en est tiré d'une pièce espagnole de don Francisco de Rojas, intitulé *Don Juan Alvaredo*. *Jodelet Duelliste* se donna la même année, à l'hôtel de Bourgogne, sous le titre des *Trois Dorothées*, et ne fut imprimé sous l'autre titre qu'en 1651. *Les Boutades du Capitan Matamore*, tirées du *Miles Gloriosus* de Plaute, furent jouées en 1646 (car Scarron avait une extraordinaire facilité) et offrent cette particularité, d'être en vers de huit pieds, tous sur la même rime : l'assonance choisie est *ment;* pour continuer la plaisanterie, il est juste de dire que rien n'est plus assommant. *L'Héritier ridicule ou la Dame intéressée* parut en 1649. Cette pièce plut tant au roi Louis XIV, qu'il la fit, dit-on, jouer trois fois devant lui dans la même journée. Nous l'avons lue, et nous avouons qu'une représentation nous satisferait et au-delà. Le caractère odieux et vil de doña Hélène, les vanteries et les coqs-à-l'âne du valet Filipin, que son maître fait travestir en don Pedro de Buffalos pour éprouver la *dame intéressée*, qui ne manque pas de le trouver charmant, le croyant possesseur des mines du Pérou, le tout relevé des naïvetés du laquais Carmagnole, ne nous semblent pas mériter cet engouement. Après cela, l'anecdote est peut-être controuvée.

S'il fut jamais un cadre heureux et commode, c'est celui de *Don Japhet d'Arménie*, une des pièces les plus drolatiques de Scarron. Voici comme don Japhet se pose et décline ses qualités :

> Moi je suis don Japhet, de Noé petit-fils,
> D'Arménie est mon nom par un ordre préfix

Qu'avant sa mort laissa ce fameux patriarche,
Parce qu'en Arménie un mont reçut son arche.

Il y eut deux portiers étouffés à *Don Japhet*, tant la presse était grande. La première représentation eut lieu en 1653. Réduit en trois actes avec des intermèdes de chant et de danse, *Don Japhet* fut joué le 10 mai 1721, devant le roi Louis XV, sur le théâtre de la *salle des machines* aux Tuileries; Méhémet-Effendi, ambassadeur turc, y assista.

Ce fut sur le théâtre du Marais, en 1654, que se produisit *l'Écolier de Salamanque;* c'est la première pièce où le rôle de Crispin ait été introduit. Ce sujet fut traité simultanément par Thomas Corneille et Boisrobert. La pièce de ce dernier fut donné à l'hôtel de Bourgogne la même année, et il est probable qu'il abusa d'une lecture que Scarron avait faite de son manuscrit, comme c'était son habitude, pour brocher au plus vite une tragi-comédie sur le même argument. Nous ne nous arrêterons pas au *Prince corsaire*, à *la Fausse apparence*, et à quelques autres comédies dont on n'a imprimé que des fragmens, et nous donnerons, pour faire connaître la manière de Scarron, une analyse du *Jodelet*. Don Juan Alvaredo arrive nuitamment à Madrid, si pressé de conclure son mariage avec doña Isabelle, fille de don Fernan, que sans descendre dans aucun *parador*, sans se donner le temps de boire ni de manger, il veut aller au logis de son futur beau-père, malgré les sages représentations de son laquais Jodelet, qui voudrait bien se mettre quelque chose sous la dent, et trouve qu'il est incongru de réveiller ainsi les gens, et d'aller chercher à tâtons une maison dans une ville qu'on ne connaît pas. Don Juan est amoureux fou d'Isabelle, dont il n'a cependant vu que le portrait. Il lui a envoyé le sien, fait par un peintre de Flandre, pensant qu'il produira un effet semblable. Jodelet n'a pas l'air aussi sûr que don Juan du pouvoir de cette peinture, et cela par une bonne raison : c'est que Jodelet, qui est la distraction même, a emballé, au lieu du médaillon de son maître, son propre museau à lui Jodelet, que le peintre flamand, fort bon homme, avait eu la complaisance de portraire par-dessus le marché. Cet aveu transporte de rage le seigneur Alvaredo. Qu'aura dit Isabelle? s'écrie le galant désespéré. — Elle aura dit que vous n'êtes pas beau, répond Jodelet avec un flegme désespérant. Enfin don Juan s'apaise un peu, et, tout en cherchant la maison de don Fernan de Rochas, il raconte qu'en revenant de Flandre à Burgos, sa patrie, il a trouvé son frère tué en duel et sa sœur Lucrèce enlevée, sans savoir ni par qui ni comment. En errant dans l'ombre, Jodelet se heurte contre un drôle qu'il interroge, et qui lui apprend que c'est bien là le logis de don Fernan

de Rochas. Pendant cette conversation, un homme descend du balcon et manque d'enfoncer avec son pied le sombrero des voyageurs jusque sur leurs yeux. Il appelle Estienne, et, voyant que c'est Jodelet qui répond, il s'échappe, non sans avoir échangé, à travers l'obscurité, quelques estocades inutiles avec don Juan d'Alvaredo. Est-ce donc l'habitude, à Madrid, de se servir des fenêtres en manière de portes? dit Jodelet à son maître, tout penaud et tout déconfit, qui commence à prendre une mauvaise idée de la vertu d'Isabelle. Pour savoir à quoi s'en tenir, il propose à Jodelet de prendre ses habits et de jouer le rôle de maître dans la maison de don Fernan, déguisement déjà préparé par l'erreur dans l'envoi des portraits. Grace à ce déguisement, don Juan d'Alvaredo apprend que don Luiz, l'homme qu'il a vu descendre du balcon, est le séducteur de Lucrèce et le meurtrier de son frère. Lucrèce, par un hasard romanesque, est venue précisément chercher un asile chez doña Isabelle; don Luiz répare sa faute et rend l'honneur à celle qu'il a séduite. Don Juan d'Alvaredo épouse Isabelle, qui l'a aimé bien qu'elle le prît pour un domestique, et a su reconnaître l'ame du maître sous les habits du valet. Quant à maître Jodelet, ce qu'il entasse de bévues, ce qu'il commet d'extravagances et de bêtises énormes, monte à un chiffre que nous ne sommes pas en état de calculer. Ce rôle est assurément un des plus naturellement bouffons qui se puisse voir; il a été fait pour un acteur de beaucoup de talent, nommé Julien Geoffrin, qui prenait au théâtre le nom de Jodelet et a joué tous les Jodelets. Cet acteur fut incorporé par ordre royal dans la troupe de l'hôtel de Bourgogne. Ce fut lui qui joua le personnage de don Japhet d'Arménie, et il contribua fortement au succès des pièces de Scarron.

Ces pièces, que Scarron brochait en trois ou quatre semaines au plus, sont tout-à-fait conduites à l'espagnole, sans nul souci des règles d'Aristote, et notre burlesque y met en pratique le précepte de Lope de Vega, d'enfermer les préceptes sous six clés, quand il s'agit de faire une comédie. La scène est tantôt dans une rue, tantôt dans un jardin, dans une chambre ou sur un balcon; les duels, les rencontres imprévues, les travestissemens, les substitutions de personnes, les enlèvemens, les masques, les lanternes sourdes et les échelles de soie y sont prodigués. Quelque valet ridicule ou stupide remplit le personnage du *gracioso*. Le style, précieux et contourné dans les scènes d'amour ou de galanterie, offre en général cette rondeur familière et cette propriété qui est la grande qualité de la manière de Scarron. La plupart de ses comédies sont entremêlées de stances, comme c'était

la mode alors. Au second acte de *Jodelet* se trouve une parodie en stances du *Cid*, qui commence ainsi :

Soyez nettes, mes dents, l'honneur vous le commande.

Mais le chef-d'œuvre de Scarron est à coup sûr le *Roman comique*, vrai modèle de naturel, de narration et d'originalité. Rien ne ressemble moins à *l'Illustre Bassa*, à *la Clélie*, à *l'Oroondate*, au *Grand Cyrus* et autres fadaises contemporaines. Si quelque chose peut en donner l'idée, ce sont les romans espagnols du genre dit picaresque, parmi lesquels on compte *Lazarille de Tormes*, *Gusman d'Alfarache*, *el Diablo Cojuelo*, et beaucoup d'autres.

L'action du *Roman Comique* se passe aux environs du Mans, que Scarron avait visités, et qu'il décrit avec la sûreté et la facilité de touche d'un homme qui peint d'après nature. Les personnages ne sont pas moins finement indiqués que les lieux. Il semble qu'on assiste aux mésaventures de Ragotin, tant le détail est vrai, les geste sûr, et la scène nettement indiquée. Les caractères du comédien La Rancune, de l'avocat Ragotin, sont devenus des types. Le Destin, Mlle de l'Estoile et Mlle Lacaverne, vivent dans toutes les mémoires. Il n'est pas jusqu'à la grosse Bouvillon qui n'ait un cachet de réalité, si fermement empreint, qu'il semble qu'on l'ait connue. C'est d'ailleurs une excellente prose, pleine de franchise et d'allure, d'une gaieté irrésistible, très souple et très commode aux familiarités du récit, et, quoique plus portée au comique, ne manquant cependant pas d'une certaine grace tendre et d'une certaine poésie aux endroits amoureux et romanesques. Mlle de l'Estoile est une figure charmante, une délicieuse personnification de la poésie. Qui de nous d'ailleurs n'a suivi comme le Destin, en imagination du moins, dans les routes effondrées du Mans, quelque Mlle de l'Estoile sur la charrette embourbée des comédiens? n'est-ce pas l'histoire éternelle de la jeunesse et de ses illusions.

La première partie du *Roman Comique* est dédiée au coadjuteur, le cardinal de Retz, qui était des amis de Scarron et le venait visiter assez fréquemment, et la seconde à Mme la surintendante, avec qui Mme Scarron était en relation d'amitié, ainsi qu'on le voit par un passage d'une lettre de Scarron au maréchal d'Albret. « Mme Scarron a été à Saint-Mandé voir Mme la surintendante, et je la trouve si ferue de tous ses attraits, que j'ai peur qu'il ne s'y mêle quelque chose d'impur; mais comme elle n'y va que quand ses amis la mènent, faute de carrosse, elle ne peut lui faire la cour aussi souvent qu'elle le souhaite. » Le succès du *Roman Comique* fut si grand, que La Fontaine ne dédaigna

pas d'écrire une comédie des aventures de La Rancune, où il ne fait, le plus souvent, que rimer la prose de Scarron. Le *Roman Comique* est entremêlé de nouvelles fort agréables imitées ou traduites de l'espagnol : outre celles-là, Scarron en a fait quelques autres tirées du recueil de doña Maria de Layas, intitulé *Novelas ejemplares*. *Le Châtiment de l'Avarice* est, pour ainsi dire, une traduction interlinéaire d'*El Castigo de la Miseria*. Ce n'est pas là, du reste, le seul emprunt que notre poète burlesque ait fait à la littérature d'au-delà des monts.

Un volume ne suffirait pas pour mentionner toutes les pièces et les poésies diverses de Scarron, sonnets, épithalames, requêtes, étrennes, épîtres, rondeaux, odes burlesques, chansons à boire. Ne pouvant marcher et n'ayant guère d'autres distractions, il composait presque sans cesse; joignez à cela qu'il avait une immense facilité, et vous comprendrez aisément que le recueil de ses œuvres soit considérable. Les deux *Légendes de Bourbon*, *les Adieux au Marais*, *la Foire de Saint-Germain*, *Héro et Léandre*, les *Requêtes à la Reine*, l'*Épître à la comtesse de Fiesque*, la *Lettre à son ami Sarrazin*, en vers trisyllabiques, son *Sonnet sur Paris*, et deux ou trois autres où l'emphase poétique est fort agréablement raillée, sont les morceaux les plus lus et les plus souvent cités.

L'existence de Scarron n'était en quelque sorte qu'une trêve entre la vie et la mort, et qu'il fallait s'attendre à voir rompre au premier jour. Chaque année, malgré les secours de la médecine, les soins de Quenault et ceux de sa femme, ses souffrances s'aggravaient de façon à lui faire comprendre que sa fin était prochaine. Toute son inquiétude était de laisser sans ressource une femme jeune, belle et honnête, à laquelle il était tendrement attaché. La cour se disposait alors au voyage en Guyenne pour le mariage de Louis XIV, et cet éloignement de ses amis l'attristait encore davantage. Un jour, il fut pris d'un accès de hoquet si violent, que l'on crut qu'il allait mourir. Dans les courts momens de répit que lui laissaient les convulsions, il dit : « Si j'en reviens jamais, *je ferai une belle satire contre le hoquet*. » Il ne put tenir sa parole, car il retomba bientôt malade, et voyant autour de son lit les gens de sa maison tout en larmes : « Mes amis, leur dit-il, vous ne pleurerez jamais tant pour moi que je vous ai fait rire. » Il mourut en 1660, âgé d'environ cinquante ans, les uns disent au mois de juin, les autres au mois d'octobre. Un passage de la *Muse historique* de Loret du 16 octobre de la même année semblerait corroborer cette dernière opinion :

Scarron, cet esprit enjoué
Dont je fus quelquefois loué,
Scarron, fondateur du burlesque,
Et qui dans ce jargon grotesque
Passait depuis plus de seize ans
Les écrivains les plus plaisans,
A vu moissonner sa personne
Par cette faux qui tout moissonne;
Lui qui ne vivait que de vers
Est maintenant mangé des vers.
Il était de bonne famille;
Il ne laisse ni fils ni fille,
Mais bien une aimable moitié
Digne tout-à-fait d'amitié,
Étant jeune, charmante et belle,
Et tout-à-fait spirituelle.

Scarron fut enterré à Saint-Gervais, où, si nous ne nous trompons, son tombeau se voit encore. Mme Scarron resta seule, mais non sans protection. La pension que son mari touchait, et qui était de cinq cents écus, lui fut continuée sur le pied de deux mille livres; au sortir du couvent où elle s'était retirée pour passer le temps de son veuvage, elle fit la connaissance de Mme de Thianges, qui la mit en rapport avec Mme de Montespan. De là date le commencement de sa fortune; mais ceci est de l'histoire et ne nous regarde plus, simple biographe littéraire, humble critique cherchant quelques perles dans le fumier des écrivains de second ordre. Quand Mme Scarron fut devenue la marquise de Maintenon, il arriva une chose singulière. Il ne fut pas plus question de Scarron, qui avait si fort occupé la cour et la ville, que s'il n'eût jamais existé; la flatterie des courtisans supprima complètement le poète comique. Personne ne se permit de faire l'allusion la plus détournée au *Typhon*, à l'*Énéide travestie*. Il se fit un grand silence sur la tombe du pauvre cul-de-jatte, et si Mme de Maintenon n'avait pas eu bonne mémoire, elle aurait pu parfaitement oublier que Mlle d'Aubigné avait épousé Paul Scarron. Le genre qu'il avait mis à la mode disparut avec lui. Vainement le plat d'Assoucy, pensant recueillir l'héritage du maître, se proclama lui-même empereur du burlesque : Boileau l'emporta, et Scarron n'eut pas plus de postérité littéraire que naturelle; ce n'est que lorsque le grand roi fut bien et dûment couché à Saint-Denis, que l'on osa se souvenir des œuvres du pauvre poète et les réimprimer.

THÉOPHILE GAUTIER.

LE TEXAS

ET

LES ÉTATS-UNIS.

I.

La question de l'annexation du Texas préoccupe depuis près d'un an tous les esprits aux États-Unis, et depuis deux mois elle commence à préoccuper sérieusement la presse anglaise. Elle a soulevé entre les organes des différens partis de l'Union américaine la polémique la plus vive et la plus irritante; elle a donné naissance à d'innombrables brochures. Comme elle va décider d'ici à quelques semaines de l'élection à la présidence, et que du débat engagé à ce sujet peut sortir, dans un avenir plus ou moins prochain, la guerre avec l'Angleterre, et peut-être la dissolution de l'Union, nous avons cru que cette question intéressait à un haut degré les nations européennes. Les efforts de l'un des grands partis de l'Union pour accomplir la séparation du Texas d'avec le Mexique, les obstacles que ce parti rencontre aujourd'hui pour consommer son œuvre en unissant le Texas aux États-Unis, l'influence qu'exercera l'annexation sur le sort de l'Union elle-même, sur ses relations extérieures, et principalement sur ses rapports avec l'Angleterre, tels sont les divers points qui appellent notre atten-

tion sur un sujet dont aucun organe de la presse française ne s'est encore occupé (1).

Sous la domination espagnole, le Texas faisait partie de l'intendance de San-Luis de Potosi. C'est un vaste territoire qui s'étend de la Sabine, à l'est, jusqu'au Rio de las Nueches, à l'ouest, et de la rivière Rouge, un des affluens du Mississipi, au nord, jusqu'au golfe du Mexique. La Sabine le sépare de la Louisiane, la rivière Rouge de l'Arkansas, les montagnes de Saint-Saba des Indiens indépendans; le Texas touche, vers l'ouest et le sud, aux états mexicains de Coahuila et du Nouveau-Santander. On évalue fort diversement la superficie de ce territoire; chaque parti, en Amérique, l'augmente ou la diminue suivant son intérêt. On lui donne quatre fois l'étendue de la Virginie, ou neuf fois celle du Kentucky; on va même au-delà, mais par une exagération évidente : l'appréciation la plus probable lui donne cent cinquante lieues de long du nord-est au sud-ouest, et quatre-vingts lieues de large, c'est-à-dire un tiers de la France. Le terrain est fort ondulé, et s'élève toujours à mesure qu'on s'éloigne de la mer, sans qu'il y ait cependant de hautes montagnes; la partie supérieure forme un vaste plateau d'où découlent en grand nombre des rivières fort considérables, le Brazo, le Guadalupe, le San-Jacinto, le Natchez, l'Arroyo, toutes navigables jusqu'à vingt lieues, et quelques-unes jusqu'à quatre-vingts lieues dans les terres. Les côtes, sur un développement de cent cinquante lieues, offrent au commerce plusieurs ports naturels dans la situation la plus avantageuse, comme Galveston et San-Luis. La chaleur y est extrême, et la terre très propre à la culture du riz, de la canne et du coton; la partie centrale présente, surtout au bord des rivières, une vaste étendue de savanes tout unies, très faciles à mettre en culture, et où la terre, vierge encore, porte la végétation la plus vigoureuse et promet de riches récoltes de maïs et de tabac. La partie supérieure seule, où il neige assez fréquemment l'hiver, se rapproche davantage, pour le climat, des états du milieu de l'Union. Les montagnes du nord-ouest, qui sont un démembrement de celles du Mexique, présentent des mines assez riches d'or et d'argent, et même de fer. Les spéculateurs en terre, pour qui le Texas est en ce moment

(1) La *Revue des Deux Mondes* a seule publié, dans ses livraisons du 1er mars et du 15 avril 1840, un travail sur le Texas, qui contient un récit développé de la guerre de 1836 entre l'état de Mexico et la nouvelle république. Ce récit nous dispensera de nous étendre sur les incidens de la guerre, et nous permettra de nous attacher surtout au rôle qu'a joué dans l'insurrection du Texas l'influence diplomatique des États-Unis.

une mine féconde, ont fait le tableau le plus exagéré des avantages naturels du sol et du climat; mais il est certain que c'est un pays riche et fertile, et entre les mains de la race active et industrieuse qui peuple l'Amérique, il peut parvenir à la plus grande prospérité. Jusqu'à l'arrivée des émigrans des États-Unis, il n'avait pour habitans que quelques tribus errantes d'Indiens, les Waccos, les Tawackannies, les Caddos, les Tankaways, les Lepans, que les Américains n'ont pas tardé à détruire, et quelques colons mexicains. Aussi était-il resté presque entièrement inculte : aux uns manquait le désir, aux autres les moyens de tirer parti des avantages naturels du sol. Quiconque connait l'esprit envahissant des Anglo-Américains comprendra sans peine qu'une contrée comme le Texas, bornée par deux des états de l'Union, médiocrement peuplée et offrant une perspective si flatteuse à l'industrie commerciale et agricole, devait être pour ses voisins un sujet de tentation irrésistible; mais bientôt l'intérêt même des états du sud leur fit une nécessité de l'acquisition du Texas.

On sait que l'Union se divise en deux grandes sections, les états libres et les états à esclaves, les premiers commerçans et manufacturiers, et situés au nord, les autres concentrés au sud, adonnés à la culture du tabac, du riz et du coton, et défendant le principe même de l'esclavage, parce que sous leur climat la trop grande chaleur et la nature même de leurs cultures ne permettent pas aux blancs de travailler la terre. Les états libres se sont accrus avec bien plus de rapidité que les états à esclaves; ils couvrent aujourd'hui une bien plus vaste étendue de terrain, et ils ont enfermé leurs rivaux dans un cercle presque sans issue. Depuis l'acquisition de la Louisiane et des Florides, les états du sud sont acculés à la mer, et trois états libres, l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, ont fermé passage aux planteurs du Kentucky et du Tennessée; les hommes du sud n'ont plus de débouchés que par deux états du milieu, le Missouri et l'Arkansas. Mais les planteurs de l'Arkansas sont arrivés déjà au pied des montagnes Rocheuses, et toute cette partie de l'Amérique, infiniment plus élevée que les côtes, exposée à des hivers bien plus rigoureux, et avec une température moyenne bien plus basse, n'est pas très favorable à la culture du tabac, et surtout du coton. Au contraire, au sud de l'Arkansas, à l'ouest de la Louisiane, s'étend le Texas, qui, par son sol et son climat, semble appeler les planteurs, et leur offre un débouché d'autant plus nécessaire, que les terres épuisées de la Virginie et du Kentucky sont désertées de jour en jour, et que la population s'accumule dans les états situés plus au sud. De ce besoin, chaque jour plus pressant, est résultée

pour les états du sud une tendance irrésistible à se saisir du Texas, et c'est pourquoi, depuis long-temps déjà, les hommes d'état américains ont pensé à donner, par l'acquisition du Texas, un débouché au trop plein de population des états à grande culture.

Le Texas était autrefois compris dans l'immense étendue de terrain dont la France réclamait la propriété sous le nom de Louisiane; car du reste il n'y eut jamais de délimitation de territoire entre les possessions espagnoles et françaises. Lorsque la France vendit la Louisiane à l'Union, elle lui transmit donc les droits qu'elle pouvait avoir sur tout ou partie du Texas actuel, et les États-Unis prétendirent étendre leur frontière jusqu'au Rio del Norte; l'Espagne au contraire protestait contre ce qu'elle appelait un empiétement, et voulait resserrer la Louisiane dans des limites bien plus étroites. Aussi, lorsqu'elle vendit les Florides à l'Union, y eut-il transaction; l'Union recula du Rio del Norte à la Sabine, et céda formellement à l'Espagne tout le pays à l'ouest de cette rivière, qui fut prise comme limite. Il est à remarquer que M. Clay (et c'est lui-même qui rappelle ce fait dans la lettre qu'il vient d'adresser à ses commettans) combattit inutilement dans le sénat le traité d'acquisition des Florides, sur ce motif qu'on sacrifiait ainsi le Texas, qui avait une bien plus grande valeur. Si M. Clay n'avait point trouvé d'appui dans le sénat lorsqu'en 1819 il insistait sur l'importance du Texas, au bout de dix ans les opinions avaient bien changé, et les états du sud cherchaient déjà de quel côté diriger le surcroît de leur population. Dès 1828, sous la présidence de M. Adams, M. Clay, ministre des affaires étrangères, chargea l'envoyé américain à Mexico de proposer l'achat du Texas; mais c'est à peine si ce diplomate fit quelques ouvertures à ce sujet, certain qu'il était d'un refus. En effet, la constitution de l'union mexicaine ne permettait pas plus au gouvernement central d'aliéner le Texas que celle de États-Unis ne permet au congrès d'aliéner le Maine ou la Virginie. Le gouvernement américain, qui n'avait peut-être voulu donner qu'une satisfaction illusoire aux états du sud, n'insista pas, et l'affaire en resta là. Cependant, lorsque l'Anglo-Américain a une fois jeté les yeux sur une proie, il est bien difficile de le distraire de l'objet de sa convoitise : les planteurs du sud insistèrent avec leur ardeur et leur emportement habituels, et, en mai 1829, on vit arriver au pouvoir, avec le général Jackson, une administration toute dévouée aux intérêts du sud. Dès le mois d'août, M. Van Buren, ministre des affaires étrangères, écrivait à M. Poinsett, ministre à Mexico, que le président voulait qu'on ouvrît sans délai des négociations pour l'achat du Texas, et tandis que

l'administration précédente n'avait jamais pensé à offrir plus d'un million de dollars, le général consentait à offrir quatre millions, et même cinq, s'il le fallait. Le gouvernement américain avait connaissance de l'expédition que l'Espagne dirigeait alors contre le Mexique, et M. Van Buren croyait l'occasion favorable pour renouveler l'offre d'une somme considérable.

Les Mexicains, malgré leur indolence et leur apathie, conservent encore quelque chose de l'orgueil castillan : ils reçurent la proposition comme une insulte, résistèrent à la tentation d'une somme aussi forte, et malgré leur dénuement triomphèrent de l'armée espagnole. M. Poinsett fut vivement blessé de cet échec et du refus péremptoire qu'il avait éprouvé; il écrivit à son gouvernement : « Nous ne pourrons jamais étendre nos frontières au sud de la Sabine, à moins de chercher querelle à ce peuple-ci. » C'était une insinuation qui fut comprise. Comment s'expliquer en effet qu'en 1830 la *Gazette de l'Arkansas* ait pu imprimer ce qui suit : « D'après les informations puisées à une source qui mérite *la plus haute confiance* (*entitled to the highest credit*), il paraîtrait que nous ne devons plus nourrir l'espoir d'acquérir le Texas tant qu'un parti mieux disposé pour les États-Unis ne dominera pas au Mexique, ou peut-être *tant que le Texas ne secouera point le joug du gouvernement mexicain*, ce qu'il fera sans doute dès qu'il aura un prétexte raisonnable pour en agir ainsi? » N'était-ce pas l'annonce du plan machiavélique qu'on allait mettre à exécution? Quel était donc le correspondant si bien informé de la *Gazette de l'Arkansas?* On y vit tour à tour M. Poinsett, M. Butler, son successeur, et plusieurs des amis du général Jackson.

A ce moment, un homme qui depuis long-temps s'était fait remarquer comme un des plus chauds partisans du général Jackson, Samuel Houston, qui avait été gouverneur du Tennessée et représentant de cet état au congrès, qui se vantait de posséder l'entière confiance du président et paraissait ainsi appelé à jouer un rôle dans l'administration nouvelle, quitta tout à coup Washington après avoir mis quelques personnes dans la confidence de son projet, et se rendit au Texas, abdiquant ainsi sa qualité de citoyen américain. Il y fut suivi par un nombre assez considérable de citoyens du Kentucky et du Tennessée appartenant au même parti. Samuel Houston ne dissimulait guère ses intentions, car le *Journal de la Louisiane*, en rendant compte de son départ, disait qu'il ne s'était rendu au Texas que pour révolutionner cette province, et terminait son article par ces mots : *Nous pouvons nous attendre à apprendre bientôt qu'il a levé l'étendard*

de l'indépendance (*we may expect shortly to hear of his raising his flag*). C'était cinq ans avant la révolte du Texas qu'on s'exprimait ainsi. Le gouvernement mexicain se montra on ne peut plus libéral envers les nouveaux arrivans; aucune garantie, aucune concession ne leur fut refusée, et le nombre des émigrans s'accrut rapidement. Cependant Samuel Houston, depuis son arrivée au Texas, avait groupé autour de lui tous les colons venus des états du sud : il répétait à qui voulait l'entendre qu'il *avait confidence des vues particulières du président des États-Unis;* il était devenu le chef d'un parti qui s'accroissait de jour en jour. Le centre de ce parti était la ville de Brazoria, la plus rapprochée des bords de la mer; là affluaient tous les possesseurs d'esclaves qui affectaient un souverain mépris pour les lois mexicaines, et qui, en violation de ces lois, permirent à deux négriers de débarquer et de vendre publiquement leurs cargaisons. Brazoria possédait la seule presse du Texas, elle fut employée à multiplier des circulaires, des pétitions, des libelles de toute sorte contre le gouvernement mexicain, et dès 1832 une première collision éclata entre les colons américains et le Mexique; à partir de ce mouvement, l'agitation alla croissant jusqu'à la fin de 1835.

Pendant que Samuel Houston et Stephen Austin organisaient les émigrans anglo-américains et préparaient tout pour secouer au besoin le joug du Mexique, le général Jackson continuait ses démarches pour obtenir le Texas par des voies légitimes. Dès le début de son administration, il avait annoncé l'intention bien arrêtée de ne pas quitter le pouvoir sans procurer aux états du sud, qui l'avaient nommé, cette acquisition tant désirée. Il choisit comme envoyé à Mexico, à la place de M. Poinsett, un de ses confidens intimes, M. Anthony Butler, homme du sud et personnellement intéressé dans la question, puisqu'il avait acheté des lots de terre au Texas. Outre la correspondance diplomatique, il y eut entre le président et M. Butler un échange perpétuel de lettres particulières, qui toutes roulaient sur le Texas. La correspondance officielle a été soumise au sénat, et reproduite par les journaux américains; malgré des suppressions et des altérations sans nombre, qui ont provoqué les plaintes de la presse américaine, il est facile de voir que l'acquisition du Texas était la grande affaire du président. Pendant près de sept années, il a multiplié les offres de toute nature, et toujours sans succès; il a tour à tour employé la prière et la menace. Deux traités avaient été conclus presque simultanément entre le Mexique et les États-Unis; l'un réglait les frontières des deux républiques, l'autre était un traité de commerce. On ne sau-

rait croire tous les délais et toutes les ruses qu'employa le gouvernement américain pour arriver à échanger les ratifications du second traité séparément, afin de pouvoir revenir sur le premier. Le gouvernement mexicain, qui commençait à s'alarmer des vues ambitieuses des États-Unis, tint bon et insista pour que les deux traités fussent ratifiés ou annulés ensemble, et le président se résigna à céder. Pourtant les ratifications étaient à peine échangées, que le ministre américain, ne tenant nul compte du traité de limitation, demandait, au nom de son gouvernement, une modification considérable dans le réglement des frontières. Le gouvernement mexicain repoussa cette demande avec d'autant plus d'énergie, que la nation mexicaine se prononçait très vivement contre la cession du Texas. Nous lisons, en effet, dans une des lettres de M. Butler au général Jackson : « Je n'ai pas perdu de vue un instant la question du Texas, au sujet de laquelle vous témoignez tant d'inquiétude, car, outre que je sais quels sont vos désirs, je ne suis point insensible aux grands avantages que notre pays tirerait de cette acquisition..... Mais l'opinion publique dans ce pays est tellement opposée à l'acquisition du Texas par les États-Unis, que le gouvernement, non-seulement n'oserait pas accueillir une proposition à ce sujet, mais oserait encore moins consentir à nous céder ce pays. Chaque fois que les journaux désiraient raviver le feu de l'opposition contre le président Guerrero, il paraissait des articles qui l'accusaient de vouloir nous vendre le Texas, et l'on ajoutait que, pour ce crime seul, il méritait d'être renversé du pouvoir. »

Le gouvernement américain ne rougit pas de descendre aux chicanes diplomatiques les plus mesquines; ainsi M. Van Buren écrivait à M. Butler : « On m'a assuré que des deux rivières qui se jettent dans la baie de la Sabine, celle qui coule le plus à l'ouest est la plus considérable, et qu'on pourrait soutenir avec raison que c'est celle dont il est question dans le traité de limitation. » Le gouvernement mexicain répondit que les deux rivières avaient toujours été connues, l'une sous le nom de Sabine, l'autre sous celui de Rio de las Nechez, et qu'il n'y avait pas de confusion possible. La chancellerie américaine se mit alors à étudier les cartes, et finit par découvrir bien au-delà du Rio de las Nechez une autre Sabine, qui se jette dans le Rio Bravo del Norte, auprès de Loredo. M. Butler ne craignit pas de prétendre que ce devait être la Sabine désignée par le traité, que la question était au moins douteuse, que le meilleur moyen d'en finir était de faire un nouveau traité, et il indiquait le désert de la Grande-Prairie comme une limite naturelle. Comme on refusait bien plus vivement encore de céder des

provinces peuplées entièrement par les Mexicains, M. Butler crut avoir trouvé un moyen indirect de parvenir à son but : il avait appris en confidence que le Mexique songeait à négocier un emprunt avec les États-Unis, il pensa à demander le Taxas comme gage : le Mexique étant hors d'état d'acquitter jamais sa dette, la mise en gage équivalait à une vente. Mais le gouvernement américain avait entrevu la possibilité d'avoir le Texas pour rien; on défendit à M. Butler de faire ni de recevoir aucune proposition au sujet d'un emprunt, et l'on insista sur la Sabine nouvellement découverte. Le Mexique, loin de céder, se plaignit des menées des Américains dans le Texas, et de l'encouragement manifeste que toutes les tentatives de désordre recevaient des États-Unis. L'impatience prit alors le général Jackson, et par contre-coup M. Butler changea de ton; il ne demanda plus, il exigea. Dans une lettre du 21 décembre 1834, il déclare, par ordre du président, qu'un « *plus long délai à déterminer la véritable frontière du Mexique et des États-Unis ne saurait être permis*. Le Mexique occupant une vaste étendue de territoire que le gouvernement du soussigné présume respectueusement (*respectfully*) appartenir au peuple des États-Unis, et dont une grande partie, comme on sait, a déjà été concédée par les autorités du Mexique à des individus de toute sorte, il devient d'une impérieuse nécessité que la question soit promptement vidée. » M. Butler termine en demandant que le traité soit fait assez tôt pour être présenté au sénat des États-Unis avant le 4 mars suivant. Ainsi les États-Unis ne sollicitaient plus un changement de frontière : ils réclamaient comme leur bien ce qu'ils demandaient auparavant comme une concession, et ils fixaient au Mexique un délai de deux mois pour se résigner à ce sacrifice.

Le gouvernement mexicain, pour gagner du temps, transporta la négociation à Washington, et M. Butler y fut appelé pour conférer à ce sujet avec le président et le ministre des affaires étrangères; mais M. Butler avait acquis la conviction que les négociations ne pourraient amener un résultat favorable, et il songeait déjà sans doute à d'autres moyens. Comment s'expliquer autrement les réticences, les mots couverts de la dernière lettre qu'il écrivit avant son départ pour Washington, et dont le gouvernement n'a communiqué que le fragment suivant : « Quand j'aurai le plaisir de vous voir, je pourrai vous montrer clairement que je n'ai pas perdu mon temps, et que l'on a fait tout ce que les circonstances permettaient de faire, que toute chose est même prête pour terminer l'affaire à notre satisfaction. Je puis prouver, jusqu'à l'évidence, qu'en trois mois nous pouvons tout consommer; mais

il y a une pierre d'achoppement que vous seul devez écarter. L'explication en serait trop longue pour une lettre, sans compter les renseignemens qu'il vaut mieux mettre sous vos yeux pour que vous voyiez tout à la fois, et je suis si près de me trouver avec vous, et de pouvoir vous en parler à l'aise, que je crois moins nécessaire de vous faire une communication écrite; d'ailleurs, vous ne pouvez écarter immédiatement la pierre d'achoppement dont je parle. Il faudra quelques mois pour mettre toute chose en mouvement; mais je vous donne ma parole, retenez-le bien, je vous donne ma parole que votre administration ne se terminera pas sans que vous voyiez l'objet en question en votre possession. »

M. Butler, pour se rendre à Washington, traversa le Texas, où il vit Austin et Samuel Houston : il passa aux États-Unis les mois de mai et de juin, et les premiers jours de juillet 1835; puis il se remit en route pour le Mexique. Le général Jackson avait résolu de faire une dernière tentative : M. Butler avait pour instructions de demander tout le territoire à l'est du Rio del Norte jusqu'au 37e degré de latitude; la frontière aurait suivi ce degré de latitude jusqu'à l'Océan Pacifique, et aurait ainsi enveloppé une grande partie de la Californie et sa capitale Monterey. On permettait cependant à M. Butler de se contenter à moins, si ce sacrifice paraissait trop grand; enfin, on l'autorisait à porter ses offres à six millions de dollars. M. Butler mit cinq mois à se rendre à Mexico, sur lesquels il en passa trois dans le Texas, alors en pleine agitation. Il est notoire qu'il y vit fréquemment Austin, Houston, et tous les meneurs du parti américain, qui parlaient déjà ouvertement de révolte. Aussi, à peine était-il arrivé à Mexico, que le gouvernement mexicain demandait son changement. De son côté, M. Butler terminait la première lettre qu'il écrivit à Washington par ces mots remarquables : « Je suis décidément d'avis que, malgré toutes les difficultés nouvelles que fera naître ou qu'a déjà créées la situation actuelle des choses, et qui arrêtent la négociation que je poursuis, je puis réussir, quoiqu'il faille un peu plus de temps, *et certains changemens dans la manière de conduire l'affaire et les agens à y employer.* » Après un dernier refus, M. Butler, qui venait d'ailleurs de recevoir la nouvelle de son rappel, quitta brusquement Mexico, en adressant au gouvernement mexicain deux lettres insolentes que le gouvernement des États-Unis fut obligé de désavouer, et alla s'établir au Texas, ou plutôt donner le mot d'ordre aux colons du sud pour arracher par la force ce que la diplomatie n'avait pu obtenir. C'est à ce moment même que parut la déclaration d'indépendance du Texas.

L'occasion était favorable; une révolution venait d'avoir lieu au Mexique. Les abus des législatures provinciales avaient été si grands, qu'une réaction eut lieu en faveur du parti centraliste : celui-ci, guidé par Santa-Anna, obtint l'avantage, et une nouvelle constitution fut mise en vigueur. Elle instituait, à la place des états, des départemens administrés par un conseil législatif et par un gouverneur et un commandant militaire à la nomination du président. L'autorité des conseils législatifs était restreinte à la police, aux élections, et à la proposition des lois : le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire étaient réservés au gouvernement central. Les troubles qui accompagnèrent cette révolution au Mexique parurent aux colons anglo-américains une heureuse occasion; ils protestèrent contre les changemens introduits dans la constitution et se déclarèrent indépendans. Leur manifeste, dont la rédaction fut calculée de façon à faire appel au fanatisme démocratique et religieux des États-Unis, contenait une longue série de griefs qui servirent de prétextes à la révolte, mais n'en étaient pas les motifs réels. Les véritables causes, nous les avons déjà indiquées : c'étaient le désir qu'avaient les Américains du sud d'arracher le Texas au Mexique pour l'incorporer à l'Union, les intrigues des colons anglo-américains, appuyées, sinon suscitées, par le cabinet de Washington, l'intérêt des spéculateurs qui avaient obtenu de la législature particulière du Texas des concessions illégales de terres, contre lesquelles le gouvernement mexicain protestait, et surtout l'intérêt commun de tous les possesseurs d'esclaves, qui ne voulaient pas se soumettre aux lois du Mexique contre l'esclavage.

Aussitôt la déclaration d'indépendance publiée, tous les colons furent obligés d'y adhérer : le silence leur fut imposé sur les causes de la rébellion, et toute protestation fut étouffée. C'est à peine si un colon américain osa élever la voix dans un journal de New-York; encore il s'excusa de ne pas signer sa lettre, parce que c'eût été se dévouer à la mort. Un autre abandonna le pays, et publia dans le *National Intelligencer* un article signé *un émigrant de retour*. Un M. Bartlett écrivit à un journal de New-York pour réfuter cet article, et il terminait sa lettre par ces mots : « J'ai un avis à donner à ce gentleman; c'est de ne reparaître jamais au Texas après le pamphlet qu'il a publié, s'il ne veut faire connaissance avec la salutaire discipline de la loi de Lynch (1). » Mais voici un autre fait bien plus significatif. Un citoyen

(1) A la fin du XVIIe siècle, des esclaves réfugiés dans des marais infestaient la Caroline du nord. Les habitans donnèrent à l'un d'entre eux, John Lynch, un

de la Louisiane, nommé Boatright, avait eu l'imprudence de se prononcer hautement, dans une réunion, contre la révolution texienne, et de blâmer la connivence du gouvernement américain avec les révoltés. Il fut surpris chez lui, à Caddo, sur le territoire américain, par une bande de Texiens et emmené au Texas : là on résolut de l'enterrer tout vif. Pendant qu'on creusait sa fosse devant lui, il parvint à s'échapper par un effort désespéré, mais une décharge de mousqueterie l'étendit raide mort. Son corps fut coupé en morceaux, et les membres suspendus aux arbres voisins. Le gouvernement américain garda le silence sur ce fait. Quelle ne devait pas être la terreur des Texiens quand un citoyen américain était ainsi traité!

Pendant qu'on obtenait ainsi l'unanimité des colons, tous les Américains du sud qui avaient pris part à cette œuvre de perfidie s'occupaient activement d'en assurer le succès. La ville de Cincinnati forma un bataillon de volontaires qui partit au secours du Texas. Mobile et Natchez suivirent cet exemple, la Nouvelle-Orléans envoya à elle seule trois compagnies, montant à plus de cinq cents hommes. Félix Houston, frère de Samuel, prit le titre de général et partit avec un bataillon levé dans le Tennessée. Des bureaux de recrutement furent ouverts à la Nouvelle-Orléans et dans d'autres villes, et leur adresse indiquée dans tous les journaux : des *meetings* furent tenus dans tous les états, des souscriptions ouvertes; des armes, des munitions, des provisions de toute sorte rassemblées publiquement. Le gouvernement, évidemment d'accord avec les spéculateurs en terres, garda le silence et laissa tout faire, malgré les réclamations incessantes des états du nord, dont les journaux invoquaient sans cesse la loi américaine qui fixe « une amende qui ne pourra excéder mille dollars, et un emprisonnement qui n'excédera pas trois ans contre toute personne qui, dans les limites du territoire et de la juridiction des États-Unis, mettra sur pied, ou rassemblera, ou préparera une expédition ou une entreprise militaire dirigée contre le territoire ou les domaines d'un prince, état, colonie, district, ou peuple étranger, avec qui les États-Unis seraient en paix. »

A la nouvelle de la révolte du Texas, Santa-Anna partit à la tête d'une partie de l'armée mexicaine pour la comprimer. Il débuta par

pouvoir discrétionnaire au civil et au criminel. Cet usage s'est conservé, et quand les intérêts généraux du pays paraissent menacés, les principaux habitans, réunis en commission, ont droit de juger sommairement toute personne, libre ou esclave, qui leur est dénoncée. Dans le dernier complot des esclaves, plus de cinq cents personnes furent condamnées et exécutées en deux jours.

des succès, et sembla sur le point d'étouffer l'insurrection à sa naissance. Aussitôt Samuel Houston écrivit à un citoyen éminent de Tennessée, Dunlap : « Pour avoir les forces qui nous sont nécessaires afin de résister au Mexique, nous comptons principalement sur les États-Unis. Ce secours ne saurait arriver trop tôt..... Il n'y a, à mon avis, qu'une pensée chez les Texiens : c'est d'établir l'indépendance du Texas et d'être incorporés aux États-Unis. » Dunlap prit aussitôt le titre de général, leva un corps de troupes, et marcha vers le Texas. Samuel Swartwout, l'ami d'enfance, le confident intime du président Jackson, se mit également à rassembler des hommes et des armes, et obtint même du président une escorte pour le convoi qu'il préparait, mais qui devint inutile. On sait que Samuel Houston, ayant intercepté une dépêche de Santa-Anna, réussit à surprendre à San-Jacinto l'avant-garde mexicaine, la dispersa, et fit Santa-Anna prisonnier. On a constaté ce fait : c'est que, dans les troupes qui combattirent sous les ordres de Houston à San-Jacinto, il n'y avait que *trente-sept* Texiens; le reste était des volontaires américains. On remarqua aussi que Houston dépêcha immédiatement un courrier particulier au général Jackson, et lorsque ce courrier arriva à Washington, quoiqu'il fût plus de minuit, on le conduisit au président, que l'on réveilla exprès.

Cependant le gros de l'armée mexicaine n'avait pas été entamé, elle comptait encore à peu près dix mille hommes, et était plus que suffisante pour réduire les insurgés, lorsque le général Jackson prit une mesure qui sauva le Texas. Cette mesure lui a été souvent reprochée, et elle est une tache dans sa vie politique, car elle est empreinte d'un caractère de duplicité indigne du chef d'un grand gouvernement. Il prétexta que les Indiens pouvaient profiter des troubles du Texas pour faire des courses sur la frontière, et expédia au général Gaines l'ordre de marcher avec un corps de troupes pour faire respecter le territoire américain; mais Gaines, qui avait des instructions secrètes, ne s'arrêta pas à la frontière : il la franchit avec ses troupes et s'avança jusqu'à la ville de Nacogdoches, à soixante-quinze milles dans l'intérieur du Texas. Il y établit son quartier-général et s'y retrancha. En même temps il laissait passer sans obstacle, par centaines et par milliers, les volontaires et les corps organisés qui se rendaient des États-Unis au Texas, et même deux cents hommes de ses troupes trouvèrent moyen de déserter avec armes et bagages, et d'aller rejoindre avec leur uniforme l'armée texienne. Aussi l'envoyé mexicain indigné quitta Washington, et de toutes parts le bruit se répandit au Texas que les États-Unis se déclaraient contre le Mexique. Samuel Houston

annonçait par une proclamation qu'il était appuyé par *la plus haute autorité des États-Unis*. Le général Jackson n'eût sans doute jamais osé donner aux troupes américaines l'ordre d'attaquer l'armée mexicaine; mais il était bien aise de le faire craindre, certain que l'effet moral produit par la marche de Gaines suffirait pour sauver le Texas. En effet, les Mexicains, qui connaissaient le peu de délicatesse politique de leurs puissans voisins, s'alarmèrent de l'approche des troupes américaines, et s'arrêtèrent fort indécis; puis, les troubles ayant recommencé au Mexique, l'armée ne tarda pas à se disperser et à laisser le champ libre aux Texiens.

Le général Jackson venait de rendre un immense service aux insurgés : il ne s'en tint pas là. Quoique ses fonctions dussent expirer dans cinq ou six semaines, il trouva encore moyen d'employer ce temps utilement pour l'œuvre commune. Après avoir arraché le Texas au Mexique, il fallait préparer l'annexation de son territoire aux États-Unis en faisant reconnaître l'indépendance des Texiens. Le président eut encore recours à la ruse. Il commença par adresser au congrès un message où il déclarait que la délicatesse ne permettait pas aux États-Unis de reconnaître le Texas comme un état indépendant, sans faire une injustice au Mexique. Cependant, quelques jours après, il fit ajouter au budget des affaires étrangères, par un amendement, une légère somme dans le cas où il deviendrait nécessaire d'avoir un envoyé auprès du gouvernement texien. Quand cette somme eut été votée, il paraît que ce cas si éloigné en apparence se présenta immédiatement, car le président crut devoir nommer un envoyé au Texas trois jours avant l'expiration de sa magistrature. C'est le dernier acte officiel qu'il ait signé : il léguait à son successeur et à son ami, M. Van Buren, le soin d'annexer le Texas aux États-Unis. C'est ainsi que Jackson atteignit presque le but qu'il s'était proposé en arrivant au pouvoir, et que se trouva à peu près réalisée la prédiction que lui faisait, six mois auparavant, M. Butler, que son administration ne se terminerait pas sans qu'il vît le Texas au pouvoir des États-Unis.

Les faits que nous venons de rappeler prouvent assez clairement que la séparation du Texas d'avec le Mexique a été l'œuvre des Américains du sud, et qu'elle a été singulièrement aidée par la connivence, pour ne pas dire la complicité, du gouvernement des États-Unis. Un passage remarquable de la circulaire adressée en septembre 1842 par le vénérable J. Quincy Adams à ses commettans montre quelle est l'opinion d'un grand nombre d'Américains à ce sujet. « La politique de l'administration de Jackson envers le Mexique, dit M. Adams, est digne

de Machiavel. De perpétuelles négociations pour des traités qui ne devaient jamais être exécutés ont été combinées avec des instances continuelles pour obtenir la cession du Texas. En même temps, le Texas lui-même était poussé à la révolte contre le Mexique, et il a fini par lever la bannière de l'indépendance sous les auspices d'un officier tennessien, d'un commandant militaire qui avait Jackson pour ami et pour patron, qui s'était expatrié dans le but d'accomplir cette révolution et l'a accomplie en effet. Les États-Unis ont reconnu l'indépendance du Texas, mais la manière dont on a obtenu cette reconnaissance est un commentaire lumineux de l'amitié et de la bienveillance dont nous avons si orgueilleusement fait parade envers le Mexique. »

C'était à M. Van Buren de terminer l'œuvre menée si loin par le général Jackson. Dès l'année suivante, le Texas demanda à être incorporé aux Etats-Unis, et envoya à Washington M. Memucan Hunt pour ouvrir des négociations à ce sujet avec M. Forsyth, secrétaire d'état. M. Hunt proposait l'union pure et simple des deux peuples, mais à une seule condition qu'il faut remarquer, c'est que les Texiens conserveraient *leur autorité pleine et incontestée sur leur population esclave.* Les états du nord, qui avaient été fort irrités de la conduite du général Jackson dans toute cette affaire du Texas et avaient souvent protesté, élevèrent aussitôt la voix. Ce fut une réclamation universelle; les législatures des états d'Ohio, de Rhode-Island et de Massachusetts, par des votes solennels, se déclarèrent ouvertement opposées à l'annexation, et le parti whig tout entier se prononça nettement contre la mesure. M. Webster prononça à New-York, dans une réunion de citoyens, un discours contre l'annexation qui fut fort applaudi. Quand la question fut portée incidemment devant le sénat, M. J. Quincy Adams se signala par l'énergie avec laquelle il combattit d'avance tout projet d'annexation. Son discours, qui remplit plusieurs séances et devint le programme du parti whig, fut, selon l'expression des journalistes américains, un coup de massue pour l'hydre de l'annexation. Enfin, le meilleur écrivain de l'Amérique après Washington Irving, le docteur Channing, publia, sous la forme d'une lettre adressée à M. Clay, une brochure qui eut le plus grand retentissement. M. Van Buren était loin d'avoir l'opiniâtreté de son prédécesseur; c'est un esprit souple et adroit qui aimait mieux tourner les obstacles que les surmonter. A peine au pouvoir, il se sentait déjà ébranlé, sa majorité dans les chambres diminuait chaque jour; il fut effrayé de ce concert de protestations, et n'osa affronter l'opposition des états du nord. D'ailleurs le Mexique avait protesté contre la reconnaissance de

la république du Texas, et en même temps il avait offert une satisfaction raisonnable pour tous les griefs dont le général Jackson avait poursuivi en vain le redressement. Il n'y avait donc aucun prétexte légitime de se jeter dans une guerre contre le Mexique, il fallait avouer qu'on voulait avoir le Texas à tout prix, et cela au moment où le congrès était convoqué extraordinairement pour rétablir le crédit de l'Union. M. Van Buren, qui rencontrait une opposition très vive à ses mesures financières, ne voulut pas se mettre sur les bras un embarras de plus; il refusa les offres du Texas, en donnant pour raison que le gouvernement mexicain pourrait considérer l'annexation comme équivalant à une déclaration de guerre. Le gouvernement texien ne tarda pas d'ailleurs à rompre officiellement la négociation. Il obtint successivement d'être reconnu par la France, par l'Angleterre, et par la plupart des puissances européennes : il sembla se résigner à son existence indépendante, et la question de l'annexation parut définitivement résolue contre les vœux des états du sud.

II.

Maintenant, comment cette question a-t-elle été soulevée de nouveau, et pourquoi va-t-elle décider sans doute de l'élection du président? C'est ce qu'on ne peut faire comprendre sans entrer dans quelques explications sur la situation respective des partis aux États-Unis. Personne n'ignore que l'Union s'est trouvée, dès l'origine, divisée en deux grands partis, les fédéralistes et les démocrates : les premiers, ayant pour but de fortifier, autant que possible, le gouvernement central, et de changer peu à peu les états particuliers en de véritables provinces, afin de ne faire de toute l'Union qu'un seul corps, une seule nation; les autres, au contraire, cherchant à affaiblir, autant que possible, l'autorité du congrès au profit des états particuliers. Dans le premier parti se rangèrent tous les grands hommes de la révolution, Washington, Hamilton, Jay, J. Adams; mais la mort de Washington fut pour les fédéralistes un coup mortel. L'opinion démocratique arriva au pouvoir avec Jefferson, et ne s'en dessaisit plus. Le parti opposé, tenu long-temps loin du pouvoir, se décomposa et cessa, à vrai dire, d'exister. Cependant les restes du parti fédéraliste, joints aux mécontens, à tous ceux qui trouvaient que les démocrates allaient trop loin, réussirent, en 1824, à porter John Quincy Adams à la présidence. Ce ne fut qu'un triomphe éphémère; M. Adams ne put

obtenir une seconde élection ; il fut renversé par le général Jackson, et, depuis 1828, il n'est plus question du parti fédéraliste. Ceux même qui en ont conservé les opinions, M. Adams, M. Channing, se gardent bien de prendre un nom impopulaire et condamné par de trop nombreuses défaites. Toutefois, au moment de la victoire, une scission s'opéra dans le parti vainqueur : beaucoup pensèrent qu'on avait dépassé plutôt qu'atteint le but ; que le gouvernement fédéral, loin de pouvoir porter ombrage à l'indépendance des états particuliers, avait à peine la force suffisante pour gouverner l'Union, et que, si on relâchait encore ces liens si faibles, on arriverait à une dissolution presque immédiate. Ceux-ci voulurent garder ce qu'on avait conquis, mais ne pas faire un pas de plus : de là la naissance du parti *conservateur* ou *whig*, comme on l'appelle maintenant. Dès les premiers jours de son existence, ce parti se recruta des débris des fédéralistes, et c'est dans leurs rangs qu'il prit ses chefs, M. J. Q. Adams et M. Clay : son plus grand orateur, M. Daniel Webster, n'est entré dans la carrière politique que depuis l'apparition des whigs. Les démocrates, malgré cette séparation, n'en restèrent pas moins un parti puissant : ils gardèrent leur nom, quoiqu'ils soient divisés en deux sections, les *démocrates purs* et les *locofocos* ou *nullificateurs*, et ils sont demeurés maîtres du terrain, quoique évidemment en minorité dans l'Union. Mais ceci tient à d'autres causes qui veulent être signalées.

Aux États-Unis, les partis se subordonnent aux divisions territoriales, et c'est là le grand danger de l'Union ; avant d'être whig ou démocrate, on est homme du nord ou du sud : l'antipathie est extrême, parce que les intérêts sont fort différens, sinon tout-à-fait opposés. A l'origine de l'Union, presque tous les états avaient des esclaves ; tous se livraient à l'agriculture, presque aucun ne s'occupait de commerce ou d'industrie. Les états du sud, favorisés par la nature de leur sol et par le climat, avaient une grande supériorité sur les autres : aussi la Virginie exerça-t-elle quelque temps une influence prédominante. Tout a bien changé par suite du développement de l'Union. Les états issus de la Nouvelle-Angleterre, où l'esclavage n'a jamais existé, ne l'ont pas reconnu comme institution, ou même l'ont proscrit. Les états limitrophes ont suivi cet exemple, soit qu'ils subissent l'influence du voisinage ou celle du grand mouvement philanthropique donné par Wilberforce, soit parce que la nature de leur climat et de leurs cultures rend le travail esclave moins avantageux, soit enfin par l'impossibilité où se trouve le travail esclave de soutenir la concurrence avec le travail libre. Il en est résulté que le flot de l'émigration s'est surtout dirigé

vers ces états, parce que le blanc ne travaille pas là où le travail est la marque de la servitude, et que les émigrans ont presque tous besoin pour vivre d'un salaire journalier. La population du nord a dépassé rapidement celle du midi. Le nord s'est livré au commerce et à la navigation; il est devenu l'intermédiaire commercial de tous les peuples sans marine; enfin, surtout depuis la guerre de 1812, il s'est fait fabricant et manufacturier.

Les états du sud sont encore ce qu'ils étaient au temps de la révolution. La nature leur ayant refusé des ports sur une côte aride et dangereuse, exposée à tous les vents, ils n'ont pu se livrer au commerce, et se sont tournés de plus en plus vers l'agriculture. La culture du tabac, du coton, de la canne, qui demande des soins perpétuels et minutieux, a rendu chez eux le travail des esclaves plus avantageux qu'il ne l'est au nord; ce travail est d'ailleurs consacré dans ces états par de longues habitudes. Les Américains du sud s'y sont attachés avec passion, et de là une irritation extrême contre les états du nord, qui, en abolissant chez eux l'esclavage, l'ont indirectement attaqué chez les autres, et qui, par le contact des nègres libres avec les nègres esclaves, ont créé aux hommes du sud un danger immense et de tous les jours. A ce motif d'inimitié est venue se joindre la vanité blessée. Les états du nord, grandissant tous les jours en population et en richesse, n'ont pas tardé à dépasser les états du sud et à leur enlever une supériorité à laquelle ils étaient depuis long-temps habitués; ceux-ci se sont crus dépouillés par leurs rivaux. Quoique tous les calculs montrent que l'agrandissement des états du sud est hors de proportion avec ce qui se passe en Europe, ceux-ci, ne considérant que le progrès relatif, accusent le nord de s'enrichir à leurs dépens, parce qu'il grandit encore plus vite. L'exploitation et la ruine du sud par le nord, voilà le thème perpétuel de leurs orateurs.

Le développement de l'industrie manufacturière au nord est venu créer une nouvelle cause de séparation et l'une des plus puissantes. Les États-Unis ont été long-temps dans la dépendance de l'Europe pour tous les objets manufacturés, et surtout pour les étoffes; ils tiraient de la France les étoffes de luxe, les soieries, les velours, et de l'Angleterre les étoffes communes de laine et de coton, en sorte que les planteurs du sud vendaient aux Anglais le coton avec lequel ceux-ci fabriquaient les étoffes qu'allait chercher en Angleterre le commerçant du nord. Mais, depuis la guerre de 1812, les gens du nord, instruits par les émigrans, se sont mis à vouloir fabriquer eux-mêmes ce qu'ils allaient chercher si loin. Ils y ont assez bien réussi; seulement

ils ont demandé au gouvernement général protection contre la concurrence étrangère, et le congrès, accédant à leurs demandes, a établi ce fameux tarif de douanes qui porta un coup très grave à l'industrie française, et qui causa en Angleterre une crise commerciale. L'Angleterre, frappée dans ce qu'elle a de plus sensible, rendit coup pour coup : elle éleva les droits sur les cotons américains, les abaissa sur les autres, et favorisa par tous les moyens la culture du coton dans l'Inde. Aujourd'hui, les cotons de l'Inde entrent pour une proportion très forte dans la fabrication anglaise; on peut même, par la marche ascendante de ces produits, prévoir le jour où ils occuperont seuls le marché, et viendront peut-être faire concurrence aux cotons américains en France et en Allemagne. Cela est surtout probable, si la compagnie des Indes accepte le traité que lui propose la Chine, et consent à abandonner la culture de l'opium; ce seront autant de terres que l'on consacrera à la culture du coton. Tout cela a été fait avec la merveilleuse promptitude que met l'Angleterre dans tout ce qui sert ses intérêts commerciaux. L'Inde produisait assez peu de coton; d'une année à l'autre, par la volonté de la métropole, elle a décuplé sa production pour l'affranchir de toute dépendance vis-à-vis de l'Amérique. Le contre-coup du tarif a donc porté, en définitive, sur les planteurs du sud; aux faillites de Leeds, de Manchester et de Birmingham ont répondu celles de Baltimore, de Charlestown et de toutes les villes du sud jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Aussi, les états du sud sont-ils aussi ardens à demander le rappel du tarif que ceux du nord, et surtout de l'ouest, à en demander le maintien.

On voit quels intérêts séparent le nord du sud; la division d'intérêts se traduit presque toujours en Amérique par la division politique, et quelquefois elle la domine. Les opinions fédéralistes prédominaient dans le nord, le sud fut démocrate jusqu'à la frénésie. Lors de la décomposition du parti démocratique, les whigs se recrutèrent surtout dans les anciens états fédéralistes et dans les états de l'ouest; ceux du sud se groupèrent autour du général Jackson, et restèrent ultra-démocrates. L'intérêt territorial s'élève au-dessus des questions politiques; aussi chaque fois qu'il s'agit d'une mesure commerciale ou financière, ou de la question de l'esclavage, on voit les représentans du sud voter comme un seul homme sans distinction de nuances ni de partis. Il n'en est pas de même pour les états du nord; la division règne parmi eux. Ceux de l'extrême frontière nord, qui convoitent le Canada comme les états du sud convoitent le Mexique, sont restés profondément démocratiques; le Maine, le Vermont, le New-Hampshire et

une grande partie du New-York ont toujours été et sont encore le foyer des opinions radicales. Cette fraction du parti démocratique forme ce qu'on appelle les démocrates purs. Le sud, au contraire, a exagéré les tendances du parti, il est devenu *locofoco* ou nullificateur, et toujours par intérêt de position. Les états du sud avaient protesté dès l'établissement du tarif : loin de tenir compte de leurs plaintes, le congrès, en 1824 et 1828, maintint le droit qu'avait le gouvernement central à établir le nouveau tarif, et en éleva même la taxation. Dans le sud, on contesta ce droit, on prétendit que les états, n'ayant jamais eu l'intention de se confondre en un seul et même peuple, n'avaient pu aliéner leurs droits de souveraineté, que l'Union était une ligue d'états également souverains et indépendans les uns des autres; chaque état avait, disait-on, le droit de suspendre ou d'annuler les lois générales contraires à sa constitution particulière. Cette théorie se trouve résumée dans une phrase prononcée devant le congrès de 1833 par le chef des nullificateurs, M. Calhoun : « La constitution, dit-il, est un contrat dans lequel les états ont figuré comme souverains. Or, toutes les fois qu'il intervient un contrat entre des parties qui ne connaissent point de commun arbitre, chacune d'elles retient le droit de juger par elle-même de l'étendue de son obligation. » La désunion des états du nord a rendu à ceux du sud l'avantage que semblaient devoir leur faire perdre la naissance et les rapides progrès du parti whig, et le sud, quoiqu'en minorité, n'en a pas moins continué à diriger l'Union dans la voie la plus favorable à ses intérêts. Il a fait une alliance étroite avec les démocrates du nord, et, par l'appoint de leurs 30 ou 35 voix, il réussit à conserver une faible majorité dans la chambre des représentans : dans le sénat, les deux partis se balancent, le nord et le sud ont chacun 26 voix. Le parti démocratique pur a contracté l'habitude de soutenir la politique des états du sud dans toutes les questions économiques, et il se dédommage du peu de considération dont il jouit dans le nord, en se faisant faire par le sud une large part dans la distribution des emplois fédératifs, dont celui-ci dispose presque toujours par le moyen du président, pris dans son sein. Il est à remarquer en effet que sur cinquante-six années de présidence, cette dignité a été quarante-quatre ans entre les mains de citoyens des états à esclaves, et pendant quatre autres années, sous M. Van Buren, elle a été exercée entièrement à leur profit. C'est cette alliance des démocrates du nord avec les nullificateurs qui explique comment un citoyen de l'état de New-York, M. Van Buren, a

été porté à la présidence par les hommes du sud, et comment il est encore aujourd'hui le candidat préféré d'un grand nombre d'entre eux.

Du reste, il est à remarquer qu'il se forme depuis quelques années, entre les deux grands partis qui divisent les États-Unis, un parti nouveau dont les progrès sont pour les hommes du sud une cause d'irritation extrême, et en haine duquel ils briseront peut-être l'Union. Ce parti nouveau, qui voudrait se dissimuler encore, s'intitule le *tiers-parti*, et serait mieux nommé le parti des abolitionistes. Les hommes de cette opinion se prétendent neutres sur la plupart des questions qui divisent l'Union, et, en réalité, ils les subordonnent toutes à l'abolition de l'esclavage. Ils votent toujours dans le même sens que le parti whig; mais ils affectent de s'en séparer, afin de lui laisser toute sa liberté d'action, et de ne pas l'envelopper dans leur impopularité ni dans la haine qu'ils inspirent aux hommes du sud. M. Adams, en prenant la direction du tiers-parti, a abdiqué au profit de M. Clay toutes les chances qu'il pouvait avoir d'être élevé de nouveau à la présidence, car son élection serait un signal de guerre civile. En effet, la question de l'esclavage est, après tout, la grande question qui divise les États-Unis; c'est elle qui met surtout la constitution en péril, car les hommes du sud ont mille fois déclaré qu'ils aimeraient mieux rompre l'Union que de voir le gouvernement central non pas abolir l'esclavage, mais seulement le réglementer. Ils ont fait stipuler dans la constitution que le gouvernement ne se mêlerait jamais de ce qu'ils appellent les *institutions particulières du sud*, et l'on ferait un volume rien qu'en retraçant leurs exigences et leurs susceptibilités à cet égard. Avec l'appui des démocrates, ils ont été jusqu'à faire décider par le congrès qu'il n'avait point le droit d'abolir ni de modifier l'esclavage dans le district fédéral. Les gens du nord, qui connaissent la violence emportée de leurs compatriotes du sud, et qui aiment sincèrement l'union, leur ont fait toutes sortes de concessions : ils ont poussé la condescendance jusqu'à voter plusieurs fois un article suspensif du règlement du congrès, portant que l'on déposerait sur le bureau, sans les lire et sans en rendre compte, les pétitions pour l'abolition de l'esclavage. C'est alors que le tiers-parti trahit son existence : M. J. Q. Adams protesta contre cette violation du droit de pétition; au commencement de chaque session, il combattit avec énergie la suspension du règlement, et même, il y a quelques années, le vénérable vieillard, refusant de reconnaître une décision contraire à la constitution, rendit compte, malgré la suspension, d'une pétition contre l'esclavage. Aussitôt le parti démocratique entra en fureur, et, en dépit des

efforts des whigs, ne rougit pas de voter un blâme contre un des membres les plus illustres du congrès, contre un ancien président. Depuis ce moment, les hommes du sud suivent avec anxiété les progrès du tiers-parti, et rien n'est plus curieux que les efforts des whigs pour en dissimuler l'existence : ils affectent même de se réunir à leurs adversaires pour voter, à une immense majorité, les mesures que ceux-ci croient devoir réclamer. C'est ainsi qu'on a permis aux Américains du sud de détruire la liberté de la presse au mépris de la constitution fédérale, de suspendre la liberté individuelle, et qu'on a abandonné à la loi de Lynch, c'est-à-dire à la mort, tous ceux qui seraient surpris introduisant dans les états du sud des journaux, livres ou brochures contraires à *leurs institutions particulières*. D'autres mesures plus odieuses encore, par exemple la loi récente qui permet aux états du sud de faire vendre l'équipage d'un navire qui débarquerait un nègre libre ou emmènerait un nègre esclave, n'ont été emportées par les hommes du sud qu'à la suite d'une lutte très vive et avec l'aide des démocrates du nord. On vit, en plus d'une circonstance, des membres du sud demander l'appel nominal pour s'assurer qu'aucun démocrate ne votait mal. Malgré ces victoires remportées par le sud, le tiers-parti gagne tous les jours du terrain, et il est évident qu'il finira, dans un avenir plus ou moins prochain, par absorber le parti whig. Les nuances politiques tendent à s'effacer en Amérique; il n'y a pas de différence bien sérieuse entre les whigs et les démocrates. On a vu ceux-ci adopter au besoin les opinions et la conduite de leurs adversaires, et quand la Caroline, en 1832, annula un acte du congrès, le général Jackson agit avec autant de vigueur que l'aurait pu faire M. Clay, ou même M. Adams. Les partis ne subsistent qu'autant qu'ils ont un but bien arrêté et se distinguent par des oppositions bien tranchées. On peut donc prévoir une transformation au sein des partis américains. Si l'Angleterre est destinée à ne plus compter un jour que des radicaux et des conservateurs, l'Union n'aura plus, d'ici à quelques années, que des abolitionistes et des anti-abolitionistes, parce que les questions sérieuses sont celles où l'esclavage est engagé. Du reste, le tiers-parti n'aborde pas encore directement l'abolition de l'esclavage : le moment n'est pas venu, et la constitution le défend; mais on demande, et chaque année le Massachusetts en fait l'objet d'une pétition, un changement dans la base de la représentation. Le nombre des députés de chaque état se règle sur la population, et dans les états du sud trois esclaves comptent comme un citoyen; on demande que la répartition ne se règle désormais que sur le nombre des hommes libres. Ce changement en-

lèverait aux états du sud le quart au moins de leurs représentans, et donnerait à ceux du nord une immense majorité. C'est sur cette proposition que le débat s'engagera d'abord, et c'est pour lui ôter toute chance de succès que les états du sud demandent l'annexation du Texas.

La question du Texas semblait ajournée; les esprits s'en occupaient beaucoup moins que de la question du tarif, qui est chaque année l'objet de débats violens, lorsque, par une manœuvre électorale, M. Tyler, ou plutôt M. Calhoun, son principal ministre, est venu la ranimer tout à coup et en brusquer la décision par un commencement d'exécution : cette manœuvre a jeté la perturbation dans les deux grands partis qui se disputent le gouvernement de l'Union. M. Tyler est Virginien et propriétaire d'esclaves, il est donc personnellement intéressé à l'annexation du Texas, et il la préparait en secret, à petit bruit; il n'aurait point osé porter la question devant le congrès sans l'arrivée de M. Calhoun au ministère. Entraîné par celui-ci, il a changé de méthode, il a agi à ciel ouvert, et il s'est assez habilement servi de cette question, afin de rallier à l'appui de sa candidature tous les Américains de l'un et de l'autre parti, pour qui le maintien perpétuel de l'esclavage passe avant tout autre intérêt. M. Tyler recueillera-t-il lui-même le fruit de cette manœuvre? C'est ce qui dépend de M. Calhoun.

M. Calhoun ambitionne la présidence depuis vingt ans. Son immense talent, l'élévation de son caractère, ses vertus privées, et le patriotisme qu'il déploya lors de la lutte contre l'Angleterre en 1812, l'en rendraient digne. Avec moins d'impatience, il y serait arrivé déjà, à la suite de M. Adams ou du général Jackson. Porté à la vice-présidence par les mêmes voix qui avaient donné la présidence à M. Adams, il touchait au but; mais il crut voir, et devait voir en effet, un rival dangereux dans M. Clay, à qui M. Adams avait confié le département des affaires étrangères, et, sans autre motif qui pût le justifier, il se jeta dans le parti de l'opposition, qui se composait alors des débris de l'ancien parti démocratique, ralliés autour de l'immense popularité qui s'attachait au nom de Jackson. M. Calhoun, orateur et homme d'état éminent, d'une intégrité au-dessus de tout soupçon, avait peu d'estime pour la capacité et le caractère du général Jackson; il se rattachait au parti du général, parce que Jackson était l'ennemi déclaré et acharné de M. Clay. Si la coalition qui le portait à la présidence prévalait, M. Clay disparaissait des abords du pouvoir, et l'expérience et les talens de M. Calhoun allégeraient pour le vieux général le poids des

affaires. M. Calhoun éprouva un nouveau mécompte. Le parti jacksoniste l'emporta, il est vrai; mais le caractère dominateur et arbitraire du nouveau président s'accommoda bien mieux de la souplesse un peu servile de son premier ministre, M. Van Buren, que des principes arrêtés et de la fermeté de son vice-président, M. Calhoun. Celui-ci d'ailleurs, avec un vif sentiment de sa dignité personnelle, était d'un caractère aussi impérieux et dominateur que le général Jackson, et, avec la conscience de son immense supériorité intellectuelle, il prétendait assez ouvertement à la suprême direction des affaires. Jackson inclina donc de plus en plus vers M. Van Buren, et finit par s'abandonner tout entier à lui : la succession sur laquelle M. Calhoun avait compté lui échappait encore une fois. Il rompit d'une manière éclatante avec le général Jackson et se jeta dans l'opposition, où, tout en combattant pour son propre compte, il se trouva côte à côte avec M. Clay et M. Webster. Cette coalition des plus grands talens du congrès fut fatale à M. Van Buren, et le fit tomber de la présidence. Il y avait eu trève de rivalités personnelles pour opposer à M. Van Buren, dans la personne du général Harrison, une popularité acquise sur les champs de bataille; mais ce qui avait été élevé par l'épée tomba par l'épée : à peine en possession du pouvoir, le général Harrison mourut, et un homme assez insignifiant, et qui pour cela même avait été porté à la vice-présidence, M. Tyler, se trouva tout à coup à la tête des affaires.

Le principal souci de tout président, c'est d'assurer sa réélection. M. Tyler, arrivé à la vice-présidence surtout avec l'appui et par la permission des whigs, et sans influence personnelle dans aucun parti, ne pouvait espérer sa réélection qu'autant qu'il serait adopté comme candidat par un des deux grands partis de l'Union. Il lui fallait donc se laisser diriger entièrement par M. Clay, afin de conserver l'appui des whigs; mais M. Clay, chef de ce parti depuis longues années, et tenant entre ses mains le sort de M. Tyler, se résignerait-il à attendre quatre années encore, ou n'aimerait-il pas mieux, à difficulté égale, prendre le pouvoir pour lui-même que le donner à un autre? M. Tyler le craignit : il chercha à séparer M. Clay de ses amis et à se substituer à lui dans la direction du parti whig. Malgré l'influence que lui donnait sa position, M. Tyler échoua dans sa tentative : il ne put réussir à conserver dans le cabinet qu'un seul ministre whig, M. Webster; mais ni le concours de M. Webster, ni le traité Ashburton, ne gagnèrent à M. Tyler le parti whig, qui resta fidèle à M. Clay. M. Tyler d'ailleurs, homme du sud de naissance et d'éducation, ne pouvait se

dépouiller de toutes les opinions, de tous les préjugés, de tous les vœux même de ses compatriotes : la marche qu'il suivit dans les questions financières, et son désir d'acquérir le Texas, le montraient assez. Au bout de dix-huit mois, M. Webster quitta le ministère et rentra dans le parti whig, au moment où celui-ci commençait à faire une opposition assez vive au président. M. Tyler, repoussé de ce côté, songea alors à s'attacher le parti démocratique. Ses amis de la Virginie, qu'il avait appelés avec lui au pouvoir, M. Wise, M. Gilmer, M. Upshur, appartenaient à ce parti. Son opinion sur la banque était celle des démocrates; tout semblait l'en rapprocher. Le ministère fut donc modifié dans ce sens, et M. Tyler crut ne pouvoir mieux sonder le terrain qu'en remettant sur le tapis la question du Texas. On le savait partisan décidé de l'annexation; c'était aussi le rêve favori de M. Upshur, successeur de M. Webster; toutefois ce ne fut pas sans surprise qu'on vit paraître, le 10 janvier 1843, dans un journal semi-officiel, une lettre de M. Gilmer, sénateur de Virginie, sur l'annexation du Texas. M. Gilmer se déclarait partisan décidé de la mesure, et concluait qu'elle devait être accomplie immédiatement ou pas du tout (*to be done soon or not at all*). Une pareille démarche d'un homme étroitement lié avec le président parut une avance faite par celui-ci aux hommes du sud, et toute la presse des états à esclaves l'accueillit avec faveur. M. Walker, sénateur du Mississipi, ne tarda pas à publier, en réponse à M. Gilmer, un essai où il examinait les moyens d'annexer le Texas à l'Union, et prouvait la légalité de cette mesure. Alors la presse officielle rompit le silence, et se déclara en faveur de l'annexation. C'était jeter le masque ouvertement et se tourner tout-à-fait du côté du parti démocratique. Cependant les efforts de M. Tyler n'avaient pas eu grand succès; on avait accueilli ses avances avec reconnaissance : c'était tout. Il avait bien trouvé parmi les démocrates des gens disposés à accepter des emplois; mais ils venaient seuls, sans lui apporter d'autre appui que leurs personnes, et la masse du parti démocratique restait groupée autour de M. Van Buren. Malgré son échec antérieur, celui-ci l'emportait encore de beaucoup en influence sur M. Calhoun, qui n'avait de crédit réel que parmi les nullificateurs. M. Tyler, ayant conçu le projet de rallier à lui le parti démocratique, résolut de profiter de la rivalité qui séparait MM. Van Buren et Calhoun, et quand la mort inopinée de M. Upshur laissa vacante la place de ministre des affaires étrangères, ce fut M. Calhoun qu'il y appela.

M. Calhoun, en arrivant aux affaires, y apporta cette promptitude et cette décision qui sont les traits distinctifs de son caractère; il dé-

montra au président que le temps des incertitudes et des demi-mesures était passé; qu'en présence de la masse du parti whig, si compacte et si bien unie, et du parti démocratique entièrement désorganisé et livré à l'anarchie, il n'y avait de salut possible qu'en changeant de terrain. Poser la question entre les whigs et les démocrates, c'était aller au-devant d'une défaite : mieux valait mettre aux prises le nord et le sud, car, en ralliant fortement tous les anti-abolitionistes, tous les timides, tous ceux qui ont un intérêt quelconque à voir accomplir l'annexation, on avait des chances de gagner la bataille. Pour cela, il fallait payer de promptitude et d'audace; en se prononçant franchement pour l'annexation, on ne perdait rien, et on avait l'honneur de l'initiative aux yeux des partisans de la mesure; on obligeait ensuite M. Clay et M. Van Buren à se prononcer pour ou contre, et ils ne le pouvaient faire sans perdre des partisans dans l'une ou l'autre alternative. En quelques jours, un traité fut conclu, signé avec le Texas, et porté aussitôt au sénat avec un message rédigé évidemment par M. Calhoun (1). Dans ce message le président, se conformant au langage de ceux qui ont toujours demandé l'annexation, prétend que les États-Unis ne font que reprendre un territoire qui leur appartient en vertu de la cession faite par la France de la Louisiane en 1803. Il fait remarquer que la population du Texas est sortie presque tout entière des États-Unis, qu'elle en aime et qu'elle en conserve les mœurs et les

(1) Nous croyons devoir reproduire ici quelques dispositions de ce traité, qui a été signé le 12 avril 1844, par M. Calhoun pour les États-Unis, et par MM. Van Zandt et Henderson pour le Texas : « La république du Texas, etc., agissant conformément aux désirs du peuple et de toutes les branches du gouvernement, cède aux États-Unis tous ses territoires pour être possédés par eux en toute propriété et souveraineté, et être assujétis aux mêmes règlemens constitutionnels que leurs autres territoires. La cession comprend toutes les sortes de propriétés publiques qui sont énumérées spécialement, comme terres publiques, mines, édifices publics, marine et arsenaux maritimes, etc. — Tous les titres et prétentions à des possessions légitimes qui ont été validés par le Texas seront maintenus aussi par les États-Unis. Les États-Unis prennent à leur charge et consentent à payer les dettes publiques et autres créances du Texas, émises jusqu'à ce jour, qui sont évaluées à 10 millions de dollars au plus. La somme de 350,000 dollars devra être payée dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront l'échange des ratifications. Pour le paiement du reste, jusqu'à un total qui ne pourra pas excéder 10 millions, y compris la somme précédente, on engage les terres publiques cédées par le traité et les revenus qu'on en tirera. Les lois du Texas resteront en vigueur, et tous les officiers exécutifs ou judiciaires du Texas, excepté le président, vice-président et chefs des chambres, conserveront leurs offices jusqu'à ce que d'autres arrangemens interviennent. Le traité sera ratifié, et les ratifications échangées à Washington six mois après sa date, ou plus tôt, s'il est possible. »

institutions. Puis, après avoir parlé de la fertilité et de la richesse du Texas, il fait un magnifique tableau des avantages que l'annexation procurera à toute l'Union : les états de l'est verront se développer leur commerce maritime; les états de l'ouest trouveront dans le Texas un immense marché ouvert aux produits de leur industrie et de leur sol; les états du sud y gagneront en sécurité. Et ce ne sont encore là, pour le président, que des raisons d'une importance secondaire : le Texas a besoin de l'appui d'une puissance étrangère; il s'est plusieurs fois adressé aux États-Unis, il faut craindre de le pousser à bout par des refus obstinés qui pourraient lui inspirer l'idée de chercher appui ailleurs, et l'obliger à contracter de dangereuses alliances. Le président insiste, avant tout, sur le cas où une puissance étrangère, c'est-à-dire l'Angleterre, viendrait à se ranger du côté du Texas; il établit le droit qu'a le Texas d'abdiquer son indépendance, et celui qu'ont les États-Unis d'en accepter la souveraineté. Le passage le plus curieux est celui où il est question du Mexique, et où il est fait allusion à l'Angleterre : « Quant au Mexique, le pouvoir exécutif est disposé à adopter envers lui une conduite conciliante... Il n'a pas le moindre désir d'humilier le Mexique, ni de lui faire aucun tort; mais en même temps il ne peut compromettre par un délai les intérêts essentiels des États-Unis. Le Mexique n'a aucun droit à exiger ou à attendre pareille chose : nous traitons légitimement avec le Texas comme avec une puissance indépendante. La guerre, qui s'est prolongée pendant huit ans, n'a abouti qu'à convaincre tout le monde, excepté le Mexique, que le Texas ne pouvait être reconquis. Il est temps que cette guerre cesse. Le gouvernement, quoiqu'il la vît se prolonger avec un extrême déplaisir, a observé jusqu'ici la plus stricte neutralité. Il n'ignorait pas cependant l'épuisement produit par une aussi longue guerre. Il ignorait encore moins *les efforts faits par d'autres puissances pour engager le Mexique à se réconcilier avec le Texas à des conditions qui, en modifiant les institutions particulières du Texas, réagiraient d'une manière fâcheuse sur les États-Unis*, et pourraient menacer sérieusement l'existence de cette heureuse union. Il n'ignorait pas non plus que, quoique les gouvernemens étrangers pussent désavouer toute intention de détruire les analogies qui existent entre la constitution du Texas et celle des États-Unis, cependant *l'un d'entre eux, et le plus puissant de tous*, n'a pas hésité à déclarer son opposition bien décidée à la plus remarquable de ces analogies, et son intention d'user de toutes les occasions favorables pour conseiller au Mexique d'adopter, comme base de ses négociations avec le Texas, l'abolition de cette particula-

rité de ses institutions domestiques, et d'en faire une des conditions de la reconnaissance d'indépendance. »

Après cette allusion détournée à l'existence de l'esclavage au Texas, le président récapitule les motifs qui ont déterminé sa conduite, et il insiste encore sur ce point, que les États-Unis n'ont d'autre alternative que d'accepter le Texas, ou de le voir se jeter dans les bras d'une autre puissance, c'est-à-dire de l'Angleterre. Quant au passage que nous venons de citer, ce qui le rend remarquable, ce sont les allusions qu'il contient à une dépêche de lord Aberdeen. A la fin de l'année dernière, le bruit se répandit que l'Angleterre cherchait à acquérir le Texas, et le prédécesseur de M. Calhoun, M. Upshur, crut devoir demander à ce sujet des explications au ministre anglais, M. Pakenham, qui lui transmit en réponse une note datée du 26 décembre 1843, dont voici les points principaux : « ... La Grande-Bretagne a reconnu l'indépendance du Texas, et par suite elle désire voir cette indépendance définitivement et formellement reconnue, surtout par le Mexique... Nous sommes convaincus que la reconnaissance du Texas par le Mexique tournera à l'avantage des deux pays, et comme nous prenons intérêt à la prospérité de tous deux, et à leur rapide accroissement en puissance et en richesse, nous avons été des premiers à presser le gouvernement mexicain de reconnaître l'indépendance du Texas... Quant au Texas, nous avouons notre désir d'y voir l'esclavage aboli comme partout ailleurs, et nous serions heureux si la reconnaissance de ce pays par le Mexique était accompagnée d'un engagement pris par le Texas d'abolir l'esclavage à tout évènement, et à des conditions convenables, dans toute l'étendue de la république; mais quoique nous ayons le désir ardent, et que nous regardions comme un devoir de provoquer un semblable résultat, nous n'irons pas, contre tout droit, et par une usurpation déplacée d'influence, intervenir auprès d'aucune des deux parties pour assurer l'adoption d'un pareil plan. Nous conseillerons, mais nous ne chercherons ni à contraindre ni à contrôler, contre tout droit, la conduite d'aucune des deux parties... La Grande-Bretagne ne désire exercer sur le Texas qu'une influence égale à celle de toutes les autres nations. Ses vues se bornent au commerce, elle n'a ni la pensée ni l'intention de chercher à agir directement ou indirectement, dans un but politique, sur les États-Unis au moyen du Texas. La Grande-Bretagne, comme les États-Unis le savent bien, n'a jamais cherché à jeter des germes de désaffection ni de révolte dans les états à esclaves de l'Union... Nous resterons fidèles à cette sage et juste politique, et les gouvernemens des états à esclaves peuvent être certains

que, tout en ne renonçant point aux efforts loyaux et honnêtes que nous avons toujours faits pour procurer l'abolition de l'esclavage dans le monde entier, nous ne prendrons jamais ni ouvertement ni en secret aucune mesure qui tende à troubler leur tranquillité intérieure. »

Ce n'était pas assez pour M. Calhoun d'avoir signé et fait présenter au congrès un traité d'annexation; il fallait, pour atteindre le but politique qu'il se proposait, que chacun sût bien positivement que le traité n'avait été conclu que dans les intérêts des états du sud, et pour affermir l'esclavage aux États-Unis. De cette façon, la question était bien nettement posée entre le nord et le sud, entre les abolitionistes et les possesseurs d'esclaves. C'était un défi audacieux jeté aux adversaires, et en même temps un appel désespéré à tous les partisans de l'esclavage. La dépêche de lord Aberdeen fournissait à M. Calhoun une occasion naturelle d'expliquer d'une façon bien nette les motifs de sa conduite. Dans le message envoyé à un congrès où les whigs avaient la majorité, on avait dû se contenter d'insinuations pour ne pas blesser ou alarmer ceux que l'on voulait gagner. En s'adressant à un ministre étranger, le gouvernement pouvait faire connaître clairement sa pensée. D'ailleurs lord Aberdeen, malgré le ton modéré et conciliant de sa dépêche, avait avoué ou plutôt annoncé un projet qui ne tendait en réalité qu'à faire avorter indirectement le projet du gouvernement américain, et à rendre inutiles tous ses efforts passés. Si le Texas devait abolir l'esclavage, autant aurait valu le laisser au Mexique. M. Calhoun a donc pu, dans sa réponse à lord Aberdeen, montrer une parfaite franchise. Il avoue que c'est par opposition à la propagande abolitioniste de l'Angleterre que le traité a été conclu; et après avoir remercié le gouvernement anglais de l'assurance qu'il donne de ne chercher jamais à troubler la paix des états à esclaves, il continue ainsi : « Le gouvernement attache la plus haute importance à l'aveu qui lui est fait pour la première fois, que la Grande-Bretagne appelle de ses vœux et secondera de ses constans efforts l'abolition générale de l'esclavage dans tout l'univers. Tant que la Grande-Bretagne a borné sa politique à l'abolition de l'esclavage dans ses propres possessions et dans ses colonies, aucune nation n'a eu droit de s'en plaindre.... Mais quand elle va plus loin et qu'elle avoue comme le but arrêté de sa politique et l'objet de ses constans efforts l'abolition de l'esclavage dans le monde entier, elle fait aux autres pays, dont le salut ou la prospérité sont mis en péril par cette politique, un devoir d'adopter telles mesures qu'ils jugeront nécessaires pour la protection de leurs intérêts. Le président des États-Unis

attache une importance bien plus grande encore à l'aveu fait par lord Aberdeen, du désir qu'entretient la Grande-Bretagne de voir l'esclavage aboli au Texas, et des efforts de sa diplomatie pour y parvenir, en faisant de cette abolition une des conditions auxquelles son indépendance serait reconnue par le Mexique.... Il a acquis la conviction bien arrêtée que, dans le cas où le Texas ne saurait empêcher la réalisation des vœux de la Grande-Bretagne, il en résulterait du péril pour le salut et la prospérité de l'Union. Cette conviction acquise, c'était un devoir impérieux pour le gouvernement fédéral, le représentant et le commun protecteur des états de l'Union, d'adopter en vue de la défense générale les mesures les plus efficaces pour empêcher un pareil résultat. »

Après avoir énuméré les dangers que courrait l'Union si le Texas était soumis à l'influence de l'Angleterre, et établi le droit du Texas et des États-Unis à signer le traité d'annexation, M. Calhoun aborde avec la même franchise la question de l'esclavage, et il essaie de prouver, par des chiffres d'une exactitude fort contestée, que la liberté est plus fatale aux noirs que la servitude, et qu'elle a pour conséquence leur dégradation physique et morale; puis il conclut sans hésiter de la façon suivante : « L'expérience a prouvé que les rapports existant actuellement dans les états à esclaves entre le blanc et le noir, et d'après lesquels l'un est soumis à l'autre, s'accordent bien avec la paix et le salut de tous deux, et avec un grand développement de bonheur pour la race inférieure; et cette même expérience a prouvé que les relations que la Grande-Bretagne cherche à substituer aux anciens rapports dans ce pays et ailleurs auraient pour résultat, sinon de faire disparaître la race inférieure par les complots auxquels elles donneraient naissance, au moins de la réduire aux dernières extrémités de la corruption et du malheur. En envisageant ainsi la question, on peut assurer que ce qu'on appelle l'esclavage est en réalité une institution politique essentielle à la paix, à la sûreté et à la prospérité des états de l'Union dans lesquels elle existe. »

Il est impossible d'être plus clair et plus net, et le parti démocratique dans ses plus mauvais jours, alors qu'il massacrait l'infortuné Lovejoy et qu'il ensanglantait les rues de New-York et de Boston, est rarement allé aussi loin que M. Calhoun : les organes les plus exaltés de ce parti faisaient appel aux passions populaires, mais je ne sais si l'on trouverait dans leurs colonnes une apologie aussi audacieuse et aussi calme de l'esclavage. Ce n'est même pas une apologie, c'est la glorification d'un crime anti-social. Malheureusement ces prin-

cipes sont devenus prédominans dans le sud, et le code de Lynch y ferme la bouche à tout contradicteur. S'il arrive que, par des concessions de places, et en invoquant une alliance consacrée depuis longues années et cimentée par la communauté de principes, M. Calhoun réussisse à enlever à M. Van Buren l'appui des démocrates du nord, il pourra devenir président ou faire élire M. Tyler, ce qui reviendrait au même. En effet, en associant le nom de M. Tyler au sien dans sa lettre à lord Aberdeen, M. Calhoun lui a fait passer le Rubicon; le président ne peut se séparer de M. Calhoun sans se condamner à un entier isolement et ruiner ce qu'il peut conserver d'espérances. En attendant, M. Calhoun a déjà obtenu le résultat qu'il avait en vue, celui de placer dans une position fausse et de compromettre vis-à-vis d'une partie de leurs amis les deux hommes qui avaient le plus de chances d'être élus, M. Van Buren et M. Clay.

Les whigs ont pour M. Van Buren une haine qui n'a d'égale que leur mépris; cela se comprend jusqu'à un certain point de la part d'adversaires politiques; malheureusement pour M. Van Buren, il ne jouit pas non plus d'une très grande considération dans son propre parti. On lui reproche surtout de manquer de principes arrêtés, ou plutôt de n'en avoir pas du tout, et de se laisser guider en tout par une ambition effrénée et peu scrupuleuse. Sa vie politique a été d'une mobilité extrême : il a débuté dans le parti démocratique sous les auspices de Madison, et le quitta bientôt pour Clinton, son antagoniste, qu'il abandonna à son tour. Plus tard, on le vit hésiter entre M. Adams et M. Jackson, et c'est quand il eut perdu tout espoir d'arriver jamais au premier rang dans le parti whig, qu'il se décida pour le général Jackson, auprès duquel sa souplesse, sa flexibilité, ses flatteries, lui donnèrent un avantage marqué sur M. Calhoun. C'est un homme froid, impassible et dissimulé, mais qui sait devenir caressant au besoin, d'un talent de parole assez remarquable, d'un esprit délié et fécond en ressources, mais porté vers les moyens détournés, et connaissant à fond toute la stratégie parlementaire. Ses doctrines politiques n'ont rien de tranché, il n'est point partisan décidé de l'esclavage, son opinion est subordonnée aux besoins du moment. C'est ainsi qu'en 1836, lorsqu'il fut appelé comme vice-président à départager le sénat au sujet de l'admission de l'Arkansas, il vota, quoique d'avis contraire, pour l'admission, afin de ne pas perdre les suffrages du sud, qui le portait alors à la présidence, et maintenant il se déclare contre le sud.

M. Clay est tout l'opposé de M. Van Buren. Sans parens, sans amis, il a refait deux fois sa fortune, et n'a jamais interrompu sa carrière po-

litique. Depuis vingt ans, il est au premier rang dans le parti whig, il combat sans relâche et sans faire jamais la moindre concession. C'est un esprit entreprenant et sagace, un caractère énergique et décidé. Il a les défauts de ses qualités, son courage devient quelquefois de la témérité, et sa fermeté de l'obstination; il a porté jusqu'à la prodigalité la négligence de ses intérêts personnels. Toutefois, par la décision de son caractère, la fécondité de son esprit, sa fidélité scrupuleuse à ses engagemens, et son dévouement entier à ses amis, il est arrivé à exercer sur les whigs un empire absolu : il les mène au combat comme une troupe bien disciplinée, et c'est à lui qu'ils doivent de s'être relevés de leurs défaites. C'est un admirable chef de parti et un orateur éminent : il parle avec une autorité et une chaleur entraînante; Bolivar faisait lire ses discours devant l'armée chaque fois qu'il livrait bataille. Mais M. Clay est surtout remarquable comme *debater*, c'est-à-dire comme sachant engager, conduire et soutenir une discussion; c'est par là qu'il est supérieur à M. Webster lui-même, le plus grand orateur de l'Amérique, mais qui a besoin d'être excité, d'être traîné à la tribune, et saisi d'une émotion profonde pour atteindre à toute la puissance de son talent.

C'est entre ces deux hommes, fort supérieurs tous les deux à M. Tyler, que le débat sérieux pour la présidence se serait engagé, si la question du Texas n'était venue se jeter à la traverse. Aussitôt qu'elle a été soulevée, de toutes parts on a voulu connaître l'opinion des deux candidats, et aucun d'eux ne pouvait se prononcer sans s'exposer à mécontenter une partie de ses amis. M. Van Buren a été élu une première fois par les hommes du sud unis aux démocrates du nord : les hommes du sud sont en grande majorité partisans de l'annexation; il n'en est pas de même des gens du nord, même des démocrates. Les gens du sud ont fait des concessions aux démocrates pour obtenir l'appoint qui leur donne la majorité; mais si l'annexation du Texas leur assure la majorité d'ici à quelques années, feront-ils les mêmes concessions à des alliés inutiles? n'en profiteront-ils pas pour faire rapporter le tarif sans s'inquiéter des manufactures de New-York ou de l'Ohio, ou pour prendre toute autre mesure qui leur conviendra et qui sera fatale à l'industrie du nord? Si le joug du sud est déjà pesant, ne deviendra-t-il pas bien plus rude, et ne vaut-il pas mieux rester maître d'obtenir toujours une faveur par la menace d'une défection? Ce sont là les idées qui prédominent parmi les démocrates du nord : ils se résigneraient à l'annexation s'il le fallait absolument, si la cause démocratique ne pouvait être sauvée qu'à ce prix; mais ils

voudraient faire acheter cette concession le plus cher possible, ils la gardent comme un dernier enjeu : l'accorder maintenant leur paraît un sacrifice trop grand et prématuré. M. Van Buren s'est donc trouvé entre ses amis du nord et du sud; lesquels sacrifier? Se prononcer pour l'annexation immédiate, c'était perdre l'appui des démocrates de l'Ohio, de la Pensylvanie, peut-être même de New-York, son propre état, et cela pour n'avoir pas, même aux yeux des gens du sud, le mérite de l'initiative qui resterait à M. Tyler. En outre, M. Tyler, citoyen de la Virginie, l'emporterait toujours dans cet état sur M. Van Buren; M. Calhoun, pour les mêmes raisons, dispose des deux Carolines et de la Géorgie. M. Van Buren espérait que, quelle que fût sa décision, l'Alabama lui resterait fidèle, grace à l'influence de M. King, et la Louisiane, grace au général Jackson. Dès-lors il ne restait plus à choisir qu'entre les votes du Mississipi, de l'Arkansas, et ceux des puissans états du nord, l'Ohio, New-York et la Pensylvanie. Le choix n'était pas douteux, et M. Van Buren se détermina enfin à se prononcer avec les états du nord contre l'annexation, mais il hésita long-temps à déclarer ses sentimens. La presse démocratique du nord gardait en général le silence pour ne pas mettre à découvert la désunion du parti, et M. Van Buren se taisait également pour laisser amis et ennemis dans le doute; seulement, il faisait répandre en Virginie le bruit qu'il était favorable à l'annexation. Les élections de la Virginie ayant tourné contre lui, il s'est décidé enfin : on se lassait de son silence; ses adversaires s'étaient depuis long-temps prononcés, il était impossible de différer plus long-temps. Le journal officiel du parti démocratique, *le Globe* du 29 avril 1844, publia une lettre datée du 20, et postérieure par conséquent à la signature du traité. Cette lettre était adressée à M. Hammet, membre du congrès pour l'état du Mississipi, en réponse au désir manifesté par lui de connaître « les opinions de M. Van Buren sur la constitutionalité et la convenance d'annexer *immédiatement* le Texas aux États-Unis, aussitôt que le Texas aura consenti à cette mesure. » La lettre de M. Van Buren n'occupe pas moins de six colonnes des immenses journaux américains; aussi n'essaierons-nous même pas d'en rien extraire. Elle est fort habile; seulement M. Van Buren, selon sa coutume, cherche à dissimuler sa véritable pensée et à ne mécontenter personne. On voit, par le titre même de sa lettre, qu'il affecte de ne pas mettre en doute la convenance de l'annexation elle-même, mais de l'annexation *immédiate*, et de ne regarder la question que comme une question d'opportunité, et encore, après une longue série d'argumens pour et

contre, il arrive à cette conclusion peu précise que, dans certaines éventualités (*in certain emergencies*), il agirait d'une façon, et suivrait une tout autre conduite dans d'autres circonstances. Au milieu des mille détours et de tous les ambages de ce long verbiage équivoque, on finit par entrevoir que M. Van Buren est opposé à l'annexation immédiate; mais il pense que l'état des choses peut facilement changer, au point d'affaiblir et peut-être de détruire entièrement toutes les objections (*perhaps obviate entirely all objections to it*). La principale de ces objections, c'est que l'annexation entraînerait une guerre avec le Mexique, et pourrait jeter la perturbation dans les rapports des États-Unis avec les nations étrangères. Quant à la légitimité constitutionnelle de la mesure, elle ne fait pas pour lui l'ombre d'un doute, « s'il n'y a rien dans la situation ou la condition du *territoire* du Texas qui puisse rendre désavantageuse son admission ultérieure dans l'Union comme un nouvel état. » Remarquez encore ce mot de territoire, qui est une concession faite à ceux qui regardent déjà le Texas comme une partie de l'Union. M. Van Buren ajoute que, s'il venait à être chargé de la lourde responsabilité de la présidence, et si la question se présentait alors, il l'aborderait avec un sincère désir de lui donner la solution qu'il croirait la plus propre à activer et à assurer le bonheur du pays tout entier. Il croit, en somme, que la question aurait besoin d'être soumise au peuple, et si le peuple se déclarait pour l'annexation, et que lui-même devînt président, il croirait alors de son devoir d'accomplir la mesure. Rien n'est moins clair, comme on voit, que les six colonnes où M. Van Buren développe ou plutôt enveloppe son opinion. Les adversaires de la mesure trouveront qu'il est beaucoup trop disposé à céder, et son système dilatoire, qui ne repose que sur les motifs allégués avant lui par M. Clay, ne satisfera nullement l'impatience des gens du sud ni les détenteurs des fonds texiens, quelque part qu'ils se trouvent, qui ont intérêt à voir la dette du Texas mise à la charge des États-Unis. M. Van Buren ne contentera ni l'une ni l'autre section de son parti, et s'il conserve ses amis du nord, ceux du sud l'abandonneront pour M. Calhoun ou M. Tyler.

M. Clay est à peu près dans la même position que M. Van Buren. Se déclarer pour l'annexation, c'est perdre l'appui du nord, et ruiner ses propres espérances; c'est bien plus encore, car M. Clay sacrifierait ses espérances à ses principes, c'est rompre avec son propre parti. D'un autre côté, M. Clay ne peut pas condamner l'annexation en principe et la repousser absolument, parce qu'il n'est point assez fort pour se passer de l'appui du Tennessée et du Kentucky, où il compte ses par-

tisans les plus chauds et les plus actifs, et où la cause texienne a toujours été populaire : c'est de là que sont sortis les premiers colons du Texas, et que sont parties les bandes qui ont enlevé ce pays au Mexique. On avait cherché à lui éviter l'embarras de se prononcer en mettant en avant son lieutenant, M. Webster. Celui-ci, qui n'avait rien à perdre, se déclara très nettement, dès le mois de janvier dernier, contre le principe même de l'annexation, contestant à la fois la légalité et l'utilité de la mesure. Cependant M. Clay est un homme trop loyal et trop sincère pour s'accommoder de la dissimulation, et à la première nouvelle du traité, il fit connaître son opinion par une lettre adressée au *National Intelligencer* (le *Moniteur* de l'Amérique). Par les raisons que nous avons données, il n'ose condamner en principe l'annexation, et se retranche, comme son rival, dans un système dilatoire; mais il est beaucoup plus précis et plus net que M. Van Buren. Il s'excuse de ne s'être pas expliqué plus tôt, à cause de sa longue absence et du désir qu'il avait de ne pas ajouter inutilement un nouveau sujet de fermentation à ceux qui agitaient l'opinion publique; puis il blâme énergiquement l'espèce de surprise faite au congrès par le gouvernement : « Je savais, dit-il, que les possesseurs de terres au Texas, les détenteurs de fonds texiens, et les spéculateurs sur ces fonds, s'occupaient activement de hâter l'accomplissement de l'annexation. Toutefois je ne croyais pas qu'une administration américaine s'aventurerait jamais jusqu'à une mesure si grave et de si haute conséquence, non-seulement en l'absence d'aucune manifestation générale de l'opinion publique, mais en directe opposition avec l'expression ferme et décidée de la désapprobation nationale. Il paraît que je m'étais trompé. A l'étonnement de toute la nation, on nous apprend maintenant qu'un traité d'annexation vient d'être conclu, et qu'on va le soumettre à l'examen du sénat. Les motifs qui me faisaient garder le silence ne subsistent donc plus, et je crois de mon devoir de soumettre au public, pour ce qu'elles valent, mes vues et mon opinion sur cette question. »

M. Clay ne condamne pas le principe de l'annexation; mais il voudrait qu'elle pût se réaliser avec l'assentiment général des citoyens, sans faire soupçonner le caractère national, sans provoquer une guerre étrangère, sans danger pour l'intégrité de l'Union, enfin, sans donner pour le Texas un prix déraisonnable. Une concession accompagnée de telles restrictions n'a rien qui puisse alarmer les whigs. M. Clay fait ensuite l'historique de la question, et il établit que l'annexation ne peut avoir lieu sans que les États-Unis assument sur eux la guerre actuelle entre le Texas et le Mexique; que le président n'a pas le droit

d'entraîner ainsi l'Union dans une guerre; que cette guerre peut être plus dangereuse qu'on ne croit, si le Mexique trouve des alliés en Europe; enfin, qu'elle serait souverainement injuste, le Mexique n'ayant jamais abandonné ses droits sur le Texas. « Je ne crois pas que la faiblesse d'un pays puisse, dans aucun cas, être pour nous un motif de nous engager dans une guerre ou d'en mépriser les maux. L'honneur, la bonne foi et la justice nous obligent envers les faibles aussi bien qu'envers les forts. Et si un acte d'injustice devait être accompli envers une puissance, il serait plus compatible avec la dignité de la nation, et, à mon sens, moins déshonorant de le commettre envers un état puissant..... Supposez que la Grande-Bretagne et la France, ou l'une des deux, prennent parti pour le Mexique, et déclarent dans un manifeste que leur but est d'assister un allié faible et sans appui, pour arrêter l'esprit d'envahissement et l'ambition d'une république déjà trop accrue et qui cherche de nouvelles acquisitions; de maintenir l'indépendance du Texas à côté de celle des États-Unis; enfin, d'empêcher la propagation de l'esclavage : — quel serait l'effet de semblables déclarations sur l'opinion du monde impartial et éclairé? »

M. Clay subordonne donc tout au consentement du Mexique; puis, en supposant ce consentement obtenu, il fait encore dépendre l'annexation du vœu unanime de la nation : il ne croit pas permis d'ajouter de nouveaux membres à l'Union contre le vœu d'une partie des anciens. Il n'admet pas comme motif légitime la nécessité de maintenir l'équilibre entre les états, car elle justifierait l'envahissement successif de toute l'Amérique; il s'appuie des déclarations du ministère anglais pour traiter de fables les vues ambitieuses qu'on prête à l'Angleterre, et il croit que l'avenir le plus désirable pour l'Amérique du Nord, c'est d'être partagée en trois républiques, le Canada, les États-Unis et le Texas, qui se balanceraient et se défendraient mutuellement contre la tyrannie. Enfin il termine cette longue lettre par une conclusion fort peu équivoque : « Mon opinion peut se résumer en peu de mots : je considère l'annexation du Texas dans le moment actuel, sans le consentement du Mexique, comme une mesure qui compromet le caractère national et nous entraîne à coup sûr dans une guerre contre le Mexique et probablement avec d'autres puissances, dangereuse pour l'intégrité de l'Union, hors de propos dans la situation financière actuelle du pays, et nullement appelée par une manifestation générale de l'opinion publique. » M. Clay, pas plus que M. Van Buren, n'a réussi à satisfaire tout le monde. Le tiers-parti, c'est-à-dire les abolitionistes, lui reprochent de n'avoir pas attaqué le

principe même de l'annexation, bien que les conditions qu'il met à l'annexation équivalent à une condamnation absolue, et que sa conclusion ait dû rassurer tous les whigs, qui ne sauraient sans exigence lui demander davantage. Ses amis du sud au contraire n'ont pas lieu d'être satisfaits. Toutefois, M. Clay a sur M. Van Buren cet avantage qu'il est citoyen du Kentucky, et que son élection y est une affaire d'amour-propre national. En outre, il est homme du sud, il a de nombreuses relations dans tous les états à esclaves, il est propriétaire d'esclaves lui-même; c'est lui qui a fait autrefois les premières démarches pour l'acquisition du Texas. Comme il n'a pas condamné le principe même de l'annexation, on peut espérer qu'il subirait la mesure, si elle lui était imposée par la majorité des chambres. Enfin on avait prévu sa résolution; c'était pour lui une nécessité de position, et l'on ne peut l'accuser d'avoir trompé l'attente de ses amis. Il est donc possible que M. Clay, tout en se prononçant plus nettement que M. Van Buren contre l'annexation, perde moins de voix que lui dans le sud.

Quel est maintenant le sort probable du traité soumis à l'approbation du sénat? L'adoption de ce traité nous paraît impossible, et M. Tyler, en l'adressant au sénat, ne devait pas s'abuser sur le résultat. S'il n'avait fallu que la simple majorité, M. Tyler aurait pu espérer qu'en agissant activement auprès des whigs du sud, on pourrait les décider à se réunir pour une fois aux démocrates; mais il faut les deux tiers des votes, et les whigs ont la majorité dans le sénat. Il paraît même que plusieurs démocrates, MM. Allen, Tapper, Benton, peut-être même MM. Wright et Fairfield, se sont prononcés contre le traité, et qu'un seul whig, M. Henderson, du Mississipi, a manifesté l'intention de l'appuyer. Il est donc probable que le traité sera déposé sur le bureau, c'est-à-dire ajourné indéfiniment, et peut-être même rejeté à une assez forte majorité. Dans ce cas, le président pourrait encore le faire reprendre par un des représentans de son parti comme une proposition individuelle; pourtant, s'il a contre lui une forte majorité dans le sénat, il ne l'osera pas. D'ailleurs, je l'ai dit, il n'espérait pas faire passer le traité cette année; il voulait seulement obliger ses adversaires à se prononcer et faire de cette question la question décisive pour les élections qui vont commencer. Or, son but est aujourd'hui complétement atteint.

Quel sera le résultat de ces élections? c'est ce que nul ne peut prévoir encore. M. Clay aurait eu de belles chances, si la question du Texas n'avait surgi tout à coup : sa lettre lui fera perdre bien des suffrages au sud; d'un autre côté, elle lui attachera plus que jamais tous les whigs,

et lui acquerra peut-être, au nord, les suffrages de tous ceux qui sont opposés à l'annexation, même dans le parti démocratique. En outre, il ne faut pas se dissimuler que la question du Texas est venue se joindre à des questions fort épineuses, celle du tarif, celle des banques, etc., et que la fermentation, qui était déjà fort grande, est devenue extrême. Bien des gens en sont sérieusement alarmés et penseront peut-être que le caractère ferme et décidé et la haute intelligence de M. Clay conviennent mieux à un temps de crise que les petites roueries diplomatiques de M. Van Buren, et la médiocrité insignifiante de M. Tyler, même sous la férule de M. Calhoun. Les élections d'états qui se sont déjà faites s'annoncent favorablement pour les whigs. Le Connecticut, où les démocrates avaient eu aux dernières élections une supériorité décidée, a élu tous les candidats whigs à une immense majorité. Les whigs ont également eu la majorité dans le Rhode-Island; ils sont certains de l'emporter dans le Massachusets, dont la législature vient de renouveler sa pétition sur la modification de la loi électorale, et de voter les résolutions les plus énergiques contre l'annexation. Enfin, dans la Virginie elle-même, les whigs, contre toute attente, ont obtenu une légère majorité, et les démocrates élus appartiennent au parti de M. Tyler. Le résultat des élections de New-York et de l'Ohio décidera du sort de M. Clay. En attendant, la convention préparatoire de Baltimore l'a choisi à l'unanimité pour candidat des whigs à la présidence, et, selon l'usage, on a pris par compensation un homme du nord pour candidat à la vice-présidence; le choix est tombé sur M. Frelinghuysen, de l'état de New-Jersey.

Rien n'est plus singulier que la position de M. Van Buren et ne montre mieux l'extrême mobilité des partis et de toutes choses en Amérique. Il y a six mois, il se croyait sûr de la présidence; ses amis reprochaient hautement à M. Tyler de n'être qu'*un accident* et d'occuper la place qui était due à leur chef. M. Tyler, repoussé par les whigs, avait cherché, sans trop de succès, parmi les démocrates des hommes qui n'eussent pas d'engagemens étroits avec M. Van Buren, et tous ceux de ses ministres qui n'étaient pas ses amis personnels faisaient bon marché de sa candidature. Maintenant M. Van Buren paraît impossible, et nous avons dit pourquoi. D'un autre côté, le parti démocratique se condamnera-t-il lui-même à une défaite en se divisant? Les amis de M. Van Buren ont affecté de regarder la nomination de M. Wilson Shannon, ministre au Mexique, et surtout celle de M. King, ministre à Paris, comme une avance faite par M. Calhoun à M. Van Buren; d'autres n'y ont vu qu'un moyen d'écarter au moment

des élections deux hommes influens et considérés, de leur donner à la fois un prétexte honorable pour laisser succomber M. Van Buren, et une compensation pour la défaite de leur parti. M. Scott, M. Benton, le général Cass, ont renoncé à se mettre sur les rangs. M. Calhoun fera-t-il élire M. Tyler dans l'espoir de lui succéder, ou bien, dans la crainte d'un troisième mécompte, voudra-t-il recueillir lui-même le fruit de son œuvre, au risque de perdre les voix démocratiques de la Virginie acquises à M. Tyler? Nous avons vu qu'il pouvait compter sur un grand nombre de voix au sud, et que l'appoint des démocrates du nord pouvait lui donner la majorité. Malheureusement ceux-ci ne paraissent pas tous favorablement disposés pour l'annexation. Dans le courant du mois de mars, la question du Texas fut introduite incidemment dans la chambre des représentans. M. Holmes, de la Caroline du sud, dit en se tournant vers les bancs des démocrates : « Je regarde les votes de ce côté de la chambre comme tous acquis à l'annexation. » Il fut accueilli par une explosion de rires qui pouvait n'avoir d'autre but que de dissimuler la secrète mauvaise humeur que cause aux démocrates le ton impérieux des hommes du sud à leur égard, mais qui pouvait indiquer aussi un commencement de défection. La convention préparatoire de Baltimore fera peut-être connaître le choix définitif du parti; je dis peut-être, car, les whigs ayant triomphé d'avance de la division qui ne devait pas manquer d'éclater dans la réunion des démocrates, ceux-ci pourront bien ne pas vouloir leur donner cette satisfaction. S'ils ne parviennent réellement pas à s'entendre, ils chercheront à déguiser la division du parti, en réunissant par une manœuvre déjà plus d'une fois employée tous leurs suffrages sur un homme insignifiant; et pendant que les whigs tourneront leurs attaques contre ce candidat improvisé, les meneurs du parti emploieront le temps qui restera à une dernière tentative de conciliation. Le bruit a couru aussi que, pour trancher toutes les questions de personnes, les démocrates avaient l'intention de n'exposer aucun de leurs chefs à une défaite, de laisser le champ libre à M. Clay, mais d'organiser contre son administration une opposition formidable dont l'annexation deviendrait le drapeau, et de porter M. Calhoun à la présidence aux élections de 1848. Lequel de ces plans adopteront-ils? C'est ce que l'avenir nous apprendra (1).

Une seule chose est certaine, c'est que, si les démocrates l'empor-

(1) Les derniers journaux américains nous ont appris l'élection de M. Polk à la candidature du parti démocratique. M. Polk ne s'est fait remarquer jusqu'ici que par son attachement personnel au général Jackson.

tent dans la lutte pour la présidence, l'annexation sera remise immédiatement sur le tapis, et, après une résistance désespérée, le nord finira par la subir. Si M. Clay l'emporte, la question sera momentanément ajournée, mais elle ne tardera pas à être soulevée de nouveau, et après bien des luttes, le sud finira par l'arracher au nord, comme tant d'autres mesures, en menaçant de tout pousser à l'extrême. Tous les intérêts du sud sont engagés dans cette question, et je n'entends pas parler ici des détenteurs de fonds texiens, qui ne désirent l'annexation que pour voir les États-Unis garantir leurs créances, ni même des sommes immenses que les gens du sud ont englouties dans les spéculations sur les terres du Texas : je parle des intérêts généraux des états du sud.

Si le Texas demeure indépendant, une barrière infranchissable arrêtera le développement de ces états et mettra le Mexique à l'abri de leurs envahissemens. Il sera impossible d'obtenir jamais du Mexique ce qu'il a toujours refusé jusqu'à présent, un traité pour la restitution des esclaves fugitifs. Le sud sera condamné à rester éternellement placé entre deux terres libres, à la merci de chacune d'elles. L'œuvre de quinze années d'intrigues sera détruite, car à quoi bon arracher le Texas au Mexique pour ne pouvoir le prendre? On aura perdu toute chance de le conquérir dans une guerre, on aura reculé plutôt qu'avancé. La séparation du Texas d'avec le Mexique n'était utile que comme acheminement à sa réunion aux États-Unis. Voilà pourquoi, pendant que Samuel Houston et Stephen Austin préparaient tout pour un soulèvement, le grand publiciste du parti démocratique, H. Benton, publiait, sous les pseudonymes d'Americanus et de La Salle, ses fameux *essais* sur la nécessité d'acquérir le Texas, essais que la presse du sud reproduisait à l'envi; voilà pourquoi l'administration de Jackson faisait des efforts désespérés pour obtenir du Mexique la cession d'un territoire si désiré. La population du sud étouffe dans les limites de plus en plus étroites où la resserre le développement des états du nord, et pour qu'elle puisse s'étendre sans renoncer à ses habitudes, à ses mœurs, à ses institutions particulières, il faut qu'elle envahisse le Texas. Un autre intérêt en souffrance exige aussi cette acquisition, un intérêt dont la presse du sud prend la défense sans rougir, et qui est une tache pour la démocratie américaine : c'est le commerce des esclaves. L'élève et le trafic des esclaves sont devenus un commerce lucratif, et qui se fait sur une grande échelle; or, maintenant les états du sud ont plus d'esclaves qu'il ne leur en faut, et la traite, qui a repris vigueur, fait aux spéculateurs une concurrence chaque jour plus

désastreuse. Il est donc urgent d'ouvrir un nouveau marché à ce commerce; il faut que le Texas soit colonisé par des propriétaires d'esclaves, il faut que l'esclavage n'y soit jamais aboli. Le prédécesseur de M. Calhoun, M. Upshur, ne craignit pas de dire en plein sénat que, quand la Louisiane interdit l'introduction de nouveaux esclaves dans son territoire, il y eut, le jour m^me où la nouvelle arriva, baisse de 25 pour 100 dans le prix des esclaves en Virginie, et que ses calculs le portaient à croire que l'annexation du Texas produirait au contraire une hausse de 50 pour 100 dans tout le sud. Il appelait cela un argument en faveur de l'annexation; mais l'argument que les gens du sud mettent le plus souvent et le plus volontiers en avant parce que leurs adversaires ne peuvent lui refuser une apparence de raison, c'est la nécessité de maintenir l'équilibre entre les deux parties de l'Union. « Faut-il donc, disait récemment au congrès M. Wise de la Virginie, faut-il donc que les états à esclaves soient arrêtés net sur les rives de la Sabine et voient un immense accroissement de territoire et de population dévolu aux états du nord? Maintenant les deux partis ont dans le sénat 26 voix contre 26, mais demain l'équilibre peut être rompu. Si l'Iowa est ajouté d'un côté, la Floride le sera de l'autre; là s'arrêteront les compensations. Admettez un nouvel état au nord, et voilà l'équilibre rompu, non pour un jour, mais à jamais; et le sud s'arrêterait à la Sabine, tandis que le nord pourrait se répandre en liberté jusqu'au-delà des montagnes Rocheuses, et emporterait en sa faveur le plateau de la balance! »

En effet, le territoire de Wisconsin grandit rapidement et pourra bientôt réclamer son admission dans l'Union; les gens du sud affectent de ne demander l'annexation du Texas que comme une compensation de l'admission du Wisconsin. Pourtant le territoire de Wisconsin est limité, le Texas est immense; le congrès texien, en 1836, s'est adjugé de sa propre autorité plusieurs des provinces du Mexique, et, entre les mains des hommes du sud, ces incroyables prétentions deviendront des droits incontestables. Il est donc évident que le Texas sera divisé en plusieurs états, et cela dans un avenir très prochain, parce que la population s'y accroît avec une extrême rapidité, et les nouveaux états enfantés par le sud lui donneront dans le congrès une réelle supériorité. Si le Texas reste indépendant, c'en est fait à jamais de la suprématie du sud; l'annexation, au contraire, c'est l'empire et pour longtemps.

Avec de semblables motifs pour désirer l'annexation, on peut être certain que les hommes du sud l'obtiendront, car ils ne reculeront

devant aucune extrémité : ils feraient plutôt la conquête du Mexique tout entier, en dépit du gouvernement fédéral. Aussi les deux chefs du parti du sud, M. Holmes, de la Caroline du sud, et M. Payne, de l'Alabama, disaient-ils publiquement, il y a quelques semaines, dans la chambre des représentans, que le sud désirait avoir le Texas avec l'union, et que, s'il ne pouvait l'obtenir, il aurait alors le Texas sans l'union. Et ce n'est pas là une vaine menace; la séparation rencontrerait sans doute au sud une forte minorité, mais elle aurait lieu, car, comme je l'ai déjà dit, l'union n'est pas populaire au sud : c'est un préjugé passé en principe qu'elle est défavorable et funeste aux véritables intérêts des états du sud. Les whigs le savent; aussi, après avoir long-temps reculé, finiront-ils par faire le compromis le plus avantageux possible. D'ailleurs la multitude, qui n'apprécie que difficilement les raisons politiques, se laissera toujours prendre aux idées d'agrandissement, de conquête et de richesse, et la cause de l'annexation, habilement exploitée, peut devenir un jour aussi populaire au nord qu'au sud, surtout si l'on sait alarmer la jalousie nationale et envenimer la question par la supposition d'une rivalité avec l'Angleterre.

III.

Maintenant, quelles seront pour l'Union les conséquences de l'annexation du Texas? Il y a, je le crois, dans l'adjonction de ce vaste plateau qui domine le Mexique, toute une révolution pour les États-Unis. Un des premiers résultats de l'annexation sera d'accumuler plus rapidement que jamais la population africaine sur les bords du golfe du Mexique. Cette population y affluera d'autant plus qu'une immense quantité de terres propres à la culture du tabac, de la canne et surtout du coton, s'étendent sur le littoral du Texas; terres vierges encore, qui promettent à ceux qui les exploiteront les premiers les plus magnifiques récoltes. La tentation est déjà tellement irrésistible, que les Américains vont s'établir en foule au Texas, au prix même de leur nationalité. Il y a huit ans à peine que l'Arkansas a été admis dans l'Union; le tiers à peine de son vaste territoire est suffisamment peuplé, et cependant la moitié au moins des habitans du Texas sont sortis de cet état. Et ce ne sont pas seulement de simples particuliers qui émigrent au Texas, mais des hommes considérables et tenant dans leur état un rang distingué. Le général Hamilton, qui a négocié le traité par lequel l'Angleterre a reconnu le Texas, a été gouverneur de la Caroline du sud. Plusieurs anciens membres du congrès ont aussi re-

noncé à leur titre de citoyen américain; dernièrement encore, un citoyen éminent de la Virginie, le général Ch. Fenton Mercer, a sollicité et obtenu du gouvernement texien deux concessions de terres, à la condition de s'y établir et de les coloniser. Aussi la population du Texas, qui en 1833 était d'environ vingt-deux mille ames, s'élève-t-elle en ce moment à environ trois cent mille, dont un tiers esclave. Quoique un grand nombre de ces esclaves aient été importés directement d'Afrique ou de Cuba, la plupart viennent cependant des États-Unis et surtout des anciens états à esclaves; si le Texas devenait partie intégrante de l'Union, on verrait sa population esclave s'accroître rapidement aux dépens de celle des états dont nous parlons. C'est ainsi que la Virginie, le Maryland, le Kentucky et même peut-être les deux Carolines, verront leur population dégager de son sein l'élément noir, qui y a moins de valeur que dans les terres situées plus au sud. Les cultures auxquelles se livrent les états à esclaves épuisent rapidement la terre, d'autant plus qu'il est impossible d'employer le système des jachères et d'alterner les semailles. En outre, l'esclave cultive mal et avec négligence : il se contente de retourner la terre à la surface, au lieu de la remuer profondément, comme il le faudrait quand elle a perdu sa première vigueur; il n'a ni la force, ni la patience, ni l'industrie nécessaires pour labourer comme on le fait en Europe; l'homme libre seul en est capable. Les états les plus anciennement colonisés, la Virginie, le Maryland, offrent une preuve frappante de ce fait; les terres n'y sont plus assez vierges pour soutenir le travail esclave, et les produits qu'elles donnent ne sont pas en rapport avec les frais d'entretien d'une multitude de nègres. Il en résulte que très souvent, à la mort d'un planteur, son héritier vend le mobilier et les bâtimens d'exploitation, et, abandonnant les terres paternelles, s'en va avec ses esclaves chercher au sud-ouest, dans l'Alabama, dans l'Arkansas, des terres à défricher que dans un siècle ses héritiers abandonneront à leur tour. Les terres ainsi délaissées demeurent en friche, puis se recouvrent peu à peu de forêts; l'on peut faire souvent quinze et vingt lieues dans le Maryland et en Virginie à travers de jeunes taillis qui recouvrent la place où étaient, il y a vingt-cinq ans, des plantations florissantes. La même chose a lieu, quoique sur une moins grande échelle, dans le Kentucky et les Carolines. Quant aux propriétaires qui répugnent à émigrer à cause de leur position ou de leur âge, beaucoup ont changé d'industrie; ils ne font cultiver la terre qu'autant qu'il est nécessaire pour la subsistance de la maison, et ils élèvent des esclaves pour les vendre ensuite dans les états situés plus au sud, où les esclaves ont une plus

grande valeur; et comme les mulâtres se vendent beaucoup mieux que les nègres, le libertinage est souvent pour ces propriétaires une spéculation lucrative. Cependant, comme c'est toujours la portion vigoureuse et jeune des esclaves que l'on vend, et que celle qui reste se reproduit beaucoup moins vite, ce commerce même, quelque odieux qu'il soit, a le salutaire effet de diminuer peu à peu la population esclave des états où il se fait. Ainsi, dans la période décennale de 1830 à 1840, le Maryland a vu sa population libre s'accroître de 9 pour 100, et sa population noire diminuer de 13 pour 100; dans la Virginie, la population libre s'est accrue de 7 pour 100, pendant que la population noire diminuait de 5 pour 100. Dans les Carolines, la période de 1820 à 1830 avait offert un accroissement considérable; de 1830 à 1840, la population est restée à peu près stationnaire, puisqu'elle n'a présenté qu'un accroissement de 2 à 2 1/2 pour 100, et l'on peut conjecturer que la période de 1840 à 1850 présentera une diminution assez forte sur la population esclave. Dans le Kentucky, celle-ci a encore augmenté d'une façon assez notable, mais hors de proportion avec l'accroissement de la race blanche. Ainsi, en 1840, le Kentucky comptait 17,000 esclaves et 70,000 blancs de plus qu'en 1830, et l'on peut croire que bientôt la population noire y restera stationnaire pour décroître ensuite. Au contraire, dans les états voisins du Texas, la Louisiane, l'Alabama, le Mississipi, les esclaves se sont accrus de 58, de 124 et de 197 pour 100. On peut donc déjà, par le calcul, arriver presque à déterminer l'époque où les états dont j'ai parlé, le Maryland, la Virginie et les Carolines, deviendront libres, n'auront plus avec les états du nord que des intérêts identiques, et rétabliront ainsi l'équilibre politique, qui serait d'abord gravement compromis par l'annexation du Texas. Déjà le Maryland est un état presque entièrement whig, et nous avons eu occasion de dire que, cette année même, les whigs, à une faible majorité il est vrai, l'avaient emporté en Virginie.

L'annexation ne changerait donc pas essentiellement la condition actuelle et la situation respective des deux parties de l'Union; mais, en donnant plus d'étendue à son territoire, elle rendrait les crises fédérales plus dangereuses, et l'on pourrait voir un jour aux prises le nord et le sud, si celui-ci, ne pouvant obtenir quelqu'une de ses demandes, ou en haine du parti abolitioniste, venait à briser le pacte fédéral. Ce qui fait la force de l'Union, ce qui en est l'élément modérateur, ce sont les grandes populations d'hommes libres qui occupent la partie supérieure de la vallée du Mississipi; ce sont eux qui interposent leur médiation entre les états de la Nouvelle-Angleterre et les

états du sud-ouest, et leur arrachent des concessions mutuelles. Ils tiennent au nord par le lien d'une origine commune et d'institutions semblables; ils ne voudront pas s'en détacher, et ne permettront pas d'un autre côté qu'il s'élève au sud une nouvelle confédération indépendante qui leur barrerait le chemin de la mer. Aucune considération ne les fera capituler là-dessus; communauté de langue et de mœurs, ancienne confraternité, tout cela sera immolé à ce qu'il y a de plus sacré pour l'Anglo-Américain, son intérêt, et cet intérêt exige qu'il conserve ou reprenne, fût-ce par la force des armes, la libre disposition du cours du Mississipi, des ports de Pensacola, de Saint-Augustin et de la Nouvelle-Orléans : et ainsi fera-t-il, quand il devrait, par une guerre fratricide, rejeter la population du sud sur les Florides et le Mexique. Il peut arriver un jour aux hommes du sud, pour les côtes du golfe du Mexique, ce qui est arrivé aux Anglais pour la Normandie et les provinces du littoral français. Ces provinces ont dû devenir et rester françaises, sans quoi la France n'aurait jamais atteint son légitime développement, et aurait étouffé entre l'Allemagne et l'Angleterre : les gens de l'Ohio et de l'Indiana ne sont pas plus disposés à laisser étouffer leur industrie entre les Alleghanys et les états du sud.

Comme question de politique extérieure, l'annexation du Texas a également une haute importance. Quoique l'envoyé mexicain, le général Almonte, ait signifié à M. Calhoun que, si le traité était ratifié par le sénat, il quitterait les États-Unis, et que son gouvernement regarderait cette mesure comme une déclaration de guerre, nous avons peine à croire que le Mexique entre en lutte avec les États-Unis, s'il n'a l'espoir d'être soutenu par l'Angleterre, et ce serait le Mexique qui aurait le plus à craindre d'une semblable guerre. Quand même il se résignerait à ce sacrifice, l'annexation ne serait pas moins funeste au Mexique : elle le livre tout entier aux Anglo-Américains, car il est évident qu'on lui arrachera l'une après l'autre ses meilleures provinces, comme on lui a arraché le Texas. Voici déjà plusieurs années que les Américains pensent à la Californie, qui, en augmentant le nombre des états du sud, aurait encore l'avantage de leur procurer des ports sur l'Océan Pacifique, et d'offrir aux baleiniers des états du nord des points de relâche dont ils ont besoin. En outre, dans le cas désormais assez probable du percement de l'isthme de Panama, la possession de la Californie permettrait aux Anglo-Américains de surveiller et même de commander la communication des deux Océans. Déjà plusieurs milliers de pionniers, au mépris des lois mexicaines, se sont introduits de vive force dans la Californie, et y ont formé des établissemens en dépit

des réclamations des autorités nationales. Bien plus, ils se sont mis à trafiquer des terres ainsi volées, et ils ont trouvé des acheteurs. C'est en un mot la répétition de ce qui s'est fait pour le Texas. Le gouvernement américain, loin de réprimer ces actes de brigandage, les appuie en secret. Ce n'est pas tout : en novembre 1842, un faux bruit se répandit au Chili que des difficultés graves étaient survenues entre l'Union et le Mexique, que la guerre s'ensuivrait probablement, et que le Mexique venait de céder une partie de la Californie à l'Angleterre. Aussitôt le commandant de l'escadre américaine qui croisait sur les côtes du Chili, sans instructions, sans ordre, sans demander aucun renseignement, fait voile vers Monterey, le principal port et la capitale de la Californie, et s'en empare en pleine paix. La ville fut restituée au Mexique, mais le gouvernement américain refusa de révoquer le commandant Jones, et la proposition d'une enquête sur sa conduite fut rejetée dans le congrès, tous les députés du sud ayant voté contre. Enfin on a prétendu qu'aussitôt après le traité du Texas, M. Calhoun avait proposé au Mexique un traité pour l'acquisition de la Californie. Le Texas d'ailleurs, tel que l'étendent arbitrairement les gens du sud, comprend les provinces du Nouveau-Mexique, de Tamaulipas et de Coahuila, c'est-à-dire près de la moitié de l'ancienne vice-royauté du Mexique. Il est donc évident que la population hispano-mexicaine, déjà insuffisante pour couvrir son vaste territoire, sera hors d'état de résister; qu'elle sera tôt ou tard refoulée dans l'isthme et remplacée par la race anglo-américaine. L'humanité, loin d'avoir à se réjouir de ce résultat, aura à en gémir. L'esclavage renaîtra sur une terre d'où il avait entièrement disparu, et la race africaine travaillera pour les nouveaux arrivés comme elle l'a fait autrefois pour les *conquistadores*. Grace au travail des esclaves, des sources métalliques qui paraissaient s'être taries se rouvriront tout à coup et couleront avec une nouvelle abondance sous la baguette magique de l'industrie anglo-américaine; mais ce sera au prix d'un crime social que cette prospérité sera achetée, et puisse l'Union n'avoir pas à regretter un jour d'avoir perpétué l'esclavage ! L'annexation du Texas accomplie, il devient difficile de former aucune conjecture sur le sort futur de la race nègre en Amérique. Si le Texas était demeuré sous la domination mexicaine, c'est-à-dire s'il était resté un état libre, l'esclavage, par le progrès des états libres de l'Union, et par le changement qui s'opère dans les plus anciens des états à esclaves, se serait trouvé resserré dans un cercle de plus en plus étroit; on n'aurait point eu d'inquiétude sur le sort de la race blanche, et on aurait pu espérer qu'un jour les états du sud, dans

leur propre intérêt, seraient conduits à abolir l'esclavage. Maintenant il n'en sera plus ainsi : le nombre des états à esclaves dépassera celui des états libres, et si la race nègre, qui s'accroît déjà plus rapidement que les blancs au sud des États-Unis, conserve le même avantage au Mexique dans des conditions de climat encore plus favorables, les deux races seront peut-être un jour égales en forces, et laquelle triomphera dans la lutte? Liberté dans les îles, esclavage sur les bords du golfe du Mexique, voilà la destinée la plus prochaine de la race noire. Finira-t-elle par n'avoir plus partout qu'une même condition? la population des îles retombera-t-elle sous le joug? celle du continent arrivera-t-elle à la liberté? Nul ne le sait. L'Angleterre combat pour un principe, et l'Amérique pour l'autre; et, n'osant commencer la querelle, elles en sont encore à s'observer. En attendant, l'île de Cuba est là comme la Sicile entre Carthage et Rome; c'est là que s'établira la première lutte entre les deux principes. Une sourde fermentation y règne déjà, et se trahit de temps à autre par des complots. Les états à esclaves suivent d'un œil inquiet ce qui s'y passe, et nous pouvons citer à ce sujet des faits curieux et peu connus. Si les Anglo-Américains se montrèrent si soucieux de faire reconnaître par l'Espagne l'indépendance du Mexique, ce fut surtout dans la crainte de voir l'esprit de révolte gagner l'île de Cuba. Dans les instructions données en 1829 à M. Van Ness, ministre à Madrid, M. Van Buren lui recommande de demander la prompte reconnaissance de l'indépendance du Mexique, en insistant sur le danger que courrait l'île de Cuba par suite de la prolongation de la guerre. « Bien des considérations, dit-il, qui tiennent à une certaine classe de notre population, font attacher, par la partie méridionale de l'Union, la plus grande importance à ce qu'aucune tentative ne soit faite dans cette île pour secouer le joug de l'Espagne. Une tentative pareille aurait pour conséquence l'émancipation d'une nombreuse population d'esclaves dont l'affranchissement ne pourrait manquer d'avoir un grand retentissement sur les côtes voisines des États-Unis. » En novembre 1829, M. Van Buren apprit que le gouvernement mexicain, d'accord avec celui d'Haïti, avait formé un plan pour opérer une révolution dans l'île de Cuba; il écrivit à M. Butler, l'envoyé à Mexico, pour lui exprimer l'horreur que lui inspirait cette idée d'émanciper des esclaves, et lui dire que le gouvernement croyait de son devoir de prendre des mesures pour protéger les États-Unis contre l'introduction de cet esprit déplorable (*this baneful spirit*). Il lui recommandait de faire les plus fortes remontrances possibles contre le projet, et, au cas où elles échoueraient, de l'avertir promptement, pour que le gouver-

nement pût prendre des mesures énergiques. L'année dernière encore, sur le bruit qui courut que l'Angleterre offrait à l'Espagne de lui acheter Cuba, un député du sud, M. Ingersoll, s'écria que les États-Unis déclareraient la guerre à l'Angleterre plutôt que de permettre ce marché, et il fut couvert d'unanimes applaudissemens. Les états du sud, qui n'ont pas permis que l'on reconnût l'indépendance de Haïti, ne souffriront jamais que l'esclavage soit aboli dans l'île de Cuba, parce que cette île est l'asile de leurs nombreux négriers, qu'elle sert d'entrepôt pour les quinze ou vingt mille nègres qu'ils tirent chaque année d'Afrique, et surtout parce que là sont leurs postes avancés. L'Angleterre le sait bien; avec la sagacité de la haine, n'osant encore attaquer l'esclavage dans l'Union, elle agite sans relâche l'île de Cuba, et depuis dix ans y entretient, par ses intrigues et son argent, une extrême fermentation au moyen des nègres libres qui vont et viennent de la Jamaïque à Cuba.

L'antagonisme des deux politiques à l'égard de la race noire mettra tôt ou tard l'Angleterre aux prises avec les États-Unis, et, sans les embarras actuels de la première de ces puissances, la guerre pourrait éclater à propos du Texas. L'Angleterre a vu d'abord avec chagrin la révolte du Texas; elle a espéré long-temps que le Mexique rétablirait son autorité sur cette province, et ce n'est qu'en 1840 qu'elle s'est déterminée à reconnaître son indépendance. Une fois bien certaine que le Mexique ne pouvait reprendre le Texas, elle ne se montra pas difficile sur les conditions de la reconnaissance, trop heureuse de mettre un obstacle de plus aux projets des États-Unis, impatiens de s'incorporer le nouveau peuple. Lord Palmerston attachait une grande importance à cette mesure, et, pour s'en convaincre, il suffit de lire l'article qu'il fit publier à ce sujet dans l'organe le plus considérable du parti whig, dans la *Revue d'Édimbourg*. Cet article est écrit d'un bout à l'autre sur le ton le plus emphatique et le plus pompeux. On y présente le Texas comme un marché précieux pour les manufactures anglaises, comme une garantie contre la dépendance où se trouve l'Angleterre vis-à-vis du commerce de l'Union. Il est dur de voir de si belles espérances détruites tout à coup. Aussi, à la nouvelle du traité d'annexation, le *Morning-Post* n'a pu retenir un cri d'alarme : « *Nos relations extérieures*, a-t-il dit, *prennent l'aspect le plus effrayant.* » Le ministère anglais, interpellé dans le parlement, a refusé de s'expliquer, sur ce motif que le traité avait besoin de l'approbation du sénat; en réalité il voulait gagner du temps et n'osait prendre un parti. La presse anglaise a été moins prudente : depuis deux mois, elle se

déchaîne sans relâche contre M. Tyler et M. Calhoun. Nous n'avons point à nous occuper de cette polémique passionnée; nous signalerons seulement, à cause de leur importance, deux articles du *Times*, l'un du 15, l'autre du 20 mai. Le premier de ces articles, publié le jour même où la nouvelle arriva, n'est qu'une véhémente philippique contre les institutions, la politique et le gouvernement des États-Unis : il est impossible d'être plus amer et plus insultant; le second, sans être écrit d'un ton beaucoup plus modéré, fait l'historique de la question et la discute : il contient sans doute la pensée du gouvernement anglais. On conteste au Texas, d'après Wattel et Puffendorf, le droit d'aliéner son indépendance; on lui conteste jusqu'à cette indépendance même, quoiqu'elle ait été reconnue par l'Angleterre; enfin, une menace indirecte est faite au gouvernement des États-Unis. « Les Texiens ne sont pas libres, dit le *Times*, de renoncer à leurs droits de souveraineté sans faire réserve des engagemens qu'au nom de cette même souveraineté ils ont antérieurement contractés avec des états étrangers. Parmi les traités conclus jusqu'à présent par le Texas, il en est un qui peut mettre la question dans tout son jour : nous voulons dire le traité avec la Grande-Bretagne pour la suppression de la traite au moyen du droit mutuel de visite. Le Texas a fait solennellement toutes les concessions que les États-Unis sont encore fermement résolus à ne pas faire, et ces concessions, aussi bien que tous les autres engagemens du Texas envers des puissances étrangères, ne peuvent être détruites que du consentement de toutes les parties. Nous avons bien peur que, d'après les principes les plus incontestables du droit international, un traité par lequel tous les traités antérieurs sont d'un seul coup annulés, rompus, mis au néant, ne soit un *casus belli* suffisant. » Après avoir commenté avec amertume les différens articles du traité, le *Times* termine ainsi : « Il est difficile de traiter avec gravité ou patience cette manifestation des basses et honteuses passions qui se trahissent ici des deux côtés; mais, quels que puissent être les motifs du traité, et quelque probable qu'en soit le rejet, les questions qu'il a soulevées pour la première fois sont intimement liées avec la stabilité de l'Union américaine, la politique commerciale des États-Unis, et la *paix du monde.* »

Si l'on rapproche cet article de la déclaration faite par lord Aberdeen à M. Calhoun, que l'Angleterre emploierait tous ses efforts pour que le Mexique fît de l'abolition de l'esclavage la condition *sine quâ non* de la reconnaissance du Texas, on peut supposer que le ministre anglais à Mexico rendra impuissans les efforts du plénipotentiaire que M. Tyler

vient d'y envoyer; et quoique le rejet du traité puisse procurer un moment de relâche à lord Aberdeen, on comprend cependant que la guerre puisse sortir de cette affaire. D'ailleurs il n'y a pas seulement une question d'humanité en jeu. Que l'esclavage renaisse au Mexique et s'étende d'une mer à l'autre, l'Angleterre, bien qu'avec regret, en prendrait son parti, si ses intérêts commerciaux n'en souffraient pas; mais nous avons vu que l'annexation du Texas aurait pour conséquence l'envahissement successif de tout le Mexique par les Anglo-Américains. Or, il est peu de contrées avec lesquelles l'Angleterre fasse un commerce aussi lucratif; elle est seule en possession d'exploiter ce riche et malheureux pays. Les Français en sont maintenant écartés par la haine nationale; les Anglo-Américains en sont aussi presque entièrement exclus, et cela est pour eux un sujet de jalousie extrême. L'Angleterre se laissera-t-elle ravir un marché si avantageux? Son intérêt nous est un sûr garant du contraire; elle le défendrait contre tout droit et toute justice, à plus forte raison quand elle a le bonheur de trouver une fois sa cause d'accord avec celle de l'humanité.

Un autre intérêt est compromis par l'annexation. Quand la *Revue d'Édimbourg* faisait un si magnifique étalage du commerce que l'on pourrait faire avec le Texas, il est une considération sur laquelle elle se gardait bien d'appeler l'attention, mais à laquelle le gouvernement anglais avait sans doute songé. Supposez que le Texas devienne une république indépendante, animée d'un esprit de jalousie et d'hostilité contre les États-Unis, comme le disait la *Revue d'Édimbourg*, qui recommande d'y envoyer des colons anglais; supposez d'un autre côté que l'Angleterre transporte dans l'Orégon une partie de la population du Canada, et l'étende le long des montagnes Rocheuses jusqu'au Texas : voilà le développement des États-Unis à jamais arrêté, voilà l'approche de l'Océan Pacifique à jamais interdite à l'Union. Les Anglais se trouveraient, à bien moins de frais et avec moins de risques, avoir réalisé contre les Américains indépendans ce que les officiers français tentèrent inutilement le long des bords du Mississipi contre les colonies anglo-américaines. C'est là qu'est la véritable importance de la question de l'Orégon pour les États-Unis, car de ce côté l'Union n'a pas encore à craindre de voir l'espace lui manquer; l'Iowa et le Wisconsin n'ont que quelques milliers d'habitans; le Michigan lui-même est loin d'être peuplé, et de ses limites jusqu'au Missouri il y a place pour plusieurs millions d'hommes. L'Angleterre ferait les plus grandes concessions de territoire pour arriver à une limitation; mais ce que les États-Unis redoutent surtout, c'est la fixation d'une frontière : une fois que la ligne de limitation sera tracée, quand même elle serait

portée au-delà des montagnes Rocheuses, adieu tout espoir d'arriver à l'Océan Pacifique, ce rêve de tout Anglo-Américain! Aussi voilà vingt-cinq ans que les États-Unis aiment mieux s'engager à ne point coloniser l'Orégon que de conclure un traité définitif.

Enfin un dernier intérêt est compromis indirectement par l'annexation du Texas. Le motif qui fait désirer aux états du sud la possession du Texas fait désirer aux états du nord l'acquisition du Canada. On se souvient des secours multipliés que les Canadiens reçurent des États-Unis, et des efforts désespérés que dans l'affaire Mac-Leod les états du Maine et de New-York firent pour amener avec l'Angleterre une guerre dont la conséquence eût été la conquête immédiate du Canada. Si le Texas donne aux gens du sud une supériorité trop décidée, ceux du nord demanderont, avec la même chaleur que déploie aujourd'hui le sud, l'acquisition du Canada comme compensation à celle du Texas; et s'ils ne peuvent l'obtenir, ils le prendront de force. On connaît toute la faiblesse du lien qui rattache actuellement le Canada à l'Angleterre, et le Canada français n'a pas encore pardonné à celle-ci la révolution qu'elle a opérée dans sa législation.

On le voit donc, tous les intérêts de l'Angleterre sont compromis directement ou indirectement par l'annexation du Texas, et les explications que nous venons de donner feront comprendre le ton hostile et furibond de la presse anglaise, comme la réserve pleine d'anxiété du ministère tory. Quelle est, maintenant, la conduite que doit tenir la France dans le règlement d'une question qui, comme dit le *Times*, compromet la paix du monde? Aucun des intérêts matériels de la France n'y est sans doute engagé, mais il y a une question d'humanité qui réclame sa sollicitude. Représentée, d'ailleurs, par une politique ferme et prudente, la France pourrait exercer la plus haute influence, comme puissance médiatrice. La France ne doit pas souffrir que l'esclavage reparaisse sur une terre qui a été délivrée de cette souillure. Elle doit donc insister autant que possible pour que le traité qui vient d'être rejeté ne soit pas repris, ou au moins pour que le Mexique soit mis à l'abri des envahissemens ultérieurs des possesseurs d'esclaves. Comme, après tout, la cause de l'Angleterre est ici liée en partie à celle de la liberté, peut-être sera-il possible à la France de s'entendre avec l'Angleterre, et, tout en refusant de seconder ses vues passionnées et égoïstes, d'obtenir des États-Unis, de concert avec elle, garantie et sécurité pour l'indépendance du Mexique. Ce que l'Angleterre fera pour son commerce au nom de l'abolition de l'esclavage, la France le fera réellement et sincèrement pour la liberté.

A. CUCHEVAL.

LE

THÉATRE MODERNE

EN ESPAGNE.

—

ALFONSO MUNIO,

TRAGEDIA EN CUATRO ACTOS, POR LA SENORITA DONA GERTRUDIS GOMEZ DE AVELLANEDA.

Le 22 mai 1835, la jeunesse lettrée de Madrid se prit d'un vif enthousiasme, qui bientôt se communiqua, dans la Péninsule, à tous les hommes d'élite. Don Angel de Saávedra, duc de Rivas, grand d'Espagne, aujourd'hui ambassadeur à Naples, venait de faire représenter le plus beau de ses drames, *Alvaro ò la Fuerza del Sino* (*Alvaro, ou la Force de la Destinée*) (1), et l'on s'apercevait enfin qu'il était possible encore d'avoir un théâtre vraiment national. La joie fut profonde, et il ne faut pas que l'on s'en étonne. L'ancien théâtre est pour l'Espagne le titre de gloire le plus durable. On enlèverait à la Péninsule ses musées, ses archives, ses bibliothèques; une armée nouvelle de Vandales ou de Maures brûlerait tous ses livres, tous ses manuscrits, toutes ses

(1) Littéralement : *Alvaro, ou la Force du Oui et du Non.*

chroniques : l'Espagne n'aurait pas tout perdu, si elle conservait son vieux et immortel répertoire dramatique; elle y retrouverait sûrement son histoire, sa religion, ses croyances, la tradition de ses mœurs et de ses habitudes, sa poésie lyrique et chevaleresque, sa bouffonne et sentencieuse philosophie. Que dès les premières années du XVIIIe siècle le théâtre soit déchu tout-à-fait en Espagne, cela est bien aisé à concevoir. L'ancien drame espagnol est mystérieux et terrible, tour à tour imposant et fécond en épisodes bizarres, comme la politique de ces rois qui, s'appuyant sur le saint-office, et portant leurs bandes si long-temps invincibles sur tous les points connus des deux hémisphères, opprimaient d'un côté le Nouveau-Monde, et de l'autre fomentaient en Europe les soulèvemens, les conspirations et les intrigues : le moyen que l'Espagne appauvrie et humiliée de Ferdinand VI y pût rien comprendre! Et la preuve qu'elle n'y comprenait absolument rien, c'est que, vers la fin du XVIIIe siècle, les beaux esprits de Madrid, de Murcie, de Valence, s'appliquaient principalement à remanier, à refondre les compositions gigantesques des Calderon et des Lope, mutilant, retranchant, ajoutant à leur guise et selon les petits caprices du jour, s'efforçant de voiler çà et là les lueurs éclatantes et d'ajuster les péripéties grandioses aux proportions mesquines qu'avaient prises les mœurs publiques et les sentimens nationaux. Quoi qu'on ait fait pour naturaliser au-delà des Pyrénées les héros de Corneille et de Racine, notre poésie classique fut également une lettre morte pour l'Espagne; à son tour, le romantisme y a pendant un petit nombre d'années tourné quelques têtes, sans remuer les cœurs, sans pénétrer dans les esprits. On commençait à craindre que toute tentative ne fût décidément inutile, et à désespérer de la littérature dramatique au-delà des monts, quand le théâtre *del Principe* donna brusquement la première représentation de *la Fuerza del Sino*, œuvre espagnole si jamais il en fut, dont l'auteur ne s'est pas plus attaché à imiter les maîtres de l'ancien répertoire que nos tragiques et nos dramaturges; œuvre originale en un mot, et telle que la pouvait enfanter un pays en révolution, où tout change et se régénère, les mœurs, les opinions et les lois. Ce fut là un fécond exemple : l'école formée par M. le duc de Rivas est déjà nombreuse et sûre de son avenir; chaque jour, de brillans débuts y ajoutent des noms qui deviennent sur-le-champ populaires. Il y a un mois à peine, un de ces débuts a produit une si grande sensation, que nous croyons devoir dire comment il s'est accompli. C'est celui d'une jeune fille, doña Gertrudis Gomez de Avellaneda, d'un talent vigoureux et fier, et dont la beauté

égale, dit-on, le talent; la première femme d'ailleurs qui à Madrid se soit ainsi aventurée en pleine poésie dramatique. Les drames et les tragédies se succèdent rapidement dans les théâtres de l'Espagne; mais le public madrilègne n'en est pas pour cela plus blasé. La seule annonce d'une représentation importante imprime une physionomie toute particulière à la bonne ville des Alarcon et des Tirso de Molina; c'est là pour elle une fête véritable dont il peut être curieux de décrire les principaux incidens.

Le 13 juin dernier, en dépit de la chaleur étouffante que les vents d'Andalousie apportaient à Madrid par-dessus les montagnes de la Sierra-Morena, la vieille capitale de l'Espagne avait pris un air d'animation tout-à-fait extraordinaire. Au premier aspect, comme la jeunesse entière était sur pied, on se fût attendu peut-être à une émeute; mais en y regardant de plus près, on voyait bien qu'il s'agissait de tout autre chose que d'un *pronunciamiento*. Les nouvelles de province étaient aussi bonnes qu'on le pouvait souhaiter; c'était au plus si, à Murcie ou Séville, une douzaine de conspirateurs avaient été placés sous la main du chef politique, et l'on n'avait guère passé par les armes que cinq ou six factieux dans les âpres défilés du Maeztrago. Il est vrai que la veille les créanciers de l'état s'étaient quelque peu récriés à la bourse; mais on était loin d'en concevoir la plus légère inquiétude : les menaces de financiers ne sont pas des menaces de guerre; on savait bien, après tout, que les capitalistes ne peuvent pas vouloir de révolutions. Des groupes parés de cavaliers en gants jaunes et de jeunes élégantes en mantilles se formaient au *Prado* et sous les auvens bariolés des *plazuelas* qui avoisinent les théâtres. A mesure que s'avançait la journée, l'émotion prenait toutes les allures de l'impatience. Les amphithéâtres de l'Athénée étaient déserts; M. Alcala-Galiano ou M. Martinez de la Rosa en personne serait remonté dans sa chaire, qu'il eût fort risqué de n'avoir pas un seul auditeur. Si les cortès avaient tenu séance, députés et sénateurs auraient sûrement quitté avant trois heures l'enceinte parlementaire; cela s'est toujours vu quand il a été question pour les députés et les sénateurs de prendre part à une grande solennité littéraire, même à l'époque où les guérillas de Gomez et de Guergué poussaient jusqu'à la Granja, même en décembre 1843, au moment où M. Olozaga défendait si énergiquement sa vie et son honneur à la tribune du congrès. Dans le *Casino*, pas un publiciste, pas un poète autour des journaux de France, et il en était absolument de même dans tous les lieux de réunion où les jeunes hommes politiques viennent, le soir, exposer, entre le sorbet et l'orange, leurs

belles théories sociales et leurs plans de régénération. A quatre heures, la moitié de Madrid était sur le chemin du théâtre de la *Cruz*, dont l'immense affiche rouge annonçait triomphalement la représentation d'une pièce chevaleresque, en quatre actes et en vers, *Don Alfonso Munio*, premier ouvrage dramatique d'une jeune fille que les journaux, l'*Heraldo* en tête, avaient déjà rendue célèbre. Les meilleurs rôles étaient confiés aux plus brillans sujets des deux troupes réunies de la *Cruz* et *del Principe*, parmi lesquels se distingue très particulièrement le chaleureux don Julian Roméa, beau-frère de M. Gonzalez-Bravo.

Les théâtres de Madrid ne sont point régis comme ceux de France et d'Angleterre; les jours de première représentation, on ne voit pas, comme chez nous, aux abords de la *Cruz* ou *del Principe*, cette foule étrange, où se mêlent confusément toutes les conditions, tous les âges, essuyant la pluie et la bise, se préparant au plaisir par un vrai supplice. Dès le matin, les portes sont ouvertes à qui désire acheter son billet d'avance; toutes les places, petites et grandes, sont numérotées soigneusement et disposées en stalles; chacun peut tranquillement retourner à ses affaires; on est bien sûr, si tard que l'on rentre, de retrouver son fauteuil ou sa banquette complètement inoccupée. Le 13 juin pourtant, le public stationnait en foule devant la *Cruz*; les groupes se composaient de curieux attardés qui n'avaient pu se ménager l'entrée dans la salle; ni les uns ni les autres ne songeaient à regager leurs hôtels ou leurs mansardes; la plupart étaient fermement résolus d'attendre que les heureux spectateurs se fussent prononcés sur le sort du drame nouveau. C'est là un des cas, peu nombreux à la vérité, où les bons Madrilègnes se rappellent, avec une certaine colère, l'occupation française. Si l'on excepte le *Circo*, où nos ballets se dansent, et où l'on chante nos opéras, les théâtres de Madrid sont étroits, obscurs, incommodes; tous les soirs, les salles sont combles, mais, comme les meilleures places se cotent à un prix extrêmement modique, il est hors d'exemple qu'une entreprise dramatique ait jamais prospéré. Sous l'ancienne monarchie, Madrid possédait un théâtre immense; c'est là que, sous Philippe III, sous Philippe IV, se donnaient ces magnifiques représentations dont l'Espagne garde le souvenir comme d'une victoire sur les Maures ou d'une expédition dans les Flandres; dès les premiers jours de l'invasion, ce théâtre fut réduit en cendres, et de toutes les calamités de la guerre, c'est peut-être celle que le peuple de Madrid a le plus vivement ressentie. Après 1823, vers la fin du règne de Ferdinand VII, on se mit en devoir de con-

struire une salle nouvelle; au moment où nous sommes, chacun encore, à Madrid, se rappelle avoir vu, travaillant aux boiseries des loges et des stalles, le jeune fils d'un ébéniste allemand qui, plus tard, devait être un des poètes les plus puissans et les mieux inspirés de l'Espagne moderne, don Juan Eugenio Hartzembusch, génie profond et capricieux dont l'Europe entière connaît déjà l'œuvre principale : *Los Amantes de Teruel.*

A la mort de Ferdinand VII, les cortès indépendantes jugèrent tout-à-fait indigne de leur majesté souveraine d'aller siéger au palais, comme à l'époque où les rois absolus se donnaient la fantaisie de les convoquer. Elles s'emparèrent tout simplement du théâtre, en attendant que l'on achevât le majestueux édifice où elles doivent un jour tenir leurs séances. Et voilà pourquoi les tragédies imposantes, les comédies de genre, les drames à grands caractères se jouent encore aujourd'hui sur des planches étroites et assez mal jointes, dont nos moindres troupes de vaudeville auraient peine à se contenter.

Quoi qu'il en soit, le 13 juin avant cinq heures, la salle de *la Cruz* était remplie jusqu'au cintre; absorbée tout entière dans l'attente, la foule gardait le silence, mais elle était bien décidée à ne point accorder une minute de grace à l'administration du théâtre, si par aventure elle se trouvait en retard. Le moment venu, un grand cri s'élève, chacun s'assied, tous les regards se dirigent sur la toile, après quoi, pendant cinq ou six secondes, le silence s'établit de nouveau, mais cette fois si profond, que par les rues voisines on aurait pu entendre monter dans la haute ville les brises du Manzanarès. Cependant la toile demeure immobile, et le vieux poète comique, don Léandro Moratin, dont la tête joyeuse figure tout à côté des Calderon et des Tirso de Molina, regarde en ricanant les spectateurs désappointés. Un second cri jaillit de toutes les poitrines, un cri de colère qui va au fond des coulisses chercher le directeur éperdu et l'amène tremblant en présence du public. Gens du bel air ou *manolos*, jeunes et vieux, tout le monde s'indigne; les femmes elles-mêmes sont debout, au balcon et dans les loges, l'œil en feu et la tête nue; plus d'une jolie bouche profère ces charmantes petites imprécations castillanes par lesquelles une Madrilègne, si haut placée qu'elle soit par la fortune ou la naissance, témoigne au moindre propos de son dépit et de son mécontentement. Quand le malheureux directeur est parvenu à se faire écouter, il demande en balbutiant quelques instans de répit au nom d'un artiste en vogue, et vous êtes tout surpris de voir tomber aussitôt une si terrible fureur. C'est en pareille circonstance que l'on mesure en

Espagne le crédit que peut avoir un artiste : on accorde fort souvent une demi-heure à une cantatrice ou à une danseuse; on est moins généreux envers une simple tragédienne, à moins qu'elle n'ait pour nom Mathilde Diez ou Théodora Lamadrid. Quelquefois on compose par d'autres moyens avec l'impatience populaire : on promet un riche costume, une décoration magnifique, dont le souvenir ne doit pas de si tôt s'effacer; mais ce sont là des moyens désespérés. Le public espagnol s'attend alors à de telles merveilles, qu'il est à peu près impossible de répondre à l'éblouissant idéal que se fait à l'instant son imagination méridionale; on peut s'attendre à le trouver dédaigneux et mécontent, dans le cas même où l'on étalerait sur le costume promis tous les joyaux de l'ancien trésor royal de Castille, et où la décoration annoncée égalerait en magnificence la Méditerranée aperçue du haut de la Porte-de-Mer, à Barcelone, et l'immense panorama qui, du roc crénelé de Gibraltar, s'étend à travers la mer bleue jusqu'aux chaînes grises de l'Atlas.

Le 13 juin, précisément, on eût été mal venu à parler de décorations et de costumes; l'irritation grondait en dedans, elle allait sans aucun doute éclater encore, mais pour ne plus s'apaiser, quand on entendit le long des tringles de fer le sourd frémissement de la toile qui se repliait sur elle-même : l'orchestre n'avait pas même songé à exécuter les deux ou trois mélodies nationales, saynètes ou boleros, qui forment l'ouverture obligée de toutes les pièces. Décrire la curiosité ardente qui va s'attacher aux moindres pas, aux moindres gestes de ces personnages, plus impatiemment attendus depuis une semaine que ne l'est le premier coup d'escopette dans Alicante, un jour où les contrebandiers ont résolu de faire un *pronunciamiento*, cela est évidemment impossible, et nous prenons le parti d'y renoncer tout-à-fait.

Don Alfonso Munio est un drame chevaleresque. Au moment où la toile se lève, la scène est déserte, mais aux murs lambrissés, aux boiseries sculptées et fouillées, on aperçoit parmi les harpes et les guitares d'énormes cottes de mailles et des gantelets de *caballeros*. Nous sommes en pleine guerre contre le Maure; comme au prologue des *Amans de Teruel*, vous aspirez une senteur sauvage de sang versé dans les escarmouches et les batailles rangées. Peu à peu cependant quelques personnages entrent en scène; ce sont les filles d'honneur de la reine qui tour à tour s'attristent ou s'exaltent à la pensée des combats déjà livrés et de ceux qui se préparent. La plus belle de ces jeunes filles, la plus fière, la plus rêveuse, cette damoiselle aux grands yeux noirs, aux cheveux d'ébène, que vous apercevez dans le fond, laissant

errer son regard à l'aventure par ces campagnes qu'embrase un vrai soleil de Castille, c'est la fille d'un vieux comte, l'orgueil et la richesse de don Alfonso Munio; c'est la vertueuse Fronilde qu'alarment tout à la fois les périls de son père et les périls de l'infant don Sancho : don Alfonso Munio! don Sancho, l'infant de Castille! deux noms populaires en Espagne, et qui sont demeurés dans toutes les mémoires, comme ceux des La Cerda, des Lara, des Basan. Don Alfonso est l'ami et le conseiller, le premier vassal, le premier chevalier de don Alonzo-le-Guerrier, septième du nom, le même qui, après trente victoires, se fit couronner empereur à Tolède et à Léon. Don Sancho, c'est le fils du roi, celui qui plus tard s'appela Sancho-le-Désiré, dont le règne fut si court et la mort si amèrement pleurée; don Sancho occupa le trône une année à peine. Quand on parcourt les sanglantes annales de l'Espagne au moyen-âge, on s'arrête un instant à contempler le doux contraste que forme sa physionomie soucieuse et un peu hautaine avec les princes qui l'ont précédé et avec ceux qui ont tenu le sceptre après lui. C'est le fils de la grande reine Berenguela, princesse résolue que l'on entrevoit toujours dans les camps ou dans les *sierras* de Léon, suivant à cheval le roi-empereur, ou bien encore présidant aux tournois et aux fêtes somptueuses, aussi puissante chez les Maures que dans le cœur de ses sujets les plus fidèles par son renom incomparable de vertu et de beauté. On jugera de l'autorité irrésistible qu'exerçait une seule de ses paroles par le trait suivant, que nous trouvons dans l'histoire d'Espagne, et que les anciens dramaturges n'ont eu garde de négliger. Réduite à l'extrémité dans Tolède, où elle soutenait, en l'absence de don Alonzo, un siége vigoureusement poussé par un prince de la race indomptée des Almohades, elle envoya dire à ce prince que c'était violer toutes les lois de la chevalerie de presser ainsi une femme abandonnée à elle-même. Une heure après, le siége était levé; le croissant ne rayonna plus sur les collines qui environnent Tolède; du haut des tours de la ville, on put voir disparaître, un à un, au détour des vallées castillanes, les manteaux blancs des chevaliers maures; le prince avait porté ses forces dans les comtés où combattait don Alonzo. Pour célébrer un si heureux évènement, Berenguela fit donner un tournoi magnifique où elle-même, de ses mains royales, devait récompenser le courage. A ce tournoi, douze chevaliers inconnus, la visière baissée, cachant leur écu et leur devise, se présentèrent tout à coup dans l'arène, et les histoires chrétiennes sont forcées de convenir que, de l'un à l'autre bout de la fête, ils se comportèrent avec un tel sang-froid, une telle vaillance, qu'on ne put, sous peine d'injustice, leur refuser

le prix de l'adresse et de la valeur. C'était le prince maure, escorté de ses principaux *walis*, qui avaient saisi une si belle occasion de voir la reine, et en même temps de montrer que, s'ils avaient levé le siége, c'était par courtoisie et non par faiblesse. Le gage que la reine fut obligée d'accorder au prince infidèle, celui-ci le porta jusqu'à la mort sur son cœur, ni plus ni moins qu'un amulette béni par tous les *alfaquies* des mosquées de Cordoue, au risque d'être condamné, ajoutent les chroniques arabes, à ne jamais contempler les houris de l'élysée musulman. Le surlendemain du tournoi, le roi don Alonzo rentra dans Tolède, et son retour donna le signal des mêlées sanglantes. Les haines de religion et de race purent de nouveau s'assouvir, aussi ardentes, aussi aveugles que par le passé; mais peu importe : étaient-ce donc des siècles de barbarie absolue que ces bizarres siècles du moyen-âge espagnol où une femme trouvait tant de force dans sa faiblesse, et, pour désarmer son ennemi, n'avait à exercer d'autre empire que celui de la vertu et de la beauté?

A toutes les époques, en Espagne, on a été sûr de passionner la foule, — et de nos jours il en est absolument de même, — quand on évoque ces noms poétiques du roi don Alonzo et de la reine doña Berenguèle; la haine du Maure, qui en toute autre circonstance n'est plus qu'un souvenir historique, redevient un sentiment réel qui remue le sang et soulève les ames. Les têtes s'exaltent au point que l'on finirait presque par ajouter foi aux prodiges que racontent les vieilles chroniques sur ces siècles étranges où un seul chevalier catholique dispersait des bataillons de Maures, de telle sorte qu'après la victoire, c'était à peine si, parmi des milliers d'infidèles tués ou mutilés dans les plaines, on parvenait à découvrir cinq ou six chrétiens tombés victimes de leur ardeur excessive, la face contre terre, et qu'on était forcé d'ensevelir avec leurs armes, leurs mains crispées refusant de s'ouvrir pour les rendre, même après la mort. Temps merveilleux où tout repoussait les Maures, non-seulement le guerrier avec sa lance ou le prêtre avec ses prières, mais les fleuves qui débordaient exprès pour emporter aux mers lointaines, hors de la catholique Espagne, leurs tentes et leurs cadavres, le sol qui s'entr'ouvrait sous leurs pieds, les maisons qui s'écroulaient sur leurs têtes, et jusqu'aux taureaux sauvages de Guadarrama qui, à leur vue, se prenaient d'un courroux soudain, et, selon la naïve expression des légendes, *se montraient bons chrétiens* en les poursuivant sans relâche ni quartier! Si dans la guerre qui se prépare contre le Maroc on veut que le soldat espagnol affronte résolument tous les périls, il suffit de faire représenter devant lui un

de ces drames où éclate pleinement la haine du Maure, et l'on peut à coup sûr choisir *Alfonso Munio*, car dans aucune autre pièce, pas même dans celles du XVIe siècle, cette passion ne se retrouve plus franchement exprimée. A vrai dire, c'est la haine du Maure qui défraie tout le premier acte; c'est elle qui donne un caractère aux coutumes de la cour de la reine Berenguèle; elle est partout, dans tous les vers, dans toutes les paroles, dans l'amour des jeunes filles qui se racontent avec orgueil les prouesses de leurs fiancés; dans leurs craintes et dans leurs tristesses quand elles songent aux champs de bataille que le sang de leur famille a rougis déjà, et à ceux qu'il doit rougir encore; dans les cris de joie qui emplissent le palais, se communiquant bientôt à la ville et, de proche en proche, aux *poblaciones* les plus écartées, quand la vedette au cor d'ivoire annonce le retour de l'infant, et que l'on aperçoit enfin sa bannière, dont la poussière avait caché d'abord aux plus perçans regards les tours crénelées et les lions rugissans.

Au second acte, le drame se poursuit plus simplement et plus vivement encore; nous sommes toujours au palais de la reine. Heureux de retrouver Fronilde, pour qui Munio avait cherché un asile dans un monastère perdu au fond des Asturies, mais que doña Berenguela avait retenue auprès d'elle, l'infant don Sancho ne contient plus son amour; il l'exprime avec une véhémence dont un public français se montrerait un peu étonné peut-être, mais qu'un public espagnol accepte gravement comme la chose la plus naturelle du monde. Dans *le Cid*, Corneille n'a pris de l'amour espagnol que la sincérité profonde et l'intrépide persévérance. Les chastes transports de Fronilde répondant à la passion du prince, Corneille les eût infailliblement réprouvés; et, en effet, ils ne conviennent point au grand cœur de sa fière héroïne qui s'irrite de son amour comme d'une faiblesse, et ne se pardonne point qu'on ait pu le deviner. Il faut avoir vécu en Espagne pour bien concevoir et pour bien aimer la passion qui éclate chez Lope et chez Calderon, la passion fougueuse dont Mathilde Diez est aujourd'hui une si énergique interprète, Mathilde Diez, la meilleure tragédienne qui se soit produite en Espagne. A l'heure même où nous écrivons, Matilde Diez est à Paris; elle y est venue étudier nos principaux artistes et, avant tous les autres, Mlle Rachel; elle aura peine à comprendre, nous le craignons, que, dans leurs fureurs jalouses, Hermione et Phèdre se possèdent assez pour ne point déchirer la pourpre sur les épaules du volage roi d'Épire ou du fils indifférent de Thésée.

S'il faut dire toute notre pensée, nous croyons que dans *Alfonso*

Munio, l'amour n'a pas exclusivement le caractère espagnol; à quelques tirades un peu verbeuses, et surtout beaucoup trop philosophiques, il est très facile de reconnaître que depuis long-temps *il n'y a plus de Pyrénées* pour les héroïnes de Mme Sand (1). Quoi qu'il en soit de cet amour, au moment où Fronilde l'exprime avec une ardeur si naïve, un évènement survient qui le contrarie et le doit briser. Avant les derniers combats soutenus contre les Maures, les deux maisons de Castille et de Navarre se faisaient une guerre opiniâtre, au grand scandale de l'Europe chrétienne, qui voyait l'islam relever la tête, et peu à peu reprendre vie à la faveur de ces dissensions. Alarmés à bon droit de son audace renaissante, les principaux vassaux des deux couronnes, comtes, *caballeros*, *ricos-homes*, intervinrent à la fois par les respectueuses représentations et par les menaces; la paix se conclut, et, pour qu'elle fût durable, on convint d'unir l'infante de Navarre à l'héritier de Castille et de Léon; ainsi devaient se résoudre toutes les questions de territoire et de suzeraineté. A l'époque où s'engagèrent les premières hostilités contre les Maures, les dernières négociations étaient à peu près terminées déjà. Éperdument épris de Fronilde, occupé d'ailleurs à battre les infidèles, l'infant don Sancho ne songeait guère à la princesse de Navarre; rentré à Tolède, il l'avait oubliée complètement aux genoux de la fille du comte Alfonso, quand des chevaliers de Navarre viennent solennellement rappeler à la reine Berenguela que la main de leur infante est accordée à son fils. Leur langage est pressant et un peu amer, leur attitude hautaine; voici bien des jours que l'alliance est arrêtée; on s'étonne qu'elle ne soit pas consommée encore; des deux parts, les esprits se froissent et s'aigrissent; il est temps d'en finir si l'on ne veut point que la querelle se rallume plus vive que jamais entre les deux pays.

Au troisième acte, l'infant don Sancho s'efforce d'étouffer sa passion, qui enfin prévaut sur les plus grands intérêts de Léon et de Castille; l'épreuve est trop forte pour que le jeune prince y puisse tenir. Vaincu par l'amour, il déclare hautement que sa vie entière appartient à Fronilde; c'est en pure perte que ses chevaliers, ses conseillers, la reine Berenguela, Fronilde elle-même, lui font entrevoir les malheurs que doit inévitablement appeler sur la Castille une telle détermination.

(1) *Alfonso Munio* n'est point le début littéraire, mais bien le début dramatique de la señorita Gomez de Avellaneda. Depuis deux ans, doña Gertrudis a publié un beau recueil de poésies lyriques et deux romans, *Sab* et *las Dos Mugeres* (*les Deux Femmes*), où se fait sentir plus encore que dans la pièce l'influence d'*Indiana*.

A partir de ce moment, le caractère de don Alfonso Munio, considérablement effacé jusqu'ici, se montre dans toute sa noblesse; bien loin de favoriser un amour qui veut placer sa fille sur un trône, il le combat de toutes ses forces; et en cela, il est dignement secondé par Fronilde : mille fois la mort, mille fois le cloître, plutôt que d'être pour la Castille une cause d'abaissement et de ruine! De son côté, l'infant don Sancho ne songe plus qu'à se faire tuer à la première rencontre qui aura lieu entre les chrétiens et les Maures; son désespoir est si violent, il se manifeste avec une si sombre énergie, que sa mère ne se sent plus le courage de lui résister. Don Sancho épousera Fronilde; tout est rompu avec Navarre; encore quelques jours, et la guerre impie, la guerre entre chrétiens, entre frères, aura de nouveau éclaté. A cette résolution de la reine Berenguèle, la toile tombe pour la troisième fois; certes, il n'y a là ni péripéties, ni ce qu'on appelle vulgairement des coups de théâtre; et cependant nous ne croyons pas qu'en Espagne, jamais acte se soit terminé d'une plus émouvante façon. On entend déjà, pour ainsi dire, les renaissantes clameurs des collisions civiles; sous les lances chrétiennes, des flots de sang chrétien vont couler. Ce n'est pas là, néanmoins, ce qui remue le cœur et l'étreint au moment où l'acte s'achève. On frémit comme à l'approche d'une catastrophe inévitable; mais ce n'est point pour Castille et Navarre qu'on la redoute; on comprend bien que dans cette querelle, ce n'est pas la cause des peuples qui doit périr, non plus que celle du christianisme. C'est pour l'infant don Sancho que l'on tremble, pour sa vie, pour son amour, pour sa douce et belle Fronilde. Dès l'instant où le péril de son pays ne l'a point décidé à sacrifier sa passion, don Sancho est condamné; il est marqué au front du sceau fatal qui appelle la malédiction et la mort. La vieille Espagne est une terre de dévouement et d'abnégation : on y pardonne à la cruauté, à la violence; on y a excusé don Pèdre de Castille, on y cherche de nos jours à réhabiliter Philippe II; mais l'égoïsme ne s'y peut produire qu'il ne soit tout aussitôt voué à l'exécration et au châtiment.

Et en effet, au quatrième acte, le châtiment arrive prompt comme la foudre; vous pressentez à peine le dénouement, qu'il est survenu déjà. Pour protéger sa fille contre l'amour du prince, don Alfonso l'enlève à la reine; il sort avec elle de Tolède; il l'amène sous sa tente, et la confie à la garde de ses chevaliers. Cependant, un jour qu'il est allé passer la revue de ses hommes d'armes, le jeune infant, tout entier à la joie d'avoir décidé la reine à lui donner Fronilde, pénètre chez le vieux comte, annonce brusquement à sa fille que les chevaliers

de Navarre ont repris le chemin de leurs montagnes, et que, par les soins de Berenguela elle-même, leur mariage va s'accomplir. La digne fille d'Alfonso fait d'abord résistance; mais l'amour du prince est si éloquent, ses prières si vives, qu'elle se laisse persuader. Comme à l'époque où le prince pouvait l'aimer et le lui dire sans que la Castille eût le droit de lui en faire un crime, Fronilde accepte l'amour de Sancho et y répond avec franchise, quand tout à coup une main nerveuse, armée d'une épée, écarte les tapisseries qui forment sous la tente l'appartement de Fronilde : c'est Munio, qui, trompé par des serviteurs trop zélés, s'imagine que le prince a déshonoré sa fille; c'est Munio qui maudit Fronilde, et, tout en la maudissant, lui plonge son épée dans le cœur. Don Sancho lui-même tomberait sans doute sous ses coups, si des soldats, accourus au dernier cri de sa fille mourante, ne s'empressaient de le désarmer. Sous les imprécations du vieux comte, don Sancho revient peu à peu de la stupeur où l'a jeté une si brusque péripétie; en quelques paroles énergiques, il justifie Fronilde et se justifie lui-même. C'est en vain que Munio se précipite sur le sein de Fronilde pour arrêter avec ses lèvres le sang qui coule de la blessure; Fronilde a expiré déjà. L'infortuné père se relève et pleure ses premières larmes; de tous côtés, il cherche une arme pour se percer le cœur à son tour. Comme il s'abandonne à son désespoir, une immense clameur se fait entendre au camp et dans la ville; à la nouvelle de la rupture survenue entre Castille et Navarre, les Maures ont repris courage; aussi rapides que le vent d'Afrique, il se portent à la fois sur Léon et Tolède; les rauques fanfares de leurs trompettes ont donné le signal de l'attaque; le cri de défi des Almoravides retentit au pied des remparts. Munio voulait se tuer, mais il comprend qu'à deux pas de sa fille morte, une autre fin lui est réservée, plus digne de lui et de sa race. Suivi de ses chevaliers, il quitte sa tente et s'élance au-devant de la mort, que don Sancho trouvera bientôt, lui aussi, dans les regrets amers et dans les ennuis de la royauté.

Si nous avons réussi à indiquer les situations principales de ce drame et à montrer comment de scène en scène l'intérêt y grandit et s'y développe, on en peut d'un seul coup d'œil apercevoir les qualités réelles et les plus notables défauts. Au point de vue rigoureusement historique, on est en droit de reprocher à l'auteur d'avoir dénaturé les caractères de l'infant don Sancho et de la reine Berenguèle; mais au fond, comme l'un et l'autre ne cessent point un instant, malgré leurs faiblesses et leurs fautes, d'inspirer une sympathie véritable, c'est là une critique sur laquelle nous ne voulons point appuyer. Nous préfé-

rons signaler d'abord les mérites du style, qui, en dépit d'une certaine fougue aventureuse, dont l'expérience aura tôt ou tard raison, est à presque toutes les scènes d'une mélodieuse élégance et d'une rare vigueur. Une citation étendue en dira plus, d'ailleurs, que tous nos éloges; nous choisissons les tirades où sont le mieux exprimés les deux passions, ou, pour mieux parler, les deux sentimens qui ont le plus remué, le plus dominé la vieille Espagne : la haine du Maure et l'orgueil castillan.

Trompé sur les intentions du prince, et s'imaginant qu'il médite la honte de sa famille, don Alfonso, au commencement du quatrième acte, compte les rubis qui ornent la poignée de son épée de combat; chacun de ces rubis est le souvenir d'un péril noblement couru, le prix d'une victoire; en les comptant, le vieux chevalier s'abandonne à toute sa tristesse et à tout son courroux.

« Ah! s'écrie-t-il, don Sanche! don Sanche! mes ancêtres le tiennent de vos pères, ce titre de ma noblesse, ce gage de notre valeur; cette épée, tant de fois trempée dans le sang du Maure, ils l'ont gagnée à force de fatigues et de prouesses, et dans la main de Munio, l'ennemi ne la trouva jamais oisive; don Sanche de Castille, ne le savez-vous pas? J'en atteste les champs d'Almodovar et de Montelo! Les glèbes sanglantes vous diront leurs sueurs et leurs exploits populaires; elles vous diront comment s'est agrandi par nous le beau royaume de vos aïeux. Don Sanche de Castille, à qui devez-vous votre gloire? A qui, si ce n'est à nous, la race illustre des La Cerda est-elle redevable de ses *poblaciones* et de ses comtés? Que de sang il nous a fallu verser, et que de sang il nous a fallu perdre pour refouler le Maure dans les *vegas* embrasées du midi, pour repousser ses cavaliers rapides, pour vous donner les palais des émirs, pour conquérir les mosquées au Dieu véritable, pour arracher les couronnes usurpées du front déloyal de vos grands vassaux révoltés! N'avez-vous donc pas compris que notre nom est inséparable du vôtre, et que, si notre gloire a fait votre gloire, notre honte, don Sanche, fera votre honte également? (*Avec amertume.*) Mais que vous importent dans un vassal le courage, le dévouement, l'héroïsme? Votre cœur magnanime méprise tout cela, et vous nous croyez assez heureux sans doute quand la beauté de nos filles défraie les loisirs que vous ont faits nos fatigues. Consommez donc mon déshonneur, grand prince, consommez-le sans remords, sans hésitation, sans regarder à mes larmes, puisque votre ame royale en a besoin pour combler le vide qu'y fait l'oisiveté; c'est un si beau spectacle, quand le Maure reprend les armes, qu'un infant de Castille ne s'occupe que de son amour et ne demande qu'à l'assouvir dans la honte de son plus fidèle vassal! Puisque vous êtes si habile à multiplier les séductions autour d'une jeune fille sans expérience dont votre amour a charmé le cœur

et que votre amour éblouit, puisque vous avilissez et désolez une famille jusqu'ici plus jalouse de la vertu de ses femmes que du courage de ses chevaliers, que demandez-vous de plus, don Sanche, et que pouvez-vous souhaiter encore? (*Avec une mélancolie soudaine.*) Mais, mon Dieu! pensez-vous que ce soit là la gloire? Est-ce donc ainsi que vous vous préparez à porter la main de justice et le sceptre? »

. . . . . .

« Don Sanche de Castille! vous vous êtes trompé, si vous avez pensé que je me résignerais à subir la flétrissuse que vous vouliez imprimer à mon blason; elle retombera sur vous, la honte que vous me réservez et contre laquelle mes services auraient dû me prémunir. Les honneurs et les distinctions accordés par votre père au sujet loyal, le chevalier offensé n'en veut plus; reprenez-les, il vous les rend. Et pourquoi les garderait-il après tout? Quelle valeur peuvent-ils avoir, puisqu'ils ne peuvent me mettre à l'abri de vos outrages, et que vous, le fils du roi don Alonzo, vous oubliez à quel respect ils me donnent droit? Don Sanche de Castille, vous avez voulu m'enlever un bien plus précieux que toutes les distinctions et tous les honneurs que mes pères ont reçus des vôtres. Ce qu'il vous est impossible de me ravir, c'est ma résolution et ma loyauté; à votre aise, don Sanche! Peu m'importe que vous méditiez l'outrage contre la maison des Munio, peu m'importe votre folle entreprise! c'est un creuset où ma loyauté s'épure et s'exalte... (*Avec colère et en regardant son épée.*) Ah! qu'elle est heureuse et bien protégée la famille dont l'archevêque de Tolède a béni les chefs! que vous êtes heureux, don Sanche, qu'il faille respecter en vous la couronne que vous devez porter un jour, bien qu'à l'avance vous l'ayez déshonorée déjà par vos faiblesses et vos passions! »

Ce sont là de mâles accens, mais c'est la vigueur qui, dans cette pièce, est la qualité principale du style; on peut encore s'en convaincre par la scène qui termine le drame, après que l'innocence de Fronilde a été pleinement reconnue, et où le cœur de Munio se brise sous la double pression de la douleur et du remords.

« Ah! ne pleurez donc pas, don Sanche! Ce n'est point en pleurant qu'il témoigne sa douleur, un noble castillan. Il réclame du sang, le sang de Fronilde... Il aura du sang! Ce n'est point par de nouveaux crimes qu'il la faut apaiser, la douce victime; du fond de la tombe où elle va reposer, elle doit parler encore à nos cœurs, et si sa voix nous excite à la colère, c'est contre les ennemis du nom chrétien que se devra tourner notre fureur! »

. . . . . .

« Ah! si c'est par du sang qu'il faut expier la folie de votre amour et le malheur exécrable que la fatalité m'a forcé aujourd'hui d'accomplir, venez, prince, nous aurons du sang à verser, avant que le nôtre soit tout-à-fait répandu. Des bataillons d'ennemis nous provoquent au combat... Oh! laissez-

moi bien entendre les défis de leurs clairons! Que toutes les tribus infidèles se liguent contre Léon et Castille! Oh! ma noble épée, tombons, tombons sur elles comme la faux aiguë sur les épaisses moissons. Pas de murailles, pas de boulevards qui les puissent protéger contre nos assauts; poursuivons-les, don Sanche, dans les recoins des vallées et par les campagnes, à travers les mers, dussent-elles nous conduire aux extrémités de la terre! Ah! comme le champ de bataille est vaste, et comme il est beau pour un vrai Castillan! Qu'il sera beau, le carnage!... Il faut des victimes à la douleur qui pénètre la moelle de mes os; cette main qui s'est trempée dans le sang de ma fille, c'est dans le sang sarrasin que je la dois laver! »

Ici, on entend le son aigre et prolongé des cymbales chrétiennes; les tapisseries de la tente s'écartent; sans aucun doute, les escarmouches ont recommencé dans les plaines; au loin, parmi les drapeaux de Castille, vous diriez que l'on aperçoit déjà, s'inclinant et se relevant tour à tour, les bannières des musulmans. Arrivé au paroxisme de la douleur paternelle et de l'exaltation guerrière, don Alfonso s'élance d'un bond sur le devant de la scène; puis, brandissant son *pennon*, que vient d'apporter un écuyer :

« Oui, tu seras glorieuse, Castille! On tremblera un jour dans le monde, quand les lions de ton drapeau hérisseront leurs crinières; et leurs rugissemens se feront entendre aux territoires les plus lointains. Munio doit périr, et après lui, pendant long-temps après lui, bien des soldats, bien des chevaliers, bien des rois invincibles..... Mais qu'importe, pourvu qu'ils te laissent triomphante, pourvu que dans le monde que t'aura conquis leur bravoure, dans le monde espagnol, le soleil ne se couche jamais?... — Dors en paix, ô fille de mon sang et de mon cœur! Moi-même, après le combat, je ne pourrai pas offrir à ta tombe l'holocauste expiatoire qu'elle réclame... Quand mes hommes d'armes me rapporteront ici tout sanglant et enveloppé dans ma bannière, fais-moi place auprès de toi! ô ma fille! permets que l'on jette sur le corps de ton père un peu de la terre qui te recouvrira! »

Pour faire connaître la manière de la señorita Gomez de Avellaneda, nous avons, en conservant de notre mieux l'éclat des couleurs et l'impétuosité du rhythme, traduit les passages dont notre goût se peut le moins étonner, et encore craignons-nous bien que l'on ne retrouve là toutes les invraisemblances, toutes les emphases de la déclamation. Dans la prose française, cela est possible, mais non certes dans le vers castillan. Rien de plus naturel, rien de plus vrai que ces images de sang et de mort, de désolation et de guerre, quand elles sont revêtues de ce dialecte magnifique tout formé, comme on sait, de feux et de rayons. On a prétendu que l'ampleur majestueuse était

le caractère à peu près exclusif de la langue castillane; on s'est trompé: connaissez-vous rien de plus vibrant et de plus rapide que ces paroles de colère proférées par Munio avant d'abandonner le corps déjà refroidi de sa fille, au moment où les cymbales appellent les chrétiens au combat?

« . . . . . ¡Grato
Será á mis ojos el estrago! ¡Bella
La matanza será! ¡Victimas pide
El bárbaro dolor que en mí se ceba,
Y esta mano que mancha sangre illustre,
Se ha de lavar en sangre sarracena! »

Alfonso Munio a obtenu un succès immense, un succès qui rappelle la représentation des plus belles pièces de MM. de Rivas, Hartzembusch, Gil y Zárate et Zorrilla. Les dramaturges eux-mêmes ont accueilli avec enthousiasme la jeune fille qui, la première de son sexe en Espagne, vient prendre fièrement sa part des gloires et des fatigues poétiques. Ceci s'explique d'abord par la spontanéité généreuse du caractère espagnol, qui n'est guère accessible aux jalousies basses, pas même à la jalousie littéraire, et puis, ils ont intérêt, les uns et les autres, à rendre populaire une œuvre qui, pour quelque temps du moins, ramènera le drame dans les voies larges et hautes où l'a fait entrer M. le duc de Rivas. Depuis un an ou deux environ, le public de Madrid s'est refroidi à l'égard des œuvres qui demandent exclusivement leurs conditions de succès à l'art difficile et à une poétique sévère; il s'est un peu engoué des pièces politiques par lesquelles, à défaut de tribune, les quatre ou cinq partis espagnols se témoignent leurs antipathies ou leurs dédains; il s'est laissé prendre aux décevans attraits de la comédie bouffonne et railleuse, et, à notre avis, c'est là un malheur pour les lettres renaissantes. Nous ne voulons pas le moins du monde mettre en question le talent et la verve des poètes comiques de l'Espagne actuelle, de MM. Rubi, Breton de los Herreros, Asquerino, mais nous croyons que les mœurs, les opinions, les préjugés, les travers de la société de Madrid et des villes principales, ne comportent point encore la vraie comédie. Les meilleures intelligences étaient découragées au point de se résigner, pour vivre, à traduire comme par le passé nos drames les plus médiocres; quatre jeunes poètes, rudement éprouvés déjà, fort connus dans la Péninsule, et parmi ceux-là don Juan-Eugenio Hartzembusch lui-même, avaient eu besoin de se réunir pour transporter sur une des scènes de Madrid le triste *Laird*

de Dumbicky; quelques autres, et, parmi ceux-ci, don José Zorrilla, l'auteur d'*el Zapatero y el Rey* (*le Savetier et le Roi*), retombaient dans les plus vieilles exagérations du romantisme. Les horreurs systématiques de *la Copa de marfil* (*la Coupe d'ivoire*), de don José Zorrilla, représentée en mai dernier au théâtre d'*el Principe*, ne le cèdent en rien, assurément, à celles de *la Tour de Nesle* ou de *Richard Darlington*. *Alfonso Munio*, c'est là son plus saisissant mérite, arrêtera le public sur la pente facile qui aboutit au faux goût et à la décadence précoce; l'action d'*Alfonso Munio* est énergique et simple comme dans la tragédie grecque, et, si l'on nous autorise à parler ainsi, une comme l'état social que l'Espagne révolutionnaire entreprend aujourd'hui de fonder. Les fantaisies de l'esprit, les élans du cœur, les caprices de l'imagination, qu'il est d'ailleurs impossible de proscrire et de contenir en Espagne, sont relégués dans les méandres fleuris et rayonnans du style et dans les mille détails du dialogue. Tel est le genre qui, à l'heure présente, peut sérieusement prospérer au-delà des monts; et voilà pourquoi la jeunesse d'élite, à Madrid, n'a voulu voir de la pièce que les beautés incontestables, voilà pourquoi elle a fermé les yeux sur les défauts : l'invraisemblance de certaines situations, la raideur de certains caractères, les fréquentes inégalités du style, la jeunesse de Madrid a tout excusé. Pour nous, qui vivons bien loin de l'atmosphère sympathique où peu à peu se relèvent et s'épanouissent les lettres espagnoles, de ce milieu ardent où l'avénement radieux d'une femme jeune et belle ranimera l'émulation poétique si inquiète ailleurs et si haineuse, comme autrefois sur les champs de bataille de Léon ou de Castille les graces vaillantes de Berenguèle exaltaient le courage des *infanzones* et des chevaliers, on nous pardonnera, nous l'espérons, de nous montrer un peu moins indulgent.

Les situations du drame sont fortes et pathétiques; nous regrettons seulement que le poète ne se soit pas attaché à les ménager un peu mieux. Les scènes s'enchaînent sans trop s'expliquer ni se déterminer les unes les autres; elles se succèdent comme les journées dans les montagnes de Catalogne, toutes pleines de vie et de soleil, mais séparées par des nuits profondes. L'action est une et simple, et nous avons déjà dit que, pour nous, c'est là une qualité réelle; l'unité, la simplicité, ne perdraient rien pourtant, nous le croyons, à ce que cette même action fût un peu plus neuve. Que, dans un pays comme l'Espagne, on se défie de l'imagination, des écarts où elle peut entraîner, nous sommes loin d'y trouver à redire; mais lui couper tout-à-fait les ailes,

supprimer l'invention en un mot, c'est un autre excès dont il eût fallu également se garder. La péripétie finale se dénoue, il est vrai, d'une façon imprévue et fort émouvante; à part l'intérêt qu'elle soulève, c'est là précisément ce dont on peut se plaindre, que rien ne l'annonce et ne la fasse entrevoir. Il ne convient point de marcher ainsi à l'aventure; il ne convient point de remettre ainsi au hasard le soin de trancher la complication. Que serait-il donc arrivé si, au moment où l'on comprend qu'il en faut finir, Munio ne s'allait mettre en tête que sa fille est coupable, et ne la sacrifiait à l'honneur de sa maison? Parlons franchement, le quatrième acte forme à lui seul une pièce entière, et cette pièce n'a de commun que les noms des personnages avec celle dont vous avez jusque-là curieusement suivi les incidens. Ce n'est pas tout : dispensés d'agir, renfermés dans les limites étroites d'une situation un peu trop rigoureusement définie, ces personnages semblent avoir à cœur de se dédommager par des tirades et des monologues interminables; nous devons ajouter cependant que le poète leur a fourni la meilleure des excuses en leur prêtant les idées les plus généreuses, fièrement et ardemment exprimées. Puisque nous sommes ramené à signaler une fois encore la partie remarquable de l'œuvre, c'est par là que nous voulons terminer : pourquoi insister outre mesure sur des défauts que l'expérience atténuera, si elle ne les fait disparaître, quand on a ce que l'expérience n'a jamais donné à personne, la passion vraie, la pensée vigoureuse, et, par intervalles déjà, le style ferme et consistant?

Aussi, pour découvrir une ovation comparable à celle que le public de *la Cruz* a décernée au poète, dans la soirée bienheureuse du 13 juin 1844, serait-on obligé de remonter aux plus brillantes époques de l'ancien théâtre espagnol. Quand la toile fut tombée sur les derniers vers du quatrième acte, la foule éperdue et ravie demanda sur-le-champ à saluer l'auteur de ses acclamations; on ne sait pas trop à quels excès se serait porté son enthousiasme impatient, si, d'un pas timide et le regard ébloui, doña Gertrudis ne fût venue en personne cueillir au hasard une couronne parmi celles dont la scène se trouvait littéralement jonchée. La jeune señorita était entourée, ou pour mieux dire assistée de ses principaux interprètes, — d'un côté, l'élégant don Julian Roméa et don Carlos Latorre, le Kean de l'Espagne; de l'autre, la gracieuse et pourtant si énergique señora Tablarès, les sœurs Lamadrid, ces deux artistes de mérite égal et de facultés diverses : groupe célèbre où se faisait regretter l'absence de la señora Mathilde Diez. Puis, quand tout fut décidément fini, le public entier se posta aux

abords du théâtre pour attendre doña Gertrudis, que ses amis, anciens et nouveaux, connus ou inconnus, poètes, artistes, critiques même, portèrent en triomphe à son hôtel; et jusqu'au matin, on put entendre le bruit des guitares sous ses balcons, illuminés comme le palais de la reine dans la nuit où fut célébrée la fête de la majorité.

Doña Gertrudis Gomez de Avellaneda a tout au plus atteint vingt-trois ans; elle est appelée à réhabiliter complètement ce nom d'Avellaneda, que le malencontreux continuateur du *Don Quichotte* a tant compromis au XVIIe siècle. Par sa naissance, doña Gertrudis tient aux meilleures familles des provinces méridionales; il existe un parfait rapport entre sa fière beauté de créole, — doña Gertrudis est née à la Havane, — et son talent sévère et hardi. Cela suffit, et bien au-delà, pour que l'attention, à Madrid, se fixe avidement sur les débuts de la première Espagnole qui se soit ouvertement consacrée au culte sérieux de la poésie et des lettres. Il paraît, du reste, que l'exemple ne doit point se perdre, car, le lendemain du triomphe, les journaux annonçaient la publication prochaine de la *Revista Semanal*, revue hebdomadaire de littérature, de peinture, de musique, exclusivement rédigée par quatre femmes, dont la plus âgée a vingt-deux ans à peine, doña Carolina Coronado, doña Adelaïda O'dena, doña Paulina Cabrero de Martinez, et doña Josefa Pieri, fort renommées aussi toutes quatre pour leur élégance et pour leur beauté. Il n'est point aisé de prévoir où aboutiront les naissantes ambitions littéraires de la femme en Espagne; pour notre compte, il nous répugne de croire que l'esprit public et les mœurs s'en puissent un jour mal trouver. Très peu de temps après la représentation d'*Alfonso Munio*, le plus important journal de la Péninsule, l'*Heraldo*, se récriant sur la somme énorme que *le Juif Errant* doit rapporter à M. Eugène Sue, ajoutait avec une certaine tristesse : « Quand est-ce donc qu'en Espagne les travaux de l'intelligence seront aussi magnifiquement récompensés ! » Que dites-vous là, bons Madrilègnes? et pourquoi nous envier nos fastueuses misères? Ah! s'il le faut, redoublez d'enthousiasme pour vos jeunes filles poètes, prodiguez-leur plus abondamment encore les couronnes et les sérénades plutôt que de contracter les égoïstes et prosaïques allures de nos romanciers. Mieux vaut cent fois, nous vous l'affirmons, si bizarre, si exagérée qu'on la suppose, l'émotion que vient de soulever parmi vous la première œuvre dramatique de la señorita doña Gertrudis Gomez de Avellaneda!

XAVIER DURRIEU.

LA

MAISON DU BERGER.

POÈME.[1]

—

LETTRE A EVA.

—

I.

Si ton cœur, gémissant du poids de notre vie,
Se traîne et se débat comme un aigle blessé,
Portant comme le mien, sur son aile asservie,
Tout un monde fatal, écrasant et glacé;
S'il ne bat qu'en saignant par sa plaie immortelle,
S'il ne voit plus l'amour, son étoile fidèle,
Éclairer pour lui seul l'horizon effacé;

(1) Ce poème est le prologue du volume des *Poèmes philosophiques* de M. Alfred de Vigny, dont les quatre premiers : *la Sauvage, la Mort du Loup, la Flûte, le Mont des Oliviers,* ont été publiés dans cette *Revue.*

Si ton ame enchaînée, ainsi que l'est mon ame,
Lasse de son boulet et de son pain amer,
Sur sa galère en deuil laisse tomber la rame,
Penche sa tête pâle et pleure sur la mer,
Et cherchant dans les flots une route inconnue,
Y voit, en frissonnant, sur son épaule nue,
La lettre sociale écrite avec le fer;

Si ton corps, frémissant des passions secrètes,
S'indigne des regards, timide et palpitant;
S'il cherche à sa beauté de profondes retraites
Pour la mieux dérober au profane insultant;
Si ta lèvre se sèche au poison des mensonges,
Si ton beau front rougit de passer dans les songes
D'un impur inconnu qui te voit et t'entend,

Pars courageusement, laisse toutes les villes;
Ne ternis plus tes pieds aux poudres du chemin,
Du haut de nos pensers vois les cités serviles
Comme les rocs fatals de l'esclavage humain.
Les grands bois et les champs sont de vastes asiles,
Libres comme la mer autour des sombres îles.
Marche à travers les champs une fleur à la main.

La Nature t'attend dans un silence austère;
L'herbe élève à tes pieds son nuage des soirs,
Et le soupir d'adieu, du soleil à la terre,
Balance les beaux lys comme des encensoirs.
La forêt a voilé ses colonnes profondes,
La montagne se cache, et sur les pâles ondes
Le saule a suspendu ses chastes reposoirs.

Le crépuscule ami s'endort dans la vallée,
Sur l'herbe d'émeraude et sur l'or du gazon,
Sous les timides joncs de la source isolée
Et sous le bois rêveur qui tremble à l'horizon,
Se balance en fuyant, dans les grappes sauvages,
Jette son manteau gris sur le bord des rivages,
Et des fleurs de la nuit entr'ouvre la prison.

Il est sur ma montagne une épaisse bruyère
Où les pas du chasseur ont peine à se plonger,
Qui plus haut que nos fronts lève sa tête altière,
Et garde dans la nuit le pâtre et l'étranger.
Viens-y cacher l'amour et ta divine faute;
Si l'herbe est agitée ou n'est pas assez haute,
J'y roulerai pour toi la Maison du Berger.

Elle va doucement avec ses quatre roues,
Son toit n'est pas plus haut que ton front et tes yeux;
La couleur du corail et celle de tes joues
Teignent le char nocturne et ses muets essieux.
Le seuil est parfumé, l'alcove est large et sombre,
Et là, parmi les fleurs, nous trouverons dans l'ombre,
Pour nos cheveux unis, un lit silencieux.

Je verrai, si tu veux, les pays de la neige,
Ceux où l'astre amoureux dévore et resplendit,
Ceux que heurtent les vents, ceux que la mer assiége,
Ceux où le pôle obscur sous sa glace est maudit.
Nous suivrons du hasard la course vagabonde.
Que m'importe le jour, que m'importe le monde?
Je dirai qu'ils sont beaux quand tes yeux l'auront dit.

Que Dieu guide à son but la vapeur foudroyante
Sur le fer des chemins qui traversent les monts,
Qu'un Ange soit debout sur sa forge bruyante,
Quand elle va sous terre ou fait trembler les ponts
Et, de ses dents de feu dévorant ses chaudières,
Transperce les cités et saute les rivières,
Plus vite que le cerf dans l'ardeur de ses bonds!

Oui, si l'Ange aux yeux bleus ne veille sur sa route,
Et le glaive à la main ne plane et la défend,
S'il n'a compté les coups du levier, s'il n'écoute
Chaque tour de la roue en son cours triomphant,
S'il n'a l'œil sur les eaux et la main sur la braise;
Pour jeter en éclats la magique fournaise,
Il suffira toujours du caillou d'un enfant.

Sur ce taureau de fer qui fume, souffle et beugle,
L'homme a monté trop tôt. Nul ne connaît encor
Quels orages en lui porte ce rude aveugle,
Et le gai voyageur lui livre son trésor;
Son vieux père et ses fils, il les jette en otage
Dans le ventre brûlant du taureau de Carthage,
Qui les rejette en cendre aux pieds du Dieu de l'or.

Mais il faut triompher du temps et de l'espace,
Arriver ou mourir. Les marchands sont jaloux.
L'or pleut sous les charbons de la vapeur qui passe,
Le moment et le but sont l'univers pour nous.
Tous se sont dit : « Allons! » — mais aucun n'est le maître
Du dragon mugissant qu'un savant a fait naître;
Nous nous sommes joués à plus fort que nous tous.

Eh bien! que tout circule et que les grandes causes
Sur des ailes de feu lancent les actions,
Pourvu qu'ouverts toujours aux généreuses choses
Les chemins du vendeur servent les passions.
Béni soit le Commerce au hardi caducée,
Si l'Amour que tourmente une sombre pensée
Peut franchir en un jour deux grandes nations.

Mais à moins qu'un ami menacé dans sa vie
Ne jette, en appelant, le cri du désespoir,
Ou qu'avec son clairon la France nous convie
Aux fêtes du combat, aux luttes du savoir;
A moins qu'au lit de mort une mère éplorée
Ne veuille encor poser sur sa race adorée
Ces yeux tristes et doux qu'on ne doit plus revoir,

Évitons ces chemins. — Leur voyage est sans graces,
Puisqu'il est aussi prompt, sur ses lignes de fer,
Que la flèche élancée à travers les espaces
Qui va de l'arc au but en faisant siffler l'air.
Ainsi jetée au loin, l'humaine créature
Ne respire et ne voit, dans toute la nature,
Qu'un brouillard étouffant que traverse un éclair.

On n'entendra jamais piaffer sur une route
Le pied vif du cheval sur les pavés en feu;
Adieu, voyages lents, bruits lointains qu'on écoute,
Le rire du passant, les retards de l'essieu,
Les détours imprévus des pentes variées,
Un ami rencontré, les heures oubliées,
L'espoir d'arriver tard dans un sauvage lieu.

La distance et le temps sont vaincus. La science
Trace autour de la terre un chemin triste et droit.
Le Monde est rétréci par notre expérience
Et l'équateur n'est plus qu'un anneau trop étroit.
Plus de hasard. Chacun glissera sur sa ligne
Immobile au seul rang que le départ assigne,
Plongé dans un calcul silencieux et froid.

Jamais la Rêverie amoureuse et paisible
N'y verra sans horreur son pied blanc attaché;
Car il faut que ses yeux sur chaque objet visible
Versent un long regard, comme un fleuve épanché;
Qu'elle interroge tout avec inquiétude,
Et, des secrets divins se faisant une étude,
Marche, s'arrête et marche avec le col penché.

II.

Poésie! ô trésor! perle de la pensée!
Les tumultes du cœur, comme ceux de la mer,
Ne sauraient empêcher ta robe nuancée
D'amasser les couleurs qui doivent te former.
Mais si tôt qu'il te voit briller sur un front mâle,
Troublé de ta lueur mystérieuse et pâle,
Le vulgaire effrayé commence à blasphémer,

Le pur enthousiasme est craint des faibles ames
Qui ne sauraient porter son ardeur ni son poids.
Pourquoi le fuir? — La vie est double dans les flammes.
D'autres flambeaux divins nous brûlent quelquefois :
C'est le Soleil du ciel, c'est l'Amour, c'est la Vie;
Mais qui de les éteindre a jamais eu l'envie?
Tout en les maudissant, on les chérit tous trois.

La Muse a mérité les insolens sourires
Et les soupçons moqueurs qu'éveille son aspect.
Dès que son œil chercha le regard des satyres,
Sa parole trembla, son serment fut suspect,
Il lui fut interdit d'enseigner la sagesse.
Au passant du chemin elle criait : largesse!
Le passant lui donna sans crainte et sans respect.

Ah ! fille sans pudeur! fille du saint Orphée,
Que n'as-tu conservé ta belle gravité!
Tu n'irais pas ainsi, d'une voix étouffée,
Chanter aux carrefours impurs de la cité.
Tu n'aurais pas collé sur le coin de ta bouche
Le coquet madrigal, piquant comme une mouche,
Et, près de ton œil bleu, l'équivoque effronté.

Tu tombas dès l'enfance, et, dans la folle Grèce,
Un vieillard t'enivrant de son baiser jaloux
Releva le premier ta robe de prêtresse,
Et, parmi les garçons, t'assit sur ses genoux.
De ce baiser mordant ton front porte la trace;
Tu chantas en buvant dans les banquets d'Horace,
Et Voltaire à la cour te traîna devant nous.

Vestale aux feux éteints! les hommes les plus graves
Ne posent qu'à demi ta couronne à leur front;
Ils se croient arrêtés, marchant dans tes entraves,
Et n'être que poète est pour eux un affront.
Ils jettent leurs pensers aux vents de la tribune,
Et ces vents, aveuglés comme l'est la fortune,
Les rouleront comme elle et les emporteront.

Ils sont fiers et hautains dans leur fausse attitude,
Mais le sol tremble aux pieds de ces tribuns romains.
Leurs discours passagers flattent avec étude
La foule qui les presse et qui leur bat des mains;
Toujours renouvelé sous ses étroits portiques,
Ce parterre ne jette aux acteurs politiques
Que des fleurs sans parfums, souvent sans lendemains.

Ils ont pour horizon leur salle de spectacle;
La chambre où ces élus donnent leurs faux combats
Jette en vain, dans son temple, un incertain oracle,
Le peuple entend de loin le bruit de leurs débats;
Mais il regarde encor le jeu des assemblées
De l'œil dont ses enfans et ses femmes troublées
Voient le terrible essai des vapeurs aux cent bras.

L'ombrageux paysan gronde à voir qu'on dételle,
Et que pour le scrutin on quitte le labour.
Cependant le dédain de la chose immortelle
Tient jusqu'au fond du cœur quelque avocat d'un jour.
Lui qui doute de l'ame, il croit à ses paroles.
Poésie, il se rit de tes graves symboles,
O toi des vrais penseurs impérissable amour!

Comment se garderaient les profondes pensées
Sans rassembler leurs feux dans ton diamant pur
Qui conserve si bien leurs splendeurs condensées?
Ce fin miroir solide, étincelant et dur,
Reste des nations mortes, durable pierre
Qu'on trouve sous ses pieds lorsque dans la poussière
On cherche les cités sans en voir un seul mur.

Diamant sans rival, que tes feux illuminent
Les pas lents et tardifs de l'humaine Raison!
Il faut pour voir de loin les peuples qui cheminent
Que le Berger l'enchâsse au toit de sa Maison.
Le jour n'est pas levé. — Nous en sommes encore
Au premier rayon blanc qui précède l'aurore
Et dessine la terre aux bords de l'horizon.

Les peuples tout enfans à peine se découvrent
Par-dessus les buissons nés pendant leur sommeil,
Et leur main, à travers les ronces qu'ils entr'ouvrent,
Met aux coups mutuels le premier appareil.
La barbarie encor tient nos pieds dans sa gaîne.
Le marbre des vieux temps jusqu'aux reins nous enchaîne,
Et tout homme énergique au dieu Terme est pareil.

Mais notre esprit rapide en mouvemens abonde,
Ouvrons tout l'arsenal de ses puissans ressorts.
L'invisible est réel. Les ames ont leur monde
Où sont accumulés d'impalpables trésors.
Le Seigneur contient tout dans ses deux bras immenses,
Son Verbe est le séjour de nos intelligences
Comme ici-bas l'espace est celui de nos corps.

III.

Éva, qui donc es-tu? Sais-tu bien ta nature?
Sais-tu quel est ici ton but et ton devoir?
Sais-tu que pour punir l'homme, sa créature,
D'avoir porté la main sur l'arbre du savoir,
Dieu permit qu'avant tout, de l'amour de soi-même
En tout temps, à tout âge, il fît son bien suprême,
Tourmenté de s'aimer, tourmenté de se voir.

Mais si Dieu près de lui t'a voulu mettre, ô femme!
Compagne délicate! Éva! sais-tu pourquoi?
C'est pour qu'il se regarde au miroir d'une autre ame,
Qu'il entende ce chant qui ne vient que de toi :
— L'enthousiasme pur dans une voix suave.
C'est afin que tu sois son juge et son esclave
Et règnes sur sa vie en vivant sous sa loi.

Ta parole joyeuse a des mots despotiques,
Tes yeux sont si puissans, ton aspect est si fort,
Que les rois d'Orient ont dit dans leurs cantiques
Ton regard redoutable à l'égal de la mort;
Chacun cherche à fléchir tes jugemens rapides...
— Mais ton cœur, qui dément tes formes intrépides,
Cède sans coup férir aux rudesses du sort.

Ta pensée a des bonds comme ceux des gazelles,
Mais ne saurait marcher sans guide et sans appui.
Le sol meurtrit ses pieds, l'air fatigue ses ailes,
Son œil se ferme au jour dès que le jour a lui;
Parfois, sur les hauts lieux d'un seul élan posée,
Troublée au bruit des vents, ta mobile pensée
Ne peut seule y veiller sans crainte et sans ennui.

Mais aussi tu n'as rien de nos lâches prudences,
Ton cœur vibre et résonne au cri de l'opprimé,
Comme dans une église aux austères silences
L'orgue entend un soupir et soupire alarmé.
Tes paroles de feu meuvent les multitudes,
Tes pleurs lavent l'injure et les ingratitudes,
Tu pousses par le bras l'homme... il se lève armé.

C'est à toi qu'il convient d'ouïr les grandes plaintes
Que l'humanité triste exhale sourdement.
Quand le cœur est gonflé d'indignations saintes,
L'air des cités l'étouffe à chaque battement.
Mais de loin les soupirs des tourmentes civiles,
S'unissant au-dessus du charbon noir des villes,
Ne forment qu'un grand mot qu'on entend clairement.

Viens donc, le ciel pour moi n'est plus qu'une auréole
Qui t'entoure d'azur, t'éclaire et te défend;
La montagne est ton temple et le bois sa coupole,
L'oiseau n'est sur la fleur balancé par le vent,
Et la fleur ne parfume et l'oiseau ne soupire
Que pour mieux enchanter l'air que ton sein respire;
La terre est le tapis de tes beaux pieds d'enfant.

Eva, j'aimerai tout dans les choses créées,
Je les contemplerai dans ton regard rêveur
Qui partout répandra ses flammes colorées,
Son repos gracieux, sa magique saveur :
Sur mon cœur déchiré viens poser ta main pure,
Ne me laisse jamais seul avec la Nature;
Car je la connais trop pour n'en pas avoir peur.

Elle me dit : « Je suis l'impassible théâtre
Que ne peut remuer le pied de ses acteurs;
Mes marches d'émeraude et mes parvis d'albâtre,
Mes colonnes de marbre ont les dieux pour sculpteurs.
Je n'entends ni vos cris ni vos soupirs; à peine
Je sens passer sur moi la comédie humaine
Qui cherche en vain au ciel ses muets spectateurs.

« Je roule avec dédain sans voir et sans entendre,
A côté des fourmis les populations;
Je ne distingue pas leur terrier de leur cendre,
J'ignore en les portant les noms des nations.
On me dit une mère et je suis une tombe.
Mon hiver prend vos morts comme son hécatombe,
Mon printemps ne sent pas vos adorations.

« Avant vous j'étais belle et toujours parfumée,
J'abandonnais au vent mes cheveux tout entiers,
Je suivais dans les cieux ma route accoutumée,
Sur l'axe harmonieux des divins balanciers.
Après vous, traversant l'espace où tout s'élance,
J'irai seule et sereine, en un chaste silence
Je fendrai l'air du front et de mes seins altiers. »

C'est là ce que me dit sa voix triste et superbe,
Et dans mon cœur alors je la hais et je vois
Notre sang dans son onde et nos morts sous son herbe
Nourrissant de leurs sucs la racine des bois.
Et je dis à mes yeux qui lui trouvaient des charmes :
Ailleurs tous vos regards, ailleurs toutes vos larmes,
Aimez ce que jamais on ne verra deux fois.

Oh! qui verra deux fois ta grace et ta tendresse,
Ange doux et plaintif qui parle en soupirant?
Qui naîtra comme toi portant une caresse
Dans chaque éclair tombé de ton regard mourant,
Dans les balancemens de ta tête penchée
Dans ta taille indolente et mollement couchée
Et dans ton pur sourire amoureux et souffrant?

Vivez, froide Nature, et revivez sans cesse
Sous nos pieds, sur nos fronts, puisque c'est votre loi,
Vivez, et dédaignez, si vous êtes déesse,
L'homme, humble passager, qui dut vous être un roi;
Plus que tout votre règne et que ses splendeurs vaines,
J'aime la majesté des souffrances humaines,
Vous ne recevrez pas un cri d'amour de moi.

Mais toi, ne veux-tu pas, voyageuse indolente,
Rêver sur mon épaule, en y posant ton front?
Viens du paisible seuil de la maison roulante
Voir ceux qui sont passés et ceux qui passeront.
Tous les tableaux humains qu'un Esprit pur m'apporte,
S'animeront pour toi quand, devant notre porte,
Les grands pays muets longuement s'étendront.

Nous marcherons ainsi, ne laissant que notre ombre
Sur cette terre ingrate où les morts ont passé;
Nous nous parlerons d'eux à l'heure où tout est sombre,
Où tu te plais à suivre un chemin effacé,
A rêver, appuyée aux branches incertaines,
Pleurant, comme Diane au bord de ses fontaines,
Ton amour taciturne et toujours menacé.

Cte ALFRED DE VIGNY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1844.

On se demandait, depuis plusieurs mois, jusqu'où pouvait aller la patience du cabinet. Battu sur les questions administratives comme sur les questions politiques, il s'armait d'une résignation égale à ses défaites; d'où lui venait cette magnanime indifférence? On l'ignorait. On ne savait pas qu'il possédait un secret pour se tirer d'affaire. Ce secret nous a été enfin révélé. Le *Moniteur* du 30 juin a publié l'article sur la dotation.

Cet expédient prolongera-t-il les jours du ministère? est-il raffermi, ou bien a-t-il soulevé imprudemment la tempête destinée à l'emporter? Ce problème n'est pas encore résolu pour nous. Le succès, dans ce monde, est quelquefois si bizarre! Les témérités les plus folles peuvent réussir et prendre l'apparence de l'habileté. Laissons à un avenir plus ou moins rapproché le soin de nous instruire à cet égard. Les politiques profonds, les gens habiles, nous voulons dire ceux qui ont un penchant décidé pour le ministère, répondent maintenant de sa durée jusqu'à la session prochaine. Soit : que le ministère dure encore cinq ou six mois, puisqu'ils le veulent; mais si le ministère a su se tirer d'affaire pour le moment, voyons s'il a sauvé sa considération et son honneur.

D'abord, le manifeste a été l'objet d'un blâme universel. Pas une voix sérieuse ne s'est élevée pour le défendre, ni dans les chambres ni dans la presse. L'opinion a été unanime pour le condamner. Il a profondément affligé les vrais amis du trône constitutionnel; il n'a réjoui que les radicaux et les légitimistes. La chambre des députés, sous le coup de cette publication inouie dans les fastes du gouvernement représentatif, n'a pas voulu retarder d'un seul jour l'expression de son juste ressentiment. L'article avait paru le dimanche 30 juin, les interpellations ont eu lieu le jour suivant. M. Dupin, de ce ton ferme et brusque qui le caractérise, a reproché au ministère d'avoir fait une sorte

d'appel au peuple contre les chambres, d'être sorti des voies constitutionnelles, d'avoir agi sans loyauté et sans franchise. M. Guizot, dont l'embarras était visible, et dont l'éloquence avait déjà pâli deux fois devant le langage audacieux de M. Lherbette, n'a pas répondu à M. Dupin. Tout le ministère est resté muet. Son silence a été apprécié par la chambre. Cette fois encore, le ministère avait contre lui la majorité, qui, selon sa vieille habitude, s'est contentée de l'humilier.

Voilà, jusqu'à présent, tout le succès du manifeste au Palais-Bourbon. L'opinion du Luxembourg n'a pas mieux accueilli cet étrange oubli des règles parlementaires. Si le mécontentement de la chambre des pairs n'a pas éclaté à la tribune, il s'est produit ailleurs, dans des conversations pour ainsi dire publiques, et avec une vivacité singulière. M. Pasquier n'a pas ménagé ses termes, et le jugement exprimé par le grave chancelier serait de nature à blesser cruellement l'amour-propre du cabinet, si le cabinet avait de l'amour-propre. L'impression ressentie dans les chambres a été partagée dans le public; elle est celle de tous les citoyens sensés qui se défient des expériences politiques, qui aiment le jeu naturel de nos institutions, qui trouvent qu'un gouvernement est bien fou de se créer lui-même des embarras, lorsque le cours ordinaire des choses amène sans cesse des difficultés nouvelles, qui pensent enfin que les premiers devoirs d'un cabinet sont d'exécuter fidèlement la constitution, de respecter les opinions de la majorité, de garantir de toute atteinte la personne du roi, et de pratiquer sincèrement la doctrine de la responsabilité ministérielle. Voilà l'effet que la publication du *Moniteur* a produit sur les esprits les plus modérés. Nous passons sous silence les plaisanteries sur certains passages peu littéraires de l'article officiel, et l'impression pénible qu'a causée l'humilité de certaines phrases. Sans parler de la mesure en elle-même, était-ce là un langage habile, convenable, digne de l'intérêt élevé que l'on voulait défendre? Et le moment choisi pour la publication, quelle preuve de tact! L'heureuse idée de jeter les dotations princières au milieu de l'affligeant débat des intérêts matériels et à travers les dégoûts soulevés contre les affaires d'argent! Les dotations et la discussion des chemins de fer, quel rapprochement! Sous tous les rapports, l'occasion était trop belle d'injurier le trône pour que les factions ne l'aient pas saisie aussitôt. Une presse ardente, la presse légitimiste surtout, a exploité le thème fourni par le *Moniteur*. Le roi est attaqué; le ministère ne l'est plus. Un ou deux journaux ministériels qui veulent bien défendre la mesure le font froidement, comme des avocats chargés d'une mauvaise cause. Pourquoi aussi le *Moniteur* ne parle-t-il pas? Il a promis d'éclairer le pays, de dissiper les erreurs, de combattre les calomnies, de faire triompher la vérité contre les préjugés entretenus par la malveillance des factions. La tribune est muette; c'est au *Moniteur* de parler. Qu'il fasse donc ses affaires lui-même. Nous connaissons des gens, d'ailleurs fort exclusifs en matière de presse, qui, cette fois, accepteraient bien volontiers la concurrence du

journal officiel. Si le *Moniteur* voulait enfin rompre le silence; s'il lui plaisait tout à coup de devenir piquant, spirituel, éloquent, persuasif, il leur éviterait de grands embarras.

Mille bruits ont circulé sur la rédaction et sur la publication du manifeste. Dans le premier moment, des familiers du ministère ont osé dire que le *Moniteur* avait commis un acte d'indiscipline, et qu'il en était résulté de graves explications dans le conseil, à la suite desquelles plusieurs portefeuilles, courageusement déposés, avaient été repris sous l'empire des sollicitations les plus pressantes, adressées aux sentimens les plus nobles. Cette fable n'ayant rencontré que l'incrédulité et le mépris chez les honnêtes gens, on a imaginé une autre version. On a dit que tous les ministres n'étaient pas coupables au même chef, que plusieurs avaient ignoré la mesure, que d'autres, l'ayant désapprouvée et mettant en balance leurs convictions et leur dévouement, avaient fini par imposer un douloureux silence à leurs convictions. Quant à la rédaction de la note, on ajoutait que tous les ministres y étaient étrangers. On l'avait reçue toute faite, ceux qui l'avaient connue l'avaient discutée respectueusement, sans y rien changer; puis le *Moniteur* l'avait publiée. Cette seconde version a obtenu plus de succès que la première. Elle était d'accord avec l'idée que le public s'est faite, à tort ou à raison, de l'influence réelle de certains membres du cabinet. Elle donnait aussi à certains ministres que nous n'avons pas besoin de nommer, et qui sont connus pour ne pas aimer les affaires douteuses, le moyen de se créer dans la circonstance une situation à part. Il faut dire à l'honneur de la fraction militaire du cabinet qu'elle n'a pas accepté un seul instant la solidarité de ces trahisons réciproques, au milieu desquelles un intérêt supérieur à tous les autres était scandaleusement sacrifié. Dès que le maréchal Soult a connu ces commentaires, il les a désavoués avec la franchise un peu rude qu'on lui connaît. L'amiral Mackau a fait la même chose un peu plus poliment. On a su alors que la mesure de la dotation avait été discutée en conseil depuis trois mois, et que l'article du *Moniteur* avait été entièrement rédigé par M. Guizot. M. Villemain, dit-on, par amour des formes littéraires, aurait bien voulu introduire dans la rédaction quelques changemens utiles; mais ses observations, pleines de goût et de justesse, n'ont pas été accueillies. Le style génevois a écarté le style académique.

La responsabilité ministérielle, malgré tous les efforts que l'on a faits pour l'atténuer, est donc pleinement engagée dans tout ceci. Le ministère répondra des suites du conflit qu'il soulève d'une manière si périlleuse et si peu constitutionnelle. Il a lancé au milieu des passions de la multitude le nom du roi, l'inviolabilité de la couronne, l'honneur d'une dynastie, les principes tutélaires de notre constitution; ces grands intérêts, dont la garde est confiée à sa loyauté comme à sa prudence, il les livre à la controverse orageuse des journaux; il les retire du débat régulier des pouvoirs publics pour les précipiter dans l'arène des partis. Si la discussion, ainsi transformée en une

sorte d'émeute organisée par le ministère, nuit à la cause qu'il est chargé de défendre, il en portera toute la responsabilité. Nous savons bien, du reste, qu'il y a dans le ministère un homme que cette lutte n'effraie point, et qui la désire au contraire. Ce n'est pas la première fois que la France, depuis quinze ans, voit apparaître dans les conseils du pouvoir une politique dont le but est d'exciter les passions pour se donner le dangereux plaisir de les combattre, et qui, se sentant inhabile à gouverner par la douceur, fait naître des crises pour avoir le droit d'employer la violence comme un moyen de gouvernement. Lorsqu'on ne sait pas se concilier les esprits, on veut les dominer; lorsqu'on ignore le secret de diriger la majorité dans un temps calme, par la seule influence du caractère et des lumières, on veut la subjuguer par le sentiment du danger. On a recours aux moyens extrêmes pour la discipliner. Comme on sait qu'elle abhorre les factions, et qu'elle est profondement dévouée à la royauté de juillet, on met cette royauté en cause, et on réveille les factions; c'est le moyen d'alarmer et de ressaisir la majorité. On élève les mauvaises passions à la surface de la société pour trouver l'occasion d'un combat où l'on se croit sûr de vaincre, parce qu'on aura le droit de réclamer, au nom des intérêts menacés, l'appui des bons citoyens. On s'abritera derrière le trône, que l'on croit assez fort pour supporter les coups. Qu'importe, d'ailleurs, l'issue de la guerre que l'on allume, si l'on est parvenu à rallier pour un moment la majorité, si l'on a interrompu le travail qui s'opérait naturellement dans son sein, et qui, par un déplacement insensible, allait porter sans secousse le pouvoir dans d'autres mains plus fermes et plus sûres? On espère bien, par la suite, si cela devient nécessaire, fortifier sa situation en aggravant le péril, et embrouiller tellement les affaires, que l'on dégoûtera pour long-temps les hommes sensés qui pourraient prétendre à l'héritage ministériel. Le pays a déjà fait, il y a peu d'années, l'épreuve de cette politique faible et violente, agressive au dedans et timide au dehors; peut-être finirons-nous par la revoir à l'œuvre. A Dieu ne plaise que nous voulions augmenter ses embarras! Nous saurons toujours séparer ce qui est irresponsable de ce qui ne l'est pas, ce qui mérite notre dévouement et nos respects de ce qui mérite le blâme, la couronne enfin de l'intérêt égoïste qui la découvre pour s'effacer lui-même, et la compromet dans une lutte dont il espère, quoi qu'il arrive, recueillir les fruits. Cependant, pour parler avec franchise, nous avions cru que le règne de cette politique était passé. Depuis deux ans surtout, l'immense malheur qui a frappé la France et fixé ses regards inquiets sur l'avenir avait paru indiquer le besoin d'une politique élevée, généreuse, prévoyante, appliquée à éteindre les mauvaises passions, à élargir la base du pouvoir, capable surtout de faire aimer le trône, et de l'entourer des respects du pays. Populariser la dynastie, ce devait être l'œuvre de notre temps. Tous les esprits sages offraient leur concours à cette noble entreprise; c'était la pensée de M. Thiers lorsqu'il prononçait, sur la loi de régence, un discours que bien des gens paraissent avoir oublié aujourd'hui. C'était aussi le

sens de la conduite réservée qu'ont tenue certains hommes considérables, adversaires connus de la politique du cabinet, voyant ses fautes, mais évitant de se prononcer publiquement à son égard, et lui prêtant le secours d'une neutralité généreuse, dans la crainte, imaginaire selon nous, d'empirer la situation en la dévoilant, et de mettre en péril des intérêts plus grands que ceux du ministère. Préparer l'avenir dans l'éventualité d'une régence, c'était, il faut le dire, le conseil de la prudence la plus vulgaire. Le cabinet du 29 octobre ne paraît pas avoir été de cet avis. Calmer le pays, concilier, réunir, aller au-devant des transactions honorables, tout faire en un mot pour diminuer les difficultés d'un moment de transition que les partis attendent avec espoir, c'eût été pour un esprit comme celui de M. Guizot une petite politique; la grande politique consiste à déchaîner les orages, au lieu de les prévenir.

Livrez donc encore cette bataille aux factions; que ce soit la dernière, s'il plaît à Dieu, et montrez-y du moins de la résolution et de la vigueur. Mais non; dès le premier jour, le roi est calomnié; on insulte à la tribune la royauté, on fait entre elle et la restauration un parallèle outrageant pour la révolution de juillet. Jamais, jusque-là, de pareilles attaques ne s'étaient fait entendre dans le parlement; elles étaient reléguées dans les pamphlets : et le ministère ne dit mot! M. Guizot ne saisit pas cette occasion de faire oublier sa faute par l'éloquence, et de relever avec lui, au moyen d'un triomphe oratoire, la majorité confuse et désarmée. Puis arrivent les violences des journaux. La royauté est livrée de toutes parts. Que dit la presse ministérielle? Qu'il s'agit d'une question de confiance, sur laquelle on n'a pas la prétention de convertir les radicaux ni les légitimistes; qu'on n'essaiera pas même de persuader quiconque n'est pas l'ami déclaré du ministère. On ne parlera que pour ceux des députés du centre qui ont conservé des scrupules sur la dotation. En vérité, voilà un dédain commode et qui sera d'une grande utilité pour la couronne! Si la défense de la dotation s'adresse exclusivement à M. Muret de Bort et à ses honorables collègues qui ont exprimé leurs doutes sur la convenance ou l'opportunité de cette mesure, pourquoi tant de bruit? M. Guizot, sans faire des articles dans le *Moniteur*, où il avait cessé d'écrire depuis si long-temps, ne pouvait-il pas prier ces messieurs de venir causer avec lui, à l'hôtel des affaires étrangères, et là essayer de les convaincre en leur ouvrant les registres de la liste civile, et en leur parlant de cet air simple et naturel que le ministre doctrinaire sait prendre quelquefois, dit-on, lorsqu'il est de loisir et que le public des tribunes ne le regarde pas? Mais qu'allons-nous dire? Si par hasard M. Guizot n'avait toujours eu, au fond, depuis trois ans, qu'un penchant équivoque pour la dotation; si lui-même, il y a six mois, au moment de la réunion des chambres, dans un intérêt que tout le monde comprend, avait contribué par des suggestions habiles à faire écarter la mesure dans les bureaux; si le manifeste du *Moniteur* n'avait eu en réalité d'autre but que d'enterrer le projet, comme on dit, après l'avoir étouffé en public au milieu des protestations du dévouement le plus

vif! Oh! alors, s'il en était ainsi, nous ne saurions plus comment nommer cette politique. M. Guizot et M. de Cormenin nous sembleraient d'accord pour le but, en agissant par des moyens différens; et la discussion sur le choix des moyens ne serait peut-être pas à l'avantage de M. Guizot. Que croire cependant? Ce n'est pas nous, tout le monde le sait, qui inventons de pareilles suppositions. Pour nous, M. Guizot est toujours un admirable orateur, qui honore la France par un talent de tribune que l'on ne peut plus louer, et devant lequel s'inclinent ses ennemis même. Il a rendu au pays de grands services : ce n'est pas nous qui voudrions imprimer cette tache à son caractère; mais le bruit que nous racontons, ce sont ses confidens eux-mêmes qui le répandent. Ils le disent à l'oreille pour qu'on le répète tout haut. Étrange préoccupation de l'amour-propre! Ils se croiraient humiliés si M. Guizot, comme tant d'autres, eût fait tout simplement une bévue. Au lieu d'une faute, ils aiment mieux lui attribuer une mauvaise action, que l'on a caractérisée nettement par ces deux mots : honte et profit. Avouons que les ministres ont eu de tout temps des amis bien maladroits.

Puisque nous avons parlé de perfidie ou de quelque chose qui y ressemble, nous ne pouvons laisser de côté cette mystérieuse affaire de la dotation sans dire quelques mots d'une ruse assez savamment concertée dans le but d'alléger le fardeau de la responsabilité ministérielle, et de faire peser une solidarité apparente sur des hommes que le cabinet ou ses amis veulent compromettre dans l'opinion, parce qu'ils ont le malheur de lui porter ombrage. Il va sans dire que l'on a fait circuler avant tous le nom de M. le comte Molé. On a fait entendre qu'il avait reçu d'augustes confidences sur la mesure, et qu'il avait tout approuvé. Personne, heureusement, ne refuse à l'ancien président du 15 avril, à part ses autres qualités éminentes, un jugement rare et une certaine finesse unies à une parfaite loyauté. On sait en outre qu'il ne passe pas dans le monde pour être épris d'un sentiment trop vif en faveur de M. Guizot, le chef et l'orateur fougueux de la coalition. Tous ces motifs réunis démontrent que, si M. Molé a connu l'article du *Moniteur* avant la publication, il l'a blâmé. De sa part, craindre de blesser M. Guizot dans cette circonstance, c'eût été vraiment pousser un peu trop loin la charité chrétienne et l'oubli des injures; d'ailleurs la loyauté de l'illustre pair lui faisait un devoir d'éclairer la couronne sur le piége tendu à sa confiance. Voilà pour M. Molé. On a parlé aussi de M. Dupin; mais l'honorable et irritable député, qui savait, avant de monter à la tribune, les bruits que l'on faisait courir sur lui, s'est expliqué trop catégoriquement sur le chapitre de la dotation pour qu'on puisse lui supposer la plus petite part dans la conduite de cette affaire. Ainsi, en ce qui concerne M. Dupin et M. Molé, le ministère a perdu son temps; mais il s'est montré plus habile en faisant intervenir le nom de M. de Montalivet : le mensonge offrait ici du moins quelque vraisemblance. En effet, comment supposer, à la première réflexion, que l'intendant général de la liste civile n'ait pas connu le plan du ministère sur la dotation?

La faveur particulière dont il jouit auprès du roi, ses relations avouées avec plusieurs ministres, l'extrême réserve qu'il n'a jamais cessé de garder dans son langage sur le cabinet, et que celui-ci a eu l'art de faire passer pour une adhésion; jusqu'à la nature même de la question dont il s'agit, et sur laquelle nécessairement l'intendant général de la liste civile possède les documens les plus sûrs, tout pouvait faire croire que M. de Montalivet n'était pas étranger à la publication du *Moniteur*. Et cependant c'est une erreur complète : il n'est personne un peu au courant du monde politique qui ne sache maintenant que M. de Montalivet n'a été prévenu de rien. Il n'a pas été consulté. Son caractère, du reste, est trop connu pour qu'on puisse douter un seul instant de l'avis qu'il aurait exprimé, si un avis lui eût été demandé. Ce n'est pas louer M. de Montalivet de dire que sa carrière politique est déjà pleine d'exemples qui attestent son courage et son dévouement; c'est proclamer une vérité que personne n'ignore. Non, M. de Montalivet n'aurait pas approuvé la pensée de défendre la dotation dans la presse, au lieu de la soutenir à la tribune; il n'aurait pas conseillé de mettre en avant la royauté comme un rempart destiné à couvrir la responsablité ministérielle. Pour tout dire, le ministère nous semble avoir été mal inspiré en mêlant à cette affaire le nom de M. de Montalivet. Ce n'est pas encourager pour la suite le système des neutralités expectantes. L'abnégation politique est une de ces vertus difficiles qui ont besoin qu'on les ménage; il est dangereux de les exposer à de trop rudes épreuves.

Comme on le voit, il ne manque rien à l'affaire de la dotation, ni l'intrigue, ni le sujet des réflexions les plus graves. L'intrigue paraît en ce moment-ci sur le premier plan; elle fixe les regards, mais elle n'occupera plus tard que le coin du tableau, et laissera voir dans tout son jour le côté sérieux. On a commencé; il faut finir. Si l'on s'arrête, on s'avoue vaincu; si l'on persiste, des difficultés nouvelles peuvent surgir. De toute façon, la situation est critique; elle réclame l'attention particulière des hommes d'état dont le pays interroge la pensée toutes les fois que des circonstances inattendues l'agitent et l'inquiètent sur son avenir.

D'ici à peu de jours, la session sera close. Les députés s'en iront dans leurs départemens causer de la dotation avec leurs électeurs. A voir la rapidité qu'ils mettent à voter le budget, on pourrait les croire un peu trop pressés de partir; mais il faut être juste : la session a été laborieuse pour eux. Les commissions surtout ont été surchargées de travail. Soit que la plupart des projets de lois présentés par le gouvernement aient été mal digérés, soit que le ministère, par ses faiblesses et par ses fautes, ait donné à la chambre élective le goût d'administrer elle-même, les commissions, voulant tout connaître et tout dire, ont fait de longues études préparatoires qui n'ont pas toujours éclairci ni simplifié les questions, et les rapports ont pris des dimensions énormes. Ajoutez que la chambre, n'étant pas dirigée ni contenue, a usé souvent de son initiative. Encore aujourd'hui il lui reste à résoudre plusieurs questions importantes qu'elle a soulevées elle-même, entre

autres la réforme postale, la question du domicile politique, et la réduction du timbre des journaux. Certes, nous ne voulons pas dire que la chambre ait abusé de ses droits. Abandonnée à elle-même, ne voyant dans les idées du pouvoir aucun plan arrêté, aucune vue d'ensemble, il était naturel qu'elle substituât son action à celle du ministère sur beaucoup de points, et particulièrement sur les questions d'affaires, qui sont celles que le ministère a presque toujours livrées aux hasards de la discussion. La chambre a rempli son devoir. Pourtant, sans parler du dommage que causent à la dignité comme à l'ascendant du pouvoir ces invasions répétées du parlement sur le domaine de l'administration, elles ont cela de fâcheux qu'elles épuisent bien vite les forces d'une législature; c'est un grand mouvement, mais peu productif, et qui s'arrête au moment même où son énergie devrait redoubler. Les chambres sont faites pour discuter les lois, et non pour rédiger des codes administratifs. C'est au gouvernement à leur livrer des matériaux complets, à les guider dans une voie sûre, et à éloigner d'elles tout ce qui pourrait fatiguer leur attention. Gouverner, administrer, et en même temps discuter, contrôler, cela n'est pas possible long-temps. Aussi la chambre, depuis un mois, se montre pressée d'en finir. Elle a entrepris beaucoup de choses qu'elle ne terminera pas. Elle a posé dans ses rapports bien des questions qui n'en sortiront pas, pour cette session du moins, et que la tribune écarte prudemment. Ajoutez qu'un certain dégoût se mêle à cette lassitude. La modestie d'un ministère peut flatter l'amour-propre d'une majorité; mais comment pourrait-elle aimer ce qui résulte de son affaiblissement, l'absence de direction et le désordre dans la discussion des lois, la contradiction dans les votes, les résolutions les plus graves enlevées par surprise, source de récriminations fâcheuses contre la chambre et de conflits regrettables entre les pouvoirs parlementaires? Aussi la chambre des députés n'a jamais été plus impatiente de voir arriver le terme d'une session.

La chambre des pairs est plus calme, et ses actes s'en ressentent. Ainsi que nous l'avions prévu, elle a effacé de la législation des chemins de fer l'article additionnel de M. Crémieux. M. le comte Molé a saisi l'occasion de protester contre les insinuations faites dans une autre enceinte sur la part qu'il a prise à la compagnie de Strasbourg. Il a tenu un langage plein de fermeté et de noblesse. Il a flétri, avec toute l'autorité qui s'attache à son caractère, cet esprit de dénigrement et d'envie qui veut tout rabaisser à son niveau, qui souille par ses indignes soupçons les renommées les plus pures. On pouvait prévoir du reste que M. Molé annoncerait sa détermination bien arrêtée de demeurer désormais étranger à toute entreprise industrielle. Voilà le bénéfice le plus net de l'amendement Crémieux. Un homme qui a parcouru une des plus belles carrières politiques, et dont le nom a toujours été respecté par l'opinion, peut supporter, dans un intérêt de gouvernement, tous les outrages qui s'adressent à la vie publique; mais on ne peut exiger delui qu'il brave tous les jours la diffamation et les injures dans le seul

espoir d'assurer par son patronage la prospérité d'un chemin de fer. Les députés qui étaient entrés avec M. Molé dans la compagnie de Strasbourg ont suivi son exemple. Tout annonce que le malencontreux article, rejeté à la chambre des pairs, ne se reproduira pas au Palais-Bourbon, malgré l'appui que vient de lui prêter M. Grandin. La commission, qui a repris le projet du chemin de fer de Bordeaux, propose à l'unanimité, par l'organe de M. Dufaure, de ne pas le rétablir dans la loi. Il est devenu évident aujourd'hui, pour tous les esprits non prévenus, que la chambre des députés a commis une faute en votant l'amendement de M. Crémieux; elle doit en convenir elle-même. Si son but était de prendre une mesure disciplinaire, elle ne pouvait, sans manquer aux convenances, l'imposer à la chambre des pairs. Si elle a voulu faire entrer dans le code électoral un nouveau principe d'incompatibilité, ce n'était pas dans une loi spéciale, et par un amendement fortuit, qu'une semblable déclaration devait se produire : il fallait la soumettre à toutes les épreuves fixées par le règlement pour la délibération des projets de loi. Dans tous les cas, ce n'était point devant une chambre distraite, devant un ministère silencieux et immobile, et d'une façon pour ainsi dire subreptice, qu'une innovation si importante pouvait être consacrée. Ces tours d'adresse parlementaire ne sont pas dignes d'un pays comme le nôtre. Nous espérons bien que la chambre des députés ne persistera pas dans sa première résolution, et que le ministère, soutenu d'ailleurs par M. Dufaure, saura trouver quelques bonnes raisons pour l'en détourner.

La question des chemins de fer, dans ces derniers jours, s'est compliquée d'un embarras nouveau par la tendance de la chambre des pairs à se rapprocher des dispositions de la loi de 1842. La chambre des pairs, au fond, n'approuve pas qu'on soit sorti de cette loi. Beaucoup de ses membres eussent volontiers sacrifié les embranchemens et les lignes non désignées dans le réseau primitif, si la crainte d'ajourner les chemins de fer ne les eût retenus. Au Palais-Bourbon, on a réservé pour le chemin de Strasbourg la question de concession, comme on l'avait fait pour les chemins de Lyon et de la frontière belge. Tout fait supposer que cet ajournement aboutira l'année prochaine au vote de l'exécution intégrale, et même de l'exécution par l'état. C'est un parti qui semble bien arrêté dans la chambre élective. Les dispositions contraires de la chambre des pairs pourront créer des difficultés sérieuses, dont la première cause aura été l'indécision du cabinet. Si son attitude eût été plus ferme dès le début, il eût pu rallier à son système beaucoup d'opinions que sa contenance a ébranlées, et qui, ne pouvant s'appuyer sur lui, sont allées tout droit à des principes plus nettement défendus.

La chambre a déjà voté presque tous les chapitres du budget. Plusieurs questions dignes d'intérêt n'ont pu obtenir l'honneur d'une discussion. Ainsi, nous savons que la nouvelle loi sur les patentes diminuera de plus de sept millions les produits de l'impôt. On avait compté au contraire sur une augmen-

tation de trois millions. Voilà une nouvelle difficulté pour l'équilibre financier. Quant aux moyens de combler le déficit, on nous en parle en termes peu rassurans, et cependant c'est à peine si la chambre a voulu écouter les orateurs qui sont venus lui exposer à ce sujet leurs théories des emprunts. Nous aurions pensé qu'elle voudrait s'occuper de l'organisation des ministères et activer sur ce point le zèle de plusieurs ministres qui n'ont pas même encore préparé leurs ordonnances; mais on a glissé là-dessus. Pourtant c'est un sujet des plus graves. La justice et le bon sens se récrient sur la situation trop souvent précaire des employés de l'état, sur l'inégalité des traitemens, sur la confusion qui règne parmi les titres et les attributions, sur l'insuffisance de certains rouages de cette vaste centralisation, qui est à la fois un admirable instrument de pouvoir et de liberté régulière, double force que nous ne devons pas laisser périr en nos mains après l'avoir reçue de l'époque puissante dont elle a fait la grandeur. Ne pourrait-on pas attribuer à l'organisation vicieuse ou incomplète de nos départemens ministériels une partie des irrégularités que les commissions de finances relèvent dans l'emploi des fonds de l'état? Ici, aux formes tutélaires des adjudications on substitue les marchés de gré à gré, qui privent le trésor des bénéfices que lui donnerait la concurrence des fournisseurs. Là, on viole ouvertement les règles de la comptabilité. On fait des dépenses qui n'ont pas été votées; on intervertit les exercices et les chapitres du budget. Nous ne parlons pas de l'Algérie; nous comprenons les difficultés que rencontre une administration naissante sur un sol mal affermi, où les règlemens de la métropole entrent en lutte avec les résistances locales et avec l'esprit assez désordonné de la conquête. Mais c'est en France, dans nos ports, dans nos établissemens publics, à Paris même, sous les yeux des chambres, que nous voyons les lois financières mal observées, et de ces abus pour lesquels on ne saurait trouver d'excuse après plus de trente ans de gouvernement représentatif. On parle de traitemens augmentés sans crédits, de places créées sans fonctions, d'établissemens fondés contre le vœu des chambres. Bien certainement la majorité n'a pas dit au ministère le quart de ce qu'elle pense sur toutes ces choses. Elle a été indulgente; elle a eu peut-être un scrupule que nous sommes loin de blâmer. Beaucoup de gens évitent de porter à la tribune les discussions sur les abus de finances, parce que le dommage moral qui en ressort est souvent plus grand que les fautes commises, et parce que la dignité du pays est exposée dans de pareils débats. Ensuite, y a-t-il beaucoup d'honorables membres, au Palais Bourbon, qui aient pris le temps de lire d'un bout à l'autre le volumineux rapport de M. Bignon?

Comme il arrive souvent que les petites choses se remarquent dans ce bas monde beaucoup plus que les grandes, et comme on est peu charitable dans ce pays assez causeur que l'on nomme la chambre des députés, on a remarqué cette année que M. Bignon, nommé deux années de suite rapporteur du budget, se montrait beaucoup moins ardent que l'an passé; que son rapport,

très étendu du reste, avait glissé sur des détails assez sérieux, révélés à la chambre par ses collègues de la commission; que son langage, si acerbe l'année dernière, s'était sensiblement adouci; qu'enfin, s'il montait à la tribune, c'était pour défendre plutôt que pour attaquer le ministère. Les médisans n'ont pas manqué de dire que M. Laplagne était au moment de céder à M. Bignon son hôtel de la rue de Rivoli. Nous pouvons dire là-dessus ce qui en est. On sait toute l'influence que donne pendant quinze jours à un député le rapport du budget. Tous les ministres sont à ses genoux; tous les solliciteurs frappent à sa porte. Or, une nuée de ces visiteurs incommodes est venue assaillir cette année l'honorable député. Il en est venu de tous les points de la France, de la Loire surtout. M. Bignon, que le maréchal Soult trouvait l'an dernier le plus impitoyable des hommes, est cependant d'une bienveillance achevée. C'est le cœur le plus généreux. Il n'a pu se voir l'objet de tant de sollicitations sans se sentir attendri. Il s'est laissé aller à des promesses nombreuses qu'il a bien fallu réaliser en partie. Les ministres se sont bien gardés de repousser les demandes appuyées par un homme aussi précieux. Sans aucun doute, M. Bignon n'a pas offert son silence en retour des nobles procédés dont le ministère a pu user envers lui: l'indépendance de l'honorable député est pour le moins égale à son extrême bienveillance et à sa courtoisie; mais de cette double circonstance que la charité de M. Bignon trouvait à s'exercer sans peine, et que la main du ministère l'aidait à répandre des bienfaits, il est résulté que l'honorable rapporteur, sans rien perdre de son désintéressement et de sa dignité, surtout aux yeux des habitans de la Loire, n'a pas cru nécessaire de blâmer aussi sévèrement que l'an passé le ministère au sujet de ces peccadilles que l'on appelle des infractions à la loi du budget, et qu'il a même jugé convenable de lui prêter un peu d'appui dans l'occasion. Nous ne savons si beaucoup de gens blâmeront au fond M. Bignon; mais nous en connaissons quelques-uns qui auraient voulu se trouver dans la même situation que lui pour faire exactement la même chose.

Quoi qu'il en soit, bien que le débat sur les questions financières ou administratives ait été rapide, il n'a pas toujours porté bonheur au cabinet. Le maréchal attachait une grande importance à la loi du recrutement. On sait que cette question est devenue l'objet d'un dissentiment entre les deux chambres. Un premier vote de la chambre des députés avait fixé la durée du service militaire à sept ans, et la chambre des pairs, d'accord avec le gouvernement, avait adopté la limite de huit années. La chambre élective vient de reprendre sa première résolution. C'est pour le ministre de la guerre un coup sensible, pour le cabinet un échec, pour les rapports entre les deux chambres une difficulté de plus, pour le pays enfin un résultat affligeant, car le voilà pour long-temps peut-être privé d'une loi impatiemment attendue. Un vote important a eu lieu pour les finances. Le ministère, par l'organe de M. Laplagne, proposait de réduire à 3 pour 100 l'intérêt du cau-

tionnement des officiers ministériels; la chambre a étendu la réduction aux cautionnemens des comptables. Le trésor gagne en tout 2,500,000 francs; mais les receveurs-généraux, les receveurs particuliers, les payeurs, sont l'objet d'une mesure dont le ministre a vainement démontré la rigueur. On connaît le dévouement de M. Laplagne aux intérêts de l'administration qu'il dirige avec une capacité éprouvée. On ne lui reprochera pas de les avoir laissés sans défense. S'il a succombé, c'est qu'il a rencontré tout à coup dans la lutte des adversaires sur lesquels il n'avait pas compté. Ces adversaires imprévus sont ses collègues eux-mêmes, qui, voyant incliner la majorité vers la réduction, et craignant un échec, ont abandonné prudemment M. Laplagne à ses seules ressources, et se sont mis contre lui dans la majorité. Nous sommes surpris que ce fait caractéristique n'ait pas été relevé. Au budget des cultes, une petite affaire a contrarié vivement M. le garde-des-sceaux. Il s'agissait de l'archevêché de Paris. D'après la loi organique du 8 germinal an II, chaque archevêque peut nommer trois vicaires-généraux, M. l'archevêque de Paris en a trois : il en veut un quatrième, et M. le garde-des-sceaux demande un crédit pour assurer le traitement; mais la loi du 8 germinal, la charte du clergé, peut-elle être abrogée ainsi dans une de ses dispositions par un chiffre porté au budget? M. le garde-des-sceaux a fini par convenir qu'il eût été plus régulier de présenter pour cet objet un projet de loi spécial, et il a retiré sa demande.

La discussion du crédit de huit millions pour la marine n'a pas répondu à l'importance des intérêts engagés dans la question. Au lieu de devenir un débat politique, elle est restée, comme le désirait sans doute M. de Mackau, une discussion de budget. L'éloquence et le savoir auraient pu tirer de ce sujet un immense parti. Nous avons vu des temps où la question la plus fastidieuse en apparence, une loi de douane, par exemple, devenait, par le talent des orateurs, un évènement de tribune. La parole animée, féconde, de quelques hommes, communiquait à ces matières arides un attrait puissant. Si alors une question comme celle de la marine, pleine d'un intérêt national, fût tombée entre leurs mains, avec quel empressement ils l'auraient saisie! Aujourd'hui la chambre est pressée de partir. Il faut excepter cependant M. Billault, qui s'est rendu l'éloquent interprète des idées qu'un brave marin, l'amiral Lalande, nous a léguées en mourant. M. Billault a su se faire entendre dans un religieux silence. L'amiral pensait que la France doit rester une puissance maritime. Tout lui en fait une loi, son commerce, son esprit aventureux, son influence politique, son territoire même à défendre. Quant à l'équilibre à établir entre la marine à vapeur et la marine à voiles, l'amiral voulait qu'on fît des expériences nouvelles avant de prendre une résolution sur ce point : non pas qu'il eût une idée peu favorable du rôle destiné à la marine à vapeur dans le système de nos forces navales; mais la question ne lui semblait pas suffisamment étudiée. Il voulait qu'on appréciât mûrement les faits. Tel est aussi le vœu de M. le prince de Joinville, que l'on accuse

à tort d'exagération. Témoin des incertitudes et des lenteurs du pouvoir dans l'examen de la question, il l'a portée lui-même devant la France : il a voulu la mettre à l'étude; c'était le moyen d'en assurer la solution. Au surplus, les répugnances du gouvernement pour l'extension de notre marine à vapeur ne sont plus un secret. On en cite les preuves à la tribune, et le ministère ne les dément pas. Si donc, dans la pensée de M. le prince de Joinville, cette disposition du gouvernement est un danger pour le pays, c'était son devoir de la signaler. L'amiral Lalande pensait que notre flotte n'est pas suffisamment exercée dans les manœuvres. Il critiquait le système de la disponibilité de rade, dont le seul avantage est de maintenir la discipline à bord. Il voulait que la flotte devînt plus mobile, que l'on montrât plus souvent nos escadres sur les mers. Il voulait surtout que les stations maritimes envoyées près de nos consuls ne fussent plus un simulacre impuissant de notre force. A ses yeux, c'était compromettre la politique de la France au lieu de la servir. Nous avons aujourd'hui sous les yeux un triste témoignage de cette vérité. La question de la Plata aurait pu être terminée dans l'origine par le blocus de Buénos-Ayres, si les moyens donnés aux agens de la France pour exécuter cette mesure de vigueur eussent été suffisans. Le gouvernement voulait un blocus énergique; mais, le comte-amiral Leblanc n'ayant pas assez de vaisseaux pour le rendre efficace, les choses ont traîné en longueur, et toutes les complications que l'on connaît sont survenues. On peut supposer également que, si nos agens eussent eu des forces suffisantes dans la Plata au moment de la rupture entre la France et Buénos-Ayres, ils n'auraient pas accepté le concours de Riveira pour prendre l'île de Martin-Garcia, déplorable faute dont les ennemis de la France se sont emparés pour discréditer sa politique dans ces parages. Ce sont là des aveux qu'il est pénible de faire, mais ils renferment des leçons dont le gouvernement doit profiter. L'amiral Lalande attachait le salut de la flotte aux approvisionnemens. Il éprouvait à cet égard de vives inquiétudes; la chambre les a partagées. Ce côté administratif de la question de la marine a été exploré par plusieurs orateurs qui ont signalé des irrégularités graves. La situation des arsenaux n'a pu être éclaircie. On reproche à M. le ministre de la marine de n'avoir pas donné là-dessus les renseignemens nécessaires. Il est bien possible que M. de Mackau ne les ait jamais eus entre les mains. La commission du budget démontre que depuis six ans, malgré l'accroissement extraordinaire des crédits, nos approvisionnemens se sont épuisés, pendant que notre flotte à voiles a diminué de quatre vaisseaux et de quinze frégates! D'où peut venir un résultat si affligeant? M. le prince de Joinville avait-il tort de dire que la plus grande plaie de la marine est le mauvais emploi des fonds qui lui sont accordés par les chambres? M. de Mackau avait du reste reconnu, il y a un an, la nécessité d'une réforme. Il avait envoyé à Brest une commission spéciale chargée de préparer une ordonnance qui rétablît l'ordre et le contrôle dans toutes les parties du service. L'ordonnance a paru le 14 juin dernier; mais, en ce qui touche le

service des arsenaux, elle ne répond pas au vœu exprimé par la commission de Brest. Celle-ci voulait un système de centralisation fortement constitué, garantie d'un ordre sévère et d'une responsabilité réelle. Le ministre, entravé sans doute par la résistance des intérêts et des préjugés traditionnels, a préféré maintenir le système des comptabilités éparses, détachées les unes des autres, et n'aboutissant à aucun centre commun, système condamné depuis long-temps par les abus qu'il a fait naître et qu'il perpétue. Cette ordonnance du 14 juin a été pour M. de Mackau la source de quelques ennuis secrets dont on a peu parlé, et qui se sont dissimulés à la faveur des grandes questions du jour. D'abord, il ne l'a publiée qu'après les instances réitérées des commissions du budget et du crédit de huit millions, toutes deux favorables au système de la commission de Brest. Puis, quand l'ordonnance a paru, la commission du budget avait déjà fait son rapport, où elle exposait sur le contrôle une opinion contraire aux bases de l'ordonnance. Plusieurs membres de la commission, vivement blessés, parlèrent alors de proposer à la chambre une réduction du crédit pour infliger un blâme au ministre. M. de Mackau a détourné adroitement l'orage, mais il a eu un moment des craintes sérieuses.

Pendant que l'on discute la marine, M. le prince de Joinville commande l'escadre destinée à agir, s'il y a lieu, sur le Maroc. M. le ministre des affaires étrangères a fait connaître les causes de la rupture et les projets du gouvernement. Abd-el-Kader est le principe du différend entre les deux états. Il a soulevé les Marocains contre nous par ses prédications fanatiques. Nous avons réclamé; nous avons demandé son éloignement de notre territoire; l'empereur, enchaîné par le fanatisme de son peuple, n'a pu faire droit à nos réclamations. Pour donner lieu à un prétexte de guerre, Abd-el-Kader a fait surgir entre nous et le Maroc une question de limites. Nous avons dû repousser des prétentions injustes. Alors des rassemblemens de troupes ont été formés inopinément sur notre frontière. Envahis deux fois, nous avons repoussé l'agression, et, la seconde fois, le maréchal Bugeaud, pour constater la supériorité de nos armes, a poussé jusqu'à Ouschda, sans coup férir; puis il est rentré sur Tlemcen, laissant au gouvernement le soin de faire la paix ou la guerre. Le gouvernement n'a aucune vue de conquête sur le Maroc; l'Algérie lui suffit. Son but unique est d'assurer la sécurité de notre territoire. Pour atteindre ce but, il exige une satisfaction et des garanties pour l'avenir. Les rassemblemens de troupes formés sur notre frontière seront dispersés; les agens qui nous ont attaqués seront rappelés et punis; Abd-el-Kader sera relégué loin de nos limites et de notre influence. On lui assignera une résidence fixe dans l'intérieur, sur les côtes de l'Océan. M. Guizot déclare que toutes ces conditions doivent être stipulées dans des actes formels, et que toutes les mesures sont prises pour arriver à ce résultat.

Le but de cette politique est sage : notre seul intérêt dans la question est

la sécurité de notre territoire; mais les moyens employés par le gouvernement et les garanties qu'il exige ne suffiront peut-être pas pour obtenir cette sécurité. L'empereur du Maroc n'est pas maître chez lui; comment pourra-t-il faire exécuter les engagemens qu'il aura souscrits envers nous? Cette rupture qui a éclaté, ce n'est pas lui qui l'a fait naître; il prétend, au contraire, avoir fait tout ses efforts pour l'empêcher, et on peut le croire, car si quelqu'un souffre de la présence d'Abd-el-Kader dans le Maroc, c'est surtout l'empereur. La situation sera donc toujours la même. L'empereur voudra qu'Abd-el-Kader s'en aille, et il ne pourra pas le chasser. A cela, M. Guizot répond que, si l'empereur n'est pas assez fort pour éloigner Abd-el-Kader de notre frontière, nous sommes là pour y pourvoir, ce qui signifie, comme on l'a dit, que, s'il est incapable de faire la police sur son territoire, l'armée française saura bien la faire pour lui. Cet argument nous inquiète; il nous laisse supposer que l'on n'a pas une grande confiance dans la voie qu'on s'est tracée. Le résultat de tout cela pourrait bien être qu'après avoir obtenu de l'empereur du Maroc une satisfaction complète, les garanties les plus sûres, établies par les conventions les plus formelles, on n'en fût pas moins obligé d'avoir long-temps encore une armée sur la Tafna.

Des deux côtés du détroit, l'affaire du Maroc a déjà donné lieu à plusieurs interpellations. Le résultat en est fâcheux pour le cabinet. Quand bien même les difficultés de la question seraient momentanément aplanies par les réparations que la dépêche du consul de Tanger annonçait le 10 juillet à M. Guizot, il sortirait encore de cette affaire une impression pénible, causée par les révélations des chambres anglaises. Tout le monde sait que les gouvernemens amis échangent entre eux des communications sommaires sur leur politique extérieure; mais la dignité de la France a souffert d'entendre dire à M. Peel qu'il avait reçu de M. Guizot les explications les plus satisfaisantes et les plus complètes sur les intentions du gouvernement français dans la question du Maroc, et que ces communications comprenaient les instructions données à M. le prince de Joinville. M. Peel, pour se faire bien venir de sa majorité, a peu ménagé dans cette circonstance la susceptibilité et les intérêts de M. Guizot. Après un semblable procédé, M. Guizot eût pu se dispenser de garantir à l'Angleterre, du haut de la tribune française, la modération et le désintéressement de notre politique dans les affaires du Maroc. Le moment était mal choisi de montrer tant d'humilité et de courtoisie. Et comment l'Angleterre a-t-elle répondu à ces avances? En protestant contre l'occupation française à Alger. Le ministère anglais et des membres de sa majorité se sont concertés pour arranger une sorte de dialogue public où l'on trouverait le moyen de déclarer indirectement à la France que l'on ne reconnaît pas sa souveraineté en Algérie. M. Guizot nous avait dit en 1842 à la tribune que lord Aberdeen regardait l'occupation d'Alger comme *un fait accompli;* il tenait le mot de M. de Saint-Aulaire, notre ambassadeur à Londres, qui l'avait reçu du ministre anglais, au Foreign-Office.

Aujourd'hui, lord Aberdeen rectifie l'assertion de M. Guizot. Loin d'avoir déclaré qu'il regardait notre occupation d'Alger comme *un fait accompli*, le noble lord prétend avoir dit qu'il n'avait pas *pour le moment* d'observation à faire à ce sujet, et que son intention était de garder le silence. Il y a, comme on voit, une grande différence entre les paroles de lord Aberdeen et la traduction qui en a été donnée par M. de Saint-Aulaire à M. Guizot.

Ce n'est pas tout. Le ministère anglais veut qu'on sache bien qu'il n'a pas demandé l'*exequatur* de la France pour son consul-général à Alger. Le fait est connu de tout le monde; personne n'en doute à la chambre des communes. N'importe; on veut encore se donner, à l'occasion du Maroc, cette douce satisfaction. On se fait adresser là-dessus une interpellation, et on répond négativement, au grand plaisir de M. Sheil et de ses amis. Cette question de l'*exequatur* n'a pas été traitée chez nous aussi sérieusement qu'elle devait l'être. C'est une vieille question, dit-on; oui, mais c'est une vieille injure : il est toujours temps de protester contre elle. Si l'on ne peut aborder de pareils sujets sous le règne de l'entente cordiale, quand donc les abordera-t-on? Il est bon de faire connaître que l'Angleterre, sur ce point, outre qu'elle tient une conduite mesquine, dont le seul effet peut être de nous blesser gratuitement, se trouve en désaccord avec les règles de la diplomatie. Il est d'usage de ne pas renouveler les *exequatur* des consuls lorsqu'ils ne sont pas revêtus d'un caractère représentatif; mais dans le Levant, dans les états barbaresques surtout, en vertu des anciennes capitulations, les consuls ont ce caractère. Ils sont chargés d'affaires; assimilés aux personnages diplomatiques, ils doivent, comme eux, se faire délivrer de nouvelles lettres de créance dans les changemens de règne ou de souveraineté. S'ils ne le font pas, c'est une protestation. Ils cessent dès-lors d'être accrédités; ils n'ont plus le droit de garantir leurs nationaux : voilà les principes. L'Angleterre les méconnaît complètement à Alger. Rigoureusement, M. Saint-John est accrédité auprès du dey; il ne l'est pas auprès du gouvernement français, qui cependant en agit avec M. Saint-John comme si sa situation était régulière; car, autant l'Angleterre évite soigneusement de donner son adhésion diplomatique aux entreprises étrangères, autant la France se montre libérale à cet égard. Peu éprise de la Russie, elle a envoyé un consul dans la province du Caucase, et malgré la situation du consul anglais à Alger, nous avons envoyé, depuis 1839, des agens consulaires à Singapour, à Calcutta et à Bombay. C'est peut-être une faiblesse de notre part, et le sujet d'un triomphe secret pour l'Angleterre. Il faut avouer qu'elle ne néglige rien pour nous en faire repentir.

La mission confiée au prince de Joinville a excité les commentaires jaloux de quelques membres du parlement britannique, parmi lesquels on regrette de voir un homme aussi éminent que lord John Russell. Les journaux de Londres ont aussitôt annoncé le départ d'un certain nombre de vaisseaux destinés à renforcer la station de Gibraltar. La presse et la tribune se sont émues en France. M. Guizot a déclaré que les forces navales de l'Angleterre, dans les

parages du Maroc, n'étaient pas supérieures aux forces françaises. A ce sujet, M. Molé a rappelé un fait qui a paru placé très à propos dans la discussion. Après la prise de Saint-Jean-d'Ulloa, l'amiral Baudin, négociant avec le Mexique, se trouva en présence du commodore anglais, dont l'escadre était plus forte que celle de la France. L'amiral suspendit aussitôt les négociations, déclarant qu'il ne pouvait les continuer en présence d'une flotte supérieure à la sienne. Le commodore se retira, et renvoya une partie de ses bâtimens. « Je suis sûr, a dit M. Molé, que M. le prince de Joinville, dans des circonstances semblables, agirait comme l'amiral Baudin. » Ce trait, raconté avec une grande simplicité, a produit sur la chambre des pairs une assez vive impression.

L'Espagne semble au moment d'entrer en collision avec le Maroc. L'empereur lui a refusé toute satisfaction, et a rejeté la médiation de l'Angleterre. Rien n'égale l'insolence et le mépris avec lesquels Abderraman traite une nation qui fut autrefois si grande. Le gouvernement espagnol dirige des troupes sur Ceuta. On pense que l'Angleterre préviendra les hostilités. Ces circonstances, jointes à une crise électorale qui est imminente, ont donné au peuple espagnol un certain élan. S'il se trouvait un homme de génie qui sût profiter de ce mouvement des esprits et le tourner vers une grande entreprise, les destinées de l'Espagne seraient peut-être changées; mais la tentative serait trop hardie. Des finances ruinées, une administration à peine constituée, un gouvernement sans règle, un peuple que l'anarchie a dévoré si long-temps, seraient de tristes ressources pour inaugurer une politique nouvelle qui ferait appel à un patriotisme énergique. Aussi, sans chercher à arrêter une guerre où l'honneur du pays est engagé, les esprits sages, en Espagne, conseillent de limiter le but de l'expédition, et de ne pas s'aventurer dans des essais ambitieux où la nation livrée à elle seule succomberait. Rétablir l'ordre, restaurer le crédit, organiser les différens pouvoirs de l'état, fonder le régime constitutionnel sur les débris de tant de révolutions, voilà quel doit être le travail de la société espagnole. Ce n'est qu'après avoir passé par ces épreuves nécessaires, qu'elle pourra tourner ses regards vers cette contrée du Maroc, où semblent l'appeler, dans une époque plus ou moins rapprochée, la nature de son génie primitif et la fatalité des évènemens.

Du reste, les conférences de Barcelone ont produit des résultats conformes à cette politique. Le système constitutionnel l'emporte. Un décret du 4 juillet dissout les cortès, et convoque les colléges électoraux pour le 3 septembre. Un autre décret rétablit dans les provinces basques les députations et les municipalités d'après les *fueros*. La question des *fueros* sera soumise aux prochaines cortès.

On s'est beaucoup occupé, dans ces derniers temps, des affaires de Montevideo. Les versions les plus contradictoires ont été accueillies de part et d'autre. D'un côté, on prend ses renseignemens dans les journaux de Buenos-Ayres ou dans les dépêches des affaires étrangères; de l'autre, on a peut-être le tort de ne chercher la vérité que dans les journaux de Montevideo.

Nous croyons que de pareils débats sont prématurés, et que les faits ne sont pas encore suffisamment éclaircis. Les deux discours de M. Thiers n'en restent pas moins, jusqu'à présent, des tableaux fidèles sur beaucoup de points, et animés par ce pinceau éclatant qui n'appartient qu'à lui. Rarement la parole de M. Thiers avait été si entraînante. On sentait que toutes les forces de son ame étaient employées à défendre un intérêt sacré, celui de la France. L'effet de cette parole n'est pas oublié.

M. Thiers, sur l'invitation de la chambre, a lu son rapport au nom de la commission de l'enseignement secondaire. Cette lecture, qui a duré près de trois heures, a captivé la chambre. M. Thiers a été souvent interrompu par des applaudissemens qui s'adressaient à la fois aux sages propositions dont il était l'interprète et au talent admirable de l'écrivain. Nous n'entrerons pas aujourd'hui dans l'examen de cet immense travail; nous ne ferons que cette seule réflexion. Il y a deux mois, lorsque le projet de loi sur l'enseignement sortait des mains de la chambre des pairs, les partisans du principe universitaire, qui représente les droits de l'état et l'esprit mûr de notre temps, pouvaient se sentir alarmés. Une réaction avait paru s'opérer dans la sphère élevée du pouvoir. L'Université, qui avait le droit de se plaindre, était réduite à se défendre. Aujourd'hui cette situation n'existe plus. Les amendemens de la commission, reprenant la plupart des dispositions du projet primitif, ont rétabli les choses comme elles étaient au point de départ. Seulement, à l'action ministérielle qui s'effaçait dans le débat au lieu de le dominer, vient se substituer l'action personnelle de M. Thiers, dont l'énergie est connue, et qui ne passe point pour abandonner aisément les causes remises entre ses mains. Ce que nous disons là ne saurait s'adresser à M. le ministre de l'instruction publique. Nous ne pouvons que féliciter M. Villemain de tout ce qui se passe maintenant. Ce n'est pas une défaite pour lui, c'est une victoire. Espérons qu'il saura en profiter.

Et maintenant, si nous disions que, pendant huit jours entiers, une chose a occupé Paris et la France plus que la dotation, plus que le Maroc, plus que les chemins de fer, on ne nous croirait pas, et cependant rien n'est plus vrai. Pendant toute une semaine, un procès criminel, dénué de tout intérêt pathétique, vide pour l'ame, mais produisant une sorte de frémissement physique par des scènes atroces, a tenu en suspens toute une population qui vante cependant la délicatesse de son esprit et la douceur de ses mœurs. Mais c'est le goût du jour, les raffinemens de la société nous ramènent aux passions du cirque. Ce qui devrait être caché aux regards de la foule, ce qui devrait se passer entre la justice de ce monde et Dieu, ce qui devrait nous inspirer une secrète horreur ou du dégoût nous attire au contraire par je ne sais quelle curiosité barbare. Nous déchirons le voile qui recouvre une plaie hideuse, et nous la contemplons sans pouvoir rassasier nos yeux. Dès qu'un crime est commis, la publicité s'en empare; des écrivains, dont c'est le talent et la fortune, arrangent les circonstances en forme de drame. Dès

que les prévenus sont arrêtés, leurs noms, leurs antécédens, jusqu'aux traits de leur visage, indices trompeurs de culpabilité ou d'innocence, tout est détaillé. On ne s'inquiète pas toujours de savoir si ces révélations sont vraies ou fausses; on ne songe pas qu'une indication erronée, s'accréditant par la voie de la presse, peut imprimer à une famille honorable une tache éternelle. L'acte d'accusation est dressé; il paraît à l'instant même dans les journaux. Enfin les débats s'ouvrent, la foule les assiége, et qui voit-on au premier rang? Des femmes, non pas celles du peuple, mais celles qui font l'ornement de nos salons, les plus fêtées et les plus élégantes. Elles viennnent étudier les angoisses des accusés; elles assistent à leurs tortures : spectacle horrible qu'elles semblent goûter avec une volupté étrange. Inattentives lorsque les circonstances du procès sont vulgaires, elles ont le regard fixe, l'oreille avide lorsque l'interrogatoire présente des incidens tragiques. Plaignez-les, car elles ne croient pas mal faire. Ces émotions qu'elles viennent chercher sur ce nouveau théâtre sont celles qu'une littérature malheureusement justifiée à leurs yeux par le succès offre tous les jours à leur imagination maladive. Qu'y a-t-il d'étonnant qu'elles préfèrent à tels drames ou tels romans que nous pourrions citer les drames ou les romans des cours d'assises? Enfin, de pareils scandales ne se reproduiront plus; une circulaire de M. le garde-des-sceaux vient d'y mettre un terme. S'il fallait en croire le bruit qui court, ce serait un des derniers actes de l'existence ministérielle de M. Martin; mais ce sera sans contredit le meilleur et le plus généralement approuvé.

V. DE MARS.

its
lé-
ou
oie
le.
xx.
ier
ent
ier
ble
les
ide
car
sur
iée
ve.
que
in,
de-
art,
sis